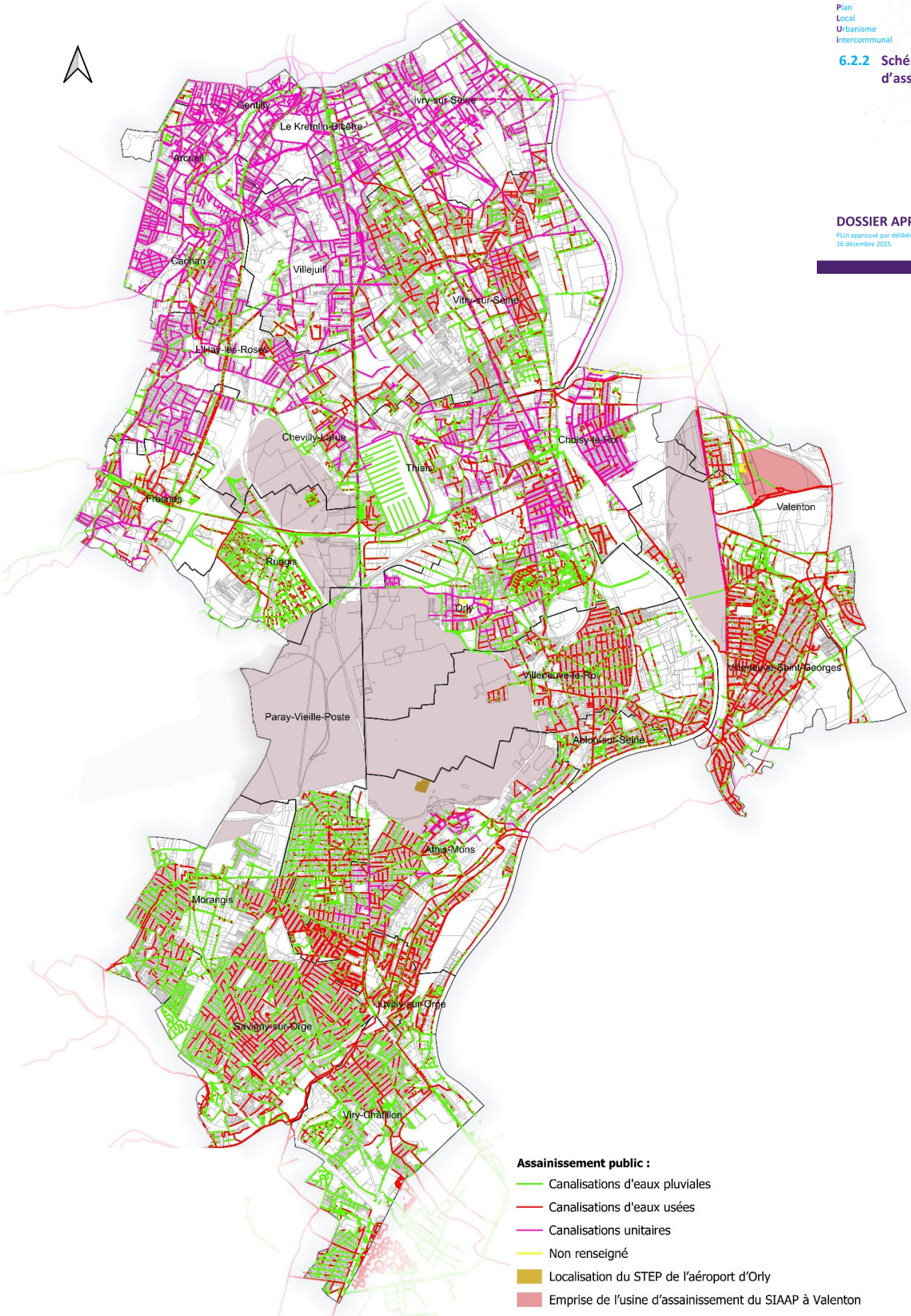
Grand Orly seine bièvre

Plan
Local
Urbanisme
intercommunal

6.2.2 Schéma du réseau d'assainissement

DOSSIER APPROBATION

PLUi approuvé par délibération du Conseil territorial en date du 16 décembre 2025



Assainissement public :

- Canalisations d'eaux pluviales
- Canalisations d'eaux usées
- Canalisations unitaires
- Non renseigné
- Localisation du STEP de l'aéroport d'Orly
- Emprise de l'usine d'assainissement du SIAAP à Valenton





SAGE Bièvre

Plan D'aménagement et de Gestion Durable de la ressource en eau et des milieux aquatiques

Version révisée adoptée en Comission Locale de l'Eau le 17 mars 2023 et approuvée par Arrêté Interpréfectoral n°2023-02397 du 4 juillet 2023

SMBVB
Syndicat Mixte du Bassin Versant de la Bièvre

sce
Aménagement
& environnement

SOMMAIRE

I. PRESENTATION DU SAGE BIEVRE 6

I.1. Contenu *6*

I.2. Portée juridique *7*

I.3. Historique du SAGE Bièvre *9*

A. Emergence 9

B. Elaboration 9

C. Phase de mise en œuvre du SAGE 9

II. SYNTHESE DE L'ETAT DES LIEUX DU SAGE BIEVRE 11

II.1. Préambule *11*

A. Présentation du territoire 11

B. Contexte institutionnel 13

II.2. Analyse du milieu aquatique existant *16*

A. Hydromorphologie et qualité biologique 16

B. Les zones d'inventaires et le réseau Natura 2000 17

1) Zones d'inventaire 18

2) Le réseau NATURA 2000 18

3) Le Parc Naturel Régional de la Haute Vallée de Chevreuse 19

4) Réserves naturelles 19

C. Zones humides 20

D. Qualité physico-chimique des eaux superficielles 21

1) Etat de la ressource 21

2) Rejets domestiques 22

E. Qualité chimique : micropolluants 22

1) Etat chimique au sens de la DCE 22

2) Produits phytosanitaires 22

3) Métaux lourds 23

F. Risques naturels et technologiques 23

1) Inondations 23

2) Les risques technologiques 24

3) Sites et sols pollués 24

II.3. Recensement des diférents usages des ressources en eau *25*

A. Alimentation en eau potable 25

B. Activités industrielles et artisanales 25

1) Installations classées pour la protection de l'environnement (i.c.p.e) 25

2) Zones d'activités 25

C. Agriculture 26

D. Usages récréatifs et patrimoine liés à l'eau 27

II.4. Exposé des principales perspectives de mise en valeur des ressources en eau *29*

A. Atteinte du bon état ou du bon potentiel écologique sur les masses d'eau 29

B. Amélioration, restauration et préservation des milieux aquatiques et humides, de leurs fonctionnalités et de leurs continuités écologiques 30

C. Renforcer l'attrait des cours d'eau, protéger et restaurer le patrimoine lié à l'eau 30

D. Prévention et maîtrise du risque inondation et de submersion liée aux débordements de réseaux 31

II.5. Evaluation du potentiel hydroélectrique *31*

III. GRANDS ENJEUX DU SAGE DEFINIS PAR LA COMMISSION LOCALE DE L'EAU 32

IV. OBJECTIFS GENERAUX ET MOYENS PRIORITAIRES DE REALISATION 34

IV.1. Clé de lecture du PAGD *34*

IV.2. Gouvernance, aménagement, sensibilisation, communication 35
1) Contexte et objectifs 35
2) Orientations et modalités de réalisation 36
Orientation G. 1: Gouvernance et coordination 36
Orientation G. 2 : Sensibilisation, pédagogie et valorisation des actions 39
Orientation G. 3 : Intégration des enjeux du SAGE dans les projets d'aménagements et dans la planification urbaine 40
Orientation G. 4 : Statut de la Bièvre aval 41
IV.3. Milieux 42
1) Contexte et objectifs 42
2) Orientations et modalités de réalisation 43
Orientation M. 1 : Renaturation et réouverture de tronçons cohérents 43
Orientation M. 2 : Restauration hydromorphologique 44
Orientation M. 3 : Amélioration de la continuité écologique (sédimentaire et piscicole) et hydraulique (latérale et transversale) 46
Orientation M. 4 : Préservation, restauration et valorisation des zones humides 50
Orientation M. 5 : Préservation et gestion des milieux aquatiques associés 53
IV.4. Qualité 55
1) Contexte et objectifs 55
2) Orientations et modalités de réalisation 56
Orientation Q. 1 : Réduction des rejets permanents d'eaux usées domestiques, artisanales et industrielles 56
Orientation Q. 2 : Réduction des rejets temporaires (en temps de pluie) d'eaux usées domestiques, artisanales et industrielles 58
Orientation Q. 3 : Gestion des rejets ponctuels en eau traitée au milieu naturel en provenance des stations d'épurations 59
Orientation Q. 4 : Réduction de la pollution phytosanitaire 61
IV.5. Ruissellement 64
1) Contexte et objectifs 64
2) Orientations et modalités de réalisation 66
Orientation R. 1 : Prévision des désordres, des crues de la Bièvre et de ses affluents et des débordements de réseaux : surveillance et anticipation 66
Orientation R. 2 : Réduction de la vulnérabilité des personnes et des biens par l'intégration du risque d'inondation par débordements de cours d'eau dans l'urbanisme 67
Orientation R. 3 : Prévention : mise en place de règles de gestion concertée inter-acteurs 68
Orientation R. 4 : Prévention : Limitation des ruissellements à la source 70
Orientation R. 5 : Protection : augmentation des capacités de transfert et d'écrêtement 75
IV.6. Patrimoine 76
1) Contexte et objectifs 76
2) Orientations et modalités de réalisation 76
Orientation P. 1 : Protection et valorisation du patrimoine naturel, paysager et historique 76
V. EVALUATION DES MOYENS MATERIELS ET FINANCIERS NECESSAIRES A LA MISE EN ŒUVRE ET AU SUIVI DU SAGE 79
V.1. Démarche 79
V.2. Evaluation des coûts 79
A. Méthodologie 79
B. Coûts par enjeu 79
C. Répartition des coûts par maitrises d'ouvrage 80
VI. TABLEAU DE BORD DU SAGE 81
VII. GLOSSAIRE 87
VIII. ANNEXES 92
VIII.1. Annexe 1 : fiche de synthèse relative à l'inventaire Zones humides

réalisé sur le territoire en 2013 *93*

VIII.2. Annexe 2 : débits de fuite en vigueur à la date de publication de l'arrêté d'approbation du SAGE *99*

VIII.3. Annexe 3 : présentation des coûts de mise en œuvre des dispositions du SAGE et des hypothèses prises pour leur évaluation *101*

VIII.4. Annexe 4 : Synthèse du calendrier des actions du SAGE *106*

I. PRESENTATION DU SAGE BIEVRE

I.1. CONTENU

Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux, défini à l'article L212-3 du Code de l'Environnement, est un outil de planification stratégique à l'échelle d'un bassin hydrographique cohérent, dont l'objet est l'atteinte des principes d'une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau (Code de l'Environnement art. L.211-1-II) et de la protection du patrimoine piscicole (Code de l'Environnement art. L.430-1), tenant compte des adaptations nécessaires au changement climatique et permettant de satisfaire les exigences de la santé, de la salubrité publique, de la sécurité civile et de l'alimentation en eau potable de la population. La gestion intégrée doit également permettre de satisfaire ou concilier les autres usages avec les exigences :

- de la vie biologique du milieu récepteur,
- de la conservation et du libre écoulement des eaux et de la protection contre les inondations,
- de l'agriculture, des pêches et des cultures marines (sans objet sur le SAGE de la Bièvre), de la pêche en eau douce, de l'industrie, de la production d'énergie, en particulier pour assurer la sécurité du système électrique, des transports, du tourisme, de la protection des sites, des loisirs et des sports nautiques ainsi que de toutes autres activités humaines légalement exercées.

Le SAGE est adopté par la Commission Locale de l'Eau, et approuvé par arrêté préfectoral.

Il fixe des objectifs généraux visant à satisfaire les principes des articles L211-1 et L. 430-1 du code de l'environnement, à savoir :

- la prévention des inondations et la préservation des écosystèmes aquatiques, des sites et des zones humides,
- la protection des eaux et la lutte contre toute pollution par déversements, écoulements, rejets, dépôts directs ou indirects de matières de toute nature,
- la restauration de la qualité de ces eaux et leur régénération,
- le développement, la mobilisation, la création et la protection de la ressource en eau,
- la valorisation de l'eau comme ressource économique,
- la promotion d'une utilisation efficace, économe et durable de la ressource en eau,
- le rétablissement de la continuité écologique au sein des bassins hydrographiques,
- la protection du patrimoine piscicole.

Le SAGE comporte un Plan d'Aménagement et de Gestion Durable de la ressource en eau et des milieux aquatiques (PAGD) et un règlement, assortis chacun de documents cartographiques.

Le Plan d'Aménagement et de Gestion Durable (PAGD) exprime le projet de la Commission Locale de l'Eau en définissant les objectifs généraux et les moyens, conditions et mesures prioritaires retenus par celle-ci pour les atteindre. Il précise les maîtrises d'ouvrage, les délais et les modalités de leur mise en œuvre.

Le règlement du SAGE renforce, complète certaines mesures prioritaires du Plan d'Aménagement et de Gestion Durable (PAGD) pour rendre ces règles opposables au tiers.

I.2. PORTEE JURIDIQUE

Le Code de l'Environnement encadre l'élaboration et le contenu des documents du SAGE qui le composent (le Plan d'Aménagement et de Gestion Durable de la ressource en eau et des milieux aquatiques et le Règlement) :

- Les articles L. 212-5-1-I, L. 212-5-2 et R. 212-46 précisent le contenu du Plan d'Aménagement et de Gestion Durable du SAGE et lui confèrent une portée juridique basée sur un rapport de **compatibilité**.
- Les articles L. 212-5-1-II, L. 212-5-2 et R. 212-47 précisent le contenu du règlement du SAGE et lui confèrent une portée juridique basée sur le rapport de **conformité**.

Le rapport de compatibilité s'apprécie au regard des objectifs fixés par le SAGE, des dispositions et des mesures à caractère prescriptif du Plan d'Aménagement et de Gestion Durable (PAGD).

La circulaire du 4 mai 2011 précise la notion de compatibilité : un document est compatible avec un document de portée supérieur lorsqu'il n'est pas contraire aux orientations ou aux principes fondamentaux de ce document, et qu'il contribue, même partiellement, à leur réalisation.

Ainsi, à compter de la publication de l'arrêté d'approbation du SAGE :

- les nouvelles décisions administratives des services déconcentrés de l'Etat et de ses établissements, des collectivités territoriales et de leurs groupements, prises dans le domaine de l'eau (notamment listées à l'annexe III de la circulaire du 21 avril 2008), des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), les schémas départementaux des carrières doivent être compatibles avec les orientations et les objectifs du PAGD.
- ou, si elles existent à la date de publication de l'arrêté d'approbation du SAGE, rendues compatibles avec le PAGD, dans un délai fixé par ce dernier.
- les nouveaux documents locaux d'urbanisme que sont les schémas de cohérence territoriale (SCOT), les plans locaux d'urbanisme (PLU), les plans locaux d'urbanisme intercommunaux (PLUi) et les cartes communales sont compatibles ou rendus compatibles, s'ils existent à la date de publication du SAGE, avec les dispositions du SAGE dans un délai de trois ans après la publication de l'arrêté interpréfectoral d'approbation du SAGE.

La notion de conformité implique un respect strict des règles édictées par le SAGE.

Le rapport de conformité s'apprécie au regard du contenu de la règle qui doit être justifiée par une disposition du Plan d'Aménagement et de Gestion Durable (PAGD).

A compter de la date de publication de l'arrêté approuvant le SAGE, le règlement et ses documents cartographiques sont opposables à toute personne publique ou privée pour l'exécution de toutes nouvelles :

- installations, ouvrages, travaux ou activités (IOTA) relevant de la « nomenclature eau » (Code Envir., art. R.212-47-2° b),
- installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) (Code Envir., art. R.212-47-2°b),
- opérations entraînant des impacts cumulés significatifs en termes de prélèvements ou de rejets dans le bassin ou les groupements de sous bassins concernés (code envir. art. R.212-47-2°a), et ce, indépendamment de la notion de seuil figurant dans la nomenclature. Le recours à cette possibilité doit être réservé à des situations particulières, localisées et précisément justifiées dans le PAGD du SAGE,
- exploitations agricoles relevant des articles R. 211-50 à 52 procédant à des épandages d'effluents liquides ou solides. Les règles du règlement peuvent viser les périodes d'épandage, les quantités déversées et les distances minimales à respecter entre le périmètre de l'épandage et les berges des cours d'eau, les zones conchylicoles (sans objet sur le SAGE de la Bièvre), les points de prélèvement d'eau, ….

Toutefois, le règlement peut s'appliquer aux IOTA, déclarés ou autorisés, et aux ICPE, déclarées, enregistrées ou autorisées, existants à la date de publication de l'arrêté approuvant le SAGE en cas de procédure entérinant des changements notables (IOTA) ou des modifications substantielles (ICPE) de l'ouvrage ou pour les obligations d'ouverture périodique des ouvrages hydrauliques dont la liste est prévue dans le PAGD, sans qu'il soit besoin de modifier l'arrêté préfectoral concernant l'ouvrage (code envir., art. R.212-47-4°).

De la même manière, dans le cas d'une règle de répartition des volumes disponibles, une fois les volumes répartis dans le SAGE approuvé, le préfet révise si nécessaire les autorisations existantes.

L'article R. 212-48 du code de l'environnement sanctionne le non respect des règles édictées par le schéma d'aménagement et de gestion des eaux sur le fondement du 2° et du 4° de l'article R. 212-47, tels que décrits ci-avant, de l'amende prévue pour les contraventions de la 5e classe.

I.3. HISTORIQUE DU SAGE BIEVRE

A. EMERGENCE

Cette phase a pour principal objectif de définir les bases d'une future gestion concertée de l'eau sur un territoire hydrographique cohérent. Elle aboutit à la délimitation d'un périmètre et à l'institution d'une Commission Locale de l'Eau (CLE) qui, composée d'élus locaux, de représentants des usagers et de services de l'Etat, assurera le pilotage des phases suivantes.

- Le périmètre du SAGE Bièvre a été défini par arrêté préfectoral le 6 décembre 2007.
- La CLE a été instituée le 19 août 2008 par arrêté préfectoral. Elle est composée de 53 membres répartis en 3 collèges (élus du territoire, représentants d'usagers, représentants de l'Etat).
- La structure porteuse du SAGE est le syndicat mixte du bassin versant de la Bièvre (SMBVB). Elle couvre l'intégralité du territoire du SAGE. Le 1er décembre 2003, l'arrêté préfectoral n°2003/4625 a créé le Syndicat Mixte d'Etudes et de Programmation pour l'Elaboration du Projet d'Aménagement de la Vallée de la Bièvre (SMEPEPAVB). Cette structure qui préfigurait le SMBVB avait alors pour objet d'élaborer une charte de territoire sur l'ensemble des questions liées à l'eau, aux milieux naturels et à la préservation et la mise en valeur du patrimoine historique du bassin versant de la Bièvre. Le 11 janvier 2006, le SMEPEPAVB est devenu le SMBVB. Le 5 octobre 2006, les statuts ont été modifiés. Le SMBVB a pour objet principal l'élaboration puis la mise en œuvre du Schéma d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (SAGE) du bassin versant de la Bièvre.

B. ELABORATION

Le projet de SAGE est élaboré par la Commission Locale de l'Eau en suivant des étapes clés :

- l'Etat initial et le diagnostic du projet de SAGE constituent la première phase de cette élaboration. L'état initial a pour objectif d'assurer une connaissance partagée par les membres de la Commission Locale de l'Eau des enjeux de gestion et de protection de la ressource et des milieux aquatiques du territoire ; ainsi que leurs justifications. Le diagnostic constitue une synthèse opérationnelle des différents éléments recueillis dans l'état initial, mettant en évidence les interactions entre milieux, pressions, usages, enjeux environnementaux et développement socio-économique. Ces documents ont été adoptés par l'Assemblée Plénière de la Commission Locale de l'Eau respectivement le 30 novembre 2010 et le 29 juin 2011 ;
- la Stratégie du projet de SAGE est élaborée sur la base de l'analyse de la tendance d'évolution du territoire et de l'impact vis-à-vis des enjeux du projet de SAGE, en tenant compte des mesures correctrices en cours ou programmées et des scénarios alternatifs qui permettent à la Commission Locale de l'Eau de choisir une stratégie concertée et partagée. Cette stratégie constitue le socle de la mise en œuvre du SAGE en ce qu'elle identifie les objectifs à atteindre concernant la ressource en eau et les milieux aquatiques. La stratégie a été adoptée par la Commission Locale de l'Eau du 5 juillet 2013 ;
- le contenu du SAGE : le PAGD et le règlement constituent la phase finale d'élaboration du projet de SAGE. Cette étape consiste en la transcription de la stratégie du projet de SAGE au sein de ces deux documents. Ces produits s'accompagnent d'un rapport environnemental présentant les résultats de l'évaluation environnementale du SAGE.

C. PHASE DE MISE EN ŒUVRE DU SAGE

L'approbation des documents du SAGE par arrêté préfectoral ne représente pas la fin du processus. Après l'approbation, intervient la mise en œuvre concrète des orientations et des dispositions du SAGE visant à atteindre les objectifs fixés par la Commission Locale de l'Eau.

D. REVISION PARTIELLE DU SAGE BIEVRE

La Commission Locale de l'Eau de la Bièvre a lancé la révision partielle de son SAGE le 24 septembre 2021, après quatre années de mise en œuvre sur le bassin versant de la Bièvre afin de préciser et consolider deux objectifs : la gestion à la source des eaux pluviales (modification des dispositions 49 et 50 du PAGD et ajout d'un article n°4 dans le règlement) et la protection des zones humides (modification des dispositions 18, 19 et 20 du PAGD et de l'article n°2 du règlement).

Le SDAGE 2022-2027 du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands a été adopté par le Comité de bassin le 23 mars 2022. Les deux procédures de révision ayant été menées en parallèle, la révision partielle du SAGE a permis d'assurer sa compatibilité avec le nouveau SDAGE. Le 1er avril 2022, la Commission Locale de l'Eau a validé son projet de SAGE révisé, après une importante phase de concertation. La version finale du SAGE a été adoptée en CLE le 17 mars 2023.

II. SYNTHESE DE L'ETAT DES LIEUX DU SAGE BIEVRE

II.1. PREAMBULE

A. PRESENTATION DU TERRITOIRE

Le périmètre du SAGE, délimité par le bassin versant de la Bièvre, de ses affluents, des rigoles, et incluant également le bassin versant du collecteur Fresnes-Choisy couvre au total 246 km².
Le cours de la Bièvre, d'une longueur d'environ 36 km, a sa source dans le hameau de Bouviers, sur la commune de Guyancourt et sa confluence avec la Seine à Paris à proximité du pont d'Austerlitz. La Bièvre traverse 5 départements : les Yvelines, l'Essonne, les Hauts-de-Seine, le Val-de-Marne et Paris. 56 communes sont concernées par le SAGE pour tout ou partie de leur territoire.
La rivière et ses abords ont été l'objet de modifications anthropiques successives pour le développement des cultures (drainages) et de l'urbanisation (remblais, canalisation), ainsi que pour la régulation des inondations (barrages, seuils). Ainsi, le bassin versant de la Bièvre est fortement anthropisé. La Bièvre se distingue aujourd'hui par deux entités : la Bièvre amont, à ciel ouvert, et la Bièvre aval canalisée et couverte (quelques tronçons ont fait l'objet d'une réouverture). Sur sa partie aval, la Bièvre ne coule plus dans son lit et est l'exutoire des eaux pluviales d'une importante superficie imperméabilisée. Son lit majeur est entièrement occupé par l'urbanisation.

Les principaux affluents de la Bièvre sont :

- En rive droite : le ru de Saint Marc, le ru de Vauhallan, le ru des Gains (couvert en majorité) et le ru de Rungis (en grande partie couvert).
- En rive gauche : la Sygrie et le ru des Godets.

Le réseau hydrographique du bassin de la Bièvre s'étend davantage, avec :

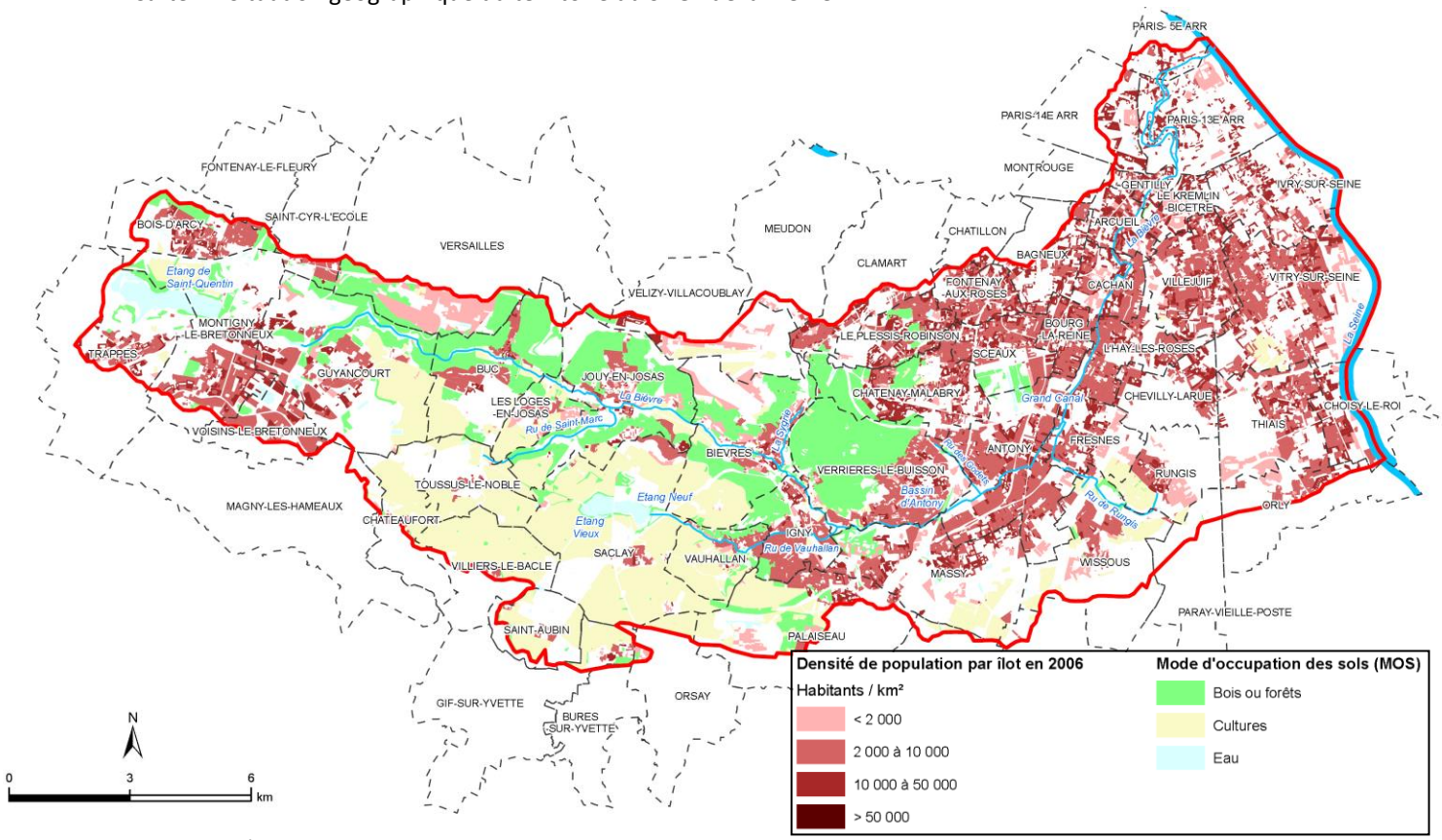
- Des affluents de second ordre, tels que le ru des Morteaux qui se jette en Bièvre à Fresnes, ou les rus des Glaises et du Bois Charlet Sainte Joie qui alimentent le ru de Rungis ;
- Des thalwegs à écoulement intermittents, tels que Blériot, Beauvinon, Albian, ou encore le ru des Graviers (ce dernier est busé sur la quasi-totalité de son parcours et a fait l'objet d'une étude de réouverture pour sa partie inférieure, sur le territoire de la ville de Massy).

La population présente sur le périmètre du SAGE de la Bièvre est évaluée à 1 117 100 habitants en 2006 (d'après les données de l'Institut d'aménagement et d'urbanisme d'Ile-de-France (IAURIF) – Densimos 2006).

La situation géographique, le réseau hydrographique, la répartition de la population et des surfaces imperméabilisées et l'occupation du sol du bassin versant sont illustrés aux cartes en page suivante (Carte A et Carte B.)



Carte A : Situation géographique du territoire du SAGE de la Bièvre



Carte B : Répartition de la population sur le territoire du SAGE

B. CONTEXTE INSTITUTIONNEL

La Directive Cadre européenne sur l'Eau (DCE) 2000/60/CE du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau est transcrite en droit français par les lois n°2004-338 du 21 avril 2004 et n°2006-1772 sur l'eau et les milieux aquatiques du 30 décembre 2006 (LEMA).
La directive instaure une ambition nouvelle pour les Etats membres : l'obligation de résultats. Elle constitue de ce fait un enjeu important pour l'ensemble des acteurs locaux, porteurs d'une politique de gestion équilibrée de l'eau et des milieux aquatiques.
La DCE conforte ainsi les Schémas Directeurs Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) et les SAGE et fixe des objectifs de résultats pour l'ensemble des masses d'eaux (superficielles et souterraines) à savoir l'atteinte du bon état à l'horizon 2015 sauf dérogation.

Le SDAGE du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands 2022-2027 a été adopté par arrêté du 23 mars 2022 et publié le 6 avril 2022 au Journal Officiel de la République Française.

Le territoire du SAGE de la Bièvre compte cinq masses d'eau de surface (4 masses d'eau « cours d'eau » et une masse d'eau « plan d'eau ») et une masse d'eau souterraine (voir carte ci-après), dont les objectifs et délais d'atteinte de ces objectifs sont détaillés ci-dessous.

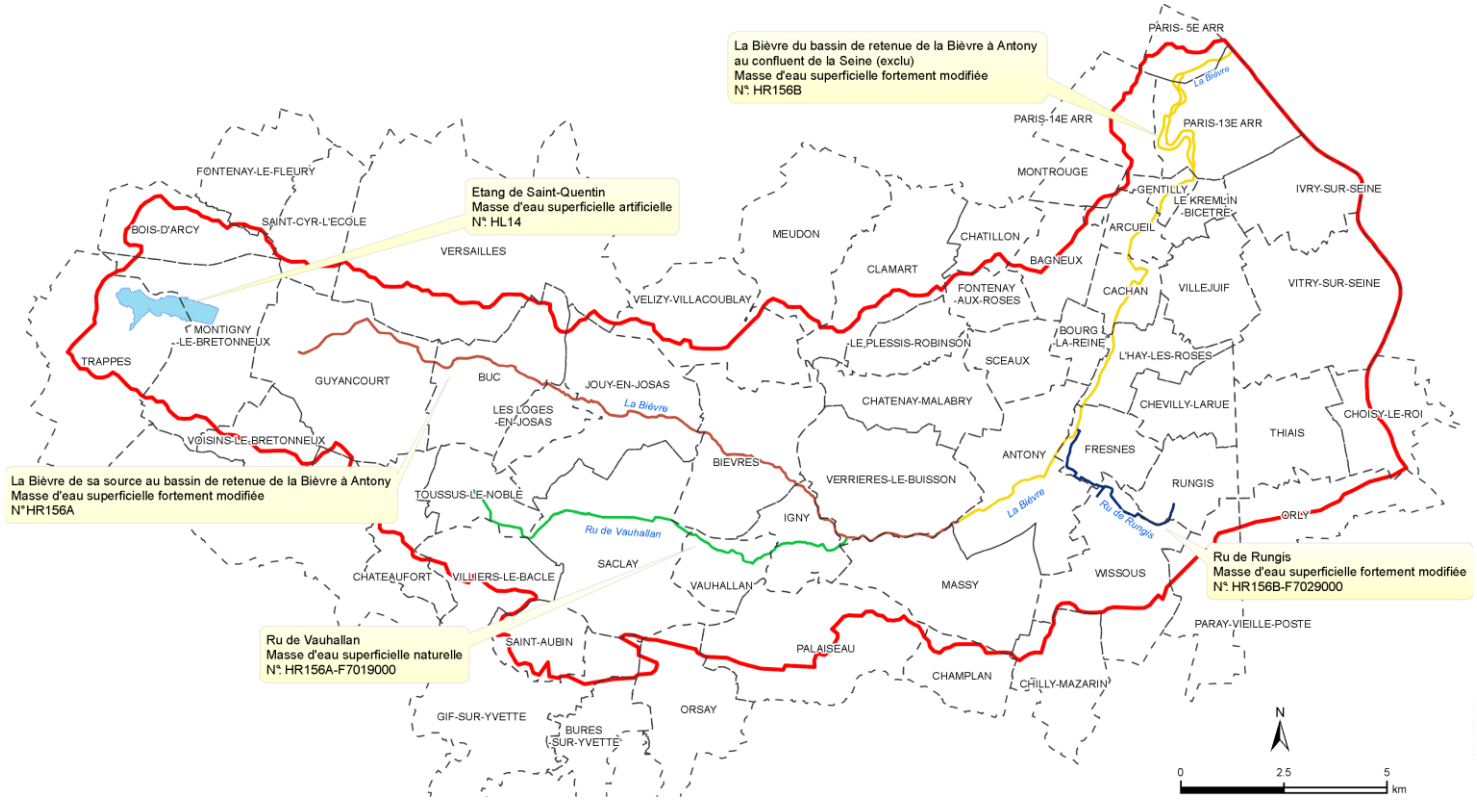
L'ensemble des masses d'eau du territoire fait l'objet d'un report de délai pour l'atteinte du bon état / bon potentiel écologique ou chimique, en 2027 ou 2033 pour certains paramètres.

MASSE D'EAU « COURS D'EAU »											
Nom masse d'eau	Code Masse d'eau	Linéaire en km	Statut de la masse d'eau	Objectifs d'état écologique			Objectifs d'état chimique				
				Objectif d'état		Elements écologiques en dérogation	Objectif d'état avec ubiquistes*		Objectif d'état sans ubiquistes*		Paramètres ubiquistes concernés par un report de délai
				Etat	délai		Etat	délai	Etat	délai	
Bièvre amont	FRHR156A	18,82	Fortement modifiée	Bon potentiel, à l'exception de certains éléments	2027	diflufenicanil	Bon état	2033	Bon état	Depuis 2015	FLUORANTH, BENZO(A)PY, BE(B)FLU, BE(GHI)PERYL
Ru de Vauhallan	FRHR156A-F7019000	10,96	Naturelle	Bon état, à l'exception de certains éléments	2027	sato2, po43, phos, nh4, no2, IBD, I2M2	Bon état	2033	Bon état	Depuis 2015	BENZO(A)PY
Bièvre aval	FRHR156B	13,96	Fortement modifiée	Bon potentiel, à l'exception de certains éléments	2027	o2, sato2, po43, phos, nh4, no2, diflufenicanil	Bon état	2033	Bon état	Depuis 2021	FLUORANTH, BENZO(A)PY, BE(B)FLU, BE(GHI)PERYL
Ru de Rungis	FRHR156B-F7029000	4,29	Fortement modifiée	Bon potentiel, à l'exception de certains éléments	2027	o2, sato2, cod, nh4, no2	Bon état	2033	Bon état	Depuis 2021	BENZO(A)PY

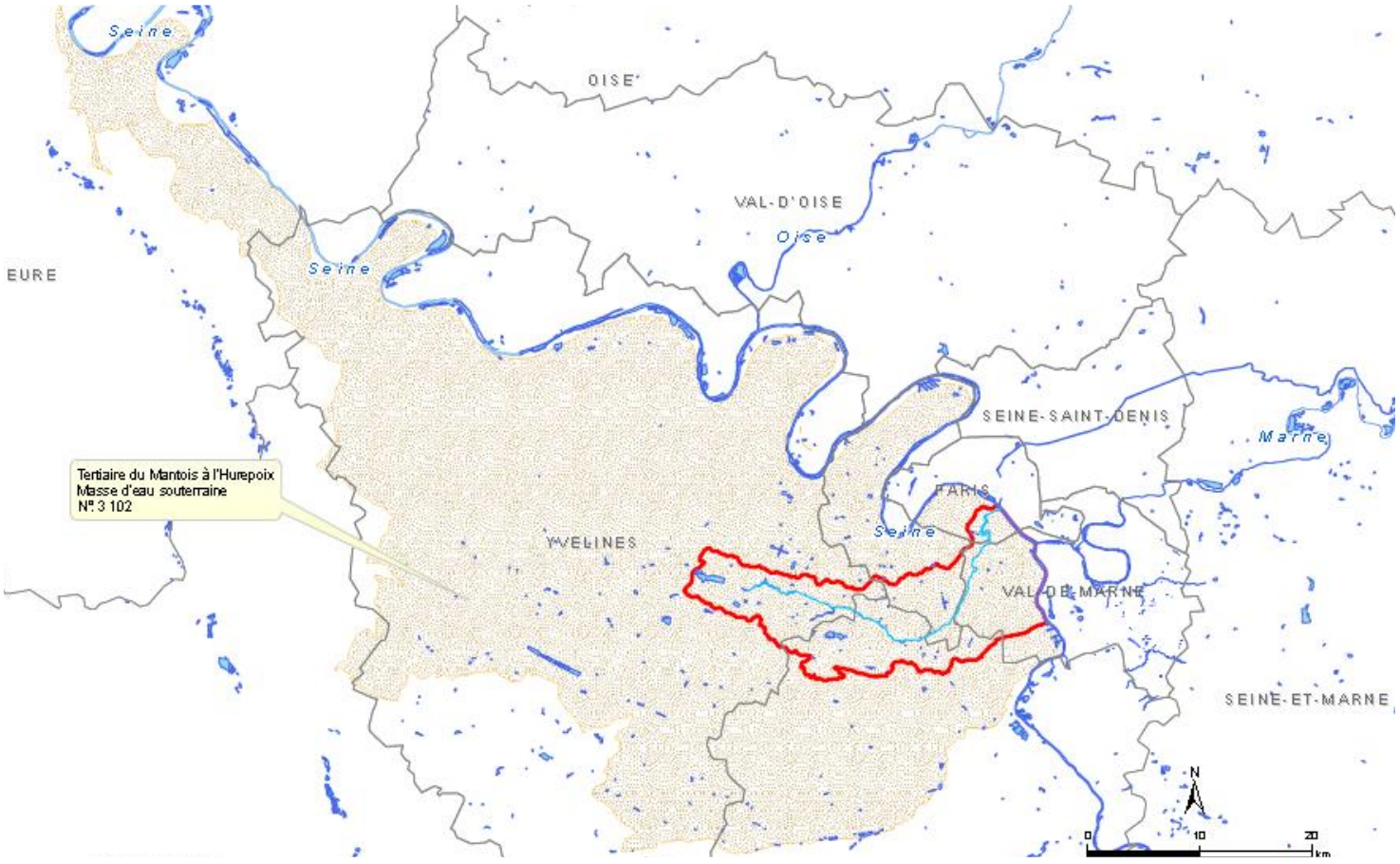
MASSE D'EAU « PLAN D'EAU »										
Nom masse d'eau	Code Masse d'eau	Surface totale en ha	Statut de la masse d'eau	Objectifs d'état écologique		Objectif d'état chimique				
						Objectif d'état avec ubiquistes*		Objectif d'état sans ubiquistes*		Paramètres ubiquistes concernés par un report de délai	Paramètres non ubiquistes concernés par l'objectif moins strict
				Etat	délai	Etat	délai	Etat	délai		
Etang de Saint-Quentin	FRHL14	113	artificiel	Bon potentiel	2027	Bon état, à l'exception de certains éléments	2027	Bon état, à l'exception de certains éléments	2027	BENZO(A)PY	DEHP

MASSE D'EAU SOUTERRAINE						
Nom masse d'eau	Code Masse d'eau	Objectif d'état chimique			Objectif détat quantitatif	
		Objectif qualitatif	délai	Eléments de qualité concernés par un report de délai ou un objectif moins strict	Objectif d'état	délai
Tertiaire du Mantois à l'Hurepoix	FRHG102	Bon état, à l'exception de certains éléments	2027	Atrazine désethyl (report de délai à 2033) Nitrates (objectif moins strict)	Bon état	Depuis 2015

*Ubiquistes : Parmi les 50 substances ou familles de substances servant à évaluer l'état chimique, 8 substances ou familles de substances sont des composés considérés comme ubiquistes, c'est-à-dire, apportés par des voies diversifiées et souvent diffuses, dont les apports atmosphériques. Les substances ubiquistes sont : Anthracene, Diphényléthers bromés, Fluoranthène, Mercure, Naphtalène, Tributylétain, Acide perfluo¬ rooctane-sulfo¬ nique et ses dérivés, Dioxines et composés de type dioxine, Hexabromocyclododécane, Heptachlore et époxyde d'hep¬tachlore, Benzo(a)pyrène, Benzo(b)fluoranthène, Benzo(k)fluoranthène, Benzo(g,h,i)perylène, Indeno(1,2,3-cd)-pyrène.



Carte C : Masses d'eau superficielles du territoire du SAGE de la Bièvre



Carte D : Masse d'eau souterraine sur le territoire du SAGE de la Bièvre (en rouge sur la carte)

II.2. ANALYSE DU MILIEU AQUATIQUE EXISTANT

A. HYDROMORPHOLOGIE ET QUALITE BIOLOGIQUE

L'ensemble des interventions urbaines et économiques passées a fortement modifié les milieux aquatiques et naturels du bassin versant du territoire du SAGE.

La Bièvre et ses affluents connaissent de nombreuses altérations caractéristiques des cours d'eau en milieu urbain ou semi-urbain :

- De très nombreuses portions de cours d'eau du territoire sont concernées par le busage, qui cause la disparition totale des milieux naturels associés. Ces busages sont ponctuels à l'amont mais ont néanmoins d'importants impacts sur la faune et la flore aquatique.
  Sur la partie amont du territoire, les principales zones concernées sont les traversées de Buc, Jouy-en-Josas, Bièvres et Verrières-le-Buisson où la Bièvre est localement canalisée au niveau des traversées de voies. La masse d'eau Bièvre aval constitue intégralement un « point noir » du fait de sa canalisation intégrale, à l'exception du tronçon rouvert du Parc des Prés.
  Le ru de Rungis, classé comme « masse d'eau fortement modifiée », est le plus touché des affluents de la Bièvre puisqu'il ne s'écoule encore à ciel ouvert que sur 28 % de son linéaire. Le ru des glaises, son affluent, est lui aussi canalisé. Enfin, d'autres affluents de la Bièvre sont ponctuellement concernés par le busage : la Sygrie en amont du bassin de l'Abbaye aux Bois et, ponctuellement, le ru des Godets. Certaines rigoles du plateau de Saclay sont également concernées : rigole de Corbeville sur les sites de l'Ecole Polytechnique et du commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA), rigole des Granges à Palaiseau, rigole de Guyancourt sur une partie du territoire de la Communauté d'agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines (CASQY) et rigole de Châteaufort à Villiers-le-Bâcle.

  Des projets de réouverture de tronçons de cours d'eau busés sont intégrés aux différents programmes opérationnels du territoire du SAGE.

- Des artificialisations complètes de berges peuvent être remarquées par endroits, notamment à la traversée de Jouy-en-Josas, de Bièvres, ou de Massy. Ces tronçons sont les principaux secteurs de l'amont altérés par l'artificialisation du lit de la Bièvre. Sur les affluents, la majeure partie du ru des Godets, l'aval des rus de Saint-Marc et de Vauhallan, et certaines portions de la Sygrie à la traversée de Bièvres, sont concernées par des artificialisations plus ou moins conséquentes. Notons que le ru de Vauhallan est la seule masse d'eau du SAGE qualifiée de « naturelle » avec néanmoins quelques tronçons altérés sur l'hydromorphologie.

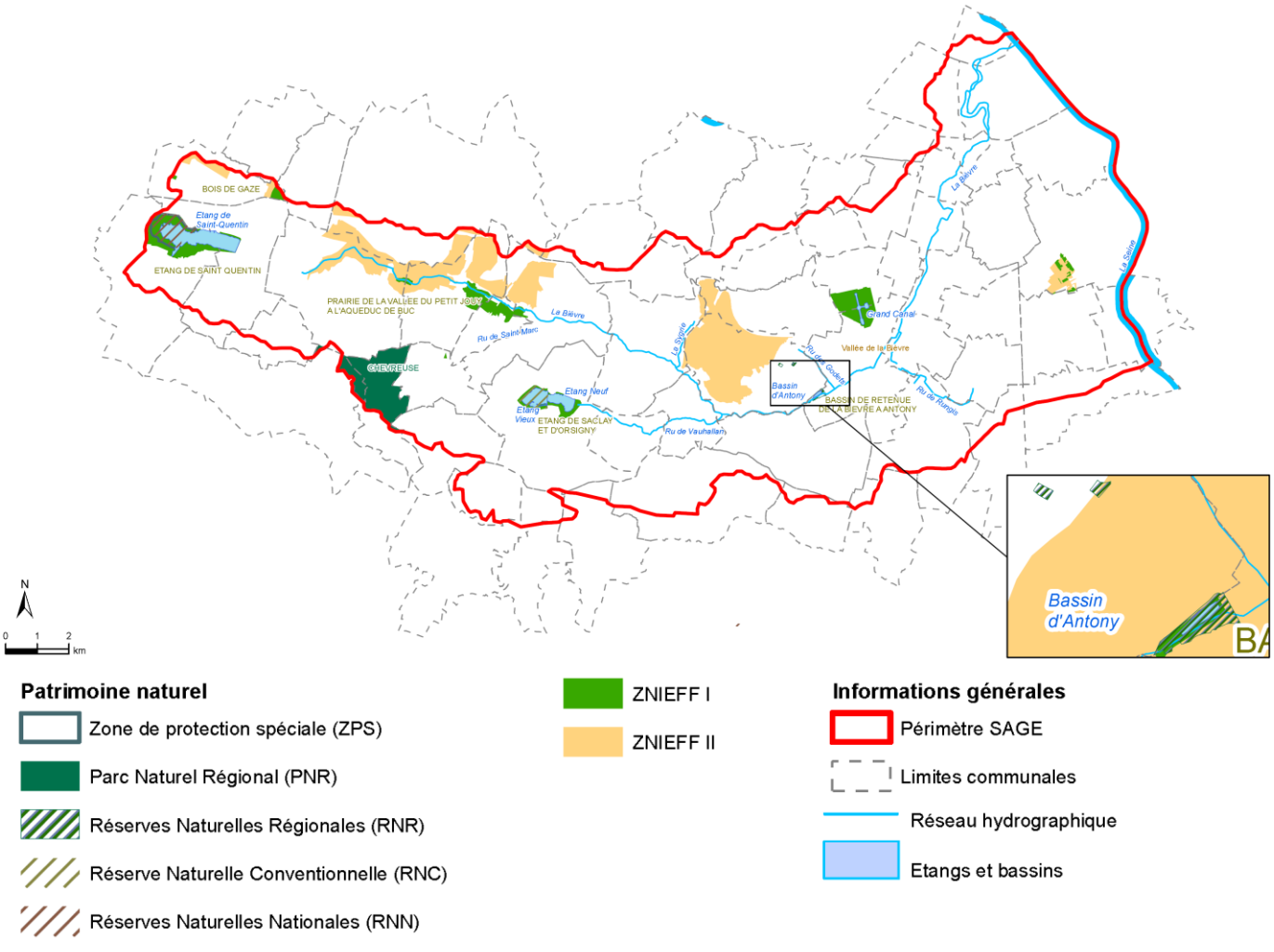
- La rectification et / ou le recalibrage de la Bièvre amont concernent les secteurs du haras de Vauptain, du domaine de Vilvert, du fond de vallée à proximité de Bièvres (Vauboyen), de Vaupéreux et de la prairie et du golf d'Amblainvilliers. Des altérations analogues sont constatées sur les affluents, comme sur la Sygrie, sur la partie amont des rus de Saint-Marc et de Vauhallan et sur certaines sections rouvertes du ru de Rungis où le tracé est très rectiligne.

- Certaines portions du linéaire de la Bièvre et de ses affluents sont dépourvues de ripisylve. Les actions ayant conduit à cette situation peuvent être multiples (travaux de chenalisation, aménagements facilitant les cultures...). Les principaux secteurs impactés sont situés en aval de la confluence avec le ru de Vauhallan, où la ripisylve n'est présente que sur 10 à 50% du linéaire. À l'amont de la confluence, la présence de ripisylve atteint 45 à 80%. Quelques secteurs altérés sont néanmoins à relever, comme la traversée du haras de Vauptain et certains sites à Jouy-en-Josas (à l'amont au niveau de Thalès ou à l'aval du centre équestre).
  Le ru de Vauhallan est également altéré (ripisylve présente sur 10 à 50% du linéaire).
  L'absence de ripisylve, ou sa présence limitée, conduit fréquemment à la mise en place de protections des berges qui constituent un obstacle supplémentaire à leur attrait et au bon fonctionnement des écosystèmes.

Le passé usinier de la Bièvre est aujourd'hui encore présent à travers les nombreux seuils transversaux qui servaient autrefois à alimenter des moulins ou des industries diverses. On compte ainsi 35 seuils sur la Bièvre amont (un ouvrage tous les 820 m sur le territoire du Syndicat Intercommunal pour l'Assainissement de la Vallée de la Bièvre (SIAVB)), 8 sur le ru de Saint-Marc, 6 sur le ru de Vauhallan (un ouvrage tous les 850 m), 7 sur la Sygrie (un ouvrage tous les 230 m) et 4 sur le ru des Godets.
A noter que les cours d'eau du territoire du SAGE n'abritent, en l'état actuel, pas de poissons migrateurs du fait des caractéristiques de la Bièvre aval.
On note la présence de la réserve naturelle nationale de Saint-Quentin-en-Yvelines, berceau de biodiversité à l'échelle du bassin et de la réserve naturelle régionale du Bassin de la Bièvre, située sur les communes d'Antony et de Verrières-le-Buisson. Cette dernière constitue une enclave pour la biodiversité et possède une richesse écologique non négligeable malgré sa situation au cœur d'un environnement fortement urbanisé et sa taille qui en fait l'une des plus petites réserves naturelles régionales d'Île-de-France (6 ha).

Les stations de suivi RCO et RCS indiquaient un état biologique variant de moyen à mauvais sur la période 2000-2009.

B. LES ZONES D'INVENTAIRES ET LE RESEAU NATURA 2000



Carte E : outils d'inventaire et de protection du patrimoine naturel

1) ZONES D'INVENTAIRE

Le patrimoine naturel local et ses richesses écologiques et paysagères sont pris en compte au travers d'inventaires faunistiques et floristiques. Les zones d'inventaires correspondent aux Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF) et aux Zones importantes pour la Conservation des Oiseaux (ZICO).

Le périmètre du SAGE comporte 7 ZNIEFF de Type I et 2 ZNIEFF de Type II, dont l'une est par ailleurs centrale pour le SAGE : la ZNIEFF « Vallée de la Bièvre » (2 844 ha).

La majorité des ZNIEFF sont inféodées aux milieux aquatiques et liés à la présence de plan d'eau. La ZNIEFF de type II « Vallée de la Bièvre » revêt un intérêt patrimonial pour son caractère de fond de vallée inondable, à prairies humides, ainsi que pour sa proximité avec de grandes agglomérations fortement urbanisées.

Il est à noter que la ZNIEFF de Type I « Aqueduc souterrain du Trou Salé », n'est pas représentée sur la carte. Cela est dû à la nécessaire confidentialité quant à son emplacement du fait de la fragilité et la vulnérabilité des espèces qu'elle abrite, à savoir des chauves-souris.

2) LE RESEAU NATURA 2000

Le réseau européen Natura 2000 s'est constitué dans l'objectif de préserver la biodiversité et de valoriser le patrimoine naturel des territoires. Cela passe par la mise en place d'une gestion adaptée, qui intègre les dimensions économiques, sociales et culturelles, et qui prend en compte les particularités régionales des territoires. Enfin, la concertation des acteurs locaux constitue une étape clé de la démarche.

Les sites formant le réseau Natura 2000 sont désignés au titre de deux directives :

- La Directive n°79/409/CEE du 6 avril 1979 dite Directive « Oiseaux » concernant la conservation des oiseaux sauvages. Son application se traduit par la désignation des zones de protection spéciales (ZPS).
- La Directive n°92/43/CEE du 21 mai 1992 dite « Habitats » concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvage. Son application se traduit par la désignation des sites d'intérêt communautaire (SIC) et des zones de conservation spéciales (ZSC).

Sur le bassin versant de la Bièvre une Zone de Protection Spéciale (ZPS) est présente (cf. Carte E) : La ZPS « Étang de Saint Quentin en Yvelines » (FR1110025) (classement en 1988 et désignation en 2003 par arrêté ministériel). Elle recouvre 87 ha de la partie ouest de l'étang. Les communes concernées sont Trappes et Montigny-le-Bretonneux. Le Document d'objectifs (DOCOB) de la ZPS réalisé en 2010, encadre la gestion du site Natura 2000.

Présentation du site Natura 2000 présent sur le bassin versant de la Bièvre

L'étang de Saint Quentin en Yvelines a été créé au XVII^{e} siècle dans le cadre d'un réseau hydraulique destiné à alimenter en eau les fontaines du château de Versailles. L'eau y est amenée par diverses rigoles et aqueducs depuis les étangs de Hollande et de saint-Hubert en forêt de Rambouillet. Le niveau des eaux de l'étang a continuellement varié à la fois pour des raisons naturelles (saisonnières ou annuelles) ou artificielles (volume de déverse, impact des bombes de la seconde guerre mondiales sur le fond de l'étang...) Les variations du niveau sont à l'origine de l'intérêt écologique du site et c'est l'un des hauts lieux de l'ornithologie francilienne ; ce qui a conduit le Groupe Ornithologique Parisien à demander sa protection au début des années 1970 ; celui-ci faisant également l'objet d'un projet de création d'une base de loisirs. Le classement d'environ un tiers de l'étang en Réserve Naturelle sera obtenu en 1986. L'intérêt majeur du site repose sur l'avifaune. Plus de 220 espèces, dont 70 nicheuses y ont été observées depuis 40 ans. Parmi elles, le groupe des "limicoles" présente un intérêt particulier. Ces petits échassiers migrateurs se nourrissent sur les vases découvertes des bords de l'étang lors de leurs haltes printanières et automnales.

Les espèces ayant conduit au classement du site en ZPS sont les suivantes :

Oiseaux (*Espèces inscrites à l'annexe I de la directive 79/409/CEE : espèces faisant l'objet de mesures de conservation spéciale concernant leur habitat, afin d'assurer leur survie et leur reproduction dans leur aire de distribution) :*

- Butor étoilé (Botaurus stellaris) – hivernage
- Butor blongios, Blongios nain (Ixobrychus minutus) – reproduction
- Chevalier combattant, Combattant varié (Philomachus pugnax)
- Balbuzard pêcheur (Pandion haliaetus)
- Busard des roseaux (Circus aeruginosus) – résidence
- Avocette élégante (Recurvirostra avosetta)
- Guifette noire (Chlidonias niger)
- Martin-pêcheur d'Europe (Alcedo atthis) - reproduction

A noter que des oiseaux migrateurs non visés à l'Annexe I de la directive 79/409/CEE sont régulièrement présents sur le site. Deux espèces de la liste rouge nationale ont également été recensées : l'Hibou moyen-duc (*Asio otus*) et la Locustelle tachetée (*Locustella naevia*).

3) LE PARC NATUREL REGIONAL DE LA HAUTE VALLEE DE CHEVREUSE

Au Sud-Ouest du bassin versant, le Parc Naturel Régional de la Haute Vallée de Chevreuse est un espace révélant un patrimoine naturel et culturel riche. Il s'agit à la fois de :

- protéger le patrimoine,
- contribuer au développement économique et social du territoire concerné,
- promouvoir l'accueil, l'éducation et l'information du public,
- réaliser des actions expérimentales et exemplaires dans ces domaines et de
- contribuer à des programmes de recherche.

L'initiative de sa création revient au Conseil Régional. Le PNR est accompagné d'une charte, préparée en liaison avec les collectivités locales concernées, à laquelle le SAGE devra être compatible.

Sur les 24 215 ha qui composent le Parc, seuls environ 157 ha sont inclus dans le bassin versant de la Bièvre, sur les communes de Magny-les-Hameaux et Châteaufort (cf. Carte E).

4) RESERVES NATURELLES

Les réserves naturelles régionales et nationales

Les réserves naturelles sont des espaces protégeant un patrimoine remarquable par une réglementation adaptée, qui prend également en compte le contexte local. Des parties du territoire d'une ou de plusieurs communes peuvent être classées en réserve naturelle lorsque la conservation de la faune, de la flore, du sol, des eaux, des gisements de minéraux et de fossiles, et, en général, du milieu naturel présente une importance particulière ou qu'il convient de les soustraire à toute intervention artificielle susceptible de les dégrader.

Les objectifs sont limitativement énumérés par la loi :

- Préservation d'espèces animales ou végétales et d'habitats en voie de disparition sur tout ou partie du territoire national, présentant des qualités remarquables,
- Reconstitution de populations animales ou végétales ou de leurs habitats
- Conservation des jardins botaniques et arboretums constituant des réserves d'espèces végétales en voie de disparition, rares ou remarquables,
- Préservation de biotopes et de formations géologiques ou spéléologiques remarquables,
- Préservation ou constitution d'étapes sur les grandes voies de migration de la faune sauvage,
- Études scientifiques et techniques indispensables au développement des connaissances,
- Préservation des sites présentant un intérêt particulier pour l'étude de l'évolution de la vie et des premières activités humaines.

Depuis la loi n°2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité, on distingue :

- les Réserves Naturelles Nationales (anciennement « réserves naturelles »)
- les Réserves Naturelles Régionales (par évolution du statut des réserves naturelles volontaires) qui reviennent à la collectivité régionale.

Sur le bassin versant de la Bièvre se trouvent (cf. Carte E) :

- La Réserve Naturelle Nationale de Saint Quentin en Yvelines (RNN080) classée depuis 1986. Elle recouvre 87 ha, sur la commune de Trappes. Sa gestion est assurée par le Syndicat Mixte de la Base de Pleins Air et de Loisirs de Saint-Quentin-en-Yvelines.

  Une Réserve Naturelle Régionale « Bassin de la Bièvre », à cheval sur Verrières-le-Buisson et Antony. Le bassin de la Bièvre à Antony, situé en parallèle de la Bièvre, est à la limite entre un amont plutôt naturel où la bièvre coule à l'air libre et un aval à l'urbanisation dense où la Bièvre se retrouve canalisé. Le débit très variable de la Bièvre conduisant à de fréquentes inondations, le bassin de retenue de la Bièvre à Antony a été creusé dès les années 1950, dans un but strictement hydraulique de régulation des crues de la Bièvre. Il appartient et est géré par le SIAAP (Service Public de l'Assainissement Francilien). Ce bassin, complètement artificiel, a connu une évolution spontanée qui en a fait un site d'intérêt naturaliste majeur en petite couronne parisienne. Des boisements humides et des roselières se sont développés sur les berges et ont été rapidement adoptés par une avifaune riche et diversifiée dans un contexte urbain. Neuf habitats sont présents sur la RNR. Sur le plan écologique, la singularité de la réserve est principalement liée aux milieux humides, avec 4 habitats liés, qui hébergent la plupart des espèces remarquables.

  Réserve de 5,96 ha répartie sur 26 parcelles cadastrales appartenant au SIAAP et à la ville d'Antony, elle a été créée très récemment, le 9 juillet 2009. C'est la première réserve naturelle régionale en milieu urbain dense. L'intérêt principal du bassin réside dans sa capacité d'accueil pour l'avifaune. Cette richesse patrimoniale est reconnue et le site attire l'attention des ornithologues depuis déjà de nombreuses années. Ainsi, depuis 1977, date de début du suivi, 151 espèces d'oiseaux ont été recensées sur le bassin, dont plusieurs patrimoniales car rares ou très rares en Île-de-France. Parmi elles, on trouve des espèces nicheuses (Grèbe castagneux), des migrateurs (Rousserole turdoïde) et des hivernantes (la Sarcelle d'hiver). Outre sa richesse avifaunistique, le site présente également un intérêt pour sa flore avec la présence d'espèces patrimoniales, assez rare en Ile-de-France comme la Véronique mourron d'eau et le Scirpe des étangs.

Les réserves naturelles du Bassin de la Bièvre et de l'étang de Saint-Quentin-en-Yvelines sont inféodées aux milieux aquatiques qui les constituent et à la faune qu'ils abritent.

La réserve naturelle conventionnelle

L'Étang Vieux du Plateau de Saclay possède un statut unique en France, celui de Réserve Naturelle Conventionnelle. Ce statut est issu d'un accord passé entre un propriétaire et une structure de gestion, ici entre le Ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement Durable et de la Mer (MEEDDM) et le Ministère de la Défense, par un accord signé en 1980.
Ce site de 55 hectares, dont 35 d'eaux, présente un grand intérêt de par sa faune et sa flore. L'avifaune présente sur cet espace est en effet à relever, avec 240 espèces d'oiseaux observées depuis les années 1940, et 160 notées chaque année dont 75 espèces nicheuses.

C. ZONES HUMIDES

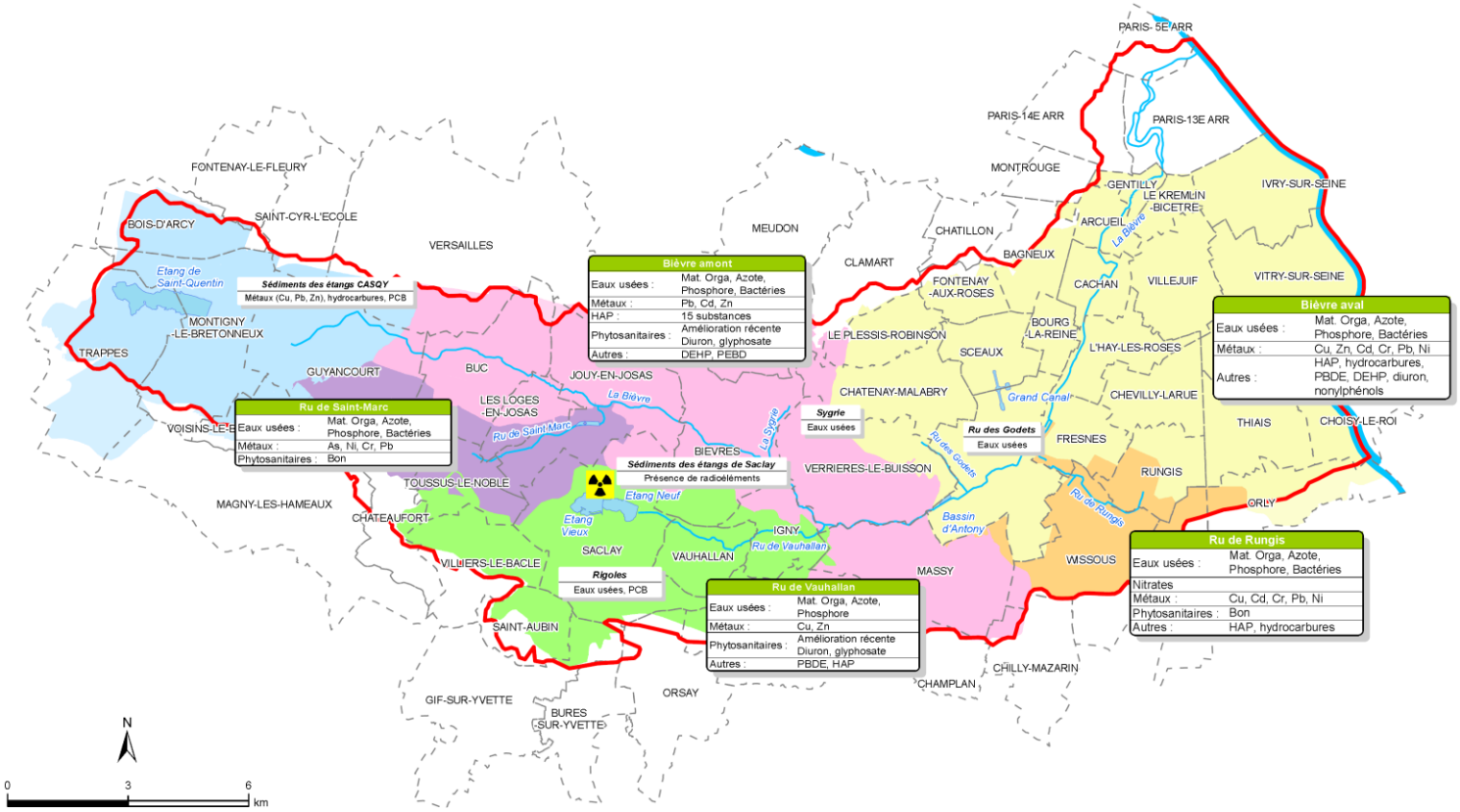
Les zones humides présentent différents fonctionnalités et services rendus relatifs à la gestion de l'eau, tant d'un point de vue qualitatif (épuration des eaux par filtration des contaminants, etc.) que quantitatif (rôle hydrologique : écrêtements des crues, zones d'expansion des crues, soutien d'étiage, etc.) et écologique (biodiversité, etc.).
Un inventaire de zones humides a été mené par le SMBVB en 2013, conformément aux critères de l'arrêté du 24 juin 2008 modifié le 1er octobre 2009. Le résultat de cet inventaire est présenté en carte 8 de l'atlas cartographique. Sur l'aval du bassin de la Bièvre, la quasi-totalité des zones humides a disparu suite à l'urbanisation. L'étude de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie – Ile de France (DRIEE-IdF) sur l'identification des enveloppes d'alertes potentiellement humides a mis en évidence la subsistance de zones humides sur 0,5% de la surface du territoire du SAGE de la Bièvre dont la majorité est en zone urbaine. Pour comparaison, les zones humides représenteraient environ 5% de la surface à l'échelle nationale.

Les principaux enjeux sur cette thématique sont de renforcer la protection des zones humides par rapport aux pressions d'urbanisation et d'assurer la non-dégradation des zones humides. Pour cela, la transcription dans les documents d'urbanisme apparaît comme l'un des points clés.

D. QUALITE PHYSICO-CHIMIQUE DES EAUX SUPERFICIELLES

1) *ETAT DE LA RESSOURCE*

L'analyse de la qualité des eaux selon les critères DCE en se basant sur les 4 stations de suivi du Réseau de Contrôle Opérationnel (RCO) et du Réseau de Contrôle de Surveillance (RCS) du territoire montrait qu'en 2008 et 2009, seule la Bièvre amont atteignait le bon état pour le bilan oxygène et les nutriments. Sur la Bièvre aval et les rus de Vauhallan et de Rungis, les paramètres déclassants étaient le bilan oxygène, la présence de matières azotées (y compris de nitrates pour le ru de Rungis) et de matières phosphorées.
La prise en compte des données du réseau local de mesure et des seuils du SEQ-Eau indiquait quant à elle une qualité moyenne à médiocre sur l'amont de la Bièvre se dégradant vers l'aval où elle devient médiocre à mauvaise. Parmi les affluents, le même profil amont-aval peut être observé : à l'amont les rus de Saint-Marc et de Vauhallan présentent une qualité variant entre moyenne et mauvaise ; seule la Sygrie semble moins altérée avec une qualité moyenne à médiocre. Plus à l'aval, les rus de Rungis et des Godets présentent la plus mauvaise qualité physico-chimique avec des analyses presque systématiquement mauvaises.
Il apparaît en outre difficile d'identifier une quelconque évolution temporelle : de manière générale, la qualité physico-chimique ne semble ni s'empirer, ni s'améliorer sur l'ensemble du linéaire de la Bièvre et de ses affluents – à l'exception des rus de Rungis et des Godets où de légères améliorations ont été enregistrées ces dernières années, tendance qui reste néanmoins à confirmer.
La dégradation de la qualité des eaux peut être aisément reliée à une pollution anthropique (rejet d'eaux usées dans la Bièvre).
La carte suivante synthétise les différentes altérations de la qualité des eaux sur le territoire du SAGE.



Carte F : Identification des polluants altérant la qualité des eaux

2) *REJETS DOMESTIQUES*

L'assainissement est en très grande majorité collectif sur le bassin versant de la Bièvre. L'intégralité des effluents transitant dans les réseaux d'assainissement est traitée à l'extérieur du périmètre du SAGE. Seules cinq stations privées ont un rejet sur le territoire, dont l'influence est cependant marginale.
À l'amont d'Antony les réseaux d'assainissement sont en très grande majorité séparatifs. Plus à l'aval, à mesure que l'on approche de Paris, ces réseaux deviennent progressivement mixtes (en partie séparatifs, en partie unitaires) puis totalement unitaires.
Les dysfonctionnements liés aux réseaux (mauvais branchements dans le cas des réseaux séparatifs, surverses…) provoquent des apports directs d'effluents au milieu. Les flux polluants permanents à destination de la Bièvre et ses affluents sont estimés à 3 400 équivalent-habitant[1] (EH) sur l'amont et 4 400 EH sur l'aval, soit un total de 7 800 EH. Auxquels s'ajoutent les flux polluants générés par les surverses de réseaux unitaires vers la Bièvre par temps de pluie (principalement à l'aval). L'identification et la suppression de ces mauvais branchements sont en cours sur une grande partie du territoire, la réalisation d'études diagnostic et de schémas directeurs d'assainissement permettant d'identifier les désordres et de hiérarchiser les interventions.

E. QUALITE CHIMIQUE : MICROPOLLUANTS

Les micropolluants retrouvés dans les eaux du bassin versant proviennent principalement des pollutions urbaines : apports via les eaux pluviales, émissions de substances chimiques prioritaires voire prioritaires dangereuses, et contamination des eaux par les pesticides (herbicides utilisés pour la gestion des espaces urbains).

1) *ETAT CHIMIQUE AU SENS DE LA DCE*

Les masses d'eau du bassin versant de la Bièvre présentent un mauvais état chimique au sens de la DCE à l'amont (Bièvre à Verrières-le-Buisson et ru de Vauhallan) comme à l'aval (Bièvre à Gentilly).
L'état des lieux du SAGE indique que les éléments déclassants de l'état chimique au sens de la DCE sont :

- les Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques lourds (HAP) : parmi les 8 HAP utilisés pour définir l'état chimique des masses d'eau, 4 sont retrouvés sur le bassin versant de la Bièvre et sont la cause de sa mauvaise qualité : le benzo(b)fluoranthène, le benzo(k)fluoranthène, le benzo(g,h,i)perylène et le indeno(1,2,3-cd)pyrène. Ces deux derniers sont classés substances prioritaires dangereuses.
  Les HAP, issus des nombreux processus de combustion du carbone, proviennent essentiellement de rejets atmosphériques.
- les phtalates : le di(2-éthylhexyl)phtalate (DEHP, plastifiant issu majoritairement des matériaux PVC) ;
- les polluants organiques persistants : pentabromodiphényléthers (PBDE –retardateurs de flamme) ;
- un herbicide : le Diuron, dont l'usage est définitivement interdit depuis le 13 décembre 2008 ;
- un biocide : tributylétain (TBT) ;
- un tensioactif : nonyphénols.

2) *PRODUITS PHYTOSANITAIRES*

Les analyses révèlent également une contamination des eaux par des produits phytosanitaires. Ces substances sont utilisées par l'agriculture mais également par les particuliers, les collectivités pour l'entretien des espaces verts, et également par les différents gestionnaires d'infrastructures de transport. En 2009, l'analyse de la qualité de la Bièvre et de ses affluents en substances phytosanitaires selon la deuxième version du Système d'évaluation de la Qualité de l'eau (SEQ-Eau v2) met en évidence des molécules déclassantes sur la Bièvre et sur le ru de Vauhallan : le glyphosate, le dichlorprop et le prosulfocarbe.
Le glyphosate est un désherbant non sélectif dont le principal produit de dégradation est l'AMPA. Le prosulfocarbe est utilisé pour le désherbage des céréales d'hiver. Le Dichlorprop est également un herbicide. A noter que les limites de quantifications de certaines substances empêchent de statuer sur leur présence ou non. De plus, d'autres substances, non prises en compte par le SEQ-Eau sont identifiées, c'est le cas de l'AMPA qui a été trouvé en quantité non négligeable sur l'ensemble des campagnes, signe d'une contamination au glyphosate.

---

[1] *Cette unité de mesure se base sur la quantité de pollution émise par personne et par jour. La directive européenne du 21 mai 1991 définit l'équivalent-habitant comme la charge organique biodégradable ayant une demande biochimique d'oxygène en cinq jours (DBO5) de 60 grammes d'oxygène par jour.*

Des initiatives sont menées sur le territoire pour limiter le recours aux pesticides pour l'entretien des espaces publics dans le cadre des plans Phyt'Eaux Cités, mis en œuvre par le Syndicat des Eaux D'Ile-de-France (SEDIF) (plusieurs communes du périmètre du SAGE Bièvre sont concernées sur le Plateau de Saclay et sur le Val-de-Marne), Phyt'Eaux Bièvre qui concerne 13 communes du bassin sur le périmètre du Syndicat Intercommunal pour l'Assainissement de la Vallée de la Bièvre (SIAVB) et l'opération « Objectif Zéro Phyto » sur le territoire Bièvre aval portée par le SMBVB.

3) *METAUX LOURDS*

Analyse des sédiments

D'une manière générale les sédiments prélevés sur l'ensemble des stations de la Bièvre amont (CASQY et SIAVB) révèlent la présence de principalement trois métaux lourds : le plomb, le cadmium et le zinc. Les sédiments de nombreux bassins de la CASQY présentent des niveaux de pollution métallique anormalement élevés, notamment ceux de la base de loisirs. Cette pollution est légère pour la majorité des stations du SIAVB, même si certaines d'entre elles enregistrent une qualité moyenne. Seule la station des vannes de Récamier présente une importante pollution (zinc et cadmium), avec une qualité médiocre pour les sédiments depuis 2005.

La qualité des sédiments des affluents de la Bièvre est moyenne à bonne, à l'exception de la station sur le ru de Rungis, qui est celui qui présente les concentrations en métaux lourds les plus élevées, notamment en cadmium.

Analyse de l'eau

Le suivi de la qualité des eaux de la Bièvre aval sur les métaux lourds par le CG 94 révèle une forte pollution (classes de qualité de moyenne à mauvaise) principalement au cuivre, mais également au plomb, cadmium, chrome et au nickel uniquement sur la station RCO, juste après la confluence avec le ru de Rungis, dont le suivi révèle d'importantes teneurs en cuivre, cadmium, chrome, plomb et nickel.

Les teneurs en plomb, cadmium, cuivre et zinc sont généralement liées au ruissellement des routes et des toitures. La circulation automobile est à l'origine d'une partie de ces éléments provenant des pneus (zinc, cadmium, plomb) et des pièces métalliques (titane, chrome, aluminium). La densité du réseau routier du bassin versant contribue probablement fortement à ces apports en métaux lourds à la rivière, via les réseaux d'eaux pluviales.

F. RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES

1) *INONDATIONS*

Le bassin versant de la Bièvre est caractérisé par une vallée urbaine encaissée et sujette à des pressions anthropiques très importantes. L'imperméabilisation massive des dernières décennies s'est traduite par :

- La disparition de nombreuses prairies et zones humides qui jouaient auparavant un rôle naturel de stockage des eaux pluviales et de laminage des débits de crue ;
- La diminution de la capacité d'infiltration des sols et l'accroissement de la vulnérabilité de la vallée face aux ruissellements.

La rivière a été cause de crues importantes, telle celle de 1982. Au cours des 50 dernières années, la vallée de la Bièvre a vu un fort développement des ouvrages publics (tel que la création de bassins de stockage à ciel ouvert ou enterrés) pour juguler le renouvellement de tels aléas dommageables malgré l'augmentation des surfaces imperméabilisées. Les principaux secteurs à risque sont les communes du fond de vallée, de Jouy-en-Josas à Massy en particulier. Ajoutons également certaines communes du plateau de Saclay (Villiers-le-Bâcle et Châteaufort) qui peuvent connaître des désordres lors de la saturation d'ouvrages pluviaux. Le territoire du SAGE est concerné, sur sa partie située dans les Yvelines, par un document valant plan de prévention des risques naturels (PPRI) (arrêté du 2 novembre 1992). L'élaboration d'un PPRI est prévue sur certaines communes des Yvelines et de l'Essonne.

L'aval du bassin est concerné par d'importants phénomènes de ruissellement urbain. La canalisation de la Bièvre, l'artificialisation de son lit mineur et majeur et l'imperméabilisation non maîtrisée ont conduit à une diminution de la capacité d'évacuation des eaux de ruissellement qu'il a fallu compenser par la mise en œuvre d'importantes capacités de stockage et de transport.

De nombreux aléas, provoqués par l'inadéquation entre la capacité des canalisations d'évacuation à l'aval et les volumes d'eaux pluviales dirigés vers elles depuis l'amont, sont survenus au cours des trente dernières années, dont le plus dommageable en juillet 2001 qui a fortement marqué les habitants du fond de la vallée à l'aval, en particulier sur la ville de Fresnes.

Depuis, des projets structurants ont été réalisés par le Syndicat Interdépartemental pour l'Assainissement de l'Agglomération Parisienne (SIAAP) en Bièvre aval. Les ouvrages principaux construits à cette fin sont le bassin du ru de Châtenay, l'optimisation du bassin d'Antony et l'intercepteur Sceaux-Blagis-Cachan (ISBC). Un projet de bassin de stockage et de dépollution au parc du Moulin de Berny à Fresnes est à l'étude. La fonction de ces bassins est de stocker momentanément les volumes excédentaires pour ne les restituer au réseau qu'à raison de sa vacuité.

La gestion des eaux de ruissellement est l'un des piliers d'une urbanisation durable afin d'agir à la fois sur la qualité des milieux récepteurs et sur les risques d'inondation par débordements de cours d'eau et de submersions par débordements de réseaux. Différentes limitations des débits de ruissellement sont d'ores et déjà appliquées sur le territoire par les documents d'urbanisme, les règlements d'assainissement et les zonages pluviaux.

2) LES RISQUES TECHNOLOGIQUES

Pour les établissements à risques d'accidents majeurs on distingue par ordre d'importance décroissante sur le plan du potentiel de nuisances et de danger :

- **Les installations AS :** cette catégorie correspond aux installations soumises à autorisation avec servitudes d'utilité publique pour la maîtrise de l'urbanisation, elle inclut les installations dites « seuil haut » de la directive SEVESO II.
- **Les installations dites « seuil bas ».**

Sur le périmètre du SAGE, 4 sites Seveso sont en « seuil bas » et 2 sont en « Autorisation avec Servitudes ».
Les 4 sites SEVESO en « seuil bas » sont les suivants :

- GALION à Antony (Traitement de surface),
- SMCA à Paray-Vieille-Poste (Société de manutention de carburant pour l'aviation),
- EDF TAC à Vitry-sur-Seine (production électrique, classé en priorité nationale),
- SANOFI CHIMIE – CPV à Vitry-sur-Seine (Industrie pharmaceutique, classée en priorité nationale).

Les 2 sites SEVESO en « Autorisation avec Servitudes » (ou « seuil haut ») sont les suivants :

- CGE-VEOLIA à Choisy-le-Roi (Production d'eau, classée en priorité nationale),
- BP FRANCE à Vitry-sur-Seine (Dépôts de pétrole, produits dérivés ou gaz naturel, classé en priorité nationale).

3) SITES ET SOLS POLLUES

Sites industriels

La base de données d'anciens sites industriels et activités de service (BASIAS) recense de façon large et systématique, tous les sites industriels abandonnés ou non, susceptibles d'engendrer une pollution de l'environnement.
Un extrait de cette base permet de répertorier, sur le périmètre du SAGE, 4 843 sites industriels anciens ou encore en activités. Ces sites sont majoritairement situés sur la partie aval du périmètre : les 5ème, 13ème et 14ème arrondissements de Paris associés aux communes du Val de Marne et des Hauts de Seine regroupent 80 % des sites.
Notons que la ZAC des Champs Ronds située à Massy, où se sont succédé de nombreuses industries, possède des sols très pollués.

Sites et sols pollués

La consultation de la base de données sur les sites et sols pollués (BASOL) du MEEDDM a permis de recenser les sites et sols pollués sur le périmètre du SAGE. 33 sites font l'objet d'un classement dans la base de données BASOL : 1 dans les Yvelines, 2 dans les Hauts-de-Seine, 11 en Essonne et 19 dans le Val-de-Marne.
11 sites font l'objet d'une restriction d'usage des sols ou de la nappe.
Les hydrocarbures et les solvants (halogénés et non halogénés) sont les polluants les plus souvent relevés. Les métaux lourds en général constituent également une source importante de pollution.

II.3. RECENSEMENT DES DIFERENTS USAGES DES RESSOURCES EN EAU

A. ALIMENTATION EN EAU POTABLE

Le bassin de la Bièvre présente la particularité d'être alimenté en eau potable par des ressources extérieures au bassin, si l'on excepte la présence de quelques forages aux usages particuliers (CEA de Saclay, par exemple). La pression exercée par les prélèvements d'eau potable à destination du périmètre du SAGE Bièvre se fait donc sur d'autres territoires et déporte la problématique sur d'autres masses d'eau.
Le découpage des structures compétentes (syndicats ou intercommunalités) ne coïncide pas avec celui du bassin versant. Il est difficile de connaître avec précision le volume des prélèvements destiné à la consommation sur le périmètre du SAGE.
D'après les informations disponibles lors de l'état des lieux du SAGE, les volumes facturés en 2009 étaient de 76,7 millions de m^3. En considérant un rendement moyen de réseau de 85%, l'ordre de grandeur des volumes prélevés à destination des communes du SAGE est donc de 90 millions de m^3/an.

B. ACTIVITES INDUSTRIELLES ET ARTISANALES

1) INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT (I.C.P.E)

265 ICPE soumises à autorisation sont recensées sur les 57 communes du périmètre du SAGE de la Bièvre. La typologie de ces ICPE est très variée en raison de la forte activité économique sur les départements de l'Ile-de-France et le caractère particulier du territoire (Plateau de Saclay, Aéroport d'Orly). Les activités couvrent une grande diversité de domaines : recherche scientifique (nucléaire, agricole, alimentaire…), industrie automobile, industrie aéronautique, médical et paramédical, secteur de la construction etc…
Parmi ces ICPE, 6 sont classées au régime SEVESO.
Il n'y a ni carrières en activité ni décharges soumises à autorisation répertoriées sur le périmètre du SAGE de la Bièvre. On note la présence d'une décharge à ciel ouvert (décharge Chèze) située à Wissous, à proximité du ru de Rungis.

Les ICPE désignent des activités industrielles ou agricoles qui présentent des inconvénients ou des dangers potentiels pour le voisinage ou l'environnement. Elles sont régies par le titre I du livre V du Code de l'environnement (codification de la loi 76-663 du 19 juillet 1976).
Les ICPE doivent respecter des prescriptions spécifiques fixées selon qu'elles sont soumises à déclaration ou à autorisation ou encore à enregistrement et en fonction de leur activité.
Ces prescriptions visent à :

- réduire les émissions (potentiellement polluantes) dans l'air, l'eau et les sols,
- contrôler la production et l'élimination des déchets,
- prévenir les risques.

2) ZONES D'ACTIVITES

Plusieurs zones d'activités parsèment le bassin versant de la Bièvre, à Buc, Les Loges-en-Josas, Vélizy, Massy, Rungis et Wissous. Une large majorité se situe sur la partie aval du bassin versant de la Bièvre à partir d'Antony.
A noter la présence de deux pôles nationaux majeurs en partie aval : l'aéroport d'Orly et le Marché d'Intérêt National de Rungis (MIN), première concentration logistique nationale de produits frais. Ces deux pôles ont induit le développement de zones d'activités à vocation logistique. Ces deux pôles, les zones d'activités liées, ainsi que le centre commercial Belle Épine et la zone hôtelière DELTA forment l'ensemble Pôle Économique Orly-Rungis. Situé à moins de 10 km de Paris entre la Seine à l'est et la vallée de la Bièvre à l'ouest, ce pôle est un carrefour majeur de l'économie francilienne et française, depuis plusieurs dizaines d'années.
Ce pôle s'étendait en 2004 sur près de 2 000 hectares, comportait environ 4 000 entreprises et représentait plus de 63 000 emplois. Il est aujourd'hui le premier pôle économique et le premier pôle d'emploi au Sud de l'Ile-de-France.

Le développement de ce pôle, notamment via l'Opération d'Intérêt National (OIN) Orly-Rungis, implique l'évolution de la dynamique de la vallée de la Bièvre, d'un point de vue économique et logistique mais également hydraulique et écologique.
La gestion de la ressource en eau, la préservation des milieux aquatiques (proximité du ru de Rungis et a fortiori de la Bièvre) doivent être une préoccupation majeure dans la réalisation des aménagements futurs du pôle.

D'un point de vue réglementaire, les rejets d'industrie dans le réseau communal doivent faire l'objet d'une autorisation de déversement dans les réseaux d'assainissement collectifs, conformément à l'article L. 1331-10 du Code de la Santé Publique. Cette autorisation de déversement, délivrée par le maire, par le président d'un établissement public de coopération intercommunale ou du syndicat mixte compétent ou, dans le cas de Paris et de la petite couronne, par les présidents des conseils généraux ou du SIAAP, doit recevoir l'avis de l'unité de traitement en aval. La mise en place de conventions de raccordement peut également être établie, conjointement à la délivrance des autorisations.

C. AGRICULTURE

L'agriculture sur le périmètre du SAGE représente quelques 3 500 ha, soit environ 14 % de la surface totale du territoire concerné par le SAGE de la Bièvre.
Elle est répartie de façon majoritaire sur l'amont du bassin versant de la Bièvre et notamment au niveau du plateau de Saclay qui forme encore aujourd'hui un bloc homogène dédié à l'agriculture. Sur l'aval, la présence de l'agriculture est plus fragmentée et modeste (présence ponctuelle de parcelles en périphérie des concentrations urbaines à Massy, Wissous, Morangis, Chilly-Mazarin…).
De 1982 à 2003, plus de 2000 hectares de cultures ont disparu sur le périmètre du SAGE. De 1988 à 2000, 37 % des exploitations ont disparu sur le plateau de Saclay.
Dans ce contexte, une importance particulière a été accordée au maintien de l'activité sur le territoire : un décret, publié au Journal officiel du 31 décembre 2013 établit comme zone de protection naturelle, agricole et forestière près de 90% de surface du plateau de Saclay (environ 2 400 ha).

Les terres arables représentent la majeure partie de la Surface Agricole Utile (SAU) (91,7 %). Les surfaces sont essentiellement dédiées à la céréaliculture pratiquée à grande échelle. Le maïs et les oléoprotéagineux (colza, pois protéagineux et féveroles) viennent compléter l'essentiel de la production. Les cultures industrielles (betteraves, pommes de terre) sont plus anecdotiques. Les cultures maraîchères bien qu'ayant progressivement été réduites conservent aujourd'hui une importance socioéconomique à travers le développement de système de cueillette par le consommateur.
Les surfaces en herbes temporaires et permanentes représentent 285 ha (dont 60 % en prairie permanente). Cette surface, relativement faible, illustre le peu de vocation des terres à l'élevage sur le territoire. Les surfaces en herbe sur le territoire sont généralement disposées en bordure de cours d'eau dans les fonds de vallée.

Trois irrigants, seulement, sont recensés en 2006 (dernières données mises à disposition). Ils sont localisés sur le Plateau de Saclay et représentent un volume total de 49 469 m^3.
L'activité agricole est source d'apports au milieu de phosphore, d'azote et de pesticides. L'ensemble de la région Ile-de-France (hors Paris et départements de la proche couronne) est en zone vulnérable
Différents programmes sont en cours pour limiter les impacts sur la ressource en eau (le 5ème programme d'action régional Ile-de-France en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole, le programme Ecophyto, …).

D. USAGES RECREATIFS ET PATRIMOINE LIES A L'EAU

Usages récréatifs liés à l'eau

La pêche, sur le bassin versant de la Bièvre, est une pêche de loisir. Sur le cours de la rivière, seul un parcours de pêche existe. Les lots de pêche correspondant comprennent :

- La Bièvre sur 600 m en amont de l'étang de la Geneste ;
- La Bièvre sur 600 m en aval de l'étang de la Geneste ;
- La Bièvre au petit Jouy le long des Haras de Vauptain.

Au total 14 sites de pêche régulièrement fréquentés sont répertoriés sur le périmètre du SAGE de la Bièvre. Parmi ceux-ci aucun n'est situé sur les affluents de la Bièvre. D'autres sites sont également des lieux de pêches pour des associations plus petites, tels que l'Étang Neuf sur le plateau de Saclay, ou encore le Lac de Palaiseau. Cette activité est étroitement liée à la qualité chimique des eaux, et physique des cours d'eaux du bassin versant.

La vallée de la Bièvre dispose d'une bonne desserte en chemins de randonnée, essentiellement dans sa partie amont, avec environ de 20 km de cheminement publics desservant les berges de la Bièvre, de ses affluents, les rigoles et les étangs qui jalonnent le cours de la Bièvre. Ces derniers sont également des lieux propices à l'observation de la faune et de la flore : des observatoires sont créés et des aménagements réalisés pour faciliter l'accès aux abords des cours d'eau et étangs.

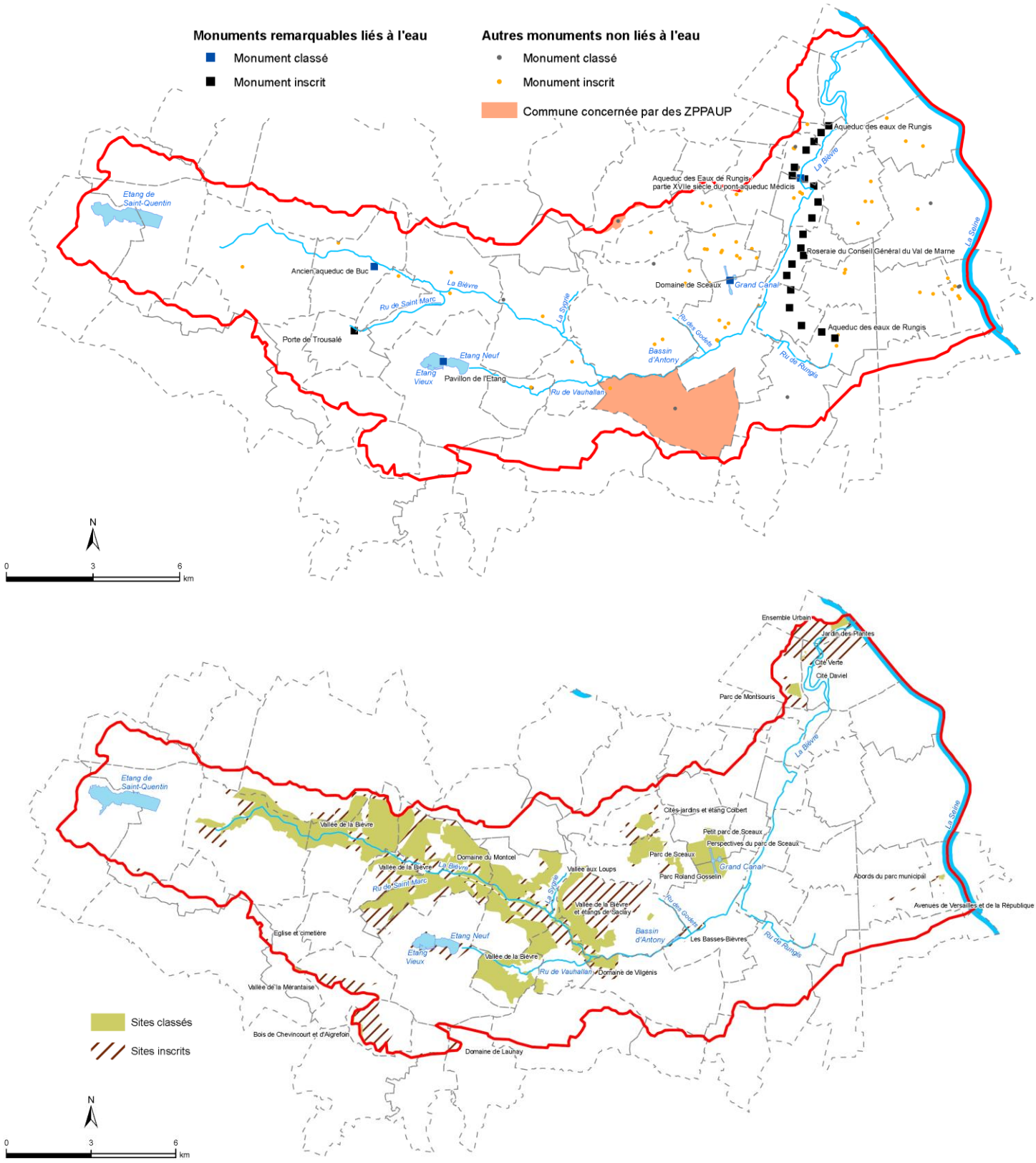
Concernant les sports nautiques, la base régionale de loisirs de Saint Quentin en Yvelines s'étend sur environ 600 ha sur un site classé en réserve naturelle nationale et Natura 2000. Les activités proposées sont la voile, le canoë-kayak, la pêche, les randonnées… L'étang neuf de Saclay et le lac de Palaiseau accueillent respectivement de la voile et de l'aviron.

Patrimoine lié à l'eau

Plusieurs types de protections réglementaires en matière de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager sont recensés sur le territoire du SAGE (cf. carte ci-dessous). Ces protections peuvent se juxtaposer et se compléter dans certains cas. On peut citer :

- Des sites classés qui bénéficient d'une protection au sens de leur intérêt paysager, artistique, historique, légendaire, pittoresque ;
- Des sites inscrits qui présentent un intérêt mais qui ne nécessitent pas leur classement du point de vue de leur fragilité et vulnérabilité d'une part et de leur valeur d'autre part ;
- Des ZPPAUP (Zone de Protection du Patrimoine Architectural Urbain et Paysager) : mesure de protection qui permet d'assurer la réhabilitation, la mise en valeur des bâtiments, l'aménagement des quartiers et la réalisation de nouvelles constructions, au sein d'un tissu urbain existant.

Les deux cartes suivantes présentent ces différents éléments.



Carte G : Protection du patrimoine historique, architectural et paysager

II.4. EXPOSE DES PRINCIPALES PERSPECTIVES DE MISE EN VALEUR DES RESSOURCES EN EAU

A. ATTEINTE DU BON ETAT OU DU BON POTENTIEL ECOLOGIQUE SUR LES MASSES D'EAU

Les perspectives pour cet enjeu sont liées à :

- La capacité des maitres d'ouvrage compétents en assainissement à réduire les apports permanents ou temporaires en eaux usées domestiques, artisanales et industrielles au milieu.
  Le territoire du SAGE de la Bièvre va connaître un accroissement démographique très important jusqu'en 2030 en lien avec les différents projets d'urbanisation nouvelle et de densification urbaine. Ce développement engendrera une charge polluante supplémentaire estimée entre 144 000 et 213 000 EH à l'horizon 2021.
  La vigilance des services techniques compétents et des services de l'Etat, les actions de contrôles et de mise en conformité des branchements domestiques actuellement en cours, les travaux de réhabilitation des réseaux prévus laissent espérer une amélioration significative à moyen terme (2020) si toutes les actions programmées sont réalisées dans les échéances planifiées.
  Des risques résiduels d'apports temporaires en eaux usées et dans une moindre mesure d'apports permanents en eaux usées pourraient persister, ceci principalement sur la zone « aval et intermédiaire » et sur la zone « source ».
- L'évolution des usages de produits phytosanitaires. L'impact potentiel de l'activité agricole en termes d'émission de substances phytosanitaires devrait se stabiliser voire légèrement réduire du fait des programmes de réduction des usages en cours (le plan Ecophyto 2018 qui sera remplacé par le plan "produisons autrement" ainsi que le plan d'action devant être mis en place dans le cadre de la zone de protection naturelle, agricole et forestière du plateau de Saclay). Pour ce qui est des autres usages de produits phytosanitaires, la loi n°2014-110 du 6 février 2014 visant à mieux encadrer l'utilisation de produits phytosanitaires sur le territoire national prévoyant l'interdiction, pour l'Etat, les collectivités territoriales et leurs groupements, ainsi que pour les établissements publics, d'utiliser ou de faire utiliser les produits phytopharmaceutiques, (hormis les produits de bio-contrôle, figurant sur une liste établie par l'autorité administrative, les produits qualifiés à faible risque et les produits dont l'usage est autorisé dans le cadre de l'agriculture biologique) pour l'entretien des espaces verts, des forêts ou des promenades accessibles ou ouverts au public à compter du 1er janvier 2020 permettra à termes d'améliorer nettement la qualité de l'eau.
  Cette loi prévoit également l'interdiction, à compter du 1er janvier 2022, de la mise sur le marché, de la délivrance, de l'utilisation et de la détention des produits phytopharmaceutiques, (hormis des produits de bio-contrôle, figurant sur une liste établie par l'autorité administrative, des produits qualifiés à faible risque et des produits dont l'usage est autorisé dans le cadre de l'agriculture biologique) pour un usage non professionnel.
  A noter que des actions, telles que la démarche Phyt'Eaux cités portée par le SEDIF, Phyt'Eaux Bièvre, qui concerne 13 communes du bassin sur le périmètre du SIAVB, et l'opération « Objectif Zéro Phyto » sur le territoire Bièvre aval portée par le SMBVB, ont d'ores et déjà permis des améliorations de pratiques des collectivités.
  De ce fait, la qualité des masses d'eau au regard des pesticides devrait largement s'améliorer à moyen termes même si cela reste largement dépendant de l'adhésion des agriculteurs et des gestionnaires d'infrastructures de transport à la démarche de réduction des intrants et substances actives.
- De la gestion des rejets ponctuels en eau pluviale. La Bièvre et affluents reçoivent une grande quantité d'eaux de ruissellement généralement chargés de matières en suspension, de métaux, d'hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) et autres hydrocarbures.
  L'urbanisation croissante, notamment avec les aménagements de type ZAC, pour les zones d'activité et les zones de logement, et les infrastructures de transport, provoquera une augmentation des surfaces imperméabilisées. Le risque inhérent à une telle augmentation, en dehors de toute mesure de réduction, est une augmentation importante des apports en substances toxiques au réseau hydrographique : HAP, Métaux lourds, … Même si le risque de dégradation de la qualité des eaux devrait être contenu par les exigences réglementaires au moment de la conception des projets, le manque d'entretien et de suivi des ouvrages de gestion des eaux de ruissellement sur le long terme peut s'avérer néfaste pour le milieu récepteur.

B. AMELIORATION, RESTAURATION ET PRESERVATION DES MILIEUX AQUATIQUES ET HUMIDES, DE LEURS FONCTIONNALITES ET DE LEURS CONTINUITES ECOLOGIQUES

Les perspectives pour cet enjeu sont liées à :

- La renaturation et à la réouverture de tronçons. Les Installations, Ouvrages, Travaux et Aménagements (IOTA) en cours d'eau, qui peuvent entraîner des dégradations des milieux aquatiques, sont aujourd'hui encadrés par la réglementation, ce qui permet d'envisager au minimum une relative stabilité de l'état morphologique des cours d'eau.

- La Bièvre est un cours d'eau extrêmement anthropisé. Elle est notamment pour partie intégrée au réseau d'assainissement et ses berges, lorsqu'elles existent, sont souvent imperméabilisées et son cours endigué. Le cours d'eau est même busé sur une part importante de son linéaire, en aval du territoire du SAGE. La pression sociétale sur cet enjeu est importante, portée par de nombreuses associations locales. La pression d'urbanisation croissante est à la fois un facteur de limitation du fait des faibles emprises foncières disponibles et en même temps d'opportunités d'aménagement intéressantes. La Bièvre dispose désormais d'une identité forte (mentionnée dans de nombreux PLU même si c'est encore de manière disparate). La réservation foncière ou protection nécessaire aux réhabilitations, restaurations et réouvertures futures peut néanmoins paraître insuffisante face aux enjeux socio-économiques importants qui s'exercent sur le bassin.

  La tendance actuelle est clairement à l'amélioration de l'état existant, plusieurs centaines de mètres de linéaires devant être rouverts d'ici à 2020. Néanmoins, la cohérence d'ensemble à l'échelle du bassin doit être renforcée.

- L'amélioration de la continuité hydraulique, sédimentaire et écologique (latérale et transversale). Du fait de son caractère extrême d'anthropisation sur sa partie aval et d'un exutoire actuel très limité, la restauration de la continuité hydraulique, sédimentaire voire écologique du linéaire aval de la Bièvre n'est pas envisageable (coûts disproportionnés aux enjeux). Sur le reste du territoire, les mesures en vigueur, le SDAGE, le Grenelle de l'environnement notamment avec les trames vertes et bleues, le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) encouragent à la restauration et au maintien des continuités. Néanmoins, la valeur patrimoniale et le rôle joué dans la lutte contre les inondations par certains ouvrages nécessiteront la mise en place de solutions au cas par cas.

- La préservation, restauration et valorisation des zones humides. Les pressions exercées sur ces milieux humides sont liées au drainage pour la mise en culture, au remblaiement pour l'urbanisation, aux travaux hydrauliques etc. La réalisation d'un inventaire des zones humides en 2013 est une avancée positive. Il s'avère maintenant nécessaire d'assurer leur préservation et leur valorisation. Le SDAGE rappelle que les SCoT, PLU et cartes communales doivent être compatibles avec cet objectif de protection des zones humides.

C. RENFORCER L'ATTRAIT DES COURS D'EAU, PROTEGER ET RESTAURER LE PATRIMOINE LIE A L'EAU

La valorisation du patrimoine hydraulique de la Bièvre est en plein essor du fait de la pression locale et de la mobilisation des acteurs du territoire. Néanmoins, les acquis restent à consolider sur le long terme. Un point de vigilance est à observer sur la divergence possible entre les aspects de continuité hydraulique et la valorisation du petit patrimoine lié à l'eau.

D. PREVENTION ET MAITRISE DU RISQUE INONDATION ET DE SUBMERSION[1] LIEE AUX DEBORDEMENTS DE RESEAUX

Le risque inhérent à l'augmentation des surfaces imperméabilisées, en dehors de toute mesure de réduction, est, outre le risque d'impact qualitatif du milieu récepteur, une augmentation des volumes à gérer dans les collecteurs unitaires et donc une mise à mal de la capacité de traitement des équipements et un risque d'augmentation des fréquences des surverses des déversoirs d'orage par temps de pluie.
Le SDAGE, le SDRIF et les collectivités locales fixent des règles de gestion des eaux de ruissellement dont la limitation des débits rejetés aux réseaux urbains ou au milieu naturel. L'entretien, le suivi et le contrôle des ouvrages de régulation des eaux de ruissellement constituent un enjeu important sur le long terme.
L'évolution tendancielle n'apparait pas satisfaisante. La mise en place d'une gestion du risque inondation et submersion par débordements de réseaux de manière globale et cohérente sur l'ensemble du bassin est un enjeu important du SAGE. Cette mission attribuée au SAGE est un message fort attendu par l'ensemble des acteurs, sur les aspects :

- de politique de gestion des écoulements et de limitation des ruissellements à la source,
- de mise en place de référentiels commun,
- de surveillance, d'anticipation des crises,
- de gestion des capacités de transfert et de stockage.

II.5. EVALUATION DU POTENTIEL HYDROELECTRIQUE

En application de la loi relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité du 10 février 2000, et de l'article L.212-1 du Code de l'Environnement, une synthèse sur l'étude de l'évaluation du potentiel hydroélectrique du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands a été intégrée aux documents d'accompagnement du SDAGE.
En effet, la lutte contre l'effet de serre (accord de Kyoto), la volonté de développer les énergies renouvelables (directive européenne sur les énergies renouvelables (ENR)) et la loi de Programmation fixant les Orientations de la Politique Énergétique (POPE) du 13 juillet 2005 incitent au développement de l'énergie hydroélectrique. C'est pourquoi il importe que le SDAGE fixe les conditions dans lesquelles ces activités peuvent s'exercer tout en préservant les milieux aquatiques.
Au regard du SDAGE du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands, l'unité hydrographique Bièvre ne semble pas présenter de potentiel particulier quant à la mise en œuvre d'opérations de valorisation de cette énergie.

1 Les « inondations dues aux réseaux d'égouts » sont nommées « submersions liées à des débordements de réseaux » dans le présent document (cf. définition « inondations » dans le glossaire présenté au paragraphe VII).

III. GRANDS ENJEUX DU SAGE DEFINIS PAR LA COMMISSION LOCALE DE L'EAU

L'état des lieux du bassin versant de la Bièvre a permis de mettre en évidence 5 enjeux liés à l'eau et aux milieux. Le Plan d'Aménagement et de Gestion Durable (PAGD) repose sur ces 5 enjeux à partir desquels sont déclinés des objectifs généraux et le cadre d'intervention visant à assurer une gestion équilibrée de la ressource en eau et des milieux aquatiques, intégrant les usages et le développement socio-économique du territoire.

Considérant l'importance d'une gestion intégrée au territoire et aux acteurs, la recherche des interactions et des synergies entre les actions sont privilégiées. C'est pourquoi l'enjeu relatif à la gouvernance et à l'aménagement du territoire est un enjeu transversal.

Les enjeux identifiés dans le cadre de l'élaboration du SAGE sont résumés ci-après :

Enjeu 1 : Gouvernance, aménagement, sensibilisation, communication

Il définit le rôle de la structure porteuse du SAGE, le rôle de la CLE, les aspects liés au suivi et à la révision du SAGE, et les thématiques de sensibilisation générale à développer. La nécessaire intégration des enjeux du SAGE dans les projets d'aménagements et dans la planification urbaine est largement soulignée.

Cet enjeu se décompose selon les deux objectifs généraux suivants :

- faire en sorte que toutes les actions envisagées dans le cadre du SAGE puissent être mises en œuvre dans le cadre d'un portage cohérent
- faciliter la cohérence et la compatibilité des documents d'urbanisme avec les orientations et les objectifs du SAGE.

Enjeu 2 : Milieux

Cette partie vise l'atteinte du bon potentiel ou bon état écologique pour les masses d'eau du territoire selon les échéances fixées par le SDAGE du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands. Cet enjeu s'attache à l'amélioration, la restauration et la préservation des fonctionnalités des milieux aquatiques et humides. La Commission Locale de l'Eau affiche une forte ambition sur la revalorisation de la Bièvre en milieu urbain, avec la renaturation et la réouverture de tronçons cohérents. Une meilleure intégration de la Bièvre dans les documents d'urbanisme apparait ainsi essentielle pour permettre sur le long terme la réalisation de ces projets. La restauration hydromorphologique et l'amélioration de la continuité écologique (sédimentaire et piscicole) et hydraulique (latérale et transversale), dans le respect des usages et de la valeur patrimoniale des ouvrages, sont également affichés comme des objectifs.

L'identification, la gestion et la protection des zones humides sont des orientations fondamentales du SDAGE. La CLE affirme donc le caractère prioritaire de ces objectifs dans sa stratégie. Un inventaire des zones humides a ainsi été réalisé sur le territoire du SAGE en 2013.

Enjeu 3 : Qualité

Cette partie vise l'amélioration de la qualité physico-chimique et chimique des eaux en vue d'atteindre le bon potentiel ou bon état sur le territoire du SAGE. La réduction des apports permanents et temporaires d'eaux usées à la Bièvre par la maitrise de la collecte et du transfert des effluents aux stations d'épuration est un des objectifs prioritaires du SAGE.

Au vu des problématiques en micropolluants sur l'ensemble du bassin versant, la stratégie retenue par la Commission Locale de l'Eau prévoit la mise en place de mesures visant à limiter le transfert de la charge polluante des eaux de ruissellement au milieu ainsi que la poursuite de la réduction des usages de produits phytosanitaires en zones agricoles et non agricoles.

Enjeu 4 : Ruissellement

Le fonctionnement hydrologique du bassin versant et son niveau d'urbanisation font de la gestion du ruissellement une problématique importante sur le territoire pour limiter le risque d'inondation et de submersions par débordements de réseaux. La stratégie contribue à assurer la protection des personnes et des biens par l'amélioration de la prévision des risques, par la gestion optimisée des ouvrages de régulation et par l'intégration du risque d'inondation par débordements de cours d'eau dans l'urbanisme. Un des enjeux majeurs est d'assurer une cohérence et une coordination des différentes maitrises d'ouvrages intervenant dans la gestion du système Bièvre.

La stratégie insiste également sur la nécessité de définir les bases d'une meilleure gestion des eaux de ruissellement dans les nouveaux projets d'aménagement et rénovations urbaines ainsi que de tendre vers une régularisation de l'existant.

Enjeu 5 : Patrimoine

Cet enjeu vise à assurer la valorisation et la restauration du patrimoine hydraulique, du petit patrimoine bâti et du patrimoine paysager dans le respect des milieux afin de sensibiliser la population locale aux fonctionnalités et richesses de la vallée de la Bièvre.

IV. OBJECTIFS GENERAUX ET MOYENS PRIORITAIRES DE REALISATION

IV.1. CLE DE LECTURE DU PAGD

Le plan d'aménagement et de gestion durable du SAGE Bièvre s'organise par enjeu puis par orientations générales.

Le document présente pour chaque enjeu du SAGE :

- Le rappel des objectifs retenus par la CLE dans la stratégie du SAGE ;
- Les moyens prioritaires pour atteindre ces objectifs impliquant pour les acteurs du bassin versant la réalisation d'actions qui sont ici présentées sous forme de dispositions.

Les dispositions du SAGE peuvent correspondre :

- à des recommandations ayant vocation à faire évoluer les modes de fonctionnement de certaines activités au regard des objectifs fixés par le SAGE. Elles reposent sur la volonté des acteurs à tenir leurs engagements.
- à des prescriptions. Ces dernières s'imposent, en termes de compatibilité, aux décisions administratives prises dans le domaine de l'eau, aux ICPE, aux documents de planification dans le domaine de l'urbanisme, … Ce type de dispositions s'appuie sur un cadre réglementaire existant pour l'adapter et/ou le préciser par rapport aux enjeux locaux (hiérarchisation géographique, délai de réalisation selon le calendrier prévisionnel…).

Les enjeux du SAGE (et le code couleur) déclinés dans la suite du document sont les suivants :



L'enjeu « Agriculture » de la stratégie du SAGE est inclus dans l'enjeu « Qualité » du présent document à l'Orientation Q. 4.

Le code utilisé dans chaque enjeu du SAGE est le suivant :

Disposition X : intitulé de la disposition

Enoncé de la disposition

Correspond à un article du règlement

(U) Disposition en lien avec l'urbanisme

IV.2. GOUVERNANCE, AMENAGEMENT, SENSIBILISATION, COMMUNICATION

1) CONTEXTE ET OBJECTIFS

La gouvernance est un enjeu transversal, pris en compte dans chacun des enjeux abordés par le SAGE.

La réussite de la mise en œuvre du SAGE dépend à la fois de la cohérence et de la pertinence des actions définies ; mais également de l'articulation, de l'organisation des maîtres d'ouvrages, acteurs locaux et financeurs pour optimiser la réalisation de ces actions.

La Commission Locale de l'Eau se donne pour objectif de coordonner les actions à l'échelle du territoire, de dégager les moyens correspondants et de faire prendre conscience aux acteurs locaux des enjeux du territoire. Cette communication, sensibilisation est assurée notamment par la cellule d'animation du SAGE. Cette cellule permet l'exercice des compétences dévolues au Syndicat Mixte du Bassin Versant de la Bièvre, structure porteuse du SAGE.

La Commission Locale de l'Eau est l'instance de décision et de suivi de la mise en œuvre du SAGE par les différents maîtres d'ouvrage présents sur le territoire.
Ne pouvant être maître d'ouvrage, la Commission Locale de l'Eau s'appuie sur différents niveaux d'intervention à l'échelle du bassin versant et des sous-bassins versants pour piloter cette mise en œuvre. Il s'agit :

- du Syndicat Mixte du Bassin Versant de la Bièvre, structure porteuse du SAGE, en charge des moyens d'animation et de suivi du SAGE ;
- d'un réseau de maîtrises d'ouvrage locales en charge de la réalisation des dispositions du SAGE Bièvre, comme les communes, communautés de communes ou d'agglomération, syndicats, départements, région, associations ou autres porteurs de projets publics ou privés qui assurent le pilotage d'études et de travaux en cohérence avec les objectifs et les orientations du SAGE ;
- des services de l'Etat qui veillent à l'application des dispositions du SAGE ou interviennent comme maître d'ouvrage, par exemple sur les routes nationales et autoroutes urbaines.

Le bassin versant de la Bièvre est un territoire dynamique qui accueille d'importantes opérations d'aménagement. Une attention particulière est ainsi portée à l'intégration de l'aménagement au sein des différents enjeux du SAGE et, réciproquement, à l'intégration des objectifs du SAGE dans les projets d'aménagement et dans les planifications urbaines.

L'objectif de la Commission Locale de l'Eau est de faire en sorte que toutes les actions envisagées dans le cadre du SAGE puissent être mises en œuvre dans le cadre d'un portage cohérent (complémentarité et subsidiarité entre les maîtrises d'ouvrage existantes, privées et publiques).

La Commission Locale de l'Eau souhaite également faciliter la cohérence et la compatibilité des documents d'urbanisme avec les orientations et les objectifs du SAGE.

2) ORIENTATIONS ET MODALITES DE REALISATION

ORIENTATION G. 1: GOUVERNANCE ET COORDINATION

Au regard de ses obligations légales, la Commission Locale de l'Eau est chargée de l'élaboration, de la révision et du suivi de l'application du SAGE. Pour ce faire, elle peut confier son secrétariat, ainsi que l'élaboration et le suivi du SAGE à une structure porteuse (art. R. 212-33 du code de l'environnement).
Dans le cadre de ses missions réglementaires, notamment de suivi de la mise en œuvre du SAGE, la Commission Locale de l'Eau doit être en mesure :

- de suivre la qualité des eaux et des milieux aquatiques des sous-bassins versants ;
- d'émettre un avis sur les dossiers susceptibles d'impacter la ressource en eau et les milieux aquatiques et d'avoir une incidence majeure sur l'atteinte des objectifs qu'elle s'est fixés ; L'annexe IV de la circulaire du 21 avril 2008 indique les cas dans lesquels la Commission Locale de l'Eau est consultée pour avis dans le cadre de procédures réglementaires.

Consultation obligatoire de la Commission Locale de l'Eau
Avis sur le périmètre d'intervention d'un EPTB (art. L.213-12 du Code de l'environnement)
Délimitation de certaines zones d'érosion, zones humides, zones de protection des aires d'alimentation de captages (art. R.114-3 du code rural et de la pêche maritime)
Autorisation de création d'installations nucléaires de base (art. 13 III du décret n°2007-1557 du 2 novembre 2007)
Désignation d'un organisme unique de gestion collective des prélèvements d'eau pour l'irrigation (art R.211-113 I du Code de l'environnement)
Dispositions applicables aux opérations soumises à autorisation (art R.214-10 du Code de l'environnement)
Dispositions applicables à certains ouvrages situés sur les cours d'eau inscrits sur les listes prévues par l'article L214-17 du Code de l'environnement (art. R.214-110 du Code de l'environnement)
Dispositions relatives à l'affectation du débit artificiel (art. R.214-64 du Code de l'environnement)
Information de la Commission Locale de l'Eau
Arrêté délimitant le périmètre et désignant l'organisme unique de gestion collective des prélèvements d'eau pour irrigation (copie de l'arrêté) (art. R.211-113 III du Code de l'environnement)
Décision rejetant une demande d'autorisation (art R.214-19 II du Code de l'environnement)
Dispositions applicables aux IOTA soumis à déclaration (récépissé, prescriptions spécifiques et décision d'opposition) (art. R.214-37 du Code de l'environnement)
Plan annuel de répartition du volume d'eau soumis à autorisation unique de prélèvement (art. R.214-31-3 du Code de l'environnement)
Dispositions applicables aux opérations soumises à déclaration (art. R.214-37 II du Code de l'environnement)
Dossier de l'enquête publique des opérations déclarées d'intérêt général ou urgentes soumises à déclaration au titre des articles L214-1 à L.214-6 du Code de l'environnement (art. R.214-103 du Code de l'environnement)
Arrêté du ministre de la défense autorisant une installation (art. R217-5 du Code de l'environnement)
Aménagement foncier rural et détermination du périmètre (dossier) (art. R121-21-1 du Code rural et de la pêche maritime).
Inventaire des zones vulnérables (porter à connaissance) (art. R212-36 du Code de l'environnement)

- d'établir un rapport annuel sur les travaux, orientations et sur les résultats et perspectives de la gestion des eaux dans le périmètre du SAGE.

Ainsi, la cellule d'animation, hébergée par la structure porteuse du SAGE, élabore, renseigne et actualise, pour le compte de la Commission Locale de l'Eau, le tableau de bord du SAGE. Les différents maitres d'ouvrage présents sur le territoire sont les garants de la mise en œuvre du SAGE, mais sont également les relais de la structure porteuse du SAGE et de sa cellule d'animation en termes de transmission de données.

Les collectivités territoriales ou leurs groupements compétents dans la collecte de proximité des eaux usées et pluviales, à la date d'entrée en vigueur du SAGE, sont indiqués dans le tableau suivant.

collectivités territoriales ou leurs groupements compétents dans la collecte de proximité des eaux usées et pluviales	Communes concernées sur le SAGE
Syndicat Intercommunal d'Assainissement de la Vallée du Ru de Marivel (SIAVRM)	Versailles, Vélizy-Villacoublay
Syndicat Mixte d'Assainissement de la Région Ouest de Versailles (SMAROV)	Bois-d'Arcy, Saint-Cyr-l'Ecole, Fontenay-le-Fleury, Versailles
Communauté d'Agglomération Sud de Seine	Clamart, Bagneux, Fontenay-aux-Roses,
Communauté d'Agglomération du Val de Bièvre	Arcueil, Gentilly, Le Kremlin-Bicêtre, Cachan, Villejuif, L'Haÿ-les-Roses, Fresnes.
Communauté d'Agglomération des Hauts de Bièvre	Le Plessis-Robinson, Châtenay-Malabry, Sceaux, Bourg-la-Reine, Antony, Verrières-le-Buisson, Wissous.
Communauté d'Agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines	Montigny-le-Bretonneux, Trappes, Voisins-le-Bretonneux, Magny-les-Hameaux, Guyancourt
Ville de Paris	Paris 5ème, 13ème, 14ème
Grand Paris Seine Ouest	Meudon
Communes indépendantes	Bièvres, Buc, Bures-sur-Yvette, Champlan, Châteaufort, Châtillon, Chevilly-Larue, Chilly-Mazarin, Choisy-le-Roi, Clamart, Gif-sur-Yvette, Igny, Ivry-sur-Seine, Jouy-en-Josas, Les-Loges-en-Josas, Massy, Montrouge, Orly, Orsay, Palaiseau, Paray-Vieille-Poste, Rungis, Saclay, Saint-Aubin, Thiais, Toussus-le-Noble, Vauhallan, Versailles, Villiers-le-Bâcle, Vitry-sur-Seine.

Tableau 1 : collectivités territoriales ou leurs groupements compétents dans la collecte de proximité des eaux usées et pluviales, à la date d'entrée en vigueur du SAGE

Les cartes de l'atlas cartographique présentent :

- les maitrises d'ouvrage du territoire du SAGE compétentes dans le transport des effluents à la date d'entrée en vigueur du SAGE (Carte 1 de l'atlas cartographique) ;
- les maitrises d'ouvrage du territoire du SAGE compétentes dans la gestion des milieux aquatiques à la date d'entrée en vigueur du SAGE (Carte 2 de l'atlas cartographique) ;
- les programmes opérationnels pressentis dans le cadre de la mise en œuvre du SAGE (Carte 3 de l'atlas cartographique).

Ces différentes cartes précédentes montrent la multiplicité des maitrises d'ouvrage intervenant sur le territoire du SAGE notamment pour la gestion des réseaux hydrographique. Le Ru de Rungis et certaines rigoles en sont des exemples marquants.

Des changements majeurs en termes de gouvernance sont attendus sur le territoire du SAGE de la Bièvre. La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles instaure auprès des communes une compétence « gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI) ».

Cette compétence comprend les missions définies aux 1°, 2°, 5° et 8° de l'article L. 211-7-I du code de l'environnement :

1° L'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique ;

2° L'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau ;

5° La défense contre les inondations et contre la mer ;

8° La protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines.

Cette compétence sera transférée de plein droit aux établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre en lieu et place des communes pour des actions d'intérêt communautaire et nécessitant la mise en place d'une déclaration d'intérêt général (DIG).

Cette disposition entrera en vigueur au 1er janvier 2016. Toutefois, les communes et leurs EPCI à fiscalité propre peuvent, à compter de la publication de la présente loi, mettre en œuvre par anticipation cette compétence.

Cette même loi prévoit la création au 1er janvier 2016 de la métropole du Grand Paris regroupant Paris et les trois départements de la petite couronne, Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis et Val-de-Marne. L'article L5219-1 du code général des collectivités territoriales précise que la métropole du Grand Paris exerce de plein droit, en lieu et place de ses communes membres, la compétence « Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations ».

Disposition 1 – Assurer la cohérence et la coordination des initiatives territoriales sur la gestion de l'eau à l'échelle du territoire du SAGE

La structure porteuse du SAGE assure, pour le compte de la Commission Locale de l'Eau, le suivi et la mise en œuvre du SAGE dans les meilleures conditions :

- en veillant à la cohérence des projets engagés sur le territoire avec les objectifs et les orientations du SAGE ;
- en coordonnant les programmations pluriannuelles des maîtrises d'ouvrage opérationnelles ; elle accompagne notamment les initiatives de continuité écologique, formalisées au niveau régional par le Schéma régional de Cohérence Ecologique (SRCE), à l'échelle du bassin.
- en centralisant les connaissances, les retours d'expérience et en les mutualisant pour les diffuser.

A cette fin, elle se dote, en complément des maîtrises d'ouvrage territoriales intervenant à l'échelle du périmètre du SAGE, des compétences nécessaires pour garantir la gestion équilibrée et durable des ressources en eau et des milieux aquatiques à l'échelle du périmètre du SAGE.
Les maîtrises d'ouvrage du bassin versant organisent à l'échelle du bassin l'exercice de la compétence « gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations » en application de la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles.

Ces objectifs de mise en cohérence et de coordination des actions des différentes maitrises d'ouvrage et de retour, partage d'expériences sont inscrits au sein des dispositions suivantes :

Enjeu « Milieux » :

- Disposition 8 – Accompagner et coordonner les maitres d'ouvrage dans leurs projets de réouverture des cours d'eau
- Disposition 11 – Procéder aux travaux de restauration hydromorphologique
- Disposition 12 – Accompagner et coordonner les maitres d'ouvrage dans leurs projets d'amélioration de la continuité écologique
- Disposition 13 – Réaliser les travaux nécessaires à la restauration de la continuité écologique
- Disposition 23 – Améliorer la connaissance sur les espèces invasives et lutter contre leur expansion

Enjeu « Qualité » :

- Disposition 28 – Communiquer, sensibiliser les élus sur les contrôles et mises en conformités des rejets
- Disposition 29 – Acquérir des connaissances sur l'ensemble des points de déversements en temps de pluie
- Disposition 33 – Assurer la cohérence des démarches sur le bassin et les échanges entre les différents gestionnaires d'infrastructures

Enjeu « Ruissellement » :

- Disposition 41 – Anticiper les désordres et améliorer la communication et la coordination des maitrises d'ouvrages compétentes dans la gestion du système Bièvre en temps de pluie
- Disposition 46 – Partager les connaissances et aboutir à des règles de gestion concertée à l'échelle du territoire du SAGE
- Disposition 51 – Accompagner les élus, les propriétaires fonciers et les aménageurs pour une bonne intégration de la gestion des eaux pluviales dans les nouveaux projets d'aménagement et dans les projets de réhabilitation

Les communes de Magny-les-Hameaux à Palaiseau (de l'ouest vers l'est : Magny-les-Hameaux, Châteaufort, Toussus-le-Noble, Villiers-le-Bâcle, Saint-Aubin, Gif-sur-Yvette, Saclay, Orsay et Palaiseau), situées au sud du territoire du SAGE de la Bièvre, ont une partie de leur territoire inclus à la fois dans le SAGE Orge Yvette et dans le SAGE Bièvre. Cette superposition s'explique par le fait qu'en situation de saturation d'ouvrages pluviaux, les eaux de ruissellement de ces zones retrouvent leur bassin naturel qui est celui de l'Yvette.

Disposition 2 – Assurer une coordination inter-SAGE

Afin d'échanger sur des thématiques et problématiques communes et d'assurer une cohérence d'action à l'échelle des départements, la Commission Locale de l'Eau souhaite que soit mise en place une commission inter-SAGE avec les SAGE limitrophes. Cette commission se réunira au minimum une fois par an.

ORIENTATION G. 2 : SENSIBILISATION, PEDAGOGIE ET VALORISATION DES ACTIONS

L'objectif stratégique est de faire connaître le contenu du SAGE à tous les acteurs et au grand public du bassin versant, afin qu'ils prennent conscience des enjeux, et participent, dans le cadre de leurs compétences, à sa mise en œuvre.

Disposition 3 – Développer, mettre en œuvre un plan de communication et de partage d'expériences

La structure porteuse du SAGE assure, dans l'année suivant la date de publication de l'arrêté d'approbation du SAGE, la formalisation d'un plan de communication sur l'ensemble des enjeux du SAGE.
Ce plan, validé par la Commission Locale de l'Eau, vise à faciliter la bonne compréhension et la bonne connaissance des objectifs et orientations du SAGE. Il définit, notamment pour les thématiques prioritaires que sont la qualité de l'eau et l'amélioration de la fonctionnalité des milieux, les publics à cibler (grand public, industriels, artisans, agriculteurs, élus, employés communaux…), et les outils envisagés (expositions, brochures, médias, démonstrations…).
La structure porteuse du SAGE s'appuie notamment dans son plan de communication sur des réseaux de partenaires et de professionnels et sur des actions "pilotes" menées sur le territoire.

Les différentes dispositions relatives au plan de communication sont notamment les suivantes :

Enjeu « Qualité » :

- Disposition 28 – Communiquer, sensibiliser les élus sur les contrôles et mises en conformités des rejets
- Disposition 34 – Informer et sensibiliser la population à la réduction du recours aux produits phytosanitaires

Enjeu « Ruissellement » :

- Disposition 40 – Développer auprès des collectivités locales et du grand public un volet « culture du risque inondation »
- Disposition 51 – Accompagner les élus, les propriétaires fonciers et les aménageurs pour une bonne intégration de la gestion des eaux pluviales dans les nouveaux projets d'aménagement et dans les projets de réhabilitation

Enjeu « Patrimoine » :

- Disposition 57 – Communiquer auprès du grand public sur l'histoire de la Bièvre

ORIENTATION G. 3 : INTEGRATION DES ENJEUX DU SAGE DANS LES PROJETS D'AMENAGEMENTS ET DANS LA PLANIFICATION URBAINE

Le bassin versant de la Bièvre est un territoire dynamique qui accueille d'importantes opérations d'aménagement (présentées à la Carte 4 de l'atlas cartographique) permettant la mise en place de projets de développement économique de grande envergure (Etablissement public Paris-Saclay (EPPS) sur le plateau de Saclay et de Satory) et des opérations de rénovation urbaines (Etablissement public d'aménagement Orly Rungis - Seine Amont (ORSA), Saint Quentin, Vallée Scientifique de la Bièvre).

Le SAGE vise à encadrer l'aménagement du territoire pour limiter notamment ses impacts sur les fonctionnalités des milieux aquatiques et sur la qualité des eaux. Ce thème est ainsi abordé de manière transversale aux différents enjeux du SAGE.

(U) Disposition 4 – Intégrer les objectifs du SAGE dans les documents d'urbanisme

La structure porteuse du SAGE sensibilise et informe les élus, en amont de la révision de leur document d'urbanisme, sur les modalités possibles d'intégration des objectifs du SAGE.
La Commission Locale de l'Eau demande ainsi à être impliquée en amont, dès les phases d'élaboration et de révision/modification des documents d'urbanisme, en souhaitant notamment une association identique à celle des personnes publiques associées.

Les documents d'urbanisme (SCoT, ou à défaut PLU ou PLUi) sont compatibles ou rendus compatibles dans un délai de 3 ans suivant la date de publication de l'arrêté d'approbation du SAGE avec les objectifs de préservation fixés par le SAGE, en particulier la préservation :

- de la continuité latérale, en intégrant, d'une part, le tracé de la Bièvre (cf. Disposition 14) et, d'autre part, un objectif de marge de recul par rapport aux cours d'eau (cf. Disposition 16). La Commission Locale de l'Eau demande aux collectivités, ou leurs groupements, compétents dans l'élaboration de ces documents, d'établir une réserve foncière lors de renouvellements urbains afin de ne pas obérer la réalisation future de projets de restauration hydromorphologique des cours d'eau ;
- des zones humides (cf. Disposition 18) ;
- des champs d'expansion des crues (cf. Disposition 44) ;
- de la qualité des eaux vis-à-vis des charges polluantes des eaux pluviales via l'intégration de l'objectif de « zéro rejet » dans les réseaux, que ces derniers soient unitaires ou séparatifs, ou, en cas d'impossibilité technique à le garantir, à limiter le ruissellement (cf. Disposition 49).

Disposition 5 – Assurer une animation et un appui auprès des collectivités et aménageurs pour l'intégration des enjeux liés à l'eau dans les aménagements

La structure porteuse du SAGE assure une animation soutenue et spécialisée auprès des différents maitres d'ouvrage du territoire dans le but de faciliter l'intégration des orientations du SAGE dans les projets d'aménagement et dans les contrats de développement territorial.

La structure porteuse du SAGE apporte également un conseil technique auprès des aménageurs pour intégrer notamment les objectifs de préservation, voire d'amélioration, de la qualité des milieux et des eaux ainsi que ceux relatifs à la gestion quantitative des eaux de ruissellement dans les projets d'aménagement.

Pour les projets d'aménagement structurants, la Commission Locale de l'Eau demande que les collectivités et leurs groupements compétents dans le domaine de l'eau, la préservation des milieux aquatiques (cf. carte 2 de l'atlas cartographique) et elle-même soient associés en amont, dès les études préalables. Elle souhaite également que les collectivités territoriales compétentes soient impliquées dans l'instruction des permis de construire.

ORIENTATION G. 4 : STATUT DE LA BIEVRE AVAL

Les arrêtés préfectoraux 2007-337-03 du 3 décembre 2007 pour le département de Paris, 2008-20 du 18 février 2008 pour le département des Hauts-de-Seine, et 2008/1048 du 6 mars 2008 pour le département du Val-de-Marne, recensant les cours d'eau pour l'exercice de la police de l'eau font figurer la bièvre aval comme un cours d'eau.

La Bièvre aval est classée en masse d'eau fortement modifiée : elle s'écoule dans le collecteur « Bièvre » dont la maitrise d'ouvrage est assurée par le Syndicat interdépartemental pour l'assainissement de l'agglomération parisienne (SIAAP). Des actions sont menées pour soustraire la rivière à son rôle de réseau d'assainissement.

Disposition 6 – Mettre en œuvre les modalités de l'exercice de la police de l'eau sur la Bièvre aval

La structure porteuse du SAGE anime une réflexion, avec les services de l'état, les collectivités et leurs groupements concernés, sur les modalités de l'exercice de la police de l'eau sur ce cours d'eau non domanial ayant un double statut : celui de cours d'eau mais aussi de collecteur d'eau pluvial.

IV.3. MILIEUX

3) CONTEXTE ET OBJECTIFS

Le bassin versant de la Bièvre affiche une dynamique à deux visages entre l'amont et l'aval du bassin versant. La main de l'homme et les interventions passées ont façonné les paysages, la vallée et les activités.

L'amont du bassin se caractérise à la fois par son caractère naturel avec des paysages largement ouverts en fond de vallée et par un paysage urbain, en expansion, sur le territoire de la communauté d'agglomération de Saint Quentin. On note la présence de la réserve naturelle nationale de Saint-Quentin-en-Yvelines, berceau de biodiversité à l'échelle du bassin. La zone intermédiaire, bercée entre petits centres urbains, agriculture, bois et vallée classée, offre une dynamique « milieu » préservé, mais à soutenir.
La réserve naturelle régionale du Bassin de la Bièvre, située sur les communes d'Antony et de Verrières-le-Buisson, constitue une enclave pour la biodiversité et possède une richesse écologique non négligeable malgré sa situation au cœur d'un environnement fortement urbanisé et sa taille qui en fait l'une des plus petites réserves naturelles régionales d'Île-de-France (6 ha).

Le cours de la Bièvre est identifiée comme une masse d'eau fortement modifiée y compris sur sa partie aval où elle est canalisée et couverte. Sur sa partie aval, la Bièvre ne coule plus dans son lit et est l'exutoire des eaux pluviales d'une importante superficie imperméabilisée. Son lit majeur est entièrement occupé par l'urbanisation. Les collectivités situées sur l'aval du territoire œuvrent depuis plusieurs années pour le retour de la Bièvre en ville, profitant ainsi des opérations d'aménagement pour améliorer le cadre de vie, la qualité de l'eau, l'accès au cours d'eau et le retour de la rivière dans la mémoire collective.

L'ensemble des interventions urbaines et économiques passées a fortement modifié les milieux aquatiques et naturels du bassin versant. La gestion des milieux pour le bassin versant de la Bièvre doit donc conjuguer amélioration de la qualité, préservation et restauration des milieux aux usages, au contexte urbain et à la demande sociale qui en découle.

L'objectif de la Commission Locale de l'Eau est d'atteindre le bon potentiel écologique pour les masses d'eau amont et aval de la Bièvre et du Ru de Rungis et le bon état écologique du Ru de Vauhallan selon les échéances fixées par le SDAGE du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands. Pour ce faire, la Commission Locale de l'Eau fixe comme objectifs la reconquête de la qualité de l'eau (objet de l'enjeu suivant) ainsi que l'amélioration, la restauration et la préservation des fonctionnalités des milieux aquatiques et humides par :

- la revalorisation de la Bièvre en milieu urbain, avec la renaturation et la réouverture de tronçons cohérents. Objectif de réouverture sur au moins 3 200 ml ;
- l'inscription du trajet de la Bièvre et de ses affluents ainsi que d'une marge de recul de l'implantation des constructions futures dans les documents d'urbanisme ;
- la restauration hydromorphologique (berges, ripisylve, …) ;
- l'amélioration de la continuité écologique (sédimentaire et piscicole) et hydraulique (latérale et transversale) ;
- la préservation, restauration et valorisation des zones humides et milieux aquatiques associés.

4) ORIENTATIONS ET MODALITES DE REALISATION

ORIENTATION M. 1 : RENATURATION ET REOUVERTURE DE TRONÇONS COHERENTS

De très nombreuses portions de cours d'eau du territoire sont concernées par le busage, qui cause la disparition totale des milieux naturels associés. Ces busages sont parfois ponctuels à l'amont mais ont néanmoins d'importants impacts sur la faune et la flore aquatique.

À l'amont, le réseau hydrographique naturel – ou créé artificiellement pour drainer le plateau de Trappes en vue de l'alimentation du Domaine de Versailles – s'est progressivement fondu dans le réseau d'assainissement pluvial de l'actuelle CASQY (cf. carte 2 de l'atlas cartographique). Ainsi l'alimentation de l'étang de Saint-Quentin (aqueduc de la Boissière) se vidange dans le bassin de la Sourderie dont une évacuation (hors service en fonctionnement normal) est constituée par une partie busée de la rigole de Guyancourt. Cette dernière est souterraine jusqu'au bassin du Routoir où elle ressort à l'air libre avant de rejoindre le bassin de la Commanderie et ressortir aussitôt.

Sur la partie amont du territoire, les principales zones concernées sont les traversées de Buc, Jouy-en-Josas, Bièvres et Verrières-le-Buisson où la Bièvre est localement canalisée au niveau des traversées de voies.

La masse d'eau Bièvre aval constitue intégralement un « point noir » du fait de sa canalisation intégrale, à l'exception du tronçon rouvert du Parc des Prés.
Le ru de Rungis, classé comme « masse d'eau fortement modifiée », est le plus touché des affluents de la Bièvre puisqu'il ne s'écoule encore à ciel ouvert que sur 28 % de son linéaire. Le ru des glaises, son affluent, est lui aussi canalisé. Enfin, d'autres affluents de la Bièvre sont ponctuellement concernés par le busage : la Sygrie en amont du bassin de l'Abbaye aux Bois et, ponctuellement, le ru des Godets. Certaines rigoles du plateau de Saclay sont également concernées : rigole de Corbeville sur les sites de l'Ecole Polytechnique et du CEA, rigole des Granges à Palaiseau, rigole de Guyancourt sur une partie du territoire de la CASQY et rigole de Châteaufort à Villiers-le-Bâcle.

Des projets de réouverture de tronçons de cours d'eau busés, portant sur 1 645 mètres, sont d'ores et déjà intégrés aux différents programmes opérationnels du territoire du SAGE. Trois tronçons présentent un fort potentiel de renaturation : le jardin du Vallon/avenue jardin de Méricourt à Cachan pour 430 m, le parc de la Bièvre pour 350 m et le parc Pablo Picasso à Gentilly pour 300 m (cf. carte 5 de l'atlas cartographique).
Une attention particulière est portée à l'alimentation des tronçons rouverts en période d'étiage, le débit de la Bièvre étant actuellement dévié vers la Seine, via des ouvrages d'eau pluviale, soit depuis Fresnes vers Choisy, soit depuis Cachan vers Issy-les-Moulineaux. Des travaux préalables sont ainsi nécessaires pour permettre l'alimentation du projet de renaturation du parc du Coteau à Arcueil/Gentilly avec les eaux de la Bièvre, notamment au niveau du nœud de Méricourt à Cachan, situé en amont d'Arcueil.

Disposition 7 – Etudier les possibilités de réouverture des cours d'eau et rigoles et mener les travaux

La Commission Locale de l'eau fixe comme objectif la réouverture, à l'horizon 2021, de 1 080 mètres supplémentaires de cours d'eau aux 1 645 mètres d'ores et déjà programmés.

Pour ce faire, les programmes opérationnels ou les collectivités compétentes intègrent la réalisation d'études visant à identifier des tronçons de cours d'eau ou rigoles busés pour lesquels la réouverture est envisageable, au vu de la faisabilité financière et technique des aménagements nécessaires, de l'intérêt écologique et / ou de l'amélioration de la qualité de vie qui en découleraient. Les programmes opérationnels prévoient, sur la base des conclusions de ces études, la réalisation de travaux de réouverture.

Les porteurs de programmes opérationnels s'assurent de l'aboutissement des travaux de réouverture, d'ores et déjà programmés, des rigoles busées à l'amont d'ici 2021.

Disposition 8 – Accompagner et coordonner les maitres d'ouvrage dans leurs projets de réouverture des cours d'eau

La structure porteuse du SAGE propose un appui technique, méthodologique et administratif aux maitres d'ouvrages dans leurs projets de réouverture et aux structures gestionnaires. Elle assure ainsi la mise en place et l'animation d'un groupe de travail et d'échanges d'expériences entre porteurs de projets de réouverture sur les techniques de réouverture, la végétalisation et entre structures gestionnaires sur l'entretien des tronçons rouverts. La Commission Locale de l'Eau insiste sur la nécessité de procéder à des réouvertures permettant une vraie plus-value écologique.

Afin d'assurer une cohérence entre les différents projets de réouverture de cours d'eau, en termes de principes d'aménagement, de fonctionnement écologique et d'entretien après la réouverture, le groupe de travail propose un cahier des charges types soumis à validation de la Commission Locale de l'Eau.
La structure porteuse apporte également aux maitres d'ouvrages un appui à la recherche de financement de leurs projets de réouverture.

A Paris, la Bièvre a perdu toute réalité à la suite de remblaiements et d'opérations d'urbanisme (cf. carte 6 de l'atlas cartographique). Totalement absorbée par le réseau d'égouts à l'entrée de Paris depuis 1935, la Bièvre ne coule plus dans le lit naturel de la rivière. C'est l'égout rond qui a pris les eaux de la Bièvre morte pour les jeter dans le réseau d'assainissement préexistant de la ville, dit collecteur Bièvre ; celui-ci rejoint à la Concorde le grand collecteur de Paris. La Bièvre vive a été dérivée dans le collecteur de la Colonie puis par le collecteur Pascal jusqu'au collecteur Bièvre.

Disposition 9 –Rétablir la confluence de la Bièvre avec la Seine par temps sec sur le territoire parisien

La Commission Locale de l'Eau fixe comme objectif de rétablir, par temps sec, la confluence de la Bièvre avec la Seine sur le territoire parisien et d'assurer, par temps de pluie, un écoulement de 150 litres par seconde dans son réseau unitaire à l'entrée de Paris afin d'assurer un écoulement de la Bièvre dans ses tronçons ré-ouverts.

ORIENTATION M. 2 : RESTAURATION HYDROMORPHOLOGIQUE

Cette partie s'intéresse à la Bièvre et à ses affluents non couverts.
La morphologie est un facteur prépondérant à l'établissement et au maintien des peuplements biologiques (variations de profondeur, de courant, de la structure et du substrat du lit, de la structure de la rive, de sa pente, de la sinuosité du lit, etc.). En effet, ceux-ci sont conditionnés à la fois à la qualité de l'eau et à la diversité des habitats. La qualité « hydromorphologique » est tout aussi importante que la qualité chimique et physicochimique des milieux dans l'atteinte du bon état ou bon potentiel écologique.
La qualité morphologique des cours d'eau influence également la qualité physico-chimique en favorisant notamment l'auto-épuration.

Une des orientations fondamentales du SDAGE du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands est de préserver et restaurer la fonctionnalité des milieux aquatiques continentaux et littoraux ainsi que la biodiversité.

La Bièvre et ses affluents connaissent de nombreuses altérations caractéristiques des cours d'eau en milieu urbain ou semi-urbain :

- Des artificialisations complètes de berges peuvent être remarquées par endroits, notamment à la traversée de Jouy-en-Josas, de Bièvres, ou de Massy. Ces tronçons sont les principaux secteurs de l'amont altérés par l'artificialisation du lit de la Bièvre. Sur les affluents, la majeure partie du ru des Godets, l'aval des rus de Saint-Marc et de Vauhallan, et certaines portions de la Sygrie à la traversée de Bièvres, sont concernées par des artificialisations plus ou moins conséquentes. Notons que le ru de Vauhallan est la seule masse d'eau du SAGE qualifiée de « naturelle » avec néanmoins quelques tronçons altérés sur l'hydromorphologie.

- La rectification et / ou le recalibrage de la Bièvre amont concernent les secteurs du haras de Vauptain, du domaine de Vilvert, du fond de vallée à proximité de Bièvres (Vauboyen), de Vaupéreux et de la prairie et du golf d'Amblainvilliers. Des altérations analogues sont constatées sur les affluents, comme

sur la Sygrie, sur la partie amont des rus de Saint-Marc et de Vauhallan et sur certaines sections rouvertes du ru de Rungis où le tracé est très rectiligne.

- Certaines portions du linéaire de la Bièvre et de ses affluents sont dépourvues de ripisylve. Les actions ayant conduit à cette situation peuvent être multiples (travaux de chenalisation, aménagements facilitant les cultures...). Les principaux secteurs impactés sont situés en aval de la confluence avec le ru de Vauhallan, où la ripisylve n'est présente que sur 10 à 50% du linéaire. À l'amont de la confluence, la présence de ripisylve atteint 45 à 80%. Quelques secteurs altérés sont néanmoins à relever, comme la traversée du haras de Vauptain et certains sites à Jouy-en-Josas (à l'amont au niveau de Thalès ou à l'aval du centre équestre).
  Le ru de Vauhallan est également altéré (ripisylve présente sur 10 à 50% du linéaire).
  L'absence de ripisylve, ou sa présence limitée, conduit fréquemment à la mise en place de protections des berges qui constituent un obstacle supplémentaire à leur attrait et au bon fonctionnement des écosystèmes.

Disposition 10 – Améliorer la connaissance sur l'hydromorphologie de la Bièvre et ses affluents y compris sur les rigoles

Sur la Bièvre et ses affluents non couverts, y compris sur les rigoles, les programmes opérationnels comprennent la réalisation d'un diagnostic hydromorphologique venant affiner l'état initial et le diagnostic du SAGE, dans un délai de 2 ans suivant la date de publication de l'arrêté d'approbation du SAGE. Ce dernier permet notamment de caractériser les linéaires de berges rectifiées et d'identifier les maitrises d'ouvrage et besoins en termes de restauration hydromorphologique (diversification d'écoulement, reméandrage, végétalisation des berges, ...).

Disposition 11 – Procéder aux travaux de restauration hydromorphologique

Sur la Bièvre et ses affluents non couverts, y compris sur les rigoles, les programmes opérationnels s'orientent, en fonction des conclusions du diagnostic hydromorphologique prévu en Disposition 10, vers :

- la restauration et renaturation du lit mineur, qui peuvent consister en la réalisation de reprofilage et reméandrage de cours d'eau dans les secteurs dégradés,
- la restauration des interconnexions entre les différents habitats (espaces de transition, milieux humides, champ d'expansion de crues, …), notamment avec la restauration des connexions latérales entre le lit mineur et le lit majeur
- la restauration des habitats et des frayères,
- la gestion différenciée de la ripisylve.

Les porteurs de programmes opérationnels s'assurent, à leur échelle de compétence, de la coordination des travaux réalisés sur les ouvrages hydrauliques visant à assurer la continuité écologique (cf. Disposition 13) et les travaux de restauration morphologique des cours d'eau.
La Commission Locale de l'Eau s'assure de la coordination et de la mise en cohérence de ces actions à l'échelle du SAGE.

Sur les secteurs concernés par la présence de collecteurs dans le lit mineur, majeur et dans la marge de recul de l'implantation des constructions futures par rapport aux cours d'eau dont l'identification est prévue à la Disposition 15, la Commission Locale de l'Eau demande aux collectivités compétentes d'étudier l'opportunité de leur dévoiement, notamment à l'occasion de travaux de réhabilitation. Elle recommande, sous réserve d'une bonne faisabilité économique, la réalisation de ces dévoiements.

ORIENTATION M. 3 : AMELIORATION DE LA CONTINUITE ECOLOGIQUE (SEDIMENTAIRE ET PISCICOLE) ET HYDRAULIQUE (LATERALE ET TRANSVERSALE)

La notion de continuité écologique est introduite dans l'annexe V de la Directive Cadre européenne sur l'Eau (DCE) du 23 octobre 2000, comme un élément de qualité pour la classification de l'état écologique des cours d'eau. Le très bon état y est indiqué de la manière suivante : « la continuité de la rivière n'est pas perturbée par des activités anthropogéniques et permet une migration non perturbée des organismes aquatiques et le transport de sédiments ».
La continuité écologique se définit comme la libre circulation des organismes aquatiques, le bon déroulement du transport sédimentaire et le bon fonctionnement des réservoirs biologiques. Cette définition, issue de la Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques (LEMA) du 30 décembre 2006 et codifiée à l'article R. 214-109 du code de l'environnement), comprend deux types de continuité :

- la continuité longitudinale qui est remise en cause par les ouvrages transversaux de types seuils ou barrages ;
- la continuité latérale qui est remise en cause par les ouvrages de type protection de berge ou merlons de curage.

La continuité est ainsi assurée par :

- le rétablissement des possibilités de circulation (montaison et dévalaison) des organismes aquatiques à des échelles spatiales compatibles avec leur cycle de développement et de survie durable dans l'écosystème,
- le rétablissement des flux de sédiments nécessaires au maintien ou au recouvrement des conditions d'habitat des communautés correspondant au bon état.

La fragmentation des cours d'eau est identifiée comme un facteur de risque de non atteinte du bon état des cours d'eau imposé par la DCE. Afin d'atteindre ces objectifs en intégrant l'ensemble des composantes de la continuité écologique, la LEMA (codifiée aux art. L. 214-17 et L. 214-18 du code de l'environnement) a réformé les dispositifs antérieurs de classement des cours d'eau introduits par la loi de 1919 sur l'utilisation de l'énergie hydraulique et la loi pêche de 1984 en les adaptant aux exigences du droit communautaire (Directive-cadre sur l'eau du 23 octobre 2000 et directive « Energie » du 27 septembre 2001). Ainsi, l'article L.214-17 du code de l'environnement prévoit le classement des cours d'eau selon 2 logiques : « préservation » pour la liste 1 et « restauration de la continuité » pour la liste 2. **Les cours d'eau du SAGE de la Bièvre ne sont pas inclus dans ces listes.**
Le rétablissement de la continuité écologique au sein des bassins hydrographiques a été ajouté aux objectifs de la gestion équilibrée et durable de l'eau (L. 211-1-I.-7°) par la loi portant engagement national pour l'environnement (LENE) du 12 juillet 2010, sans le conditionner au classement au titre du L214-17 du Code de l'environnement.

Une des orientations fondamentales du SDAGE est de restaurer la continuité écologique en privilégiant les actions permettant à la fois de restaurer le libre écoulement de l'eau, le transit sédimentaire et les habitats aquatiques (Orientation 1.5).

Outre la subsistance, sur certaines portions de son linéaire, de deux bras de la Bièvre (bras « mort » et bras « vif »), le passé usinier de la Bièvre est aujourd'hui encore présent à travers les nombreux seuils transversaux qui servaient autrefois à alimenter des moulins ou des industries diverses. On compte ainsi 35 seuils sur la Bièvre amont (un ouvrage tous les 820 m sur le territoire du Syndicat Intercommunal pour l'Assainissement de la Vallée de la Bièvre (SIAVB)), 8 sur le ru de Saint-Marc, 6 sur le ru de Vauhallan (un ouvrage tous les 850 m), 7 sur la Sygrie (un ouvrage tous les 230 m) et 4 sur le ru des Godets.
Ces seuils, infranchissables par les poissons, constituent des obstacles à la continuité écologique pour la biocénose aquatique. Associés aux retenues d'eau qui les accompagnent, ils bloquent le transit sédimentaire, participent au colmatage des fonds et perturbent la dynamique fluviale. Enfin, ils modifient les écoulements en favorisant l'apparition de faciès lentiques et profonds, ce qui a pour effet d'homogénéiser et de banaliser les habitats aquatiques. Les retenues d'eau induisent enfin une élévation de la température, rendant les milieux plus sensibles aux phénomènes d'eutrophisation.

La restauration de la continuité écologique consiste à permettre aux rivières de suivre naturellement leur cours de l'amont vers l'aval (continuité longitudinale) mais aussi d'occuper leur lit majeur en période de crues (continuité transversale). Il s'agit également d'œuvrer localement pour la mise en œuvre de la Trame Verte et Bleue du Grenelle Environnement, du Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) et du Plan d'Action national pour la Restauration de la Continuité Écologique des cours d'eau (PARCE).

A noter que les cours d'eau du territoire du SAGE n'abritent, en l'état actuel, pas de poissons migrateurs du fait des caractéristiques actuelles de la Bièvre aval qui rendent par ailleurs utopiques l'atteinte des objectifs du Plan de Gestion des Poissions Migrateurs (PLAGEPOMI) sur le territoire.

Les interconnexions entre les milieux terrestres et aquatiques (espaces de transition, milieux humides, champ d'expansion de crues, …) de vie des espèces, appelées corridors écologiques, sont primordiales dans la préservation de la biodiversité. Le schéma régional de cohérence écologique, co-élaboré par l'Etat et la Région, est le volet régional de la trame verte et bleue. Il a pour objet principal la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques. A ce titre :

- il identifie les composantes de la trame verte et bleue (réservoirs de biodiversité, corridors écologiques, cours d'eau et canaux, obstacles au fonctionnement des continuités écologiques) ;
- il identifie les enjeux régionaux de préservation et de restauration des continuités écologiques, et définit les priorités régionales dans un plan d'action stratégique ;
- il propose les outils adaptés pour la mise en œuvre de ce plan d'action.

Disposition 12 – Accompagner et coordonner les maitres d'ouvrage dans leurs projets d'amélioration de la continuité écologique des cours d'eau

La structure porteuse du SAGE met en place et anime un groupe technique permettant le retour et le partage d'expériences menées sur le territoire du SAGE ou les territoires voisins sur :

- les impacts d'aménagement/suppression de seuils ou sur les effets de la gestion coordonnée des vannages ;
- les techniques favorisant la mobilité latérale/ la recharge sédimentaire par tronçons homogènes ;
- les impacts des aménagements de seuils sur les usages économiques, paysagers et patrimoniaux associés.

Afin d'assurer une cohérence entre les différents projets de restauration de la continuité écologique, en termes de principes d'aménagement et de fonctionnement écologique, le groupe de travail propose un cahier des charges type soumis à validation par la Commission Locale de l'Eau dans l'année suivant la publication de l'arrêté approuvant le SAGE.

Le groupe de travail accompagne également les maitres d'ouvrage des opérations de restauration de la continuité écologique le souhaitant dans la recherche de financements.

Une étude d'opportunité d'effacement des 16 ouvrages appartenant au SIAVB a été menée par ce dernier. Ainsi, un certain nombre d'ouvrages ont été identifiés pour l'amélioration de la continuité écologique par le SIAVB : Barrage de Vilgénis, clapet Monseigneur, Abbaye aux bois, seuil de Vauboyen.
La Commission Locale de l'Eau souhaite étendre cette initiative à l'ensemble de la Bièvre.
Une telle étude globale permettrait de fixer des priorités en termes d'action, en fonction de l'apport de chaque effacement et des objectifs poursuivis (restauration complète ou partielle des continuités écologiques).

Disposition 13 – Réaliser les travaux nécessaires à la restauration de la continuité écologique

Les programmes opérationnels intègrent une étude pour améliorer la continuité écologique sur la Bièvre et ses affluents. Cette dernière est finalisée dans un délai de 3 ans à compter de la publication de l'arrêté d'approbation du SAGE. Elle prévoit la réalisation d'un inventaire-diagnostic des ouvrages élaboré en concertation étroite avec les propriétaires d'ouvrage visant à apporter des éléments sur :

- l'existence d'usages et enjeux associés (paysagers, patrimoniaux, protection contre les inondations et économiques),
- le diagnostic piscicole : caractère franchissable ou non de l'ouvrage par des espèces cibles à déterminer,
- le diagnostic du transport des sédiments : présence ou non d'accumulation des sédiments en amont de l'ouvrage.

La Commission Locale de l'eau définit, sur la base des éléments apportés par l'inventaire-diagnostic des ouvrages et en cohérence avec le Plan d'Actions pour la Restauration de la Continuité Ecologique des cours d'eau (PARCE), un plan d'intervention pour la continuité écologique. L'intervention sur les ouvrages peut notamment se faire selon les priorités suivantes :

- les ouvrages les plus limitants pour la continuité écologique et impactant le plus long linéaire de cours d'eau, en cohérence avec les initiatives de continuité écologique, formalisées au niveau régional par le

Schéma régional de Cohérence Ecologique (SRCE),

- les ouvrages présentant des risques pour la sécurité publique (vétusté, risques inondations…),
- les ouvrages où les propriétaires ont donné un accord et/ou pour lesquels il existe une maîtrise d'ouvrage,
- les ouvrages pour lesquels des travaux sont prévus et où il existe une opportunité de travaux.

En préalable à la mise en œuvre de ce plan, la structure porteuse du SAGE mène, en partenariat notamment avec les services de l'état et ses établissements publics et collectivités territoriales ou leurs groupements compétents, les études nécessaires pour apprécier les conséquences induites par l'aménagement des ouvrages et identifier les moyens à mettre en place afin de ne pas aggraver les apports de sédiments dans les réseaux aval.

Une fois les moyens mis en œuvre pour ne pas aggraver l'apport de sédiments dans les réseaux aval, les programmes opérationnels veillent à la mise en œuvre de ce plan d'intervention validé par la Commission Locale de l'Eau, en proposant des solutions pour améliorer la continuité écologique adaptées aux différents ouvrages en concertation avec les propriétaires :

- Pour les ouvrages sur lesquels il y a une remise en cause de l'ouvrage et de son usage (plus de fonction définie, abandon de l'ouvrage, ouvrage non autorisé, …) :
  - Priorité à l'arasement des ouvrages (seule solution permettant une restauration complète de la continuité écologique) ;
  - Si l'effacement n'est pas pertinent pour des raisons liées à la sécurité, à la préservation du patrimoine, à l'intérêt collectif ou pour d'autres usages comme les activités économiques : maintien d'une partie d'ouvrage et mise en place de solutions alternatives pour assurer la continuité écologique (ouverture permanente des vannages, arasement partiel de l'ouvrage, etc.).
- Pour les ouvrages dont la présence et l'exploitation ne sont pas remis en cause (usage identifié et autorisé) : aménagement, gestion, surveillance et entretien adaptés de l'ouvrage permettant d'assurer la continuité écologique.

Le SDAGE du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands invite la Commission Locale de l'Eau, dans sa disposition 1.2.2, à établir à l'échelle du SAGE une cartographie de l'espace de mobilité des rivières, de manière à permettre une instruction la plus efficace possible des autorisations et déclarations des opérations ayant un impact sur le milieu aquatique. Le SDAGE recommande de préserver une largeur totale de 20m minimum pour les petites rivières (telle que la Bièvre).

Les espaces de mobilité des cours d'eau se définissent comme des espaces du lit majeur à l'intérieur duquel le lit mineur peut se déplacer. L'espace de mobilité correspond à la « divagation » du lit du cours d'eau : c'est-à-dire à la zone de localisation potentielle des sinuosités ou des tresses. Ces réajustements se traduisent par des translations latérales permettant notamment la mobilisation des sédiments ainsi que le fonctionnement des écosystèmes aquatiques et terrestres. Cet espace augmente lorsqu'on s'éloigne de la source, pour devenir très large lorsqu'il correspond aux plaines alluviales des grands fleuves. Il apparait ainsi essentiel à la Commission Locale de l'Eau d'assurer :

- d'une part, l'inscription du parcours de la Bièvre et de ses affluents dans les documents d'urbanisme des collectivités ou de leurs groupements pour permettre notamment l'engagement d'actions de valorisation et sa prise en compte dans les projets d'aménagement qui pourraient présenter des opportunités pour sa renaturation. Les documents d'urbanisme (SCoT et PLU ou PLUi) sont compatibles ou rendus compatibles dans les 3 ans suivant à la publication de l'arrêté préfectoral approuvant le SAGE.

(U) Disposition 14 – Identifier le tracé de la Bièvre et de ses affluents dans les documents d'urbanisme

La Commission Locale de l'Eau demande que le tracé de la Bièvre et de ses affluents soit identifié, y compris sur les « zones urbanisées », dans les documents d'urbanisme des communes ou de leurs groupements.

- d'autre part, de privilégier l'inscription d'une marge de recul de l'implantation des constructions futures par rapport aux cours d'eau dans les documents d'urbanisme plutôt que la délimitation des espaces de mobilité qui seraient, comme indiqué précédemment, non pertinents sur le territoire. L'inscription d'une telle marge de recul de l'implantation des constructions futures par rapport aux cours d'eau a pour objectif d'améliorer le fonctionnement des milieux en permettant à termes des projets de reméandrage, l'adoucissement de la pente des berges soutenues par des perrés ou des palplanches, le maintien de zones naturelles d'expansion de crues, de zones tampons, etc.

Disposition 15 – Préconiser des marges de recul de l'implantation des constructions futures par rapport aux cours d'eau

La structure porteuse du SAGE, en concertation avec les différents maitres d'ouvrage ayant une compétence « gestion des milieux aquatiques », délimite sur l'ensemble du territoire et cartographie, au moins à l'échelle du 1/5 000ème, les marges de recul préconisées pour l'implantation des constructions futures par rapport aux cours d'eau, dans un délai de 2 ans suivant la publication de l'arrêté d'approbation du SAGE.

(U) **Disposition 16 – Définir une marge de recul de l'implantation des constructions futures par rapport aux cours d'eau**

Lors de l'élaboration ou de la révision des documents d'urbanisme, est délimitée une zone non aedificandi où les constructions nouvelles respectent une marge de recul par rapport aux cours d'eau, canalisés ou non, sur la base des préconisations de la cartographie prévue en Disposition 15.
Dans l'attente des préconisations de la cartographie prévue en Disposition 15 et dans le cadre de rénovations urbaines situées à proximité du tracé d'un cours d'eau canalisé ou non, la Commission Locale de l'Eau recommande un recul d'au moins 5 mètres de part et d'autre des berges du cours d'eau ou d'au moins 6 mètres de part et d'autre de l'axe de la canalisation pour les tronçons ou le cours d'eau est canalisé.

Disposition 17 – Limiter l'artificialisation des cours d'eau

Les nouveaux projets d'aménagement, encadrés par l'article 1 du règlement du SAGE, intègrent dans leurs études préalables l'objectif de préservation des fonctionnalités cours d'eau.

Le document d'incidence du projet sur l'environnement comporte l'identification et la caractérisation des impacts notamment sur les fonctionnalités des cours d'eau.
Dans la conception et la mise en œuvre de projets d'aménagement, des mesures adaptées devront être définies pour :

- éviter l'impact sur le lit mineur et les berges des cours d'eau ;
- réduire cet impact s'il n'a pas pu être évité en recherchant des solutions alternatives moins impactantes ;
- à défaut, et en cas d'impact résiduel, des mesures compensatoires doivent être mises en œuvre par le porteur de projet en compensation des impacts résiduels.

La pérennité des compensations doit être assurée sur le long terme par le pétitionnaire, en particulier sur les aspects techniques par des mesures de suivi (par exemple par un plan de gestion, entretien, etc.). La compensation est réalisée dans le même bassin versant.

L'Article 1 du règlement du SAGE encadre l'implantation d'installations, ouvrages, travaux ou activités dans le lit mineur des cours d'eau et au niveau des berges pour répondre à l'objectif de stopper le processus d'artificialisation des cours d'eau.

ORIENTATION M. 4 : PRESERVATION, RESTAURATION ET VALORISATION DES ZONES HUMIDES

Les zones humides constituent d'importants réservoirs de biodiversité. Elles sont également des espaces stratégiques pour la qualité de l'eau. Ces dernières jouent un rôle tampon (interception et rétention temporaire) pour le phosphore et les pesticides et ont un potentiel réel dans les processus de dénitrification. Les zones humides contribuent également à la recharge des nappes et au soutien d'étiage des cours d'eau.

L'un des facteurs de disparition des zones humides clairement identifié sur le territoire est l'artificialisation des milieux associée à l'urbanisation et à la gestion des ruissellements et inondations. Effectivement, les zones humides ne bénéficient pas à l'heure actuelle de mesures de protection spécifiques ; elles peuvent cependant être protégées indirectement par d'autres biais. En effet certaines d'entre elles sont aujourd'hui incluses dans des délimitations de sites protégés soit pour les richesses écologiques qu'ils renferment, soit pour des aspects historiques, architecturaux, paysagers (cas du site de la Vallée de la Bièvre) et de protection face aux inondations (cas de zones humides en lit majeur protégées via les plans de prévention des risques inondation (PPRI)).
Cependant de nombreuses zones humides sont actuellement démunies de toute protection.

La connaissance des zones humides et de leurs fonctionnalités est un préalable indispensable à leur protection et à leur valorisation. Ainsi, en réponse aux objectifs et orientations du SDAGE du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands concernant la délimitation des zones humides par les SAGE, un inventaire des zones humides, conformément aux critères de l'arrêté du 24 juin 2008 modifié le 1er octobre 2009, a été réalisé sur le territoire du SAGE en 2013. La méthode retenue pour cet inventaire a consisté dans un premier temps, en la délimitation d'une enveloppe de prélocalisation des zones humides par photo-interprétation et, dans un deuxième temps, à la délimitation des zones humides au sein de cette enveloppe par l'identification d'habitats caractéristiques de zones humides, conformément à l'annexe 2.2 de l'arrêté du 24 juin 2008 modifié le 1er octobre 2009, et, pour les secteurs dont les habitats n'étaient pas caractéristiques de zones humides, par un examen pédologique conformément à l'arrêté.
L'inventaire réalisé, dont le résultat est présenté sur la carte 8 de l'atlas cartographique, n'est pas exhaustif. Des zones humides répondant aux critères de l'arrêté du 24 juin 2008 modifié le 1er octobre 2009 peuvent exister sans pour autant être repérées sur cette carte. Une fiche de synthèse de l'inventaire de zones humides mené par le SMBVB est présentée en Annexes. Cet inventaire a été présenté et transmis aux collectivités du bassin en 2014.

(U) **Disposition 18 – Intégrer les zones humides dans les documents d'urbanisme**

Les Schémas de Cohérence Territoriale (SCoT) ou en leur absence les Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) ou Plans Locaux d'Urbanisme Intercommunaux (PLUi) doivent être compatibles ou rendus compatibles, dans un délai de 3 ans suivant la publication de l'arrêté d'approbation du SAGE, avec les objectifs et les orientations de préservation des zones humides fixés par le présent SAGE. Les documents d'urbanisme doivent veiller à la protection des zones humides de leur territoire, inventoriées sur les cartes du règlement du SAGE ou non, conformément aux dispositions du code de l'environnement, du code de l'urbanisme et en conformité avec les objectifs de la disposition 19.

Les communes ou groupements de collectivités territoriales compétents intègrent l'inventaire des zones humides sur leur territoire dans leurs documents d'urbanisme, notamment dans le règlement graphique et le rapport de présentation, et en assurent une protection suffisante et cohérente.
La Commission Locale de l'Eau recommande notamment l'adoption d'un classement des zones humides selon des zonages spécifiques « zones humides » et de prescriptions ou orientations d'aménagement répondant à l'objectif fixé de non dégradation des zones humides, selon les possibilités offertes par chaque document.

Les communes ou groupements de collectivités territoriales compétents doivent également spécifier qu'en application de l'article L.212-3 du Code de l'environnement, toute occupation ou utilisation du sol, ainsi que tout aménagement même extérieur à la zone, susceptible de compromettre l'existence, la qualité, l'équilibre hydraulique et biologique des zones humides est strictement interdit, notamment, les remblais, les déblais et les drainages.

Disposition 19 – Eviter toute dégradation des zones humides

Le SAGE entend protéger les zones humides telles que définies à l'article L. 211-1 du code de l'environnement, en s'inscrivant dans les procédures prévues par les articles L. 214-1 à L. 214-11 et R. 214-1 à R. 214-60 du code de l'environnement et dans un objectif impératif d'éviter toute destruction de zones humides. La Commission Locale de l'Eau se fixe ainsi comme objectif de préserver le patrimoine « zones humides » sur le territoire du SAGE.

Tout nouveau projet urbain de construction ou de rénovation instruit dans le cadre d'une autorisation d'urbanisme (notamment permis de construire ou d'aménager), dont le terrain d'assiette*[1]est supérieur à 1000 m² et portant sur une zone humide d'une surface supérieure à 30m², s'assure dans ses études préalables, de la délimitation des zones humides sur le terrain d'assiette* du projet et de ses caractéristiques conformément aux articles R.214-6, R.211-108, du code de l'environnement.

Les projets pourront s'appuyer notamment sur la cartographie des enveloppes d'alerte zones humides d'Île-de-France de la DRIEAT, mise à jour en 2021 (classe A – zones humides avérées et classe B – probabilité importante de zones humides).

Conformément à l'article R.214-6 et R.214-32 du code de l'environnement, le document d'incidence du projet sur l'environnement comporte l'identification et la caractérisation des impacts directs et indirects notamment sur les zones humides.

Dans la conception et la mise en œuvre de projets d'aménagement, des mesures adaptées devront être définies pour :

- éviter l'impact sur les zones humides et leurs fonctionnalités en recherchant la possibilité de s'implanter en dehors des zones humides ;
- réduire cet impact s'il n'a pas pu être évité en recherchant des solutions alternatives moins impactantes ;
- à défaut, et en cas d'impact résiduel, des mesures compensatoires doivent être mises en œuvre par le porteur de projet.

L'Article 2 du règlement du SAGE vise la protection des zones humides pour répondre à l'objectif de stopper le processus de disparition des zones humides et de reconquérir ces milieux.

Disposition 20 – Orienter les mesures compensatoires dans le cadre d'impacts résiduels de projets d'aménagements sur les milieux aquatiques ne pouvant être réduits ou évités

Dans le cas où les mesures d'évitement et de réduction n'ont pas permis d'éviter un impact résiduel, la Commission Locale de l'Eau oriente les pétitionnaires vers des zones diagnostiquées comme dégradées et pouvant être restaurées, valorisées ou aménagées (renaturation, entretien, reméandrage, effacement d'ouvrages, aménagements écologiques d'ouvrage, restauration, création ou réhabilitation d'anciennes zones humides...) dans le cadre de mesures compensatoires.

Les mesures compensatoires doivent permettre d'atteindre l'objectif de zéro perte nette de zones humides sur le bassin versant de la Bièvre.

Disposition 21 – Assurer une gestion adaptée et restaurer les zones humides à enjeux environnementaux

La structure porteuse du SAGE définit un guide de gestion adaptée aux différentes fonctionnalités et caractéristiques des zones humides du territoire dans un délai de 2 ans suivant la publication de l'arrêté approuvant le SAGE.
Ce guide comporte a minima :

- une typologie des zones humides du territoire s'appuyant sur l'inventaire réalisé ;
- des préconisations sur les modes de gestion et d'entretien des parcelles les plus adaptés à chaque type de zones humides ;
- des principes de restauration en fonction de la typologie des atteintes observées.

Les programmes opérationnels « milieux aquatiques » intègrent, dans l'année suivant la publication de l'arrêté approuvant le SAGE, l'inventaire des zones humides réalisé présenté à la carte 8 de l'atlas cartographique, ainsi que le guide de gestion adaptée aux différentes typologies de zones humides du SAGE, afin de définir des actions adaptées et d'aider à la recherche, le cas échéant, de gestionnaires. Ils prévoient l'accompagnement

** Le terrain d'assiette du projet correspond à l'ensemble des surfaces au sol bâtie et non bâtie du projet*

des propriétaires et des exploitants agricoles concernés par la présence de zones humides, respectivement, sur leur propriété et sur leur surface agricole, dans la recherche et la mise en place de solutions de préservation et de gestion adaptée de ces zones en fonction notamment des dispositifs d'aides éligibles.

Disposition 22 – Encourager à l'acquisition foncière des zones humides

La structure porteuse du SAGE sensibilise les collectivités territoriales et leurs groupements compétents ainsi que les associations aux fonctionnalités des zones humides et les accompagne dans leurs démarches visant à en assurer la préservation, gestion-valorisation, voire la restauration, notamment par l'acquisition foncière. La priorité est mise sur les zones humides inventoriées présentées sur la carte 8 de l'atlas cartographique.

ORIENTATION M. 5 : PRESERVATION ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES ASSOCIES

Le SDAGE du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands indique que les espèces invasives et exotiques sont la deuxième cause de perte de biodiversité après la dégradation de l'habitat. La directive cadre européenne sur l'eau du 23 octobre 2000 reconnait les impacts des espèces invasives en tant que pression susceptible d'empêcher l'atteinte du bon état ou bon potentiel écologique des eaux continentales. Outre leurs effets sur le fonctionnement des écosystèmes, ces introductions d'espèces peuvent également avoir des répercussions sur les usages.
Ainsi, le SDAGE demande, dans sa disposition 1.2.6. d'éviter l'introduction et la propagation des espèces exotiques envahissantes ou susceptibles d'engendrer des déséquilibres écologiques.

Disposition 23 – Améliorer la connaissance sur les espèces invasives et lutter contre leur expansion

Les porteurs de programmes opérationnels prévoient, dans l'année suivant la publication de l'arrêté approuvant le SAGE, le recensement des secteurs contaminés afin de prioriser les actions de maîtrise des proliférations et la mise en place de sites expérimentaux d'éradication de foyers d'espèces invasives. Les différents gestionnaires, intervenant notamment en bordure de voiries, étudient les possibilités de lutte contre les plantes invasives, en exportant par exemple les produits de fauche.

La structure porteuse du SAGE centralise les connaissances disponibles et les retours d'expérience sur les solutions techniques de lutte contre les espèces invasives et en assure le partage avec les différents gestionnaires concernés par cette problématique.

La disposition 1.6.6. du SDAGE du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands précise que : « Les SAGE, qui assurent une cohérence des actions des gestionnaires (fédérations, associations et propriétaires riverains) adaptée à l'état du milieu, peuvent utilement, dans leur PAGD, inciter à la réalisation de plans de gestion piscicole à une échelle pertinente. »

Disposition 24 – Etablir des plans de gestion piscicole

Les fédérations de pêche concernées par le périmètre du SAGE réalisent, en concertation a minima avec les AAPPMA et l'ONEMA, un plan de gestion piscicole en s'appuyant sur les schémas directeurs à vocation piscicole et les plans départementaux de protection du milieu aquatique et de gestion des ressources piscicoles. Ce plan de gestion comprend une approche milieu, en complément de l'activité de pêche. Ce document doit présenter les caractéristiques générales des cours d'eau, la description des différents secteurs et les mesures nécessaires pour la gestion future (mesures et interventions techniques de protection, d'amélioration et d'exploitation équilibrée des ressources piscicoles). Un des objectifs est notamment d'encadrer les réempoissonnements qui seraient susceptibles de nuire à l'équilibre du milieu, notamment dans les plans d'eau.

Si certains plans d'eau présentent un intérêt patrimonial, voire fonctionnel, certains constituent des perturbations pour le milieu. La multiplication des plans d'eau peut impacter le bon fonctionnement des milieux aquatiques (dégradation de la qualité des eaux, élévation de la température, introduction d'espèces piscicoles indésirables, …). La disposition 1.2.4. du SDAGE recommande d' « Éviter la création de nouveaux plans d'eau dans le lit majeur des rivières, les milieux humides, sur les rivières ou en dérivation et en tête de bassin ». et recommande que les plans d'eau soient situés à l'écart des zones suivantes :

- les ZNIEFF de type I et II ou concernées par un arrêté de protection de biotope, un arrêté de protection des habitats naturels, une réserve naturelle, un espace naturel sensible des départements;
- dans les sites Natura 2000 ;
- sur les bassins versants à contexte salmonicole ou sur les rivières à poissons migrateurs identifiés par les Plans Départementaux de Protection du milieu aquatique et de Gestion des ressources piscicoles (PDPG) ou par les Schémas Directeurs à Vocation Piscicole (SDVP) ;
- dans les milieux humides à forts enjeux biodiversité notamment marais continentaux et littoraux, tourbières, vallées alluviales et zones humides remarquables (ZHIEP, ZHSGE) ;
- sur les têtes de bassin versant (rang de strahler 1 et 2).

Disposition 25 – Limiter la création de plans d'eau

La Commission Locale de l'Eau précise le cadre d'application de la disposition 1.2.4 du SDAGE du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands sur le bassin versant de la Bièvre.
On entend par plans d'eau des milieux artificiels d'une superficie supérieure à 0,1 ha.

Afin de préserver les milieux aquatiques sensibles, les décisions administratives pour tout nouveau projet de création de plans d'eau se mettent en compatibilité avec l'objectif de limitation de la mise en place de nouveaux plans d'eau dans les sites NATURA 2000, les ZNIEFF de type 1, les zones humides et les têtes de bassin.

La présente disposition ne concerne pas les bassins de gestion des eaux pluviales.

IV.4. QUALITE

5) CONTEXTE ET OBJECTIFS

La qualité des eaux est connue sur l'intégralité du bassin et stable depuis plusieurs années : le bon état ou bon potentiel n'est atteint sur aucune des masses d'eau.

Les principaux polluants rencontrés sur toute l'étendue du bassin sont les suivants :

- matières organiques, nutriments azotés et phosphorés dégradant le bilan de l'oxygène et traduisant des rejets d'eaux usées au milieu naturel ;
- métaux lourds identifiés sur tout le bassin, particulièrement le cuivre, le zinc, le plomb et le cadmium ;
- hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) et autres micropolluants (plastifiants, tensioactifs), dus essentiellement aux activités industrielles et artisanales et aux ruissellements des eaux sur les voiries.

D'autres paramètres contribuent localement à déclasser la qualité des eaux : les polychlorobiphényles (PCB) sur les rigoles du plateau de Saclay, d'autres métaux, radioéléments (étangs de Saclay) et pesticides ; le suivi de ces derniers par le Syndicat Intercommunal pour l'Assainissement de la Vallée de la Bièvre (SIAVB) montre une amélioration récente sur l'amont du bassin, sans qu'il soit possible de dire s'il s'agit d'une tendance pérenne.
Les nitrates ne sont pas un paramètre déclassant au sens de la DCE, sauf pour le Ru de Rungis. Néanmoins, le seuil relatif à l'évaluation du bon état ou bon potentiel écologique n'étant pas suffisamment discriminant (50 mg NO_3^-/l), l'analyse est menée en utilisant les seuils du SEQ-Eau V2.
Il faut noter que des quantités importantes de polluants sont stockées dans les sédiments, notamment des métaux lourds et des polluants organiques souvent persistants.

La qualité physico-chimique des eaux est bonne à moyenne sur la Bièvre amont, suivant les paramètres considérés. Cette qualité se dégrade nettement à partir de Verrières-le-Buisson pour devenir ensuite médiocre à mauvaise. Les affluents de la Bièvre (rus de Saint-Marc, de Vauhallan, des Godets, de Rungis et Sygrie) sont également tous caractérisés par une pollution importante, notamment due à des rejets d'eaux usées provoquant des concentrations en ammonium et phosphore importantes. Le ru de Vauhallan et le ru de Rungis traversent des territoires urbains mais aussi agricoles, qui expliqueraient les plus fortes concentrations en nitrates, en particulier pour le ru de Rungis. Les nitrates pour le ru de Rungis peuvent également venir de la nappe des calcaires de Brie, très polluée. A l'aval, la pression « pesticides » liée aux milieux urbains (usages de pesticides en espaces verts, sur les voies ferrées, etc.) est très impactante.

L'objectif de la Commission Locale de l'Eau est de parvenir à l'atteinte des objectifs de bon potentiel d'ici 2027 sur la masse d'eau de la Bièvre aval et de bon état ou bon potentiel d'ici 2021 sur le reste des masses d'eau du territoire du SAGE en :

- réduisant les apports d'eaux usées à la Bièvre. Objectif de réduire d'environ 6 000 EH les apports directs dans le cours d'eau ;
- améliorant la gestion des eaux de ruissellement ;
- poursuivant la réduction d'usages urbains et agricoles de produits phytosanitaires sur l'ensemble du bassin.

6) ORIENTATIONS ET MODALITES DE REALISATION

ORIENTATION Q. 1 : REDUCTION DES REJETS PERMANENTS D'EAUX USEES DOMESTIQUES, ARTISANALES ET INDUSTRIELLES

L'article L. 2224-8 du Code Général des Collectivités Territoriales impose, avant la fin de l'année 2013, la réalisation par les communes d'un schéma d'assainissement collectif comprenant un descriptif détaillé des ouvrages de collecte et de transport des eaux usées. Le décret n°2012-97 du 27 janvier 2012 précise le contenu de ce descriptif. Il inclut, d'une part, le plan des réseaux mentionnant la localisation des dispositifs généraux de mesures, d'autre part, un inventaire des réseaux comprenant la mention des linéaires de canalisations, la mention de l'année ou, à défaut de la période de pose, la catégorie de l'ouvrage définie en application de l'article R. 554-2 du code de l'environnement, la précision des informations cartographiques définie en application du V de l'article R. 554-23 du même code ainsi que les informations disponibles sur les matériaux utilisés et les diamètres des canalisations. Le descriptif détaillé est mis à jour et complété chaque année en mentionnant les travaux réalisés sur les réseaux ainsi que les données acquises pendant l'année, notamment en application de l'article R. 554-34 du code de l'environnement.

Il est rappelé que l'article 156 de la loi portant engagement national pour l'environnement (LENE) du 12 juillet 2010 a introduit une échéance pour la réalisation des zonages assainissement, à savoir le 1er janvier 2015, pour les communautés d'agglomération assurant des compétences dans le domaine de l'assainissement, à l'exclusion des eaux pluviales, à sa date de promulgation.

Disposition 26 – Réaliser, actualiser les schémas directeurs d'assainissement

Les collectivités territoriales et/ou leurs groupements sont fortement invités à établir, dans un délai de 3 ans suivant la publication de l'arrêté d'approbation du SAGE, ou à actualiser, au moins tous les 10 ans, leur schéma directeur d'assainissement. Ce dernier est établi sur la base du descriptif détaillé des ouvrages de collecte et de transport des eaux usées réalisé en application de l'article L. 2224-8 du Code Général des Collectivités territoriales.

A cette occasion, et dans le but d'assurer une gestion patrimoniale des réseaux d'assainissements, les collectivités territoriales ou leurs groupements sont incités à réaliser une étude de diagnostic des réseaux comprenant notamment :

- pour les réseaux unitaires et séparatifs :
  - la recherche des apports d'eaux claires parasites permanentes : localisation des tronçons de réseaux sujets aux infiltrations d'eaux de nappe ;
  - un diagnostic d'étanchéité des collecteurs de fond de vallée. Comme indiqué en Disposition 11, la Commission Locale de l'Eau demande, notamment, aux collectivités d'étudier l'opportunité de leur dévoiement en dehors du lit mineur, majeur et de la marge de recul de l'implantation des constructions futures par rapport aux cours d'eau définie en Disposition 15.
- dans le cas de réseaux séparatifs :
  - prioritairement, la recherche des apports directs d'eaux usées au milieu (liés à des mauvais branchements : rejets des eaux usées dans les réseaux pluviaux) en se référant aux modalités explicitées en Disposition 27 du présent SAGE ;
  - la recherche des apports d'eaux claires parasites météoriques : localisation des branchements d'eaux pluviales sur les réseaux d'eaux usées.

L'étude diagnostic se conclut par l'élaboration d'un programme pluriannuel de travaux d'amélioration du réseau pour permettre d'assurer la maitrise du transfert des effluents à la station d'épuration, y compris par temps de pluie. La programmation pluriannuelle des travaux inclut ainsi :

- la gestion patrimoniale des réseaux (au vu des éléments de suivi de l'âge des réseaux et de leur état : chemisage des réseaux, remplacement des collecteurs, remplacement du regard de visite, réhabilitation du regard de visite, …) ;
- la mise en conformité des mauvais branchements ;
- la réhabilitation des branchements lors de la réhabilitation des réseaux ;
- tous autres travaux visant à limiter les surverses et donc les apports d'eaux usées au milieu (cf. Disposition 30).

La structure porteuse du SAGE assure le suivi de l'avancement des actions en recueillant les informations

auprès des collectivités territoriales ou de leurs groupements et en dresse un bilan à l'échelle du territoire du SAGE.

Les apports d'eaux usées au milieu naturel sont principalement le fait de rejets domestiques. L'assainissement est collectif sur la quasi-intégralité du territoire, il s'agit donc de mauvais branchements vers des collecteurs pluviaux alimentant le réseau hydrographique naturel ou, à l'aval, vers la Bièvre canalisée elle-même. Le flux total estimé est d'environ 8 000 EH. L'identification et la suppression de ces mauvais branchements sont en cours sur le territoire du SAGE. Ces actions sont inscrites aux contrats de bassin.

La mise en conformité des rejets permanents est une action impérative pour le respect des échéances de 2021 à l'amont, et de 2027 à l'aval. Cette action concerne l'intégralité du territoire.

Conformément à l'article L1331-4 du Code de la santé publique, les collectivités territoriales compétentes ont obligation de procéder au contrôle des nouveaux raccordements. Ce contrôle peut également être étendu aux raccordements existants comme prévu par ce même article.
A noter également que tout déversement d'eaux usées autres que domestiques dans le réseau communal doit faire l'objet d'une autorisation de déversement dans les réseaux d'assainissement collectifs, conformément à l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique. Cette autorisation de déversement, délivrée par le maire, par le président d'un établissement public de coopération intercommunale ou du syndicat mixte compétent ou, dans le cas de Paris et de la petite couronne, par les présidents des conseils généraux ou du SIAAP, doit recevoir l'avis de l'unité de traitement en aval. La mise en place de conventions de raccordement peut également être établie, conjointement à la délivrance des autorisations.

Disposition 27 – Prioriser les zones d'action, contrôler et mettre en conformité les rejets d'eaux usées domestiques et non domestiques

Les collectivités territoriales, ou leurs groupements compétents, fiabilisent le fonctionnement de leurs réseaux d'assainissement collectif séparatifs par la réalisation de contrôles de branchements domestiques et non domestiques.
Elles identifient des zones prioritaires s'avérant être les plus contributrices aux apports d'eaux usées au milieu.
La Commission Locale de l'Eau fixe comme objectif de contrôler 5% des branchements domestiques par an, à l'échelle du bassin, dès l'entrée en vigueur du SAGE. L'effort est porté prioritairement sur les zones identifiées comme prioritaires. Ces contrôles tiennent notamment compte des opportunités de travaux ou d'aménagement dans les zones en séparatif : en cas de travaux de réfection, réhabilitation ou aménagement d'une rue, l'ensemble des branchements de la rue est contrôlé par les services compétents.

Suite au contrôle, les collectivités territoriales ou leurs groupements compétents adressent au propriétaire un rapport sur la conformité ou la non-conformité du raccordement. En cas de non-conformité, le rapport indique la nature des travaux à réaliser et le délai imparti pour les effectuer.
Les collectivités territoriales ou leurs groupements compétents assurent, le cas échéant, le suivi ultérieur de la réalisation effective des travaux.
La Commission Locale de l'Eau fixe comme objectif de mettre en conformité, a minima les deux tiers des mauvais branchements identifiés d'eaux usées sur les réseaux d'eaux pluviales, dans un délai de 3 ans à compter de l'indication de la non-conformité.

La structure porteuse du SAGE assure à l'échelle des différents territoires de compétence et à l'échelle du territoire du SAGE, sur la base des données fournies par les collectivités territoriales et leur groupement, un suivi :

- des rejets polluants et des démarches de contrôles, en distinguant les branchements de type eaux usées sur eaux pluviales et inversement,
- des mises en conformités.

Le Code de la Santé Publique indique, dans son article L1331-8, que tant que le propriétaire ne s'est pas conformé à l'obligation de mise en conformité de ses branchements, il est astreint au paiement de la redevance qu'il aurait payée au service public d'assainissement si son immeuble avait été raccordé au réseau ou équipé d'une installation d'assainissement autonome réglementaire.
Ce même article prévoit la possibilité pour les collectivités territoriales compétentes de majorer cette redevance, dans une proportion fixée par le conseil municipal dans la limite de 100 %.

Disposition 28 – Communiquer, sensibiliser les élus sur les contrôles et mises en conformités des rejets

La structure porteuse du SAGE sensibilise et informe les élus sur la nécessité de réduire les apports d'eaux usées au milieu en contrôlant les branchements domestiques et non domestiques aux réseaux d'assainissement collectif et en assurant un suivi régulier de la réalisation des préconisations faites aux propriétaires de raccordements privés.
Elle sensibilise, à cette occasion, l'organe exécutif compétent en matière de « police de l'eau » sur les possibles leviers d'action pour encourager la mise en conformité des branchements (mise en demeure des propriétaires, inscription d'un délai de réalisation des travaux de mise en conformité, recours à une pénalité financière prévue à l'article L.1331-8 du Code de la Santé Publique, aides proposées par les différents financeurs…).
Ce volet communication, sensibilisation comprend l'établissement de documents de communication et d'information, l'organisation de séminaires permettant le partage d'expériences sur des cas concrets. La structure porteuse du SAGE s'appuie notamment dans son plan de communication sur des réseaux de partenaires

ORIENTATION Q. 2 : REDUCTION DES REJETS TEMPORAIRES (EN TEMPS DE PLUIE) D'EAUX USEES DOMESTIQUES, ARTISANALES ET INDUSTRIELLES

Les pollutions liées au ruissellement des eaux sont traitées dans l'Orientation R. 4.
Les apports d'eaux usées au milieu naturel sont accrus en temps de pluie. Ils sont liés au délestage de réseaux unitaires saturés vers les réseaux pluviaux.
A noter que les réseaux séparatifs peuvent également être impactés en temps de pluie, les branchements d'eaux pluviales dans les collecteurs d'eaux usées entrainant leur surcharge et d'éventuels apports directs au milieu.

L'arrêté du 22 juin 2007 précise dans son article 5 que les systèmes de collecte doivent être conçus, dimensionnés, réalisés, entretenus et réhabilités conformément aux règles de l'art et de manière, entre autres, à :

- éviter tout rejet direct ou déversement en temps sec de pollution non traitée ;
- éviter les fuites et les apports d'eaux claires parasites risquant d'occasionner un dysfonctionnement des ouvrages ;
- acheminer à la station d'épuration tous les flux polluants collectés, dans la limite au minimum du débit de référence.

Ainsi, les points de délestage du réseau et notamment les déversoirs d'orage des systèmes de collecte unitaires sont conçus et dimensionnés de façon à éviter tout déversement pour des débits inférieurs au débit de référence.

Ce même arrêté indique, dans son article 18, que les déversoirs d'orage et dérivations éventuelles font l'objet d'une surveillance permettant :

- l'estimation des périodes de déversement et des débits rejetés, s'ils sont situés sur un tronçon destiné à collecter une charge brute de pollution organique par temps sec supérieure à 120 kg/j de DBO5 et inférieure ou égale à 600 kg/j de DBO5, .
- la mesure en continu du débit et l'estimation de la charge polluante (MES, DCO) déversée par temps de pluie ou par temps sec, s'ils sont situés sur un tronçon destiné à collecter une charge brute de pollution organique par temps sec supérieure à 600 kg/j de DBO5.

Il est précisé que le préfet peut remplacer les prescriptions de l'alinéa précédent par le suivi des déversoirs d'orage représentant plus de 70 % des rejets du système de collecte. Il peut également adapter ces dispositions aux exigences du milieu récepteur. Dans ce cas, il peut demander à l'exploitant des estimations de la charge polluante (MES, DCO) déversée par temps de pluie ou par temps sec, y compris pour les déversoirs d'orage situés sur un tronçon collectant une charge brute de pollution organique supérieure à 120 kg/j et inférieure ou égale à 600 kg/j de DBO5.

Disposition 29 – Acquérir des connaissances sur l'ensemble des points de déversements en temps de pluie

La structure porteuse du SAGE centralise, dans l'année suivant la publication de l'arrêté d'approbation du SAGE, les données disponibles auprès des collectivités territoriales ou de leur groupement compétent sur les fréquences, quantités et flux de matières polluantes déversées sur l'ensemble des points de déversements en temps de pluie :

- vers la Bièvre et ses affluents. Elle met en place un groupe de travail, incluant les services de l'état et les

collectivités territoriales ou leur groupement compétent, visant :

- dans un premier temps, à hiérarchiser ces points de déversement, par rapport à leur fréquence et leur impact sur le milieu, et à identifier, le cas échéant, les éventuels besoins de compléments de connaissance sur les fréquences, quantités et flux de matières polluantes déversées en temps de pluie vers la Bièvre. Dans ce cas, les collectivités ou leurs groupements compétents concernés sont invités à procéder aux investigations complémentaires identifiées comme nécessaires ;
- dans un second temps à définir le niveau de protection souhaitée en fixant par exemple un objectif de débits et de charges polluantes maximaux déversés par an.

- vers la Seine (via les différents collecteurs d'assainissement).

Disposition 30 – Réaliser les travaux de réduction des déversements d'eaux usées non traitées au milieu "naturel"

Les collectivités territoriales ou leurs groupements compétents sont incités à élaborer une programmation pluriannuelle de travaux visant à atteindre les objectifs de réduction de déversements définis comme prévu en Disposition 29.

ORIENTATION Q. 3 : GESTION DES REJETS PONCTUELS EN EAU TRAITEE AU MILIEU NATUREL EN PROVENANCE DES STATIONS D'EPURATIONS

L'épuration des eaux usées domestiques se fait à l'extérieur du bassin du SAGE, les seuls rejets d'effluents de stations d'épurations sur le SAGE sont ceux de quelques stations industrielles.

Disposition 31 – Disposer des données d'autosurveillance des stations d'épuration du bassin rejetant leurs eaux traitées sur le territoire du SAGE

Afin de permettre le suivi à l'échelle du territoire du SAGE, des rejets dans le milieu et d'évaluer la tendance, les services de l'état sont invités à transmettre le bilan annuel des flux rejetés par les différentes stations d'épuration industrielles à la structure porteuse du SAGE.
Cette dernière en diffuse les résultats auprès de la Commission Locale de l'Eau.

La création de stations d'épuration sur le territoire du SAGE de la Bièvre et les éventuels impacts en découlant sont encadrés par la réglementation et notamment par le SDAGE du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands. Ce dernier, dans sa disposition 3.1.1, invite les collectivités territoriales et leurs groupements compétents ainsi que les exploitants à vérifier que les infrastructures de dépollution mises en place avant rejet direct au milieu (ouvrages de stockage, réseaux, stations d'épuration urbaines ou industrielles,…) sont aptes à garantir de façon pérenne un niveau de traitement compatible avec les objectifs fixés par le SDAGE pour les masses d'eau impactées, en procédant aux études et travaux de rénovation éventuellement nécessaires.
Pour respecter les objectifs d'état des masses d'eau, il convient ainsi d'ajuster les rejets dans les milieux aquatiques des stations d'épuration urbaines, des industries ou des activités agricoles en fixant si nécessaire des prescriptions complémentaires aux installations existantes. Pour toute masse d'eau identifiée comme étant en report de délais aux objectifs de bon état ou bon potentiel pour un ou plusieurs paramètres de pollution classiques, le pétitionnaire doit, pour tout projet soumis à autorisation ou à déclaration au titre de la police de l'eau, ou pour tout projet soumis à autorisation au titre des installations classées :

- analyser l'impact de ce rejet par rapport au respect des objectifs généraux de non dégradation et des objectifs physico-chimiques d'état des masses d'eau ;
- mettre en œuvre les techniques disponibles pour réduire au maximum les rejets de nature physico-chimique au milieu naturel ;
- rechercher des techniques alternatives permettant de limiter les rejets ou barrières, telles que l'élévation de température en période d'étiage et dans les cours d'eau intermittents (stockage sur site, réutilisation d'eau…).

Conformément aux articles R214-6 et suivants du code de l'environnement, le dossier de déclaration ou de demande d'autorisation réalisé au titre du code de l'environnement comprend, au sein du document d'incidences, les raisons pour lesquelles le projet a été retenu parmi les alternatives.

Au cas où le projet présenterait un risque de non atteinte des objectifs d'état des masses d'eau, des mesures compensatoires doivent être mises en place.

Le SDAGE du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands indique que pour la délivrance d'autorisations et de récépissés de déclarations au titre de la police des eaux ou d'autorisations au titre des installations classées, l'autorité administrative tient compte de ces trois points.

ORIENTATION Q. 4 : REDUCTION DE LA POLLUTION PHYTOSANITAIRE

ORIENTATION Q. 4A : REDUCTION DES USAGES DE PRODUITS PHYTOSANITAIRES

Les produits phytosanitaires sont utilisés par les particuliers, les collectivités, les agriculteurs mais aussi par les différents gestionnaires d'infrastructures routières et ferrées, par les golfs...
Le suivi réalisé par le SIAVB montre une amélioration depuis 2010, notamment liée à l'interdiction du diuron en 2008 (désherbant utilisé en zone urbaine principalement). Ainsi seul le glyphosate était déclassant en 2010, désherbant utilisé aussi bien en zone agricole que non-agricole. Ce constat est toutefois trop récent pour être significatif et il est nécessaire de confirmer la tendance dans les années qui viennent.

Un certain nombre de mesures sont déjà prévues pour réduire l'usage de pesticides de par l'application de la démarche Ecophyto à savoir, par exemple, la mise en place :

- des fermes de références et de démonstration envisagées par le plan Ecophyto,
- du certificat individuel pour les produits phytopharmaceutiques, dit communément Certiphyto. Ce certificat est rendu obligatoire :
  - depuis le 1er octobre 2013 pour les professionnels exerçant dans les secteurs de la distribution, de la prestation de services et du conseil ;
  - le 26 novembre 2015 pour les professionnels exerçant pour leur propre compte tels que : les agriculteurs et salariés agricoles, les forestiers, les agents des collectivités territoriales.

L'objectif visé par la démarche Ecophyto 2018 était de réduire, si possible, l'usage des pesticides de 50% d'ici 2018. Le plan Ecophyto 2018 est en cours de disparition au profit du plan "produisons autrement".

Le SDAGE du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands affiche également, dans son orientation fondamentale 2, l'objectif de réduire le recours aux pesticides pour l'ensemble des utilisateurs, qu'ils soient agriculteurs, collectivités, acteurs économiques ou particuliers, en agissant sur les pratiques.

Des initiatives sont menées sur le territoire pour limiter le recours aux pesticides pour l'entretien des espaces publics dans le cadre des plans Phyt'Eaux Cités, mis en œuvre par le Syndicat des Eaux D'Ile-de-France (SEDIF) (plusieurs communes du périmètre du SAGE Bièvre sont concernées sur le Plateau de Saclay et sur le Val-de-Marne), Phyt'Eaux Bièvre qui concerne 13 communes du bassin sur le périmètre du Syndicat Intercommunal pour l'Assainissement de la Vallée de la Bièvre (SIAVB) et l'opération « Objectif Zéro Phyto », sur le territoire Bièvre aval, portée par le SMBVB.

Ces démarches sont renforcées par la loi n°2014-110 du 6 février 2014 visant à mieux encadrer l'utilisation de produits phytosanitaires sur le territoire national. Elle prévoit l'interdiction pour l'Etat, les collectivités territoriales et leurs groupements, ainsi que pour les établissements publics d'utiliser ou de faire utiliser les produits phytopharmaceutiques, (hormis les produits de bio-contrôle, figurant sur une liste établie par l'autorité administrative, les produits qualifiés à faible risque et les produits dont l'usage est autorisé dans le cadre de l'agriculture biologique) pour l'entretien des espaces verts, des forêts ou des promenades accessibles ou ouverts au public à compter du 1er janvier 2020.
Cette loi prévoit également l'interdiction, à compter du 1er janvier 2022, de la mise sur le marché, de la délivrance, de l'utilisation et de la détention des produits phytopharmaceutiques, (hormis des produits de bio-contrôle, figurant sur une liste établie par l'autorité administrative, des produits qualifiés à faible risque et des produits dont l'usage est autorisé dans le cadre de l'agriculture biologique) pour un usage non professionnel.
A noter que cette interdiction ne s'applique pas aux traitements et mesures nécessaires à la destruction et à la prévention de la propagation des organismes nuisibles listés par l'autorité administrative. Il est ainsi rappelé que la destruction des chardons des champs (cirsium arvense) est rendue obligatoire par arrêté préfectoral.

Disposition 32 – Accompagner les collectivités dans une démarche zéro phyto à horizon 2020

Les communes et groupements de collectivités sont invités à poursuivre ou à s'engager dans une démarche de réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires, en réalisant un diagnostic des pratiques et en mettant en place les actions permettant d'atteindre le zéro phyto sur les espaces publics à horizon 2020 conformément aux exigences réglementaires.

La Commission Locale de l'Eau recommande ainsi fortement aux collectivités territoriales ou leurs groupements dont l'entretien des espaces publics est sous traité à inscrire dans les contrats d'entretien et de suivi des clauses relatives à l'utilisation de produits phytosanitaires et à prévoir des moyens pour en garantir le respect.

La structure porteuse du SAGE accompagne les collectivités territoriales dans cette démarche en les informant notamment sur les aides disponibles pour l'acquisition de matériels alternatifs à l'utilisation de produits phytosanitaires.
La structure porteuse du SAGE réalise, sur la base des données transmises par les collectivités territoriales, un bilan à l'échelle du SAGE de l'usage de produits phytosanitaires par ces dernières.

Disposition 33 – Assurer la cohérence des démarches sur le bassin et les échanges entre les différents gestionnaires d'infrastructures

La structure porteuse du SAGE met en place et anime un groupe de travail constitué notamment d'élus, de gestionnaires d'infrastructures de transport (routes, voies ferrées, aéroports, aérodromes) et de ZAC. Ce groupe a vocation à partager les retours d'expériences, par exemple, sur des méthodes de désherbages alternatifs, sur la conception d'aménagements permettant de maitriser le développement de la végétation spontanée, sur l'acceptation du développement de la végétation spontanée, sur les éléments à intégrer dès la conception de nouveaux projets pour faciliter l'utilisation de techniques alternatives au chimique (accessibilité pour le matériel, choix des matériaux…).

Disposition 34 – Informer et sensibiliser la population à la réduction du recours aux produits phytosanitaires

La structure porteuse du SAGE informe les élus et les collectivités territoriales sur les alternatives possibles à la lutte chimique par la mise en place notamment d'animations auprès des communes, de réalisation de panneaux explicatifs et de diffusion d'articles de presse.
Les collectivités territoriales sensibilisent la population et les techniciens sur les risques sanitaires et environnementaux liés à l'usage des pesticides

Le plan de communication et de sensibilisation s'appuie notamment sur le réseau de partenaires, et sur les démarches déjà engagées à l'échelle locale et nationale.

L'utilisation de produits phytosanitaires par le secteur agricole est actuellement peu ciblée par les programmes d'action sur le territoire.

Disposition 35 – Améliorer la connaissance sur les pratiques phytosanitaires et de fertilisation sur les terres agricoles du plateau de Saclay

La structure porteuse du SAGE réalise, en s'appuyant notamment sur les organismes consulaires et les acteurs socioprofessionnels, une étude visant dans un premier temps à préciser la connaissance sur les pratiques phytosanitaires et de fertilisation des exploitants agricoles et dans un second temps à améliorer le cas échéant les pratiques, notamment en visant la réduction des indices de fréquence de traitement, la réduction des risques de transferts de pollutions diffuses vers le milieu aquatique, la rotation des cultures.

La structure porteuse du SAGE met en place un groupe de travail pour assurer le suivi annuel et l'évaluation des actions mises en œuvre.

Disposition 36 – Inciter à la mise en place de baux environnementaux sur le plateau de Saclay

La Commission Locale de l'Eau incite fortement, lors du renouvellement des baux existants, les collectivités territoriales ou leurs groupements propriétaires de terres sur le plateau de Saclay à la mise en place de baux environnementaux intégrant des clauses relatives, par exemple, à des zones de non traitement, à la limitation de la fertilisation, à la culture en agriculture biologique, à la valorisation des fonctionnalités des zones humides ou au maintien des particularités topographiques.

ORIENTATION Q. 4B : REDUIRE LES TRANSFERTS DE PRODUITS PHYTOSANITAIRES PAR RUISSELLEMENT

Le drainage des terres du plateau de Saclay a permis le développement des activités agricoles. Cependant, le drainage, en concentrant les ruissellements et en les orientant vers un exutoire prédéfini, contourne le rôle de filtre épurateur des sols. Le drainage a également provoqué la disparition de zones humides dont l'intérêt est multiple (cf. Orientation M. 4 : Préservation, restauration et valorisation des zones humides).

Disposition 37 – Améliorer la connaissance sur la contribution de drains agricoles à l'amont aux apports de phytosanitaires et également de nitrates

La Commission Locale de l'Eau souhaite améliorer la connaissance sur la contribution du réseau de drainage du plateau de Saclay et des zones amont aux apports de produits phytosanitaires au milieu.
La structure porteuse du SAGE centralise les données disponibles auprès des gestionnaires des réseaux de rigoles sur la qualité des eaux drainées afin d'identifier les principaux drains contributeurs aux apports en produits phytosanitaires au milieu.

Le SDAGE du bassin de la Seine et cours d'eau côtiers normands, dans sa disposition 2.4.4, préconise l'interdiction des rejets de drain en nappe ou directement aux cours d'eau pour toute rénovation de drains existants. Il est par ailleurs recommandé que l'installation des nouveaux dispositifs soit interdite à moins de 50 mètres des cours d'eau et que les zones humides existantes ne puissent être drainées.
Le SDAGE encourage l'aménagement des dispositifs tampons (prairie inondable, mare végétalisée, enherbement des fossés,…) à l'exutoire des réseaux, permettant la décantation et la filtration des écoulements avant rejet au milieu naturel.
Sur le plateau de Saclay, les rigoles constituent l'exutoire naturel des drains agricoles. La mise en place de dispositifs tampons à l'exutoire des drains reviendrait à remettre en cause leur existence.

Disposition 38 – Recommander la mise en place de dispositifs tampons à l'aval des drains agricoles existants

Les drains dont l'exutoire naturel se trouve être des rigoles ne sont pas concernés par cette disposition.
La Commission Locale de l'Eau incite fortement à la mise en place de dispositifs tampons et/ou épuratoires aux exutoires des drains existants, et ce particulièrement à l'exutoire des drains identifiés comme étant les plus contributifs dans le cadre de l'amélioration de connaissances prévu en Disposition 37 du présent document.
Elle demande ainsi aux collectivités territoriales propriétaires de terres sur les secteurs drainés de montrer l'exemple en équipant, dans le respect des zones humides inventoriées, tant en termes de maintien de leur superficie que de leur fonctionnalité, les exutoires de drains de systèmes épuratoires, et en mettant en place un suivi qualitatif des abattements permis par ces dispositifs sur les phytosanitaires et sur les paramètres azotés.

Conformément à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L. 253-1 du code rural, la Commission Locale de l'Eau rappelle qu' en l'absence de mention relative aux zones non traitées sur leur étiquetage, l'utilisation des produits en pulvérisation ou poudrage doit être réalisée en respectant une zone non traitée d'une largeur minimale de 5 mètres, y compris en bordure de rigoles.

Disposition 39 – Végétaliser les fossés drainants à ciel ouvert, leurs exutoires et milieux de pente

La Commission Locale de l'Eau invite à la végétalisation de ces fossés et à la mise en œuvre d'un entretien visant à limiter le transfert des polluants.

IV.5. RUISSELLEMENT

7) CONTEXTE ET OBJECTIFS

La gestion des eaux pluviales doit être conçue de manière intégrée pour réduire les flux de polluants rejetés au milieu et les risques d'inondation par ruissellement. Cette gestion pourra ainsi être conçue en définissant des niveaux de gestion différenciés selon les types de pluies :

- la gestion des pluies courantes privilégie la maitrise des flux polluants ;
- la gestion des pluies fortes privilégie la maitrise du risque d'inondation ou de submersion lié aux débordements des réseaux.

L'intégralité du territoire du bassin situé à l'amont d'Antony, où les réseaux d'assainissement sont séparatifs, voit leurs eaux pluviales ruisseler majoritairement vers la Bièvre, directement ou via un de ses affluents. À l'aval la complexité des réseaux d'assainissement fait que les eaux pluviales tombant sur le bassin versant naturel de la Bièvre peuvent avoir différents exutoires : seulement une petite partie du territoire aval voit ses eaux de ruissellement arriver dans la Bièvre (cf. carte 9 de l'atlas cartographique).

Le bassin versant de la Bièvre est caractérisé par une vallée urbaine encaissée et sujette à des pressions anthropiques très importantes. L'imperméabilisation massive des dernières décennies s'est traduite par :

- La disparition de nombreuses prairies et zones humides qui jouaient auparavant un rôle naturel de stockage des eaux pluviales et de laminage des débits de crue de la Bièvre et de ses affluents ;
- La diminution de la capacité d'infiltration des sols et l'accroissement de la vulnérabilité de la vallée face aux ruissellements.

La densité urbaine et l'organisation administrative de l'agglomération parisienne ont morcelé les compétences entre de nombreux acteurs et maîtres d'ouvrage. La coopération entre ces différents acteurs est effective mais nécessite d'être améliorée et soutenue par des actions techniques à l'échelle du bassin versant.

A l'amont du bassin d'Antony, la rivière et ses affluents circulent à l'air libre sur la plus grande partie de leur parcours. Les eaux de ruissellements s'écoulent vers eux, soit librement soit en empruntant des canalisations dédiées aux eaux pluviales. La Bièvre a été cause de crues importantes, telle que celle de 1982 (cf. carte 10 de l'atlas cartographique). Néanmoins, au cours des 50 dernières années, la vallée de la Bièvre a vu un fort développement des ouvrages publics (tels que la création de bassins de stockage à ciel ouvert ou enterrés) pour juguler le renouvellement de tels aléas dommageables malgré l'augmentation des surfaces imperméabilisées. Les principaux secteurs à risque sont les communes du fond de vallée, de Jouy-en-Josas à Massy en particulier. Ajoutons également certaines communes du plateau de Saclay (Villiers-le-Bâcle et Châteaufort) qui peuvent connaître des désordres lors de la saturation d'ouvrages pluviaux, ce qui correspond à une situation où les eaux pluviales de ces communes retrouvent leur bassin versant naturel qui est celui de l'Yvette.

Il importe ainsi de poursuivre la maîtrise de ce risque d'inondation par la réduction des impacts de l'imperméabilisation, par la sauvegarde des zones naturelles d'expansion des crues et par le maintien de la capacité hydraulique du réseau hydrographique.

L'aval du bassin est concerné par d'importants phénomènes de ruissellement urbain. A l'aval du bassin d'Antony, les eaux de la Bièvre et de ses affluents sont canalisées. Des projets de réouverture sont en cours d'étude sur quelques secteurs. Le réseau hydrographique naturel y a été renforcé par un réseau d'assainissement complexe suite à l'imperméabilisation importante des sols. La canalisation de la Bièvre, l'artificialisation de son lit mineur et majeur et l'imperméabilisation non maîtrisée de ces dernières années ont conduit à une diminution de la capacité d'évacuation des eaux de ruissellement, qu'il a fallu compenser par la mise en œuvre d'importantes capacités de stockage et de transport. La plus grande part des eaux pluviales est dirigée vers les collecteurs du Syndicat interdépartemental pour l'assainissement de l'agglomération parisienne (SIAAP) qui les transportent majoritairement vers la Seine par l'émissaire Fresnes-Choisy et par l'ES2B (Emissaire Sud 2ème Branche). Malgré la volonté affichée de développer la mise en séparatif des réseaux pour éviter le mélange des eaux de pluie et les effluents urbains, par nature pollués, le système unitaire reste prépondérant et pratiquement exclusif dans la partie nord de la vallée aux environs de la capitale.

De nombreux aléas, dus à l'imperméabilisation importante ayant générée des volumes d'eaux pluviales excédant les capacités des canalisations d'évacuation à l'aval, sont survenus au cours des trente dernières années, dont le plus dommageable en juillet 2001 qui a fortement marqué les habitants du fond de la vallée à l'aval, en particulier sur la ville de Fresnes.
Depuis, des projets structurants ont été réalisés par le SIAAP en Bièvre aval. Les ouvrages principaux construits à cette fin sont le bassin du ru de Châtenay, le bassin d'Arcueil et l'Intercepteur Sceaux-Blagis-Cachan (ISBC). Un projet de bassin de stockage et de dépollution au parc du Moulin de Berny à Fresnes est à l'étude. La fonction de ces bassins est de stocker momentanément les volumes excédentaires pour ne les restituer au réseau qu'à raison de sa vacuité.

A noter que le changement climatique est susceptible de modifier les aléas d'inondation, notamment leur intensité et leur fréquence. Selon des études conduites dans le cadre du PIREN Seine (Programme Interdisciplinaire de Recherche sur l'Environnement de la Seine), il n'est pas possible de prévoir les impacts du changement climatique sur les crues de débordement de cours d'eau en l'état actuel des connaissances.

Le projet de plan de gestion des risques d'inondation (PGRI) sur le bassin Seine-Normandie est en cours de consultation du public. Ce premier PGRI est conçu pour devenir un document de référence de la gestion des inondations sur le bassin Seine-Normandie. Il constitue un socle d'actions qui sera amendé au fil des cycles de gestion successifs. Le PGRI fixe pour six ans quatre grands objectifs à atteindre sur le bassin Seine-Normandie pour réduire les conséquences des inondations sur la vie et la santé humaine, l'environnement, le patrimoine culturel et l'économie, à savoir :

- Réduire la vulnérabilité des territoires
- Agir sur l'aléa pour réduire le coût des dommages
- Raccourcir fortement le délai de retour à la normale des territoires sinistrés
- Mobiliser tous les acteurs via le maintien et le développement de la culture du risque

Il propose ainsi un cadre aux politiques locales de gestion des risques d'inondation en combinant la réduction de la vulnérabilité, la gestion de l'aléa, la gestion de crise et la culture du risque. Il vise également à renforcer les synergies entre les politiques de gestion des risques d'inondations, de gestion des milieux aquatiques et de l'aménagement du territoire.

Les PPRI et PPRL, les décisions administratives dans le domaine de l'eau et les documents d'urbanisme (SDRIF, SCOT et en l'absence de SCOT, les PLU, les PLUi, les cartes communales) doivent être compatibles avec les objectifs et les dispositions du PGRI.

Le projet de PGRI présente également les territoires les plus fortement exposés aux risques d'inondation (TRI) pour lesquels des stratégies dites « locales », co-construites et portées par les collectivités locales, identifieront les actions à mener pour réduire les conséquences négatives des inondations.
Le territoire du SAGE de la Bièvre est concerné par le TRI « Métropole francilienne » sur les communes d'Orly, de Choisy le Roi, de Vitry-sur-Seine, d'Ivry-sur-Seine, de Paris et de Meudon.

L'objectif de la Commission Locale de l'Eau est de prévenir et gérer le risque d'inondations et submersions par débordements de réseaux en :

- contribuant à assurer la protection des personnes et des biens par l'amélioration de la prévision des risques, par la gestion optimisée des ouvrages de régulation et par l'intégration du risque d'inondation dans l'urbanisme ;
- réparant les erreurs du passé, en engageant des travaux permettant de limiter l'impact quantitatif et qualitatif des eaux de ruissellement de l'urbain existant ;
- préparant l'avenir, l'objectif recherché est d'assurer une gestion des eaux pluviales au plus près de leur point de chute dans les opérations futures d'urbanisation et de rénovation urbaine afin notamment de pérenniser l'efficience des investissements déjà réalisés.

8) ORIENTATIONS ET MODALITES DE REALISATION

ORIENTATION R. 1 : PREVISION DES DESORDRES, DES CRUES DE LA BIEVRE ET DE SES AFFLUENTS ET DES DEBORDEMENTS DE RESEAUX : SURVEILLANCE ET ANTICIPATION

Le SDAGE du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands vise à sensibiliser et informer la population au risque d'inondation et indique que l'enjeu « inondations » doit figurer dans les PAGD des SAGE incluant des communes soumises au risque inondation. Il convient de différencier le risque d'inondation, lié au débordement de la Bièvre et de ses affluents à l'amont, du risque de submersion lié au débordement de réseaux à l'aval du territoire du SAGE.
La Commission Locale de l'Eau intègre au présent document un volet sur la culture du risque, afin de renforcer, sur le territoire du SAGE, l'accès des personnes exposées à l'information sur le risque encouru et sur les mesures de gestion du risque et de crise.
Sur l'amont du territoire du SAGE, la culture du risque est diffusée et entretenue notamment par le Syndicat Intercommunal pour l'Assainissement de la Vallée de la Bièvre (SIAVB).

Disposition 40 – Développer auprès des collectivités locales et du grand public un volet « culture du risque inondation »

La structure porteuse du SAGE intègre dans son plan de communication et de sensibilisation un volet spécifique sur la culture et la prise de conscience des risques d'inondation liée au débordement de la Bièvre et de ses affluents non couverts.
Elle rappelle à cette occasion que le risque d'inondation ne peut être totalement supprimé, mais seulement limité par des actions de prévention, visant à limiter autant que possible la vulnérabilité des zones inondables et les impacts de l'imperméabilisation, ainsi que par des aménagements de protection qui devront intégrer les objectifs de préservation et restauration des milieux aquatiques et des zones humides.

Afin d'assurer l'efficience de ce volet de communication et de sensibilisation, la structure porteuse du SAGE s'appuie sur les documents déjà existants à l'échelle communale, intercommunale, départementale et nationale en matière d'intégration de ces risques.

Le bassin versant de la Bièvre a la particularité d'être très réactif aux évènements violents, avec de rapides montées des eaux. Des outils informatiques, visant à limiter les risques d'inondation sur la partie amont et les débordements sur la partie aval dus à l'imperméabilisation importante ayant générée des volumes d'eaux pluviales excédant les capacités des canalisations d'évacuation à l'aval, sont en place sur le territoire du SAGE :

- le modèle MAGES (Modèle d'Aide à la Gestion des Effluents du SIAAP), sur le territoire du SIAAP, régule le réseau d'assainissement et permet, en cas d'orage, d'optimiser le fonctionnement du système d'assainissement pour limiter les déversements de réseaux. Il est couplé avec le système ALERT qui permet de lancer les alertes adéquates.
- l'application OPTIM, sur le territoire du SIAVB, aide à la gestion du système d'assainissement en permettant l'élaboration d'une stratégie consistant à rechercher la meilleure répartition des flux dans le système hydraulique pour un fonctionnement optimal en tout point.

La CASQY a pour projet d'instrumenter, en sondes de hauteur, ses plus gros bassins de rétention.

L'absence d'un pilotage unique de l'ensemble des moyens d'orientation et de rétention des eaux de ruissellement, du fait de la multiplicité des maitrises d'ouvrage compétentes sur l'ensemble du bassin versant, nuit à l'optimisation de la mise en œuvre des moyens dédiés à limiter les débordements des réseaux d'assainissement.

Disposition 41 – Anticiper les désordres et améliorer la communication et la coordination des maitrises d'ouvrages compétentes dans la gestion du système Bièvre en temps de pluie

La Commission Locale de l'Eau souhaite qu'une prévision, en temps réel, des risques à l'échelle du bassin versant de la Bièvre soit mise en œuvre.
Elle demande ainsi aux collectivités territoriales ou à leurs groupements compétents de lancer, dans l'année suivant la publication de l'arrêté d'approbation du SAGE, une étude de faisabilité visant à préciser les moyens à mettre en œuvre pour répondre à cet objectif. Dans le cas où l'étude conclut à une bonne faisabilité, la Commission Locale de l'Eau recommande fortement leur mise en place.
La structure porteuse du SAGE assure, dans l'année suivant l'approbation du SAGE, l'organisation d'un groupe

de travail composé des maitrises d'ouvrages compétentes dans la gestion du système Bièvre. Ce groupe, visant à améliorer la communication et la coordination entre ces différents acteurs, permet notamment la coordination des études de faisabilité ainsi que l'analyse partagée, *a posteriori*, de la gestion des eaux lors d'événements pluvieux importants. Il pourra, pour ce faire, utilement s'appuyer sur le modèle global prévu par la Disposition 46.

ORIENTATION R. 2 : REDUCTION DE LA VULNERABILITE DES PERSONNES ET DES BIENS PAR L'INTEGRATION DU RISQUE D'INONDATION PAR DEBORDEMENTS DE COURS D'EAU DANS L'URBANISME

La Commission Locale de l'Eau souhaite également réduire le risque d'inondation par débordement de cours d'eau en limitant la vulnérabilité des zones inondables.

Les plans de prévention des risques naturels d'inondations, réalisés par l'Etat, ont pour objet de délimiter les zones à risque et d'y édicter des interdictions et des prescriptions, proportionnées à l'intensité de l'aléa et aux enjeux existants afin de limiter l'exposition des personnes et des biens au risque d'inondation et de réduire la vulnérabilité des personnes et des biens déjà exposés. Les plans de prévention des risques naturels valent servitude d'utilité publique affectant l'utilisation du sol et doivent, à ce titre, être annexés au PLU ou au POS.
Le territoire du SAGE est concerné, sur sa partie située dans les Yvelines, par l'arrêté préfectoral du 2 novembre 1992 portant délimitation des zones à risque d'inondation des cours d'eau non domaniaux, valant plan de prévention des risques d'inondation. L'élaboration d'un plan de prévention des risques naturels d'inondations est prévue sur certaines communes des Yvelines et de l'Essonne. A l'aval, un plan de prévention des risques naturels prévisibles « inondations et coulées de boue par ruissellement en secteur urbain » a été prescrit sur le Val-de-Marne par arrêté préfectoral du 9 juillet 2001. Il concerne, sur le territoire de la Bièvre les communes d'Arcueil, de Cachan, de Chevilly-Larue, de Fresnes, de Gentilly, d'Ivry-sur-Seine, du Kremlin-Bicêtre, de l'Haÿ-les-Roses, de Villejuif et de Vitry-sur-Seine.

Disposition 42 – Encourager la réalisation des plans de préventions des risques naturels d'inondation sur le territoire amont du territoire du SAGE

La Commission Locale de l'Eau encourage fortement la réalisation des PPRI sur le territoire amont du SAGE et demande à être associée aux études.
La structure porteuse du SAGE informe la Commission Locale de l'Eau de l'avancement des études préalables à leur réalisation et en partage les résultats.

Le SDAGE du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands indique qu'en l'absence de PPRI, les documents d'urbanisme (SCOT, PLU, cartes communales) doivent être directement compatibles ou rendus compatibles avec l'objectif de prévention des inondations, impliquant :

- d'éviter toute construction en zone inondable, en dehors des zones urbanisées anciennes ;
- de déterminer, pour toute nouvelle construction autorisée en zone inondable, et en fonction d'une estimation proportionnée du risque, les conditions permettant d'assurer la sécurité des personnes et la non augmentation de la vulnérabilité des biens (par exemple, occupation humaine exclusivement temporaire, non augmentation de la population exposée au risque, respect d'une hauteur minimale de plancher ou présence d'une zone refuge obligatoire, interdiction des clôtures pleines, élaboration d'un plan de secours pour les équipements collectifs,…).

Dans sa disposition 1.1.3, le SDAGE encourage à identifier et cartographier les zones d'expansion des crues les plus fonctionnelles et demande à prendre en compte l'ensemble de ces zones d'expansion des crues dans les documents d'urbanisme afin d'assurer leur préservation.

Cet objectif de préservation des zones d'expansion des crues est essentiel. Il s'agit d'éviter l'augmentation de la vulnérabilité dans ces zones et de ne pas aggraver les aléas à l'aval.

(U) **Disposition 43 – Intégrer la préservation des zones d'écoulement et d'expansion des crues dans les documents d'urbanisme**

La structure porteuse du SAGE, en concertation avec les différents maitres d'ouvrage ayant une compétence « gestion des milieux aquatiques », délimite sur l'ensemble du territoire et cartographie, au moins à l'échelle du 1/5 000ème, les zones d'écoulement et d'expansion des crues, dans un délai de 2 ans suivant la publication de l'arrêté d'approbation du SAGE.

La Commission Locale de l'Eau fixe comme objectif de préserver les zones d'écoulement et d'expansion des crues et vise notamment l'interdiction de tout remblaiement et de tout endiguement dans ces zones, non justifié par un objectif de maitrise du ruissellement ou de protection de lieux urbanisés de type centres urbains anciens fortement exposés (définition basée sur des critères historiques, d'occupation du sol importante, de continuité bâtie et de mixité des usages entre logements, commerces et services).

Les documents d'urbanisme sont compatibles ou rendus compatibles avec ces objectifs dans un délai de 3 ans suivant la publication de l'arrêté d'approbation du SAGE en adoptant des orientations d'aménagement, un zonage et des règles permettant d'y répondre.
La structure porteuse du SAGE assiste les collectivités territoriales pour l'intégration des objectifs du SAGE dans leurs documents d'urbanisme, comme indiqué en Disposition 4 du présent SAGE.

Disposition 44 – Préserver les zones naturelles d'expansion de crues de tout nouvel aménagement

Les zones naturelles d'expansion sont préservées de tout nouveau projet d'aménagement entrainant leur réduction en surface.
Cette disposition est encadrée par les modalités définies à l'article 3 du règlement du SAGE.

L'Article 3 du règlement du SAGE « Protéger les zones naturelles d'expansion des crues » encadre l'implantation d'installations, ouvrages, travaux ou activités dans les zones naturelles d'expansion des crues. L'objectif est de préserver le champ d'expansion des crues afin de ne pas aggraver le risque d'inondations et de préserver les fonctionnalités des milieux aquatiques.

Disposition 45 – Reconquérir les zones naturelles d'expansion des crues

Les collectivités territoriales ou leurs groupements compétents sont encouragés à reconquérir des zones d'expansion des crues. Elles peuvent, notamment par l'acquisition foncière de ces terrains, assurer la mobilisation de ces zones en cas de crues et permettre le développement de milieux également fonctionnels pour la faune et la flore spécifiques à ces zones.

ORIENTATION R. 3 : PREVENTION : MISE EN PLACE DE REGLES DE GESTION CONCERTEE INTER-ACTEURS

Un grand nombre d'acteurs intervient dans la gestion des eaux pluviales : Etat, Conseils généraux, communes et intercommunalités, syndicats de rivière et d'assainissement. La multiplication de ces acteurs rend difficile la mise en œuvre d'une véritable solidarité amont-aval et d'une cohérence des pratiques. Le diagnostic du SAGE fait ainsi état :

- d'une divergence de pratiques en matière de politique de protection face au risque : les pluies de référence pour le dimensionnement des ouvrages de gestion des eaux de ruissellement des projets variant selon les territoires de compétence.
- de l'existence d'un système de métrologie relativement dense mais pouvant manquer de cohérence et pouvant s'avérer insuffisant localement pour analyser les situations à risque.
- de l'absence d'un modèle unique et cohérent du système Bièvre à ces différentes échelles, intégrant l'amont et l'aval.

Il convient de s'accorder à l'échelle du territoire sur les niveaux de service, c'est-à-dire sur les gammes d'événements pluvieux au-delà desquelles la gestion hydraulique usuelle cède le pas à une gestion de crise.

Disposition 46 – Partager les connaissances et aboutir à des règles de gestion concertée à l'échelle du territoire du SAGE

La Commission Locale de l'Eau demande la recherche d'une mise en cohérence, à l'échelle du territoire du SAGE, des pratiques des différents maitres d'ouvrage compétents quant à la gestion des ruissellements et aux politiques de protection face au risque d'inondation et de submersions par débordements de réseaux.
Pour cela, elle incite vivement les maitres d'ouvrage compétents à réaliser une modélisation hydraulique globale et détaillée du système Bièvre afin de consolider les connaissances, notamment sur l'influence de chaque sous-bassin versant sur les désordres hydrauliques pour différents évènements de référence, et de favoriser, sur cette base, l'éclosion d'une vision partagée à l'échelle du territoire.
La structure porteuse du SAGE assure ainsi la mise en place d'un comité technique constitué des différents maitres d'ouvrage compétents sur le territoire du SAGE et des SAGE voisins. Ce comité s'accorde, sur la base des modélisations réalisées, sur :

- le diagnostic établi ;
- le choix des niveaux de protection, selon la vulnérabilité et les enjeux humains et économiques des secteurs, en identifiant des niveaux de services[1] basés sur l'aléa de débordement :
  - le système d'assainissement doit fonctionner sans débordements. La priorité est donnée à la préservation du milieu récepteur et donc à la qualité des rejets ;
  - les débordements localisés sont acceptés de même qu'une détérioration sensible de la qualité du milieu récepteur. La priorité est au risque inondation ;
  - les débordements se généralisent. La seule priorité est d'éviter la mise en péril des personnes.
- l'identification d'objectifs de débits spécifiques par sous bassin versant en précisant les pluies de référence (caractérisées par une durée et une intensité) associées à l'aléa de débordement retenu.

La structure porteuse du SAGE assure la diffusion de ces éléments une fois définis aux collectivités locales pour leur intégration dans les règlements d'assainissement et documents d'urbanisme.

Devant le nombre important d'acteurs intervenant dans la gestion des eaux pluviales, des protocoles de transfert de débits ont été établis sur le territoire du SAGE. Ces protocoles, mis en place entre des collectivités territoriales ou leurs groupements compétents, permettent de fixer les débits maximaux pouvant être transférés et donc de limiter efficacement l'impact négatif des régions amont sur les territoires aval. Ils précisent également les priorités et les modalités de gestion à mettre en œuvre en cas de dépassements du débit maximal pouvant être transféré.
Les protocoles de transfert permettent ainsi une implication globale des maîtres d'ouvrage dans l'atteinte des objectifs de protection. Les principaux protocoles lient la CASQY au SIAVB d'une part et le SIAVB au SIAAP d'autre part. Des protocoles existent également entre le Ministère de la Défense (maître d'ouvrage des étangs de Saclay et d'un certain nombre d'aqueducs et rigoles et gestionnaire de l'ensemble des équipements hydrauliques du camp de Satory) et le SIAVB.
A noter l'absence de tels protocoles à l'aval.

Disposition 47 – Mettre à jour ou établir des protocoles de transfert

La Commission Locale de l'Eau demande aux différentes collectivités territoriales ou leurs groupements compétents de mettre à jour ou d'établir des protocoles de transferts au niveau des nœuds hydrauliques dont la modélisation met en évidence l'importance stratégique pour une bonne gestion globale du bassin versant. Ils seront établis sur la base des réflexions du comité technique prévu en Disposition 46.
Pour les secteurs où les éléments techniques s'avèrent disponibles et suffisants sans que soit nécessaire la mise en œuvre de la modélisation prévue à la disposition précédente, la Commission Locale de l'Eau recommande, à compter de l'entrée en vigueur du SAGE, la mise à jour ou l'établissement de ces protocoles de transferts.

[1] *Guide du CERTU « La ville et son assainissement » - 2003*

ORIENTATION R. 4 : PREVENTION : LIMITATION DES RUISSELLEMENTS A LA SOURCE

Le diagnostic du SAGE fait état d'un manque important d'ouvrages de stockage et de dépollution sur certains axes routiers et autoroutiers existants qui s'avère pénalisant pour l'atteinte du bon état chimique des masses d'eau du territoire (cf. carte 11 de l'atlas cartographique).

Disposition 48 – Supprimer les points noirs actuels identifiés sur les réseaux routiers

Afin d'atteindre les objectifs de la directive cadre européenne sur l'eau, notamment sur les hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP), la Commission Locale de l'Eau incite vivement les gestionnaires des infrastructures routières de voies rapides identifiées comme principaux points noirs actuels du bassin (N118, A6, A86, A10) à réaliser les aménagements nécessaires de traitement des eaux pluviales et à assurer, pour les tronçons qui en sont équipés, l'entretien des dispositifs existants pour en garantir l'efficacité.

Le bassin versant de la Bièvre est un territoire dynamique qui accueille d'importantes opérations d'aménagement permettant la mise en place de projets de développement économique de grande envergure (EPAPS du Plateau de Saclay) et des opérations de rénovation urbaine (ORSA, Saint Quentin-en-Yvelines, Métropole du Grand Paris, etc.).

La prévention des inondations à l'amont du territoire, des submersions liées aux débordements des réseaux sur l'aval du territoire et la réduction massive des apports polluants pluviaux nécessitent une gestion des eaux pluviales à la source. Les opérations futures d'urbanisation et de rénovation urbaine, et notamment celles de grande ampleur présentées dans le paragraphe précédent, devront satisfaire à cette exigence.

La Commission Locale de l'Eau insiste sur la nécessité de favoriser la gestion des eaux pluviales à la source (au plus près de leur point de chute) afin de limiter au maximum les désordres à l'aval, dans le cadre de la solidarité amont/aval, et d'atteindre les objectifs de la Directive Cadre européenne sur l'Eau (DCE) notamment sur les hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) et les métaux lourds, actuellement déclassants sur le territoire du SAGE. Cet objectif est appuyé par les dispositions du SDAGE visant à définir une stratégie d'aménagement du territoire qui prenne en compte tous les types d'événements et visant la gestion des eaux pluviales à la source dans les aménagements ou les travaux d'entretien du bâti en limitant l'imperméabilisation des sols, les rejets d'eaux pluviales au réseau et en favorisant la valorisation des eaux pluviales à la parcelle par l'utilisation de techniques alternatives et la dépollution de ces eaux si nécessaire avant réutilisation, évapotranspiration ou infiltration, si les conditions pédogéologiques le permettent.

Il est à noter que :

- Des objectifs ambitieux de gestion à la source des eaux pluviales peuvent être atteints par infiltration diffuse et évapotranspiration sur les premiers centimètres de terre végétale, sur dalle ou toiture et indépendamment des contraintes géologiques (présence de gypse avérée ou d'anciennes carrières, d'argiles, coefficient de perméabilité faible, présence de nappe affleurante).
- le recours à des techniques alternatives pour la gestion des eaux de ruissellement contribue également à de nombreux autres objectifs majeurs reliés à l'atténuation et à l'adaptation au changement climatique (notamment, la limitation du phénomène d'îlot de chaleur urbain par l'abaissement localisé des températures, la reconquête de la biodiversité, la lutte contre l'imperméabilisation et l'artificialisation des sols voire leur renaturation, la sobriété énergétique et matérielle, etc.) et jouent également un rôle pédagogique (parcours de l'eau, rendre l'eau visible, etc.), social (apaisement liée à la présence d'espaces verts dans l'espace urbain), et paysager (valorisation des bâtis) important.

Il est ainsi impératif que les nouveaux projets ou rénovations urbaines intègrent, dès les études préalables, la problématique du ruissellement en définissant un maximum de sous-bassins versant en fonction des niveaux de pluie à gérer, permettant une infiltration et une évapotranspiration les plus diffuses possibles sur l'emprise du projet (et éviter ainsi de concentrer en un point seulement les ruissellements en vue de les infiltrer).

La réglementation prévoit d'ores et déjà des outils pour assurer la cohérence entre le développement de l'urbanisation et la gestion des eaux pluviales. L'article L. 2224-10 du code général des collectivités territoriales impose ainsi aux communes ou à leurs établissements publics de coopération de délimiter, après enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre I^{er} du Code de l'environnement :

- Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;

- Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement.

Le SDAGE vise à renforcer cette intégration des eaux pluviales par les collectivités.

A noter que les débits de fuite maximaux à respecter par les nouveaux projets d'aménagement pour un rejet dans les réseaux d'assainissement sont indiqués dans les règlements d'assainissement des collectivités du territoire du SAGE et certains règlements de documents d'urbanisme. Ces derniers sont indiqués à titre d'information en Annexe 2.

Les communes du Val-de-Marne tiennent compte, pour la mise en œuvre des deux dispositions suivantes, du zonage pluvial départemental approuvé par délibération 2014-3-5.8.33 du 19 mai 2014.

Justification de la différence d'objectifs entre sous-bassins versants

La vallée de la Bièvre Amont, correspondant au périmètre du SIAVB, historiquement composé de petites villes anciennes, présente des caractéristiques différentes de l'extrême amont (ville nouvelle dont les ouvrages de stockage des eaux pluviales ont été intégrés au moment de la création de la ville) et de l'aval (territoire métropolitain très dense soumis à une forte pression foncière traversé par une Bièvre majoritairement canalisée et régulée) du bassin versant de la Bièvre. Afin de limiter les inondations, le SIAVB a réalisé une étude hydraulique qui a mis en avant la nécessité de rehausser les objectifs de zéro rejet jusqu'à la pluie 50 ans pour permettre de réparer les incuries du passé dans la vallée de la Bièvre amont. Aussi, les objectifs de « zéro rejet » sont à distinguer sur le périmètre géré par le SIAVB (et par les Communautés d'Agglomérations adhérentes - CPS et VGP) et sur le reste du bassin versant (départements du Val-de-Marne, des Hauts-de-Seine, Paris et l'Agglomération Saint-Quentin-en-Yvelines).

> Les termes surlignés sont définis dans le glossaire.

(U) Disposition 49 – Améliorer la gestion intégrée des eaux pluviales urbaines

Les communes ou leurs groupements compétents élaborent ou actualisent, conformément aux textes en vigueur, dans un délai de 3 ans après la publication de l'arrêté d'approbation du SAGE, leurs documents d'urbanisme (PLU, PLUI, SCOT), zonages pluviaux, règlements et schémas directeurs d'assainissement, en visant une gestion intégrée des eaux pluviales :

- la gestion des pluies courantes privilégie la maitrise des flux polluants, la réduction de l'encombrement des réseaux et stations d'épuration, l'alimentation en eau des espaces végétalisés et la réduction des consommations énergétiques,
- la gestion des pluies fortes privilégie la maitrise du risque d'inondation et de submersions par débordements de réseaux en intégrant les objectifs des protocoles de transferts définis en Disposition 47.

Cette gestion intégrée repose sur un **double objectif pour gérer les eaux pluviales à la source,** pour tous nouveaux projets urbains de construction ou de rénovation instruits dans le cadre d'une autorisation d'urbanisme (notamment permis de construire ou d'aménager), dont le terrain d'assiette* est supérieur à 1000 m² :

- **Abattement à la parcelle par infiltration, évapotranspiration et réutilisation des eaux pluviales sans rejet au réseau public, permettant d'atteindre le « zéro rejet d'eaux pluviales » jusqu' à une pluie de dimensionnement des ouvrages de gestion à la source des eaux pluviales correspondant à :**

  - **Une période de retour de pluie de 10 ans** sur le bassin versant aval (communes des départements du Val de Marne, des Hauts-de-Seine et de Paris) et sur l'extrême amont du bassin versant (communes de l'Agglomération Saint-Quentin en Yvelines).
  - **Une période de retour de pluie de 50 ans** sur le bassin versant amont de la Bièvre (communes des Agglomérations de Versailles Grand Parc et de la Communauté Paris Saclay).

** Le terrain d'assiette du projet correspond à l'ensemble des surfaces au sol bâtie et non bâtie du projet*

- **Au-delà de la pluie de dimensionnement des ouvrages : anticipation et analyse des effets des pluies exceptionnelles jusqu'à une période de retour de pluie de 100 ans** : identification des axes d'écoulement et des zones susceptibles d'être inondées sur l'emprise du projet ou liés au projet et ayant une incidence sur des espaces limitrophes, étude de solutions permettant de protéger les personnes et les biens (muret, profilage de voiries, espace verts en creux, etc.) ou de limiter les dégâts provoqués par des évènements pluvieux supérieurs à la pluie de dimensionnement des ouvrages de gestion à la source des eaux pluviales.

En cas d'impossibilité dûment démontrée par le pétitionnaire de respecter l'objectif de « zéro rejet d'eaux pluviales » jusqu'à la pluie de dimensionnement, le projet doit permettre de :

- Mettre en œuvre,

  - des solutions permettant d'approcher au maximum l'objectif d'infiltration/évapotranspiration d'une lame d'eau de 10 mm en 24h pour les projets d'infrastructures appartenant aux réseaux de transports collectifs structurants et les projets de rénovation des réseaux routiers structurants, dès lors qu'ils justifient de l'absence de foncier disponible ou à acquérir permettant l'abattement des pluies courantes à proximité du réseau,
  - à minima, l'infiltration/évapotranspiration d'une lame d'eau de 10 mm en 24h pour les autres projets

Pour repère, cette lame d'eau correspond aux pluies courantes sur le périmètre du SAGE Bièvre, dont la période de retour est inférieure à 1 an et qui représentent la majorité du volume des pluies.

- Réguler le débit du volume résiduel d'eaux pluviales générées par la pluie de dimensionnement après que toutes les solutions techniques possibles favorisant l'abattement volumique aient été mises en œuvre. Seul l'excédent de ruissellement pourra être raccordé après régulation. Les règlements d'assainissement des collectivités compétentes en assainissement et gestion des eaux pluviales précisent les débits de fuite maximaux admissibles et les conditions d'admission des rejets dans les réseaux publics. Les surverses aux réseaux publics ne seront autorisées qu'en cas de dérogation du gestionnaire de réseau.

Afin d'atteindre ces objectifs, il est recommandé la mise en œuvre de techniques alternatives de gestion des eaux pluviales **à ciel ouvert** favorisant l'infiltration en surface, l'évapotranspiration, la réutilisation, l'épuration (bassins végétalisés, jardins de pluie, espaces verts en creux, récupération d'eau de pluie sur les bâtiments, toitures végétalisées, etc.), et la **multifonctionnalité des usages** (sport, parking, espace vert, promenade, …) afin de **garantir la pérennité de leur efficacité** et favoriser la biodiversité et le rafraichissement de la ville. Le recours à l'évapotranspiration est obligatoire lorsque l'infiltration s'avère insuffisante pour atteindre ces objectifs.

Le cheminement gravitaire et à ciel ouvert des eaux pluviales doit être réalisé. **Les bassins de rétention enterrés et les pompes de relevages associées sont proscrits pour la gestion des eaux pluviales** afin de mettre en œuvre des solutions présentant un intérêt pour la biodiversité, le paysage ou la gestion des épisodes caniculaires en recommandant par ailleurs que la conception et la réalisation des ouvrages permettent de faciliter leur entretien et la détection de dysfonctionnements potentiels. Des exceptions pourront être tolérées en cas d'impossibilité dûment justifiée par le pétitionnaire de mettre en œuvre des techniques de gestion des eaux pluviales à ciel ouvert, sous réserve de l'accord des services instructeurs et du gestionnaire des réseaux. En cas d'exception, les eaux de pluie en provenance de la surverse du bassin enterré devront respecter les prescriptions du gestionnaire des réseaux et transiter si possible par un espace vert avant éventuel rejet vers le réseau d'assainissement.

A titre dérogatoire, peuvent être autorisés :

- les bassins enterrés visant la récupération des eaux de pluie à usage des sanitaires, de l'arrosage, du lavage des sols, etc. (selon la réglementation en vigueur),
- les projets sous maitrise d'ouvrage publique connectés aux réseaux d'eaux pluviales,
- les ouvrages réalisés sur sites présentant des risques importants de pollution industrielle lourde accidentelle,
- les ouvrages de stockage des eaux d'incendie.

Les documents d'urbanisme intègrent des mesures visant à éviter l'imperméabilisation des sols, pour les secteurs nouvellement ouverts à l'urbanisation (disposition 3.2.2 du SDAGE) :

- fixation d'une part minimale de surfaces non imperméabilisées ou éco-aménageables, favorisant l'infiltration des eaux pluviales et évitant le raccordement au réseau des nouvelles surfaces imperméabilisées, imposition de performances environnementales renforcées, etc.
- planification de la compensation des surfaces nouvellement imperméabilisées, à hauteur de 150 % en milieu urbain et 100 % en milieu rural, de manière à déconnecter ou détourner les eaux pluviales du réseau de collecte, en privilégiant une compensation sur le même bassin versant, si possible. La compensation s'effectuera en priorité en désimperméabilisant des surfaces déjà imperméabilisées, prioritairement par infiltration en pleine terre des eaux de pluie ou tout dispositif d'efficacité équivalente tel que les noues, les espaces végétalisés en creux, les jardins de pluie et les toitures végétalisées. L'infiltration en pleine terre, accompagnée d'une végétalisation, permet également de bénéficier d'un rafraîchissement favorable à la lutte contre les îlots de chaleur urbains**.** Ce ratio de compensation peut ne pas s'appliquer de manière uniforme pour chaque projet pris séparément ; la surface à désimperméabiliser est à planifier au regard du cumul des surfaces imperméabilisées dans les nouveaux projets inscrits au document d'urbanisme. Cette compensation s'adresse aux collectivités à travers leurs documents d'urbanisme. Celles-ci pourront s'en assurer à travers les actes administratifs afférents.

Les collectivités compétentes en urbanisme sont invitées à définir des règles applicables aux projets dont le terrain d'assiette* est inférieure à 1000m² en s'appuyant sur les règlements d'assainissement en vigueur ou sur les documents de norme supérieure s'ils existent (PLUi, SCOT), notamment l'obligation d'abattre les 10 premiers mm.

Afin d'assurer l'intégration des règles de gestion des eaux pluviales dans ces documents d'urbanisme, zonages pluviaux, règlements et schémas directeurs d'assainissement et leur cohérence à l'échelle du bassin versant, la structure porteuse du SAGE accompagne les collectivités territoriales et leurs groupements. Elle s'assure également, dans le cadre du tableau de bord, de l'avancement des documents.

Disposition 50 – Gérer les eaux pluviales dans le cadre de nouveaux projets d'aménagement ou de rénovations urbaines dont le terrain d'assiette est supérieur à 1000m² présentant un rejet d'eaux pluviales au réseau public ou dans les eaux douces superficielles

Les nouveaux projets d'aménagement ou de rénovation urbaine dont le terrain d'assiette* est supérieur à 1000 m², **doivent viser le « zéro rejet » au réseau public ou dans les eaux douces superficielles et anticiper les effets des évènements pluvieux exceptionnels en identifiant des zones susceptibles d'être inondées sur leur terrain d'assiette*.**

L'Article 4 du règlement du SAGE vise à encadrer la gestion à la source des eaux pluviales des nouveaux projets d'aménagement ou de rénovation urbaine dont le terrain d'assiette* est supérieur à 1000m² et maitriser les rejets d'eau pluviale dirigés vers les eaux douces superficielles ou le réseau d'assainissement.

**Le terrain d'assiette du projet correspond à l'ensemble des surfaces au sol bâtie et non bâtie du projet*

Disposition 51 – Accompagner les élus, les propriétaires fonciers et les aménageurs pour une bonne intégration de la gestion des eaux pluviales dans les nouveaux projets d'aménagement et dans les projets de réhabilitation

La structure porteuse du SAGE centralise les connaissances disponibles et les retours d'expérience au niveau national et local sur les solutions techniques d'infiltration, de rétention et de traitement des eaux pluviales. Ces derniers portent notamment sur des éléments de méthode pour la mise en œuvre de ces techniques, sur les conditions d'application ou d'usage, ainsi que sur les prescriptions locales.
La structure porteuse du SAGE établit des documents de communication et d'information et assure la création d'un groupe de travail visant le partage d'expériences sur la conception, les travaux, l'exploitation des ouvrages et les techniques alternatives de gestion des eaux pluviales.

Ce groupe de travail décline notamment les objectifs de gestion des eaux pluviales des Disposition 49 et Disposition 50 par la rédaction d'un cahier des charges des bonnes pratiques d'assainissement pluvial à destination des aménageurs. Ce cahier des charges transcrit la démarche de questionnement qui doit être menée par les aménageurs, dès les études préalables, pour aboutir à une gestion des eaux pluviales satisfaisante, le point de départ de la démarche étant la rétention à la source des eaux pluviales. La Commission Locale de l'Eau recommande l'atteinte de cet objectif par la mise en œuvre de techniques alternatives de gestion gravitaire des eaux pluviales, de préférence à ciel ouvert et sur les espaces publics (dans le cas de zones d'aménagement importantes de type ZAC), en mettant notamment en avant les solutions alternatives de gestion des eaux pluviales à double fonction (sport, parking, espace vert, promenade, …) afin de garantir la pérennité de leur efficacité.

Ce cahier des charges précise également la ou les pluies de projet à considérer selon les bassins versants du territoire du SAGE, en indiquant leur durée et intensité, les méthodes de dimensionnement des ouvrages de gestion des eaux pluviales, les procédés techniques préconisés ainsi que les modalités d'entretien pour garantir la pérennité de leur efficacité.

La Commission Locale de l'Eau insiste sur la nécessité de mettre en œuvre, sur le long terme, le suivi et l'entretien des dispositifs de rétention et de traitement des eaux pluviales afin de garantir la pérennité de leur efficacité, tant du point de vue qualitatif que quantitatif. La structure porteuse du SAGE sensibilise à cet effet les structures gestionnaires au bon entretien de ces dispositifs.

Comme indiqué dans la Disposition 5, la Commission Locale de l'Eau demande à ce que les collectivités territoriales ou leurs groupements compétents dans la gestion de l'eau et des milieux aquatiques et la structure porteuse du SAGE soient associés dès les études préalables des projets.

A l'instar des procédures prévues à l'article L1331-4 du Code de la santé publique pour les branchements d'eaux usées sur les réseaux publics, la Commission Locale de l'Eau propose que les collectivités territoriales ou leurs groupements compétents valident le projet de gestion des eaux pluviales retenu et en contrôlent la bonne exécution avant toute autorisation de rejet au réseau d'assainissement.

S'il est impératif d'assurer une gestion des eaux pluviales à la source pour les nouveaux projets d'imperméabilisation afin de ne pas reproduire les « erreurs du passé », il est tout aussi important d'inciter à une meilleure gestion des eaux pluviales sur l'existant pour permettre, d'une part, l'atteinte du bon état ou bon potentiel et, d'autre part, la réduction des désordres hydrauliques engendrés notamment à l'aval.

Disposition 52 – Accompagner les propriétaires fonciers dans la mise en place d'une meilleure gestion des eaux pluviales sur l'existant

La Commission Locale de l'Eau incite :

- les propriétaires fonciers dont les parcelles présentent des surfaces imperméabilisées existantes importantes, et particulièrement celles où un gain quantitatif et qualitatif important est possible pour les HAP et les métaux lourds, à savoir notamment les parkings, centres commerciaux et ZAC,
- ainsi que les propriétaires dont les branchements d'eau pluviales ont été identifiés comme non conformes,

à limiter l'impact quantitatif et qualitatif des eaux de ruissellement en suivant les recommandations du cahier des charges des bonnes pratiques d'assainissement pluvial.

La structure porteuse du SAGE assure en ce sens un conseil et une information auprès des propriétaires sur les solutions techniques envisageables et sur les financements possibles. Elle priorise son intervention sur les bassins où la qualité chimique est dégradée et sur les bassins identifiés, suite aux modélisations prévues en Disposition 46, comme ayant une influence sur les désordres hydrauliques.

La surface brute des équipements publics des collectivités locales (bâtiments administratifs ou pseudo-publics : équipements culturels, sportifs (hors espaces ouverts), …), en écartant les parkings et les voiries, est estimée, d'après les données du MOS (Mode d'Occupation du Sol), à 1 200 ha sur le territoire du SAGE Bièvre. La déconnexion des eaux pluviales d'une partie de ces sites est ainsi un levier pour la réduction des désordres hydrauliques engendrés notamment à l'aval.

Disposition 53 – Réaliser les travaux de rétention et de traitement des eaux de pluie sur les infrastructures et les bâtiments publics existants

La Commission Locale de l'Eau demande aux collectivités et leurs groupements de montrer l'exemple en étudiant systématiquement, lors des projets de renouvellements / requalifications de leurs infrastructures de transports et bâtiments publics, la mise en place de solutions permettant de limiter l'impact quantitatif et qualitatif des eaux de ruissellement.
L'objectif fixé est de mettre en œuvre cette démarche d'ici 2021 sur au moins 15% de la surface réelle des bâtiments publics existants, soit 180 ha.
Pour cela, les collectivités sont invitées à réaliser, si besoin, un diagnostic de la gestion des eaux pluviales sur leur patrimoine.

Par ailleurs, le ruissellement des eaux sur des terrains non urbanisés, tels que les terres agricoles, notamment lorsqu'elles sont nues, et les forêts exploitées, particulièrement après une coupe forestière, peut engendrer, de par l'érosion, l'apport de particules fines aux cours d'eau et provoquer ainsi le colmatage des fonds.

Disposition 54 – Sensibiliser les agriculteurs et exploitants forestiers aux pratiques permettant de limiter le ruissellement des eaux et ses impacts sur les milieux aquatiques

Les agriculteurs et exploitants forestiers veillent à ne pas aggraver, par leurs pratiques, le ruissellement des eaux ainsi que ses impacts sur les milieux.
La structure porteuse du SAGE les sensibilise en ce sens, en s'appuyant notamment sur des réseaux de partenaires et de professionnels, aux pratiques (telles que la mise en place de haies ou autres éléments du paysage, le sens de labour, etc) limitant le risque d'érosion et ses impacts sur les milieux aquatiques.

ORIENTATION R. 5 : PROTECTION : AUGMENTATION DES CAPACITES DE TRANSFERT ET D'ECRETEMENT

La gestion des conséquences de l'urbanisation passée s'est faite notamment par la construction d'ouvrages de stockage visant à ramener le débit spécifique des bassins versants dans des gammes acceptables, pour un événement pluvieux donné, compte tenu des capacités d'évacuation des systèmes en aval.
Ainsi, pour le système aval, plusieurs ouvrages ont été construits (tel que le tunnel de Chatenay, l'intercepteur Blagis – Cachan (IBC) et des bassins de retenue) et le projet de bassin de stockage du parc du Moulin de Berny sur la commune de Fresnes est à l'étude.

Les zones submergées par débordements de réseaux d'assainissement en juillet 2001 sont présentées sur la carte 10 de l'atlas cartographique.

Disposition 55 – Etudier les solutions pour maîtriser les risques et réduire les débordements de réseaux d'assainissement dommageables sur les zones les plus vulnérables

Les collectivités territoriales ou leurs groupements compétents, situés sur la partie aval du territoire, sont fortement encouragés à étudier les solutions pour maîtriser les risques et réduire les débordements de réseaux dommageables sur les zones les plus vulnérables. Pour cela, elles sont invitées à :

- recenser, pour différentes fréquences d'évènements (courants/exceptionnels), les zonages vulnérables aux risques de débordements de réseaux et à en analyser les causes ;
- déterminer, par une étude coût/efficacité, les moyens d'évitement les plus adaptés à mettre en œuvre sur l'ensemble des zones soumises à débordement de réseaux et particulièrement sur les zones les plus vulnérables, tels que la création d'ouvrage de stockage, d'écrêtement et de zones d'expansions.

IV.6. PATRIMOINE

1) CONTEXTE ET OBJECTIFS

Le patrimoine hydraulique de la vallée de la Bièvre est considérable. Ainsi, 17 sites du territoire sont classés et représentent près de 11% de la surface du territoire ; de même, environ douze monuments liés à l'eau sont classés aux monuments historiques. Un réseau d'associations comprenant notamment les Amis de la Vallée de la Bièvre (AVB) et l'Association des Etangs et Rigoles du plateau de Saclay (ADER) agissent pour préserver le patrimoine hydraulique. Le Syndicat Intercommunal pour l'Assainissement de la Vallée de la Bièvre (SIAVB) et le Syndicat Mixte de l'Yvette et de la Bièvre (SYB) jouent également un rôle important dans la valorisation du paysage et du patrimoine de la Bièvre. Le SYB gère le réseau des étangs et rigoles du plateau de Saclay. Le sentiment identitaire lié à la Bièvre est fort, ce qui constitue un atout pour la valorisation du patrimoine qui lui est lié. Les acteurs locaux regrettent néanmoins, une valorisation parfois insuffisante d'une partie de ce patrimoine.
Le classement de la Vallée de la Bièvre et la protection réglementaire de sites et monuments patrimoniaux contribuent à minimiser l'extension de l'urbanisation en fond de vallée, et en bordure de cours d'eau. Cela contribue également à limiter l'artificialisation des milieux et la perte de patrimoine naturel.

Cependant, dans le cadre de la volonté de restaurer les continuités écologiques et les zones humides, se pose la question de la coordination entre protection du patrimoine bâti et restauration des milieux naturels. Ces enjeux peuvent parfois être contradictoires : les réponses seront apportées au cas par cas.

L'objectif de la Commission Locale de l'Eau est d'accompagner la valorisation et la restauration du patrimoine hydraulique, du petit patrimoine bâti et du patrimoine paysager en :

- assurant les liens entre la protection du patrimoine et les opérations d'aménagement ;
- renforçant et en promouvant les circuits de valorisation du patrimoine hydraulique ;
- suivant les réflexions sur le rétablissement de la continuité hydraulique entre les rigoles du plateau de Saclay et Versailles ;
- soutenant les initiatives locales ;
- préservant, mettant en valeur et entretenant des points de vue sur la vallée.

2) ORIENTATIONS ET MODALITES DE REALISATION

ORIENTATION P. 1 : PROTECTION ET VALORISATION DU PATRIMOINE NATUREL, PAYSAGER ET HISTORIQUE

Différents usages récréatifs liés à l'eau se sont développés sur la Bièvre (cf. carte 12 de l'atlas cartographique) :

- La pêche de loisir : au total 14 sites de pêche régulièrement fréquentés sont répertoriés sur le périmètre du SAGE de la Bièvre.
- Les randonnées : la vallée de la Bièvre dispose d'une assez bonne desserte en chemins de randonnée, essentiellement dans sa partie amont, avec environ de 20 km de cheminement publics desservant les berges de la Bièvre, de ses affluents, les rigoles et les étangs qui jalonnent le cours de la Bièvre. Ces derniers sont également des lieux propices à l'observation de la faune et de la flore : des observatoires sont créés et des aménagements réalisés pour faciliter l'accès aux abords des cours d'eau et étangs.
- Les sports nautiques : la base régionale de loisirs de Saint Quentin en Yvelines s'étend sur environ 600 ha sur un site classé en réserve naturelle nationale et Natura 2000. Les activités proposées sont la voile, le canoë-kayak, la pêche, les randonnées… L'étang neuf de Saclay et le lac de Palaiseau accueillent respectivement de la voile et de l'aviron.

Ces différentes activités ont induit des aménagements pouvant localement aller à l'encontre de la préservation des milieux naturels aquatiques et humides sur certains secteurs. En effet, l'attrait de la rivière peut également entraîner :

- Une fréquentation, voire une sur-fréquentation des milieux : piétinement d'espèces végétales, dérangement d'espèces animales, déchets flottants ;
- Une artificialisation de certains secteurs : chemins sur les berges des cours d'eau, zones d'embarquement, observatoires…

Toutefois, un espace ouvert au plus grand nombre, géré et entretenu régulièrement par les acteurs locaux (communes, communauté de communes ou syndicat) peut induire un « cercle vertueux » bénéfique à la fois aux milieux naturels et aux usagers.

Disposition 56 – Renforcer et promouvoir les circuits de valorisation du patrimoine hydraulique et du patrimoine bâti en lien avec l'eau

La Commission Locale de l'Eau encourage les structures compétentes à renforcer et à promouvoir les circuits de valorisation du patrimoine hydraulique (rigoles, cours d'eau, aqueducs, zones humides et étangs) et du petit patrimoine bâti en lien avec la Bièvre (lavoirs, moulins, tanneries, blanchisseries, ….). Ces démarches se font dans le respect des milieux aquatiques, sans compromettre des projets d'amélioration de l'hydromorphologie de la rivière.
Sur la partie aval du territoire du SAGE, où la Bièvre est canalisée, la Commission Locale de l'Eau incite fortement à ce que les opérations de renaturation et réouverture des tronçons busés (cf. Disposition 7), répondant à la nécessité d'atteindre les objectifs de bon potentiel écologique, s'envisagent également d'un point de vue patrimonial en prenant en compte les objectifs de mise en valeur du patrimoine historique, architectural et paysager de la vallée.

La structure porteuse du SAGE participe à la promotion des parcours de découverte du patrimoine lié à l'eau par le biais d'événementiels, tels que la marche de la Bièvre, et de supports d'information adaptés sur le fonctionnement des cours d'eau et des milieux aquatiques associés, sur leur richesse mais également sur les pressions qu'elles subissent afin de sensibiliser les acteurs à la fragilité et au respect de la ressource en eau et des milieux aquatiques.

Disposition 57 – Communiquer auprès du grand public sur l'histoire de la Bièvre

La Commission Locale de l'Eau se donne comme objectif de faire prendre conscience au grand public des aménagements passés sur le territoire et de leurs impacts sur le tracé historique de la Bièvre et sur ces caractéristiques hydromorphologiques.
Elle recommande ainsi, sur la partie aval du territoire où la Bièvre est canalisée et détournée de son tracé historique, et dans l'attente de projets de réouverture, de matérialiser le cours de la Bièvre en mettant en place ou en renforçant la signalétique et d'agrémenter cette dernière par des panneaux explicatifs, des photographies historiques et actuelles permettant de visualiser le bouleversement du paysage.
Cette signalétique est également l'occasion d'expliquer et de communiquer sur les projets de renaturation et réouverture de la Bièvre en réflexion.

Disposition 58 – Promouvoir la valorisation du patrimoine naturel

La Commission Locale de l'Eau encourage les structures compétentes à renforcer et à promouvoir la valorisation du patrimoine naturel par la création, dans le respect des milieux aquatiques et des espèces, d'observatoires ornithologiques sur les zones humides et étangs patrimoniaux. La structure porteuse du SAGE indique aux maîtres d'ouvrage la sollicitant les financements possibles.

La structure porteuse du SAGE fait connaitre au grand public les fonctionnalités des zones humides et la richesse ornithologique liée à l'eau sur le territoire du SAGE en organisant des animations thématiques.

L'ensemble du système hydraulique des étangs et rigoles du plateau de Saclay alimentait en eau les fontaines du château de Versailles jusqu'en 1950. L'ADER a notamment pour objectif d'aider, d'accompagner et d'assurer la réhabilitation durable du réseau des étangs et rigoles du Plateau de Saclay dans sa fonction première d'alimentation des fontaines du parc de Versailles. Le SYB, créé en 1970 par les communes du plateau de Saclay et de ses environs, a alors pour mission l'entretien des rigoles, qui contribue notamment au maintien de l'agriculture. Un programme de remise en service du système d'alimentation des jeux d'eau du domaine de Versailles est envisagé.
Par ailleurs, le SYB a pour objectif de rétablir les continuités des rigoles coupées par les aménagements urbains.

Disposition 59 – Suivre les réflexions sur le rétablissement de la continuité hydraulique entre le réseau des étangs et rigoles du plateau de Saclay et Versailles

La Commission Locale de l'Eau souhaite être associée aux réflexions sur le rétablissement de l'alimentation en eau de Versailles par les rigoles du plateau de Saclay. Elle insiste sur le fait que lorsqu'un tel projet viendra à se mettre en œuvre, il devra se dérouler dans le respect des conditions hydrologiques nécessaires à la bonne qualité des milieux, notamment en période d'étiage.

V. EVALUATION DES MOYENS MATERIELS ET FINANCIERS NECESSAIRES A LA MISE EN ŒUVRE ET AU SUIVI DU SAGE

V.1. DEMARCHE

L'évaluation économique du SAGE constitue pour les acteurs locaux un outil supplémentaire de discussion et d'appréciation des mesures proposées. Suite au débat autour de leur contenu technique, leur évaluation économique propose un angle de vue sensiblement différent, en mettant en rapport les coûts consentis et les effets attendus.

V.2. EVALUATION DES COUTS

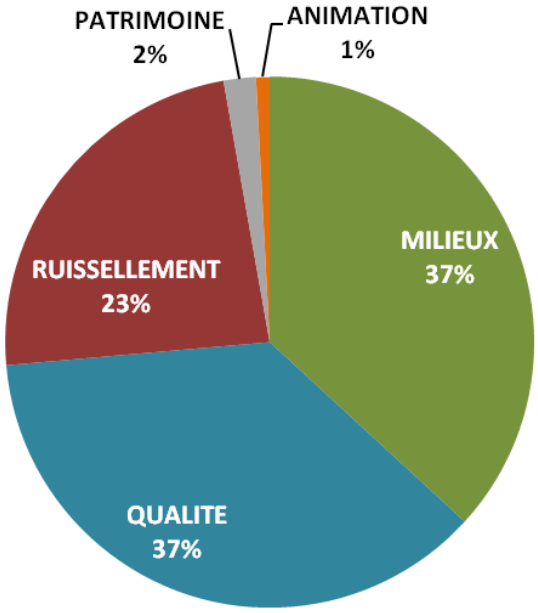
A. METHODOLOGIE

L'évaluation des coûts engendrés par la mise en place des dispositions du SAGE a été réalisée sur la base de l'estimation faite lors de la stratégie.
Les coûts évalués ici correspondent aux coûts spécifiques dégagés par l'application des dispositions du SAGE. Il s'agit des coûts induits par la traduction en mesures, d'une part des objectifs définis par le SDAGE, et d'autre part des objectifs affichés par le SAGE en fonction des enjeux et des spécificités locales de gestion de la ressource et des milieux aquatiques.
Par ailleurs, toutes les mesures étudiées n'ont pu être chiffrées ou chiffrées avec une marge d'erreur très conséquente, notamment les mesures dont le contenu technique et le contexte local ne seront précisées qu'à l'issue d'études complémentaires.

B. COUTS PAR ENJEU

L'évaluation du coût de la mise en œuvre du SAGE aboutit à un total d'environ 113 millions d'euros, sur une durée de 6 ans. Ce coût n'est pas réparti de façon homogène entre les différents enjeux du SAGE. Les coûts de l'enjeu « gouvernance, aménagement, sensibilisation, communication » sont intégrés dans la catégorie « animation ». La part de chaque enjeu, ou poste de dépense, dans le coût total du SAGE est la suivante :

- « milieux » : 37% ;
- « qualité » : 37% ;
- « ruissellement » : 23% ;
- « patrimoine » : 2% ;
- « animation » : 1%.



C. REPARTITION DES COUTS PAR MAITRISES D'OUVRAGE

Le PAGD identifie au sein de chaque disposition les maîtres d'ouvrages pressentis pour porter les actions. A noter qu'un certain nombre d'actions n'impliqueront pas un maître d'ouvrage unique mais plusieurs.

La répartition des coûts de mise en œuvre du projet révisé du SAGE a été analysée par catégorie de maîtres d'ouvrages pressentis pour porter les actions. Les différents maîtres d'ouvrage identifiés dans les dispositions du SAGE ont été classés en grandes catégories. Il est important de noter que le **portage d'une action par un maître d'ouvrage ne signifie pas nécessairement qu'il doit prendre en charge la totalité du financement**. Les actions peuvent êtres aidées par plusieurs partenaires financiers (agence de l'eau Seine-Normandie, conseils généraux, conseil régional, l'état, l'Europe).

La répartition des coûts de mise en œuvre des dispositions du SAGE par maîtrise d'ouvrage pressentie est présentée dans le tableau suivant :

Type de maitrise d'ouvrage	Coûts sur 6 ans (M€)	Part (%)
collectivités territoriales et leurs groupements compétents / structure porteuse du SAGE	88	78%
particuliers	18	16%
gestionnaires des infrastructures de transport	7	6%

Tableau 2 : répartition des coûts de mise en œuvre des dispositions par maîtrise d'ouvrage pressentie

Plus des trois quarts des coûts du SAGE sont des actions portées par les collectivités et leurs groupements ou la structure porteuse du SAGE. Cela s'explique par le type d'actions qu'elles sont amenées à porter, qui comptent parmi les plus lourdes sur le plan financier, à savoir notamment la réalisation de travaux de rétention et de traitement des eaux de pluie sur les infrastructures et les bâtiments publics existants et les contrôles de branchements.

Les particuliers sont identifiés comme maitre d'ouvrage d'actions représentant 16% du coût du SAGE. Il s'agit des mises en conformité des branchements sur les réseaux d'assainissement qui relèvent du tendanciel.

VI. TABLEAU DE BORD DU SAGE

GOUVERNANCE, AMENAGEMENT, SENSIBILISATION, COMMUNICATION									
Objectifs	**Orientations**		**Dispositions correspondantes**		**Indicateurs du tableau de bord**	**Type d'indicateur**	**Format potentiel**	**fréquence de renseignements des indicateurs**	**Origine des données**
Faire en sorte que toutes les actions envisagées dans le cadre du SAGE puissent être mises en œuvre par un portage cohérent faciliter la cohérence et la compatibilité des documents d'urbanisme avec les orientations et les objectifs du SAGE.	G. 1: Gouvernance et coordination	1	Assurer la cohérence et la coordination des initiatives territoriales sur la gestion de l'eau à l'échelle du territoire du SAGE						
		2	Assurer une coordination inter-SAGE	1	Nombre de réunions organisées avec les SAGE voisins et thématiques abordées	Indicateur de moyen	Graphique présentant l'évolution par année du nombre de réunion par thématique + commentaire explicatif	annuelle	SMBVB
	G. 2 : Sensibilisation, pédagogie et valorisation des actions	3	Développer, mettre en œuvre un plan de communication et de partage d'expériences	2	Existence d'un volet pédagogique (objectifs identifiés?, publics identifiés?, partenaires identifiés? thématiques concernées?)	Indicateur de moyen	Bilan graphique par enjeu permettant de comparer ce qui était prévu de ce qui a été réalisé + commentaire explicatif	annuelle	
	G. 3 : Intégration des enjeux du SAGE dans les projets d'aménagements et dans la planification urbaine	4	Intégrer les objectifs du SAGE dans les documents d'urbanisme	3	Collectivités ayant sollicité l'appui de la structure porteuse du SAGE lors des phases d'élaboration ou de révision/modification des documents d'urbanisme	Indicateur de moyen	Cartographie ou tableau	annuelle	
		5	Assurer une animation et un appui auprès des collectivités et aménageurs pour l'intégration des enjeux liés à l'eau dans les aménagements	4	Collectivités, aménageurs ayant sollicité l'appui de la structure porteuse du SAGE pour l'intégration des enjeux liés à l'eau dans les aménagements	Indicateur de moyen	Cartographie ou tableau	annuelle	
	G. 4 : Statut de la Bièvre aval	6	Mettre en œuvre les modalités de l'exercice de la police de l'eau sur la Bièvre aval						

MILIEUX									
Objectifs	**Orientations**		**Dispositions correspondantes**		**Indicateurs du tableau de bord**	**Type d'indicateur**	**Format potentiel**	**fréquence de renseignements des indicateurs**	**Origine des données**
Atteindre le bon potentiel ou bon état écologique pour les masses d'eau selon les échéances fixées par le SDAGE du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands			Objectif fixé par le SAGE	5	Qualité des indices biologiques des masses d'eau du SAGE	Indicateur de résultat	Cartographie ou fiches de synthèse par BV présentant l'évolution de la qualité biologique des masses d'eau sur la durée de mise en œuvre du SAGE	annuelle	DRIEE
	M. 1 : Renaturation et réouverture de tronçons cohérents	7	Etudier les possibilités de réouverture des cours d'eau et rigoles et mener les travaux	6	Linéaire de cours d'eau réouverts (objectif à horizon 2021: 1 400 mètres supplémentaires aux 1 800 mètres d'ores et déjà programmés)	Indicateur de moyen	Cartographie ou fiches de synthèse	évaluation de l'atteinte de cet objectif à mi-parcours (après 3 ans de mise en œuvre) et à échéance du SAGE	CG94 Ville de Paris
		8	Accompagner et coordonner les maitres d'ouvrage dans leurs projets de réouverture des cours d'eau	7	Avancement de la démarche (Non débutée, En cours de concertation, cahier des charges validé, etc.)	Indicateur de moyen	Commentaire sur l'avancement et précision sur le nombre de réunions menées et taux de participation associé	annuelle	CAVB, CAHB, SIAVB, SYB, CG94, Ville de Paris
		9	Poursuivre les études de faisabilité d'un rejet de la Bièvre en Seine sur le territoire de la ville de Paris	8	Avancement des études de faisabilité pour le rejet de la Bièvre en Seine sur le territoire parisien	Indicateur de moyen	Commentaire sur l'avancement et précision sur les décisions éventuelles	annuelle	
	M. 2 : Restauration hydromorphologique	10	Améliorer la connaissance sur l'hydromorphologie de la Bièvre et ses affluents y compris sur les rigoles	9	Réalisation des diagnostics hydromorphologiques sur le territoire	Indicateur de moyen	Carte présentant l'avancement des diagnostics linéaire concerné	Année N+2 puis tous les ans jusqu'à finalisation de tous les diag	Collectivités
		11	Procéder aux travaux de restauration hydromorphologique	10	Linéaire ayant fait l'objet de travaux de restauration hydromorphologique	Indicateur de moyen	Carte présentant l'avancement des travaux	annuelle	
	M. 3 : Amélioration de la continuité écologique (sédimentaire et piscicole) et hydraulique (latérale et transversale)	12	Accompagner et coordonner les maitres d'ouvrage dans leurs projets d'amélioration de la continuité écologique des cours d'eau	11	Avancement de la démarche (Non débutée, En cours de concertation, cahier des charges validé, etc.)	Indicateur de moyen	Commentaire sur l'avancement et précision sur le nombre de réunions menées et taux de participation associé	annuelle	SMBVB
		13	Réaliser les travaux nécessaires à la restauration de la continuité écologique	12	Réalisation des études pour améliorer la continuité écologique (d'un inventaire-diagnostic des ouvrages)? Validation du plan d'intervention pour la continuité écologique? Nombre d'ouvrages ayant fait l'objet d'aménagement pour la restauration de la continuité?	Indicateur de moyen	Carte localisant les ouvrages ayant fait l'objet de travaux de restauration de la continuité + commentaire explicatif de l'évolution observée	évaluation à mi-parcours (après 3 ans de mise en œuvre) et à échéance du SAGE (après 6 ans de mise en œuvre)	Collectivités
		14	Identifier le tracé de la Bièvre et de ses affluents dans les documents d'urbanisme	13	Collectivités dont les documents d'urbanisme identifient le tracé de la Bièvre	Indicateur de moyen	Cartographie	évaluation à mi-parcours (après 3 ans de mise en œuvre) et à échéance du SAGE (après 6 ans de mise en œuvre)	collectivités
		15	Préconiser des marges de recul de l'implantation des constructions futures par rapport aux cours d'eau	14	Avancement de l'étude visant à préconiser des marges de recul pour l'implantation des constructions futures par rapport aux cours d'eau	Indicateur de moyen	Commentaire sur l'avancement et précision sur les décisions éventuelles	Année N+2	SMBVB
		16	Définir une marge de recul de l'implantation des constructions futures par rapport aux cours d'eau	15	Collectivités dont les documents d'urbanisme intègrent des marges de recul pour l'implantation des constructions futures par rapport aux cours d'eau	Indicateur de moyen	Cartographie	évaluation à mi-parcours (après 3 ans de mise en œuvre) et à échéance du SAGE (après 6 ans de mise en œuvre)	collectivités
		17	Limiter l'artificialisation des cours d'eau						
	M. 4 : Préservation, restauration et valorisation des zones humides	18	Intégrer les zones humides dans les documents d'urbanisme	16	Collectivités dont les documents d'urbanisme intègrent l'inventaire des zones humides	Indicateur de moyen	Cartographie	évaluation à mi-parcours (après 3 ans de mise en œuvre) et à échéance du SAGE (après 6 ans de mise en œuvre)	collectivités
		19	Eviter toute dégradation des zones humides						
		20	Orienter les mesures compensatoires dans le cadre d'impacts résiduels de projets d'aménagements sur les milieux aquatiques ne pouvant être réduits ou évités						
		21	Assurer une gestion adaptée et restaurer les zones humides à enjeux environnementaux	17	Existence d'un guide identifiant les modes de gestion adaptés aux différentes fonctionnalités et caractéristiques des zones humides Collectivités portant des actions d'accompagnement des propriétaires et des exploitants agricoles concernés par la présence de zones humides sur leurs terres	Indicateur de moyen	Cartographie des collectivités engagées dans cette démarche et commentaire éventuel	Année N+2 annuelle	SMBVB collectivités
		22	Encourager à l'acquisition foncière des zones humides	18	Surface de zones humides acquises par rapport à la surface totale recensée	Indicateur de moyen	Commentaires sur les résultats obtenus	évaluation à mi-parcours (après 3 ans de mise en œuvre) et à échéance du SAGE (après 6 ans de mise en œuvre)	collectivités
	M. 5 : Préservation et gestion des milieux aquatiques associés	23	Améliorer la connaissance sur les espèces invasives et lutter contre leur expansion	19	Surfaces impactées par des espèces invasives	Indicateur de résultat	Graphique de l'évolution des surfaces impactées par des espèces invasives par bassin versant + Commentaire sur les espèces concernées et actions réalisées	annuelle	collectivités
		24	Etablir des plans de gestion piscicole						
		25	Limiter la création de plans d'eau						

QUALITE									
Objectifs	**Orientations**		**Dispositions correspondantes**		**Indicateurs du tableau de bord**	**Type d'indicateur**	**Format potentiel**	**fréquence de renseignements des indicateurs**	**Origine des données**
Atteindre le bon potentiel ou bon état sur les masses d'eau selon les échéances fixées par le SDAGE du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands			**Objectif fixé par le SAGE**	**20**	**Qualité physico-chimique des masses d'eau du SAGE**	**Indicateur de résultat**	**Cartographie ou fiches de synthèse présentant l'évolution de la qualité physico-chimique des masses d'eau sur la durée de mise en œuvre du SAGE**	**annuelle**	**Agence de l'eau, CG, collectivités ou leurs groupements compétents**
	Q. 1 : Réduction des rejets permanents d'eaux usées domestiques, artisanales et industrielles	26	Réaliser, actualiser les schémas directeurs d'assainissement	21	Collectivités ayant réalisé ou actualisé leur schéma directeur d'assainissement	Indicateur de moyen	Cartographie avec date du dernier schéma directeur + graphique sur l'évolution du nombre de commune ayant un schéma de plus de dix ans et celles n'ayant pas de schéma	évaluation à mi-parcours (après 3 ans de mise en œuvre) et à échéance du SAGE (après 6 ans de mise en œuvre)	Collectivités et leurs groupements
		27	Prioriser les zones d'action, contrôler et mettre en conformité les rejets d'eaux usées domestiques et non domestiques	22	Avancement des contrôles de branchements (objectif : contrôler a minima 5% des branchements domestiques par an à l'échelle du bassin) Avancement des réhabilitations (objectifs : réhabiliter a minima les 2/3 des mauvais branchements identifiés d'eaux usées sur les réseaux d'eaux pluviales dans les 3 ans suivant l'indication de la non-conformité)	Indicateur de moyen	Graphique présentant l'évolution de la proportion de branchements contrôlés par collectivité compétente et évolution de la part de mauvais branchements + cartographie des zones prioritaires, des zones contrôlées et des mises en conformité	annuelle	Collectivités et leurs groupements
		28	Communiquer, sensibiliser les élus sur les contrôles et mises en conformités des rejets		*cf. indicateur "GOUVERNANCE, AMENAGEMENT, SENSIBILISATION, COMMUNICATION"*				
	Q. 2 : Réduction des rejets temporaires (en temps de pluie) d'eaux usées domestiques, artisanales et industrielles	29	Acquérir des connaissances sur l'ensemble des points de déversements en temps de pluie	23	Nombre de points de surverses et volumes déversés	Indicateur de moyen	Carte présentant par bassin versant l'évolution du nombre de surverses et des volumes déversés. Possibilité d'y ajouter une carte de hiérarchisation des points de surverses + Commentaire sur le type et ampleur d'actions menées	évaluation à mi-parcours (après 3 ans de mise en œuvre) et à échéance du SAGE (après 6 ans de mise en œuvre)	Collectivités et leurs groupements
		30	Réaliser les travaux de réduction des déversements d'eaux usées non traitées au milieu "naturel"						
	Q. 3 : Gestion des rejets ponctuels en eau traitée au milieu naturel en provenance des stations d'épurations privées	31	Disposer des données d'autosurveillance des stations d'épuration du bassin rejetant leurs eaux traitées sur le territoire du SAGE	24	Evolution des flux rejetés par les stations d'épuration privées dans la Bièvre	Indicateur de moyen	Graphique présentant l'évolution des flux rejetés sur le bassin de la Bièvre par les step privées	évaluation à mi-parcours (après 3 ans de mise en œuvre) et à échéance du SAGE (après 6 ans de mise en œuvre)	DDT
			Objectif fixé par le SAGE	**25**	**Qualité chimique des masses d'eau superficielle et souterraines du SAGE (micropolluants et pesticides)**	**Indicateur de résultat**	**Cartographie ou fiches de synthèse présentant l'évolution de la qualité chimique des masses d'eau sur la durée de mise en œuvre du SAGE (par rapport au SEQ-Eau)**	**annuelle**	**DRIEE, Agence de l'eau**
	Q. 4 : Réduction de la pollution phytosanitaire	32	Accompagner les collectivités dans une démarche zéro phyto à horizon 2020	26	Collectivités en démarche zéro phyto (objectif 100% des communes du territoire du SAGE à horizon 2020)	Indicateur de moyen	Carte de l'avancement des communes dans la démarche de réduction d'utilisation des produits phyto	annuelle	Collectivités
		33	Assurer la cohérence des démarches sur le bassin et les échanges entre les différents gestionnaires d'infrastructures	27	Avancement de la démarche (Non débutée, En cours de mise en œuvre, Mise en œuvre)	Indicateur de moyen	Commentaire sur l'avancement et précision sur le nombre de réunions menées et taux de participation associé	annuelle	SMBVB
		34	Informer et sensibiliser la population à la réduction du recours aux produits phytosanitaires		*cf. indicateur "GOUVERNANCE, AMENAGEMENT, SENSIBILISATION, COMMUNICATION"*				
		35	Améliorer la connaissance sur les pratiques phytosanitaires et de fertilisation sur les terres agricoles du plateau de Saclay	28	bilan des pratiques phytosanitaires et de fertilisation des exploitants agricoles	Indicateur de moyen	graphique présentant l'évolution en termes de substances utilisées et de quantités	évaluation à mi-parcours (après 3 ans de mise en œuvre) et à échéance du SAGE (après 6 ans de mise en œuvre)	CA
		36	Inciter à la mise en place de baux environnementaux sur le plateau de Saclay						
		37	Améliorer la connaissance sur la contribution de drains agricoles à l'amont aux apports de phytosanitaires et également de nitrates	29	contribution des réseaux de rigoles aux apports en produits phytosanitaires	Indicateur de moyen	Commentaires sur les résultats obtenus	Année N+3	gestionnaires des réseaux de rigoles
		38	Recommander la mise en place de dispositifs de phytoremédiation à l'aval des drains agricoles existants						
		39	Végétaliser les fossés drainants à ciel ouvert, leurs exutoires et milieux de pente						

RUISSELLEMENT									
Objectifs	**Orientations**		**Dispositions correspondantes**		**Indicateurs du tableau de bord**	**Type d'indicateur**	**Format potentiel**	**fréquence de renseignements des indicateurs**	**Origine des données**
Prévenir et gérer le risque d'inondations et submersions par débordements de réseaux	R. 1 : Prévision des désordres, des crues de la Bièvre et de ses affluents et des débordements de réseaux : surveillance et anticipation	40	Développer auprès des collectivités locales et du grand public un volet « culture du risque inondation »		*cf. indicateur "GOUVERNANCE, AMENAGEMENT, SENSIBILISATION, COMMUNICATION"*				
		41	Anticiper les désordres et améliorer la communication et la coordination des maitrises d'ouvrages compétentes dans la gestion du système Bièvre en temps de pluie	30	Avancement des études de faisabilité visant à préciser les moyens à mettre en œuvre pour permettre une prévision des risques à l'échelle du bassin versant de la Bièvre Avancement sur la mise en place d'une prévision des risques à l'échelle du bassin versant de la Bièvre	Indicateur de moyen	Commentaire sur l'avancement des études de faisabilité Précision sur le nombre de réunions du groupe de travail composé des maitrises d'ouvrages compétentes dans la gestion du système Bièvre menées et taux de participation associé	évaluation à mi-parcours (après 3 ans de mise en œuvre) et à échéance du SAGE (après 6 ans de mise en œuvre) annuelle	collectivités et leurs groupements intervenant dans la gestion du système Bièvre
	R. 2 : Réduction de la vulnérabilité des personnes et des biens par l'intégration du risque d'inondation par débordements de cours d'eau dans l'urbanisme	42	Encourager la réalisation des plans de préventions des risques naturels d'inondation sur le territoire amont du territoire du SAGE	31	PPRI ou documents valant PPRI sur l'amont du territoire	Indicateur de moyen	cartographie	annuelle	DDT
		43	Intégrer la préservation des zones d'écoulement et d'expansion des crues dans les documents d'urbanisme	32	Collectivités dont les documents d'urbanisme intègrent la préservation des zones d'écoulement et d'expansion des crues	Indicateur de moyen	Cartographie	évaluation à mi-parcours (après 3 ans de mise en œuvre) et à échéance du SAGE (après 6 ans de mise en œuvre)	Collectivités
		44	Préserver les zones naturelles d'expansion de crues de tout nouvel aménagement						
		45	Reconquérir les zones d'expansion des crues	33	surface de zones d'expansion des crues restaurées ou acquises	Indicateur de moyen	Commentaires sur les résultats obtenus	évaluation à mi-parcours (après 3 ans de mise en œuvre) et à échéance du SAGE (après 6 ans de mise en œuvre)	collectivités
	R. 3 : Prévention : mise en place de règles de gestion concertée inter-acteurs	46	Partager les connaissances et aboutir à des règles de gestion concertée à l'échelle du territoire du SAGE	34	Avancement de la démarche de partage des connaissances et de validation de règles de gestion concertée à l'échelle du territoire du SAGE Avancement de la création de la modélisation hydraulique globale et détaillée du système Bièvre	Indicateur de moyen	Commentaire sur l'avancement (quelle production du comité : identification d'objectifs de débits spécifiques par sous bassin versant en précisant les pluies de référence ? définition des niveaux de service des réseaux d'assainissement ?) Précision sur nombre de réunions du comité technique constitué des différents maitres d'ouvrage compétents Commentaire sur l'avancement de la modélisation hydraulique globale et détaillée du système Bièvre	annuelle	SMBVB
		47	Mettre à jour ou établir des protocoles de transfert	35	Protocoles de transfert existants sur le territoire	Indicateur de moyen	Cartographie indiquant les protocoles de transfert existants sur le territoire	évaluation à mi-parcours (après 3 ans de mise en œuvre) et à échéance du SAGE (après 6 ans de mise en œuvre)	collectivités et leurs groupements
	R. 4 : Prévention : Limitation des ruissellements à la source	48	Supprimer les points noirs actuels identifiés sur les réseaux routiers	36	aménagements de traitement des eaux pluviales des infrastructures routières de voies rapides réalisés	Indicateur de moyen	Cartographie des pollutions routières et autoroutières	évaluation à mi-parcours (après 3 ans de mise en œuvre) et à échéance du SAGE (après 6 ans de mise en œuvre)	DIRIF
		49	Améliorer la gestion intégrée des eaux pluviales urbaines	37	Collectivités ayant réalisé un schéma directeur d'assainissement pluvial	Indicateur de moyen	Cartographie présentant les dates du dernier schéma d'assainissement pluvial par commune	évaluation à mi-parcours (après 3 ans de mise en œuvre) et à échéance du SAGE (après 6 ans de mise en œuvre)	collectivités et leurs groupements
				38	Collectivités dont les documents d'urbanisme ou règlements d'assainissement intègrent des prescriptions relatives à la gestion des eaux de ruissellement	Indicateur de moyen	Cartographie de l'avancement des collectivités dans la démarche	évaluation à mi-parcours (après 3 ans de mise en œuvre) et à échéance du SAGE (après 6 ans de mise en œuvre)	collectivités et leurs groupements
		50	Gérer les eaux pluviales dans le cadre de nouveaux projets ou de rénovations urbaines présentant un rejet d'eaux pluviales au milieu naturel						
		51	Accompagner les élus, les propriétaires fonciers et les aménageurs pour une bonne intégration de la gestion des eaux pluviales dans les nouveaux projets d'aménagement et dans les projets de réhabilitation	39	Existence du cahier des charges des bonnes pratiques d'assainissement pluvial	Indicateur de moyen	Commentaire sur la surface active gérée par des techniques alternatives	évaluation à mi-parcours (après 3 ans de mise en œuvre) et à échéance du SAGE (après 6 ans de mise en œuvre)	SMBVB
				40	Avancement de la démarche (Non débutée, En cours de mise en œuvre, etc.) visant le partage d'expériences sur la conception, les travaux, l'exploitation des ouvrages et les techniques alternatives de gestion des eaux pluviales.	Indicateur de moyen	Commentaire sur l'avancement et précision sur le nombre de réunions du groupe de travail	annuelle	SMBVB
		52	Accompagner les propriétaires fonciers dans la mise en conformité de l'existant						
		53	Réaliser les travaux de rétention et de traitement des eaux de pluie sur les infrastructures et les bâtiments publics existants	41	Infrastructures de transport et bâtiments ayant fait l'objet de travaux de rétention et de traitement des eaux de pluie (objectif d'ici 2021 : mettre en œuvre cette démarche sur au moins 15 % de la surface réelle des bâtiments publics existants, soit 180 ha, et lors des projets de renouvellements / requalifications d'infrastructures de transports publics).	Indicateur de moyen	Cartographie des collectivités engagées dans cette démarche - suivi de la surface active déconnectée et du nombre de collectivités engagés dans la démarche	évaluation à mi-parcours (après 3 ans de mise en œuvre) et à échéance du SAGE (après 6 ans de mise en œuvre)	collectivités et leurs groupements
		54	Sensibiliser les agriculteurs et exploitants forestiers aux pratiques permettant de limiter le ruissellement des eaux et ses impacts sur les milieux aquatiques		*cf. indicateur "GOUVERNANCE, AMENAGEMENT, SENSIBILISATION, COMMUNICATION"*				
	R. 5 : Protection : augmentation des capacités de transfert et d'écrêtement	55	Etudier les solutions pour maîtriser les risques et réduire les débordements de réseaux dommageables sur les zones les plus vulnérables	42	zonages vulnérables aux risques de débordements de réseaux ouvrage de stockage, d'écrêtement et de zones d'expansions crées pour réduire ces risques	indicateur de résultat / moyen	Cartographie présentant les zones vulnérables aux risques de débordements de réseaux ainsi que les ouvrages de protection avec leurs caractéristiques	évaluation à mi-parcours (après 3 ans de mise en œuvre) et à échéance du SAGE (après 6 ans de mise en œuvre)	collectivités et leurs groupements

PATRIMOINE								
Objectifs	**Orientations**	**Dispositions correspondantes**		**Indicateurs du tableau de bord**	**Type d'indicateur**	**Format potentiel**	**fréquence de renseignements des indicateurs**	**Origine des données**
Accompagner la valorisation et la restauration du patrimoine hydraulique, du petit patrimoine bâti et du patrimoine paysager	P. 1 : Protection et valorisation du patrimoine naturel, paysager et historique	56	Renforcer et promouvoir les circuits de valorisation du patrimoine hydraulique et du patrimoine bâti en lien avec l'eau	*cf. indicateur "GOUVERNANCE, AMENAGEMENT, SENSIBILISATION, COMMUNICATION"*				
		57	Communiquer auprès du grand public sur l'histoire de la Bièvre					
		58	Promouvoir la valorisation du patrimoine naturel					
		59	Suivre les réflexions sur le rétablissement de la continuité hydraulique entre le réseau des étangs et rigoles du plateau de Saclay et Versailles					

VII. GLOSSAIRE

Abattement de la pluie
Processus conduisant à la diminution des intensités de pluie (visant un objectif de zéro-rejet à la parcelle par infiltration ou évapotranspiration)

Aléa
Le centre d'études sur les réseaux, les transports, l'urbanisme et les constructions publiques (CERTU) définit l'aléa dans le domaine de l'assainissement comme étant le débordement soit du réseau d'assainissement, soit du système hydrographique ou des deux à la fois.

Arrêté de protection de biotope (APB)
Arrêté préfectoral pris après avis de la commission départementale des sites, il tend à favoriser sur tout ou partie du territoire d'un département la conservation des biotopes nécessaires à l'alimentation, à la reproduction, au repos ou à la survie des espèces animales et végétales à protéger. Les listes ont été fixées en application de divers arrêtés interministériels : à titre indicatif, on peut citer les poissons migrateurs, le brochet, l'écrevisse à pieds blancs et la loutre ainsi que les plantes rares nécessitant une protection.

Artificialisation – surface artificialisée
L'artificialisation est définie comme l'altération durable de tout ou partie des fonctions écologiques d'un sol à caractère agricole, naturel ou forestier, en particulier de ses fonctions biologiques, hydriques et climatiques, ainsi que de son potentiel agronomique par son occupation ou son usage, pouvant entraîner son imperméabilisation totale ou partielle.

Par conséquent, les surfaces artificialisées regroupent a minima, l'habitat et leurs espaces verts associés, les zones industrielles et commerciales, les équipements sportifs ou de loisirs (bâtis et non bâtis tels que les terrains de sports engazonnés ou synthétiques), les cimetières, les réseaux de transport, les parkings ou encore les mines, décharges et chantiers. Les forêts, les terres agricoles non bâties, les zones humides, les espaces en eau, les espaces naturels, les parcs urbains ne sont pas considérés comme des espaces artificialisés.

Bon état ou bon potentiel des eaux de surface
On parle d'objectif de bon état pour les masses d'eau naturelles et d'objectif de bon potentiel pour les masses d'eau fortement modifiées. Ces objectifs sont à atteindre pour l'ensemble des eaux en 2015, conformément à la directive cadre sur l'eau 2000/60/CE, sauf en cas de report de délai ou de définition d'un objectif moins strict. Le bon état ou bon potentiel d'une eau de surface est atteint lorsque son état ou potentiel écologique et son état chimique sont au moins "bons".

Bon état des eaux souterraines
Le bon état d'une eau souterraine est atteint lorsque son état quantitatif et son état chimique sont au moins "bons".

Déclaration d'utilité publique (DUP)
Acte administratif reconnaissant le caractère d'utilité publique à une opération projetée par une personne publique ou pour son compte, après avoir recueilli l'avis de la population à l'issue d'une enquête d'utilité publique. La déclaration d'utilité publique (DUP) est en particulier la condition préalable à une expropriation (pour cause d'utilité publique) qui serait rendue nécessaire pour la poursuite de l'opération.

Déclaration d'intérêt Général (DIG)
La Déclaration d'Intérêt Général (D.I.G.) est une obligation lorsqu'un maître d'ouvrage public entreprend des travaux qui nécessiteront des investissements publics sur des propriétés privées.
Avec une D.I.G., les départements, les communes ou leurs groupements peuvent prescrire, exécuter ou prendre en charge des travaux sur des propriétés privées lorsqu'ils présentent un caractère d'intérêt général ou d'urgence.

Déversoir d'orage
Dispositif équipant un réseau unitaire ou un réseau pseudo séparatif ou une station d'épuration qui élimine du système un excès de débit.

Eau parasite

Eau peu ou pas polluée pénétrant dans les réseaux d'égouts. Elle perturbe fortement le fonctionnement des stations d'épuration. Elles présentent l'inconvénient de diluer les effluents d'eaux usées et de réduire la capacité de transport des réseaux d'assainissement.

Etat ou potentiel écologique

Appréciation de la structure et du fonctionnement des écosystèmes aquatiques associés aux eaux de surface. Il s'appuie sur ces critères appelés éléments de qualité qui peuvent être de nature biologique (présence d'êtres vivants végétaux et animaux), hydromorphologique ou physico-chimique (cf. arrêté du 25 janvier 2010 modifié). L'état ou potentiel écologique comporte cinq classes : très bon, bon, moyen, médiocre et mauvais. Pour chaque type de masse d'eau, il se caractérise par un écart aux conditions de références (conditions représentatives d'une eau de surface pas ou très peu influencée par l'activité humaine). Le « très bon » /potentiel écologique est défini par de très faibles écarts dus à l'activité humaine par rapport aux conditions de référence du type de masse d'eau considéré. Le « bon » état ou potentiel écologique est défini par de faibles écarts dus à l'activité humaine par rapport aux conditions de référence du type de masse d'eau considéré. Les limites de la classe « bon état ou bon potentiel » sont établies sur la base de l'exercice d'interétalonnage.

Gestion des eaux pluviales

La gestion des eaux pluviales doit être réalisée de manière intégrée afin de permettre la réduction des flux de polluants rejetés au milieu et des risques d'inondation par ruissellement et de débordements de réseaux à l'aval. Cette gestion est conçue en définissant des niveaux de gestion différenciés selon les types de pluies.
La gestion des eaux pluviales est conçue au plus près de leur point de chute, de manière à assurer prioritairement l'absence de rejet des eaux de ruissellement dans les réseaux, que ces derniers soient unitaires ou séparatifs. Lorsque cet objectif ne peut être mis en œuvre, pour les raisons indiquées dans le présent document, les débits sont régulés. La mise en œuvre de techniques d'infiltration et de techniques alternatives de gestion, stockage, traitement des eaux pluviales à la parcelle est privilégiée.

Inondations

La Directive 2007/60/CE du 23 octobre 2007 relative à l'évaluation et à la gestion des risques d'inondations définit les inondations comme étant une *« submersion temporaire par l'eau de terres qui ne sont pas submergées en temps normal. Cette notion recouvre les inondations dues aux crues des rivières, des torrents de montagne et des cours d'eau intermittents méditerranéens ainsi que les inondations dues à la mer dans les zones côtières et elle peut exclure les inondations dues aux réseaux d'égouts. »*
Dans l'esprit de la définition de la directive, *« les inondations dues aux réseaux d'égouts »* sont nommées *« submersions liées à des débordements de réseaux »* dans le présent document.

Installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE)

Installation définie dans la « nomenclature des installations classées » établies par décret en Conseil d'Etat, pris sur le rapport du Ministre chargé des installations classées, après avis du conseil supérieur des installations classées. Ce décret soumet les installations à autorisation, autorisation simplifiée (enregistrement) ou à déclaration suivant la gravité des dangers ou des inconvénients que peut présenter leur exploitation. Sont soumis au régime des installations classées pour la protection de l'environnement suivant l'article L. 511-1 du Code de l'environnement, « les usines, ateliers, dépôts, chantiers et, d'une manière générale, les installations exploitées ou détenues par toute personne physique ou morale, publique ou privée, qui peuvent présenter des dangers ou des inconvénients soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, soit pour l'utilisation rationnelle de l'énergie, soit pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique. Lesdites dispositions sont également applicables aux exploitations de carrières au sens des articles L. 100-2 et L. 311-1 du Code minier. »

Installations, ouvrages, travaux ou activités (IOTA)

Sont soumis aux dispositions des articles L.214-1 et suivants du Code de l'Environnement, les installations (ne figurant pas dans la nomenclature des installations classées), ouvrages, travaux et activités (IOTA) réalisés par toute personne physique ou morale, publique ou privée et entraînant des prélèvements sur les eaux superficielles ou souterraines, restitués ou non, une modification du niveau ou du mode d'écoulement des eaux ou des déversements, écoulements, rejets ou dépôts directs ou indirects, chroniques ou épisodiques, même non polluants. Ces IOTA sont définis dans la nomenclature établie par le décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié. Ce décret soumet les installations à autorisation ou à déclaration suivant les dangers qu'elles présentent et la gravité de leurs effets sur la ressource en eau et les écosystèmes aquatiques. Relèvent ainsi du régime de l'autorisation, les IOTA susceptibles de présenter des dangers pour la santé et la sécurité publique, de nuire au libre écoulement des eaux, de réduire la ressource en eau, d'accroître notablement le risque d'inondation, de porter atteinte gravement à la qualité ou à la diversité du milieu aquatique. Sont soumis à déclaration les IOTA

qui, n'étant pas susceptibles de présenter de tels dangers, doivent néanmoins respecter certaines prescriptions.

Lame d'eau
Hauteur moyenne de pluie précipitée sur une surface donnée pendant une durée donnée (s'exprime en millimètre ou en L/m²). 1 mm de précipitation sur 1 m² = 1 litre

Lit
Partie généralement située en fond de vallée dans laquelle s'écoule un courant d'eau sous l'effet de la gravité. En fonction du débit, on distingue le lit d'étiage, le lit mineur, le lit moyen, le lit de plein bord et le lit majeur.

Lit majeur
Lit maximum qu'occupe un cours d'eau dans lequel l'écoulement ne s'effectue que temporairement lors du débordement des eaux hors du lit mineur en période de très hautes eaux (en particulier lors de la plus grande crue historique). Ses limites externes sont déterminées par la plus grande crue historique. Le lit majeur du cours d'eau permet le stockage des eaux de crues débordantes. Il constitue également une mosaïque d'habitats pour de nombreuses espèces. Cet ensemble d'habitats est aussi appelé « annexe hydraulique ».

Lit mineur
Partie du lit comprise entre des berges franches ou bien marquées dans laquelle l'intégralité de l'écoulement s'effectue le quasi totalité du temps en dehors des périodes de très hautes eaux et de crues débordantes. Le lit mineur englobe le lit d'étiage. Sa limite est le lit de plein bord. Dans le cas d'un lit en tresse, il peut y avoir plusieurs chenaux d'écoulement. Le lit mineur accueille une faune et une flore variée (poissons, invertébrés, écrevisses, moules, diatomées, macrophytes) dont l'état des populations dépend étroitement de l'hétérogénéité du lit et des connexions avec le lit majeur et les annexes hydrauliques.

Marge de recul de l'implantation des constructions futures par rapport aux cours d'eau
La marge de recul de l'implantation des constructions futures par rapport aux cours d'eau correspond à la distance minimale par rapport aux cours d'eau (canalisés ou non) à préserver de toutes nouvelles constructions. Cette marge de recul contribue à améliorer le fonctionnement des milieux en permettant à termes des projets de reméandrage, l'adoucissement de la pente des berges soutenues par des perrés ou des palplanches, le maintien de zones d'expansion de crues, de zones tampons, etc.

Mise en conformité
Action visant à modifier et à améliorer les installations concernées en vue du respect de la réglementation qui les concerne.

Pluie décennale
Pluie ayant une période de retour de 10 ans. Cela ne signifie pas qu'elle survient forcément une fois tous les dix ans mais que chaque année, une pluie décennale a 10% de chances de survenir.

Pluie cinquantennale
Pluie ayant une période de retour de 50 ans. Chaque année, une pluie cinquantennale a 2% de chances de survenir.

Pluie centennale
Pluie ayant une période de retour de 100 ans. Chaque année, une pluie centennale a 1% de chances de survenir.

Recalibrage de cours d'eau
Intervention sur une rivière consistant à reprendre en totalité le lit et les berges du cours d'eau dans l'objectif prioritaire d'augmenter la capacité hydraulique du tronçon. Cela implique l'accélération des flux et donc l'augmentation des risques de crues en aval. Il s'agit d'une intervention lourde modifiant profondément le profil en travers et le plus souvent le profil en long du cours d'eau, aboutissant à un milieu totalement modifié : suppression de la végétation des berges, destruction de l'habitat piscicole, etc.

Rectification
Modification du tracé en plan du cours d'eau (raccourcissement d'une portion de cours d'eau sinueux ou méandriforme) permettant d'accroître sa capacité d'évacuation par augmentation de la vitesse du courant.

Renaturation d'un milieu

Intervention visant à réhabiliter un milieu plus ou moins artificialisé vers un état proche de son état naturel d'origine. La renaturation se fixe comme objectif, en tentant de réhabiliter notamment toutes les caractéristiques physiques du milieu (reméandrage d'une rivière recalibrée par exemple), de retrouver toutes les potentialités initiales du milieu en terme de diversité biologique, de capacité autoépuratrice etc. Plus ambitieuse que la restauration, la renaturation a pour objectif de recréer de manière globale un fonctionnement écologique et une diversité biologique à la fois du lit, des berges, des écoulements, etc., dégradés par des travaux hydrauliques ou d'autres interventions humaines.

Reprofilage

Modification et homogénéisation du profil en long du cours d'eau (pente) dans le but d'accroître sa capacité d'évacuation. Le reprofilage consiste à uniformiser la pente du cours d'eau, modifiant la zonation du profil en long. Cette opération nécessite la suppression de la végétation rivulaire et des embâcles du lit (Gross et Dutartre, in Legal & al 2000).

Réseau séparatif

Réseau séparant la collecte des eaux domestiques dans un réseau et les eaux pluviales dans un autre. Le système séparatif a l'avantage d'éviter le risque de débordement d'eaux usées dans le milieu naturel lorsqu'il pleut. Il permet de mieux maîtriser le flux et sa concentration en pollution et de mieux adapter la capacité des stations d'épuration.

Réseau unitaire

Réseau évacuant dans les mêmes canalisations les eaux usées domestiques et les eaux pluviales. Le réseau unitaire cumule les avantages de l'économie (un seul réseau à construire et à gérer) et de la simplicité (toute erreur de branchement est exclue, par définition), mais nécessite de tenir compte des brutales variations de débit des eaux pluviales dans la conception et le dimensionnement des collecteurs et des ouvrages de traitement.

Réserve naturelle

Une réserve naturelle est une partie du territoire où la conservation de la faune, de la flore, du sol, des eaux et, en général, du milieu naturel présente une importance particulière. Il convient de soustraire ce territoire à toute intervention artificielle susceptible de le dégrader.
Leur gestion est confiée à des associations de protection de la nature dont les conservatoires d'espaces naturels, ou à des établissements publics (parcs nationaux, Office national des forêts...) ou à des collectivités locales (communes, groupements de communes, syndicats mixtes...). Un plan de gestion, rédigé par l'organisme gestionnaire de la réserve pour cinq ans, prévoit les objectifs et les moyens à mettre en œuvre sur le terrain afin d'entretenir ou de restaurer les milieux.

Restauration

Action consistant à favoriser le retour à l'état antérieur d'un écosystème dégradé par abandon ou contrôle raisonné de l'action anthropique. La restauration implique que l'écosystème possède encore deux propriétés essentielles : être sur la bonne trajectoire, avoir un bon niveau de résilience.

Ripisylve

Formation végétale qui se développe sur les bords des cours d'eau ou des plans d'eau situés dans la zone frontière entre l'eau et la terre. Elle est constituée de peuplements particuliers du fait de la présence d'eau pendant des périodes plus ou moins longues (saules, aulnes, frênes en bordure, érables et ormes plus en hauteur, chênes pédonculés, charmes sur le haut des berges). On distingue : le boisement de berge (généralement géré dans le cadre des programmes d'entretien des rivières) situé à proximité immédiate du lit mineur, et la forêt alluviale qui s'étend plus largement dans le lit majeur. La nature de la ripisylve est étroitement liée aux écoulements superficiels et souterrains. Elle exerce une action sur la géométrie du lit, la stabilité des berges, la qualité de l'eau, la vie aquatique, la biodiversité animale et végétale.

Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE)

Un SDAGE est un Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (pour le bassin versant de la Bièvre, il s'agit du Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux 2022-2027 du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands). Ce document fixe les objectifs d'amélioration de la qualité des eaux superficielles et souterraines, sur un bassin hydrographique, pour une durée de 6 ans. Il est élaboré par le Comité de Bassin et approuvé par le Préfet coordinateur de bassin. Le SDAGE est né avec la loi sur l'eau de 1992, qui stipule qu'il « fixe pour chaque bassin ou groupement de bassins les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau ». Le SAGE doit lui être compatible.

Surface éco-aménageable

Part de surface à végétaliser ou aménager de manière à favoriser le fonctionnement écosystémique local, afin de contribuer au maintien de la biodiversité et de la nature en ville, que le règlement d'un plan local d'urbanisme peut imposer via un «coefficient de biotope».

Terrain d'assiette

Le terrain d'assiette du projet correspond à l'ensemble des surfaces au sol bâtie et non bâtie du projet.

Vulnérabilité

Fragilité ou susceptibilité face à un aléa donné ou une pression donnée.

Zone naturelle d'expansion de crue

Elles font partie, par définition, du lit majeur d'un cours d'eau. Elles correspondent en général à des secteurs non urbanisés, qualifiés de zones naturelles ou champs d'expansion des crues en raison des faibles dommages qu'elles sont susceptibles de subir en cas d'inondation et de l'intérêt que présente leur préservation dans le cadre de la gestion du risque inondation à l'échelle du cours d'eau.

VIII. ANNEXES

VIII.1. ANNEXE 1 : FICHE DE SYNTHESE RELATIVE A L'INVENTAIRE ZONES HUMIDES REALISE SUR LE TERRITOIRE EN 2013

FICHE DE SYNTHESE

Contexte :

Les zones humides sont des milieux rares à l'échelon national (4% du territoire) et fortement menacés par les activités anthropiques. La publication, en France en 1994, de l'évaluation des effets des politiques publiques relatives aux zones humides (Bernard, 1994) a mis en évidence la destruction de près de 67 % des zones humides métropolitaines depuis le début du siècle dont plus de la moitié sur les années 1960 à 1990. La reconnaissance des valeurs et fonctions des zones humides et la nécessité de répondre aux objectifs d'atteinte du bon état écologique des cours d'eau à l'horizon 2015 fixés par la DCE ont permis une prise de conscience de la part des politiques publiques et ont légitimé la mise en place de démarches de délimitation de ces milieux.

La présente étude se place dans le contexte de l'élaboration du SAGE « Bièvre » d'une superficie de 246 Km², et traversant 5 départements : les Yvelines, l'Essonne, les-Hauts de-Seine, le Val-de-Marne et Paris. Outil de planification fondé sur une unité de territoire hydrographique cohérente, le SAGE « Bièvre » est compatible avec les préconisations du SDAGE Seine Normandie. Il a donc pour obligation de prendre en compte les zones humides, et de préciser dans le schéma les préconisations de gestion et les actions à entreprendre pour permettre leur préservation. Le bureau d'étude BIOTOPE a donc été mandaté pour identifier, cartographier et hiérarchiser les zones humides du territoire dans l'optique d'orienter les futures actions de gestion et de restauration.

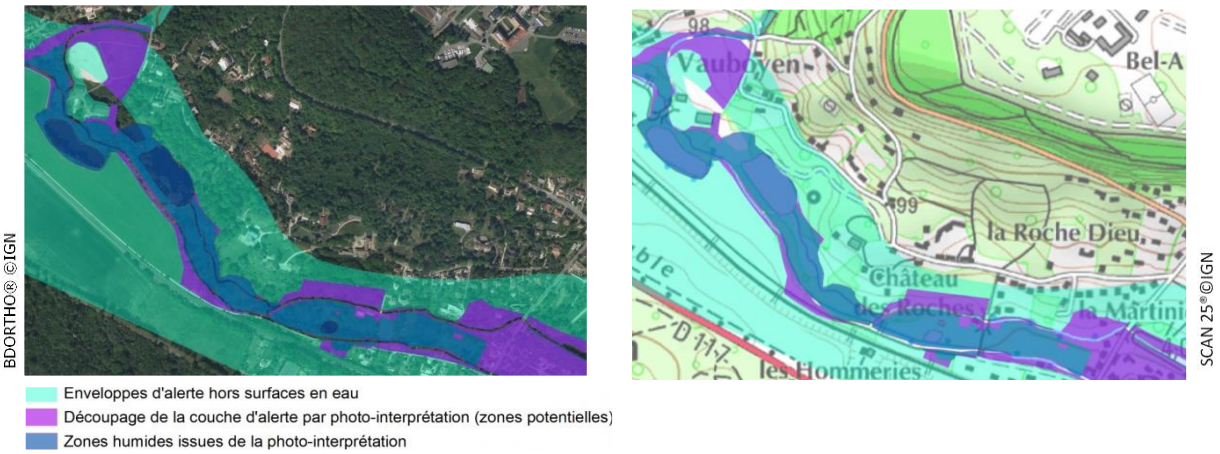
Prélocalisation des zones humides

L'objectif de cette phase a été de recueillir et d'analyser les données et études réalisées afin d'orienter les futures prospections de terrain. Quatre sources de données ont ainsi été identifiées et analysées :

- La cartographie des habitats de la RNN de Saint-Quentin-en-Yvelines,
- L'inventaire des zones humides de l'Etablissement public Paris-Saclay,
- L'inventaire des mares d'Ile-de-France réalisé par le SNPN,
- L'étude réalisée par la DRIEE d'identification et de cartographie des enveloppes d'alerte potentiellement humides selon les critères de la loi DTR à l'échelle de la région Ile de France.

En accord avec le SMBVB, les territoires ayant déjà été étudiés via des inventaires de terrain (phytosociologie et/ou pédologie) n'ont pas fait l'objet de prospections complémentaires en 2012. Le territoire de l'EPPS et la RNN de Saint Quentin-en-Yvelines ont donc été soustraits de l'enveloppe de prélocalisation. Un redécoupage par photo-interprétation et analyse topographique a ensuite était mené afin d'affiner les périmètres issus des précédentes études et ainsi limiter les zones de futures prospections des experts aux seules zones potentiellement humides.

La phase de photo-interprétation, outre l'identification de zones potentiellement humides, a permis de redécouper les enveloppes d'alerte de la DRIEE. Certains secteurs où la photo-interprétation était difficilement réalisable ont été conservés comme zones potentielles à prospecter par les experts. 342,5 hectares de zones humides potentielles ont été digitalisés, avec un constat que le territoire concentre principalement des micro-zones relictuelles (mares anthropisées, ceintures d'hélophytes…) enclavées au sein d'un contexte fortement anthropisé.



La couche de prélocalisation ainsi obtenue a été soumise à validation par les membres du Comité de Pilotage sous forme d'un atlas avant le lancement des prospections de terrain des experts.

Prospections de terrain

L'arrêté du 24 juin 2008 (modifié par l'arrêté du 1er octobre 2009) précise la méthodologie et les critères pour la délimitation des zones humides sur le terrain (articles L. 214-7-1 et R. 211-108 du code de l'environnement).

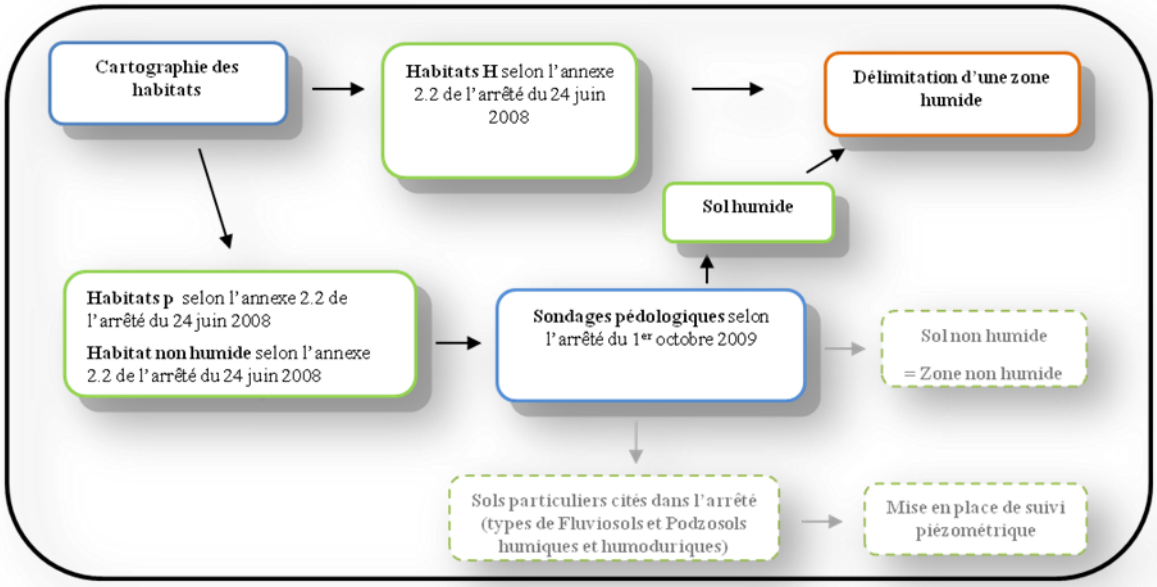
Un espace peut être considéré comme zone humide au sens du code de l'environnement dès qu'il présente l'un des critères suivants :

Sa végétation, si elle existe, est caractérisée :

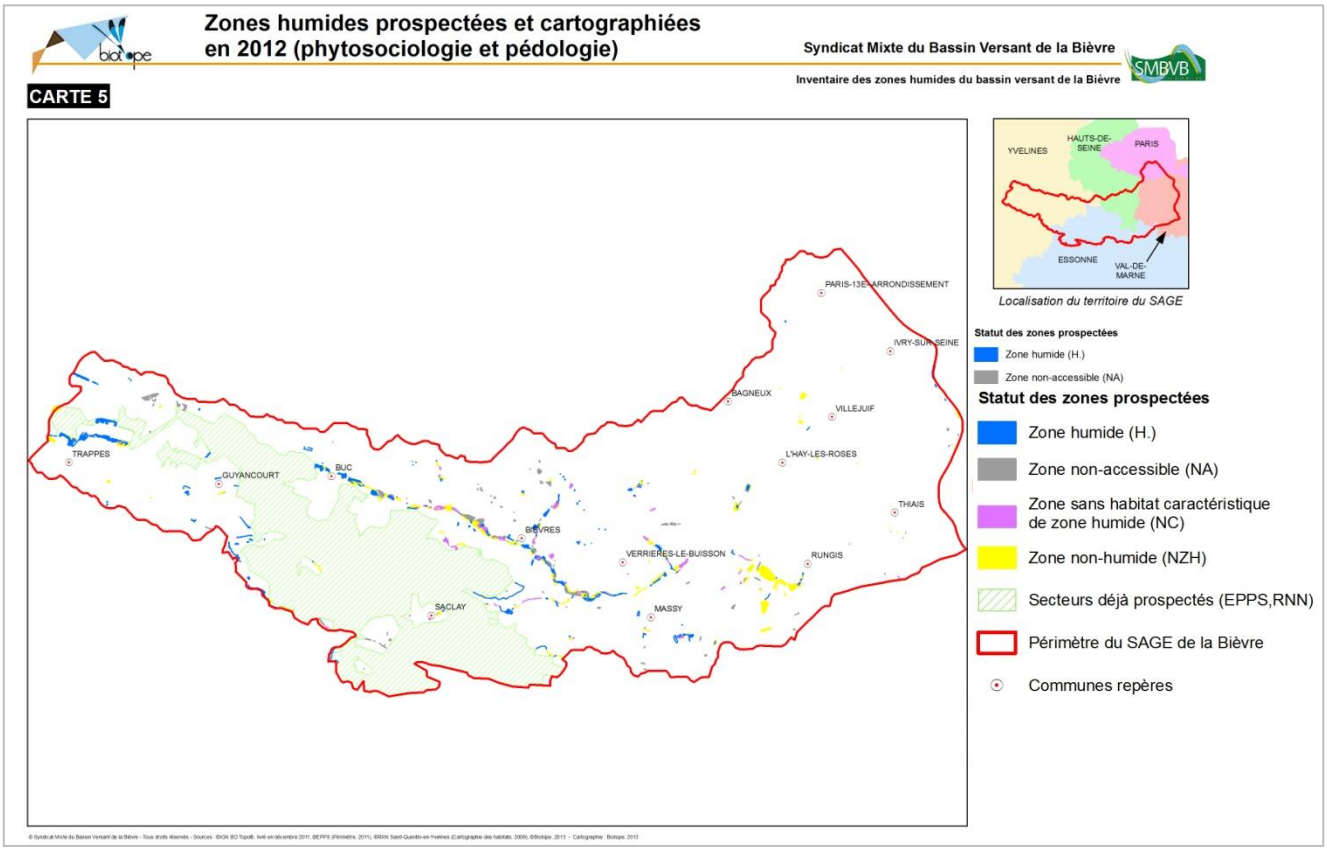
- soit par des « habitats », caractéristiques de zones humides, identifiées selon la méthode et la liste correspondante figurant à l'annexe 2.2.,
- soit par des espèces indicatrices de zones humides, liste d'espèces figurant à l'annexe 2.1 + liste additive d'espèces arrêtée par le préfet si elle existe,

Ses sols correspondent à un ou plusieurs types pédologiques parmi ceux mentionnés dans la liste figurant à l'annexe 1.1 et identifiés selon la méthode figurant à l'annexe 1.2.

La méthode retenue par BIOTOPE a donc été de réaliser une cartographie de végétation permettant de couvrir relativement rapidement de grandes surfaces, tout en faisant une différenciation des habitats dits « humides » (H) des habitats « potentiellement ou partiellement humides » (pro parte) (p). Ce dernier type a ensuite fait l'objet d'un examen pédologique dans la limite du nombre de point commandé par le maitre d'ouvrage (210 prélèvements).



La visite sur site s'est focalisée sur les zones humides prélocalisées par photo-interprétation et issues du redécoupage des enveloppes d'alerte de la DRIEE, ainsi qu'à leurs abords. Les habitats rencontrés dans ces zones ont été cartographiés à l'échelle du 1/5000.



Au final, 255.8 ha ont été prospectés en 2012 pour 87.3 ha de zones hun ; 342.5 ha identifiés par prélocalisation. En effet, certaines zones difficiles d'accès, voir inaccessibles n'ont pu être inventoriées (sites industriels, emprises routières, parcelles closes, jardins…). En prenant en compte les habitats humides recensés sur le territoire de l'EPPS (104.04 hectares) et les habitats humides de la RNN de Saint-Quentin-en-Yvelines (47.9 hectares), la superficie de zones humides avérées sur le territoire du SAGE de la Bièvre s'élève à 239.3 hectares

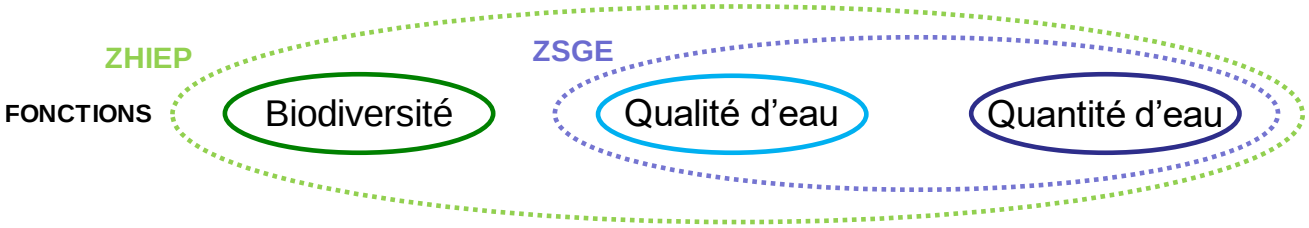
L'objectif suite à la délimitation des habitats humides avérés a été de réaliser un regroupement de ces habitats par entité fonctionnelle afin de définir les limites réelles de chaque zone humide. Il a été mené par agrégation des habitats humides adjacents et vérification par les experts de terrain de la logique des regroupements (caractéristiques hydrographiques, état de dégradation et de gestion similaires). Afin de faciliter l'intégration des informations collectées sur le terrain, une base de données ACCESS a été créée ainsi qu'un formulaire de saisie et un état de sortie. La base produite dans le cadre de cette étude reprend les critères listés dans la base de données GWERN pour les 202 zones humides recensées sur l'ensemble du bassin versant de la Bièvre.



Exemple de fiche d'identité « Zone humide », BIOTOPE 2013

Priorisation des zones humides avérées

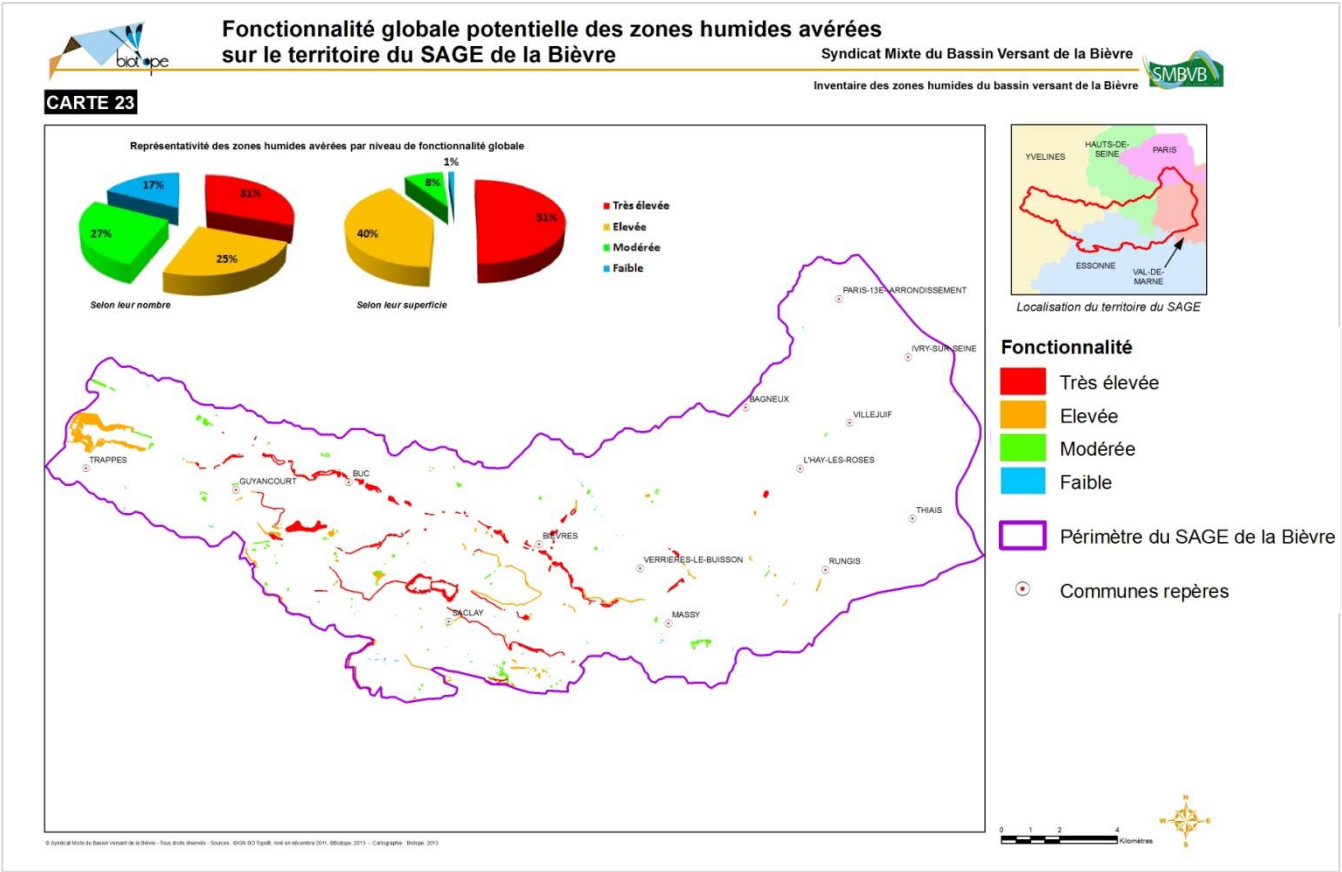
Le but de cette phase a été de sélectionner au sein des zone humides avérées, des zones dites prioritaires sur lesquels la problématique zones humides revêt une importance particulière vis-à-vis des fonctions et services rendus qui leurs sont attribués.



Pour répondre à la hiérarchisation des zones humides selon leurs fonctionnalités, les thématiques suivantes ont été abordées sous format SIG (format RASTER au pas de 25m) :

Fonctions liées à la biodiversité	Fonctions liées à la qualité de l'eau	Fonctions liées à la régulation de la quantité d'eau
1) Rôle dans les continuités écologiques	*1) Rôle d'épuration des pollutions diffuses*	*1) Rôle d'accumulation des flux drainés sur le bassin versant*
2) Concentration des zonages d'inventaires et réglementaires	*2) Rôle de rétention des nitrates*	*2) Rôle de régulation des crues*

Les critères choisis pour cette analyse des fonctionnalités se basent sur les seules données homogènes disponibles à l'échelle du territoire. Elles permettent cependant d'évaluer le niveau de fonctionnalité global, au regard des données actuelles. Afin de ne pas surévaluer un critère par rapport aux autres, aucune pondération n'a été effectuée lors de ce calcul.



L'analyse globale de la fonctionnalité potentielle des zones humides du territoire met en avant l'importance des zones humides riveraines du réseau hydrographique et notamment de la vallée de la Bièvre. Plus de la moitié des zones humides recensées sur le territoire (56%) ont un niveau de fonctionnalité élevé à très élevé, représentant 91% de la superficie totale d'habitats humides présents sur le SAGE de la Bièvre soit 216.5ha. A une telle échelle de rendu, la réalisation d'une cartographie précise des fonctions reste néanmoins une tâche difficile. Face à la pluralité des fonctions imputables aux zones humides, l'analyse réalisée dans le cadre de cette étude ne peut donc être vue comme exhaustive et ne peut se substituer à la connaissance de terrain des acteurs locaux. Un croisement avec les pressions subies par les zones humides permettrait d'affiner la priorisation des zones humides du territoire afin d'orienter les futurs programmes d'actions sur les secteurs où des modifications d'occupation des sols sont à prévoir (urbanisation, projets d'infrastructures linéaires…).

VIII. 2. ANNEXE 2 : DEBITS DE FUITE EN VIGUEUR A LA DATE DE PUBLICATION DE L'ARRETE D'APPROBATION DU SAGE

Le tableau en page suivante est donné à titre d'information.

Zone géographique		Pluie de référence	Débit de fuite
sur le département des Hauts de Seine			
Communauté d'agglomération Sud de Seine (CASS)	Petit Clamart	Pluie cinquentennale	0,7 l/s/ha
	Clamart (hors petit Clamart), Fontenay-aux-Roses, Bagneux	Pluie décennale sur 4h00 43 min	2l/s/ha
CC Châtillon-Montrouge	Chatillon		2 l/s/ha **sur parcelles > 1 000 m²**
	Montrouge		2 l/s/ha **sur parcelles < 1 ha**
Communauté d'agglomération des Hauts-de-Bièvre (CAHB)		Pluie décennale	2 l/s/ha si **exutoire en unitaire**, 10 l/s/ha dans le cas d'un rejet dans les eaux superficielles ou dans un réseau pluvial, sauf dispositions locales particulières plus restrictives
Conseil Général 92	Pour tout raccordement au réseau départemental d'assainissement	Dimensionnement décennal (méthode des volumes pour la région I - IT 77)	Zéro rejet si possible, à défaut 2 l/s/ha si rejet en réseau unitaire ou 10 l/s/ha si rejet en réseau EP, sauf dispositions locales particilières (insuffisance hydraulique locale)
sur le département du Val de Marne			
Communauté d'agglomération du Val de Bièvre (CAVB)	Arcueil, Cachan, Fresnes, Gentilly, l'Hay les Roses, Kremlin-Bicêtre,	Pluie décennale	2 l/s/ha **si exutoire en Bièvre**, 8 l/s/ha sinon
Conseil Général 94	Sur le reste des communes du 94 du territoire du SAGE	pluie décennale Et tester les aménagements pour les évènements pluvieux supérieurs à la pluie dimensionnante retenue	Favoriser l'infiltration. A défaut de possibilité de zéro rejet, en fonction du projet et de son contexte, rejet à débit limité autorisé de 1 à 10l/s/ha dans les réseaux départementaux selon zonage pluvial départemental. 2 l/s/ha pour les rejets directs dans la Bièvre et dans le ru de Rungis canalisé.
sur le département des Yvelines			
Bois d'Arcy, Versailles		Pluies de 56 mm en 12 heures (pluie vicennale) ou de 70 mm en 12 heures (pluie centennale)	SAGE Mauldre : pour une **surface > 1 000 m²** : 1 l/s/ha Pour Versailles, précision indiquée « Renvoi aux syndicats : 2 l/s/ha sinon »
Fontenay-le-Fleury, Saint-Cyr-l'Ecole		Pluies de 56 mm en 12 heures (pluie vicennale) ou de 70 mm en 12 heures (pluie centennale)	Va au-delà du SAGE Mauldre sans préciser les pluies de référence : pour une surface > 500 m² : 1 l/s/ha
SIAVB	Buc, les Loges en Josas, Toussus le Noble, Jouy en Josas	Pluie cinquentennale	0,7 l/s/ha
Châteaufort			0,7 l/s/ha (SAGE Orge Yvette : 1,2 l/s/ha)
Vélizy-Villacoublay		Pluie vicennale	1,2 l/s/ha
Communauté d'agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines (CASQY)		Pluie décennale	30 l/s/ha pour les territoires desservis par un réseau d'eaux pluviales et ne présentant pas d'enjeu hydraulique. 2 l/s/ha pour les zones desservies et présentant un enjeu hydraulique 1 l/s/ha pour les territoires non desservis

Zone géographique		Pluie de référence	
sur le département de l'Essonne			
Bures-sur-Yvette, Champlan, Gif-sur-Yvette, Saint Aubin, Villiers le Bâcle		Pluie vicennale (50 mm sur 4 heures)	1,2l/s/ha
Chilly-Mazarin, Orsay		Pluie vicennale	prescriptions du SAGE Orge Yvette : 1,2 l/s/ha
		Pluie cinquentennale	0,7 l/s/ha
Paray Vieille Poste		55 mm en 4 heures	prescriptions du SAGE Orge Yvette : 1 l/s/ha
Syndicat Intercommunal pour l'Assainissement de la Vallée de la Bièvre (SIAVB)	Wissous	SHON > 1 000 m² Pluie cinquentennale	0,7 l/s/ha
		pour les autres parcelles : pluie vicennale	1,2 l/s/ha
	Bièvres, Igny, Massy, Palaiseau, Saclay, Vauhallan	Pluie d'occurrence cinquentennale	0,7 l/s/ha (Précisions pour Massy : si coefficient d'imperméabilisation > 0,7)
	Verrières le buisson	SHON > 1 000 m² ➔ Pluie cinquentennale	0,7 l/s/ha
		pour les autres parcelles : pluie vicennale	1,2 l/s/ha
sur le département de Paris			
Paris		en cours de validation	

VIII.3. ANNEXE 3 : PRESENTATION DES COUTS DE MISE EN ŒUVRE DES DISPOSITIONS DU SAGE ET DES HYPOTHESES PRISES POUR LEUR EVALUATION

ORIENTATIONS		DISPOSITIONS	COÛT SUR 6 ANS (M€)	Descriptif pour le calcul des coûts	Maitrise d'ouvrage pressentie
Enjeu 1 : GOUVERNANCE, AMENAGEMENT, SENSIBILISATION, COMMUNICATION					
G. 1: Gouvernance et coordination	1	Assurer la cohérence et la coordination des initiatives territoriales sur la gestion de l'eau à l'échelle du territoire du SAGE	-	*cf. coûts d'animation*	
	2	Assurer une coordination inter-SAGE			
G. 2 : Sensibilisation, pédagogie et valorisation des actions	3	Développer, mettre en œuvre un plan de communication et de partage d'expériences			
G. 3 : Intégration des enjeux du SAGE dans les projets d'aménagements et dans la planification urbaine	4	Intégrer les objectifs du SAGE dans les documents d'urbanisme			
	5	Assurer une animation et un appui auprès des collectivités et aménageurs pour l'intégration des enjeux liés à l'eau dans les aménagements			
G. 4 : Statut de la Bièvre aval	6	Mettre en œuvre les modalités de l'exercice de la police de l'eau sur la Bièvre aval			
		TOTAL de l'enjeu (M€)	-		
Enjeu 2 : MILIEUX					
M. 1 : Renaturation et réouverture de tronçons cohérents	7	Etudier les possibilités de réouverture des cours d'eau et rigoles et mener les travaux	19	Réouverture des tronçons (actés dans les programmations actuelles) soit environ 1800 mètres à l'horizon 2021 . **Coûts d'investissement :** indiqués dans les budgets actualisés sinon Etude CG94 et coût 1 M € au100 ml : 17 250 000€ **Coûts de fonctionnement :** coûts indiqués dans l'étude CG94 sinon 25k€ par an pour l'entretien de 100 ml	collectivités territoriales et leurs groupements compétents
			16	linéaire visé : 1 400ml **Coût d'investissement :** coût études + travaux pour la réouverture de tronçons pour 100 ml : 1M € **Coût de fonctionnement :** coûts indiqués dans l'étude CG94 sinon 25k€ par an pour l'entretien de 100 ml	
	8	Accompagner et coordonner les maitres d'ouvrage dans leurs projets de réouverture des cours d'eau	-	*cf. coûts d'animation*	
	9	Poursuivre les études de faisabilité d'un rejet de la Bièvre en Seine sur le territoire de la ville de Paris	-	*Action tendancielle, étude en cours ==> Non chiffré*	
M. 2 : Restauration hydromorphologique	10	Améliorer la connaissance sur l'hydromorphologie de la Bièvre et ses affluents y compris sur les rigoles	0,1	**Coût d'investissement :** Etude globale diagnostic sur l'hydromorphologie des cours d'eau évaluée à 100 000 €	collectivités territoriales et leurs groupements compétents
	11	Procéder aux travaux de restauration hydromorphologique	3,40	restauration sur 2 km de cours d'eau **Coût d'investissement :** 1,7 M€/km (estimation sur la base des coûts observés sur le SIAVB)	collectivités territoriales et leurs groupements compétents
M. 3 : Amélioration de la continuité écologique (sédimentaire et piscicole) et hydraulique (latérale et transversale)	12	Accompagner et coordonner les maitres d'ouvrage dans leurs projets d'amélioration de la continuité écologique des cours d'eau	0,08	- animation d'un groupe technique permettant le retour et le partage d'expériences + rédaction cahier des charges - aide à la recherche de financements - suivi de l'étude sur les marges de recul (cf. disposition 14) **Coût de fonctionnement :** 1/4 ETP annuel	structure porteuse du SAGE
	13	Réaliser les travaux nécessaires à la restauration de la continuité écologique	1	Environ 60 obstacles à la continuité écologique Chiffrage réalisé sur les ouvrages ciblés par le SIAVB (3-4 ouvrages) **Coût d'investissement global :** 1 060 k€	collectivités territoriales et leurs groupements compétents
	14	Identifier le tracé de la Bièvre et de ses affluents dans les documents d'urbanisme	-	*Non chiffré*	
	15	Préconiser des marges de recul de l'implantation des constructions futures par rapport aux cours d'eau	0,1	**Coût d'investissement :** Etude globale évaluée à 100 000€	structure porteuse du SAGE
	16	Définir une marge de recul de l'implantation des constructions futures par rapport aux cours d'eau	-	*Non chiffré*	
	17	Limiter l'artificialisation des cours d'eau	-	*Non chiffré*	
M. 4 : Préservation, restauration et valorisation des zones humides	18	Intégrer les zones humides dans les documents d'urbanisme	-	*Non chiffré*	
	19	Eviter toute dégradation des zones humides	-	*Non chiffré*	
	20	Orienter les mesures compensatoires dans le cadre d'impacts résiduels de projets d'aménagements sur les milieux aquatiques ne pouvant être réduits ou évités	-	*cf. Coût d'animation*	
	21	Assurer une gestion adaptée et restaurer les zones humides à enjeux environnementaux	1	**Coût d'investissement :** enveloppe pour des travaux de réhabilitation et entretien lourd (sur la base des données du SIAVB ; 100 k€/an) : 1 M€ sur la durée du SAGE	collectivités territoriales et leurs groupements compétents
	22	Encourager à l'acquisition foncière des zones humides	-	*cf. Coût d'animation*	
M. 5 : Préservation et gestion des milieux aquatiques associés	23	Améliorer la connaissance sur les espèces invasives et lutter contre leur expansion	0,05	**Coût d'investissement :** Etude pour la mise en place une base de connaissance sur les espèces invasives et exotiques : 50 000 €	collectivités territoriales et leurs groupements compétents
	24	Etablir des plans de gestion piscicole	-	*Non chiffré*	
	25	Limiter la création de plans d'eau	-	*Non chiffré*	
		TOTAL de l'enjeu (M€)	**41**		

ORIENTATIONS		DISPOSITIONS	COÛT SUR 6 ANS (M€)	Descriptif pour le calcul des coûts	Maitrise d'ouvrage pressentie
Enjeu 3 : QUALITE					
Q. 1 : Réduction des rejets permanents d'eaux usées domestiques, artisanales et industrielles	26	Réaliser, actualiser les schémas directeurs d'assainissement	-	*cf. Coût d'animation*	
	27	Prioriser les zones d'action, contrôler et mettre en conformité les rejets d'eaux usées domestiques et non domestiques	0,50	**Coût d'investissement :** priorisation des zones d'actions : 500 000€ (étude et mesures de rejets)	collectivités territoriales et leurs groupements compétents
			23	**Coût de fonctionnement pour les contrôles de branchements :** hypothèse d'1/4 de branchements industriels ==>soit en moyenne 650 € pour un contrôle de branchement contrôle de 5% des branchements par an, soit environ 5 770. Donc sur les 6 ans : contrôle de 34620 branchements	collectivités territoriales et leurs groupements compétents
			17,3	**Coût d'investissement pour la mise en conformité des mauvais branchements :** taux de non conformité : 5% (EU dans EP) objectif de mise en conformité : a minima les 2/3, soit environ 1 150 opérations de travaux. coût moyen de travaux de mise en conformité = 15 000€	Particuliers
	28	Communiquer, sensibiliser les élus sur les contrôles et mises en conformités des rejets	-	*cf. Coût d'animation*	
Q. 2 : Réduction des rejets temporaires (en temps de pluie) d'eaux usées domestiques, artisanales et industrielles	29	Acquérir des connaissances sur l'ensemble des points de déversements en temps de pluie	0,5	**Coût d'investissement :** étude technique pour améliorer la connaissance sur les fréquences, quantités déversées en temps de pluie vers la Bièvre : étude technique globale + ouvrage de métrologie : 500 000 € *Coût de fonctionnement intégré dans le chiffrage de la disposition 25*	structure porteuse du SAGE
	30	Réaliser les travaux de réduction des déversements d'eaux usées non traitées au milieu "naturel"	0,6	**Coût d'investissement :** étude technique et travaux de mise en conformité des déversements : enveloppe de 600 k € à affiner par la suite	collectivités territoriales et leurs groupements compétents
Q. 3 : Gestion des rejets ponctuels en eau traitée au milieu naturel en provenance des stations d'épurations privées	31	Disposer des données d'autosurveillance des stations d'épuration du bassin rejetant leurs eaux traitées sur le territoire du SAGE	-	*cf. Coût d'animation*	
Q. 4 : Réduction de la pollution phytosanitaire	32	Accompagner les collectivités dans une démarche zéro phyto à horizon 2020	-	*cf. Coût d'animation*	
	33	Assurer la cohérence des démarches sur le bassin et les échanges entre les différents gestionnaires d'infrastructures	-	*cf. Coût d'animation*	
	34	Informer et sensibiliser la population à la réduction du recours aux produits phytosanitaires	-	*cf. Coût d'animation*	
	35	Améliorer la connaissance sur les pratiques phytosanitaires et de fertilisation sur les terres agricoles du plateau de Saclay	-	*cf. Coût d'animation*	
	36	Inciter à la mise en place de baux environnementaux sur le plateau de Saclay	-	*Non chiffré*	
	37	Améliorer la connaissance sur la contribution de drains agricoles à l'amont aux apports de phytosanitaires et également de nitrates	-	*cf. Coût d'animation*	
	38	Recommander la mise en place de dispositifs de phytoremédiation à l'aval des drains agricoles existants	0,3	**Coûts d'investissement :** 16 000 € par site pilote (étude préalable + travaux) **Coût de fonctionnement :** 6 000€ par site (temps de suivi + mesures)	collectivités territoriales et leurs groupements compétents
	39	Végétaliser les fossés drainants à ciel ouvert, leurs exutoires et milieux de pente	0,01	**Coût de fonctionnement :** Hypothèse de 5 km de fossés sur le plateau de Saclay et zone St Quentin estimation sur la base de l'indemnisation MAE bande enherbée sur 6 ans (MAE attribuée à l'ha engagé) soit 5 000 * 10m = 5 ha.	agriculteurs
		TOTAL de l'enjeu (M€)	**42**		

ORIENTATIONS		DISPOSITIONS	COÛT SUR 6 ANS (M€)	Descriptif pour le calcul des coûts	Maitrise d'ouvrage pressentie
Enjeu 4 : RUISSELLEMENT					
R. 1 : Prévision des désordres, des crues de la Bièvre et de ses affluents et des débordements de réseaux : surveillance et anticipation	40	Développer auprès des collectivités locales et du grand public un volet « culture du risque inondation »	-	*cf. Coût d'animation*	
	41	Anticiper les désordres et améliorer la communication et la coordination des maitrises d'ouvrages compétentes dans la gestion du système Bièvre en temps de pluie	0,05	*Coût d'animation intégré dans le chiffrage de la disposition 39* **Coût d'investissement :** étude de faisabilité pour permettre une prévision des risques à l'échelle du bassin versant : 50 k €	collectivités territoriales et leurs groupements compétents
R. 2 : Réduction de la vulnérabilité des personnes et des biens par l'intégration du risque d'inondation par débordements de cours d'eau dans l'urbanisme	42	Encourager la réalisation des plans de préventions des risques naturels d'inondation sur le territoire amont du territoire du SAGE	-	*Action tendancielle ==> Non chiffré*	
	43	Intégrer la préservation des zones d'écoulement et d'expansion des crues dans les documents d'urbanisme	-	*cf. Coût d'animation*	
	44	Préserver les zones naturelles d'expansion de crues de tout nouvel aménagement	-	*Non chiffré*	
	45	Reconquérir les zones d'expansion des crues	-	*Non chiffré*	
R. 3 : Prévention : mise en place de règles de gestion concertée inter-acteurs	46	Partager les connaissances et aboutir à des règles de gestion concertée à l'échelle du territoire du SAGE	0,6	- mise en place d'un comité technique (partage des connaissances, élaboration de règles de gestion concertée) **Coût de fonctionnement :**1/6 ETP annuel **Coût d'investissement :** enveloppe de 500 k€ pour diverses études techniques	structure porteuse du SAGE
	47	Mettre à jour ou établir des protocoles de transfert	-	*Non chiffré*	
R. 4 : Prévention : Limitation des ruissellements à la source	48	Supprimer les points noirs actuels identifiés sur les réseaux routiers	7	**Coût d'investissement :** coût étude : 200k€ volume de rétention d'une lame d'eau de 8 mm sur environ 30% du linéaire de A6+N118+A86 (53 km), largeur estimée : 50 m ==> environ 6 800 m3 coût moyen : 800€/m3 stocké **Coût de fonctionnement :** entretien : 3% du coût d'investissement (étude AERM/Ecodécision 2005)	gestionnaires des infrastructures de transport
	49	Améliorer la gestion intégrée des eaux pluviales urbaines	-	*Non chiffré*	
	50	Gérer les eaux pluviales dans le cadre de nouveaux projets ou de rénovations urbaines présentant un rejet d'eaux pluviales au milieu naturel	0,01	**Coût d'investissement :** Coûts moyens phytoépuration rétention : 100€/m2 hypothèse : sur 5% des zones prévues à urbanisation future (2 100 ha), soit 105 ha **Coût de fonctionnement :** entretien 3% de l'investissement (étude AERM/Ecodécision 2005)	aménageurs
	51	Accompagner les élus, les propriétaires fonciers et les aménageurs pour une bonne intégration de la gestion des eaux pluviales dans les nouveaux projets d'aménagement et dans les projets de réhabilitation	0,7	**Coût de fonctionnement :** temps de suivi/contrôle des dispositifs de rétention et dépollution des eaux de ruissellement à la source par les services compétents localement auprès des aménageurs (lors des phases de conception, réalisation, mise en service et entretien) : 4 ETP mensuels / an par service compétent (sur une base de 6 services) *+ Cf. coût d'animation*	collectivités territoriales et leurs groupements compétents
	52	Accompagner les propriétaires fonciers dans la mise en conformité de l'existant	0,4	**Coûts d'investissement :** Installation de dispositifs de traitements, notamment métaux lourds, HAP : 20 k €/sites prioritaires (étude AERM / Ecodécision 2005) hypothèse de 10 zones prioritaires à aménager Pour les 10 sites : 20 analyses d'eau complètes (1k€/analyse) + 40k€ d'étude de priorisation des sites + 10 k€ de définition technique des aménagements	Particuliers
	53	Réaliser les travaux de rétention et de traitement des eaux de pluie sur les infrastructures et les bâtiments publics existants	18	**Coût d'investissement :** Objectif: 15 % de la surface des bâtiments publics en 2021 surface brute des équipements publics (bâtiments administratifs ou pseudo-publics : équipements culturels, sportifs (hors espaces ouverts)), en écartant les parkings, les voiries, le marché de Rungis, les cimetières, les structures hospitalières, les structures de l'armée et les espaces verts: 1 200 ha ==> objectif : 180 ha	collectivités territoriales et leurs groupements compétents
	54	Sensibiliser les agriculteurs et exploitants forestiers aux pratiques permettant de limiter le ruissellement des eaux et ses impacts sur les milieux aquatiques	-	*cf. Coût d'animation*	
R. 5 : Protection : augmentation des capacités de transfert et d'écrêtement	55	Etudier les solutions pour maîtriser les risques et réduire les débordements de réseaux dommageables sur les zones les plus vulnérables	0,1	**Coût d'investissement :** 1 étude technique à 100 k€	collectivités territoriales et leurs groupements compétents
		TOTAL de l'enjeu (M€)	**26,4**		
Enjeu 5 : PATRIMOINE					
P. 1 : Protection et valorisation du patrimoine naturel, paysager et historique	56	Renforcer et promouvoir les circuits de valorisation du patrimoine hydraulique et du patrimoine bâti en lien avec l'eau	2	**Coût d'investissement :** circuits de valorisation : budget pour petits équipements : enveloppe 100 k € valorisation du patrimoine hydraulique : enveloppe de 600 k € restauration d'ouvrages : budget pour 6 ouvrages : 100 k€/ ouvrage aménager/entretenir les sites de points de vue sur la vallée : enveloppe de 600 k €	collectivités territoriales et leurs groupements compétents, structure porteuse du SAGE
	57	Communiquer auprès du grand public sur l'histoire de la Bièvre	0,1	**Coût d'investissement :** hypothèse de 50 k€ en travaux/matériel et 50 k€ en étude/communication	collectivités territoriales et leurs groupements compétents, structure porteuse du SAGE
	58	Promouvoir la valorisation du patrimoine naturel	0,2	**Coût d'investissement :** enveloppe : 200 k€	collectivités territoriales et leurs groupements compétents, structure porteuse du SAGE
	59	Suivre les réflexions sur le rétablissement de la continuité hydraulique entre le réseau des étangs et rigoles du plateau de Saclay et Versailles	-	*Non chiffré*	
		TOTAL de l'enjeu (M€)	**2,2**		
		TOTAL DES ENJEUX DU SAGE (M€) hors animation	**111,600**		

ENJEUX	COÛT SUR 6 ANS (M€)	Descriptif pour le calcul des coûts	Maitrise d'ouvrage pressentie
ANIMATION RELEVANT DE LA STRUCTURE PORTEUSE DU SAGE OU DE COLLECTIVITES TERRITORIALES			
Gouvernance, aménagement, sensibilisation, communication	0,2	animation et appui auprès des collectivités et aménageurs comité inter SAGE **==> 3/4 ETP annuel : 50 k€/an**	structure porteuse du SAGE
Milieux	0,2	accompagnement des maitres d'ouvrage dans leurs projets de réouverture des cours d'eau suivi et coordination des actions de restauration hydromorphologique animation sur le volet zones humides (rédaction d'un guide de gestion adaptée, sensibilisation des collectivités territoriales et de leurs groupements compétents ainsi que des associations aux fonctionnalités des zones humides, recherche de gestionnaires) **==> 1/2 ETP annuel**	collectivités territoriales et leurs groupements compétents, structure porteuse du SAGE
Qualité	0,2	**Assainissement** (suivi de l'avancement des actions dans le cadre des schémas, suivi des contrôles et mise en conformité des mauvais branchements, élaboration de documents de communication et d'information) **Produits phytosanitaires**(accompagnement des collectivités territoriales dans la démarche, bilan à l'échelle du SAGE de l'usage de produits phytosanitaires par les collectivités, animation d'un groupe de travail, suivi de l'étude sur les pratiques agricoles, recueil des données disponibles sur la contribution des drains aux apports au milieu) **==> 3/4 ETP annuel**	collectivités territoriales et leurs groupements compétents, structure porteuse du SAGE
Ruissellement	0,3	culture du risque inondation, animation d'un groupe de travail, suivi à l'échelle du bassin versant des schémas d'assainissement pluvial, rédaction d'un cahier des charges des bonnes pratiques d'assainissement pluvial à destination des aménageurs, conseil, orientation et soutien aux collectivités et aménageurs, centralisation des connaissances disponibles et des retours d'expérience, sensibilisation auprès des agriculteurs et exploitants forestiers **==>1 ETP annuel**	collectivités territoriales et leurs groupements compétents, structure porteuse du SAGE
Patrimoine	0,03	**1 ETP mensuel**	collectivités territoriales et leurs groupements compétents, structure porteuse du SAGE
TOTAL de l'animation (M€)	**0,9**		
TOTAL DES ENJEUX DU SAGE (M€) avec animation	**112,530**		

VIII.4. ANNEXE 4 : SYNTHESE DU CALENDRIER DES ACTIONS DU SAGE

Légende :

Sur la durée

Délai de réalisation

N année d'approbation du SAGE

N + x x années après l'approbation du SAGE

ORIENTATIONS		DISPOSITIONS	CALENDRIER N+1	N+2	N+3	N+4	N+5	N+6	Maitrise d'ouvrage pressentie
Enjeu 1 : GOUVERNANCE, AMENAGEMENT, SENSIBILISATION, COMMUNICATION									
G. 1: Gouvernance et coordination	1	Assurer la cohérence et la coordination des initiatives territoriales sur la gestion de l'eau à l'échelle du territoire du SAGE							structure porteuse du SAGE
	2	Assurer une coordination inter-SAGE							structure porteuse du SAGE
G. 2 : Sensibilisation, pédagogie et valorisation des actions	3	Développer, mettre en œuvre un plan de communication et de partage d'expériences							structure porteuse du SAGE
G. 3 : Intégration des enjeux du SAGE dans les projets d'aménagements et dans la planification urbaine	4	Intégrer les objectifs du SAGE dans les documents d'urbanisme							
		Mise en compatibilité des documents d'urbanisme							collectivités territoriales et leurs groupements compétents
		Sensibilisation et information des élus							structure porteuse du SAGE
	5	Assurer une animation et un appui auprès des collectivités et aménageurs pour l'intégration des enjeux liés à l'eau dans les aménagements							structure porteuse du SAGE
G. 4 : Statut de la Bièvre aval	6	Mettre en œuvre les modalités de l'exercice de la police de l'eau sur la Bièvre aval							structure porteuse du SAGE

ORIENTATIONS		DISPOSITIONS	CALENDRIER N+1	N+2	N+3	N+4	N+5	N+6	Maitrise d'ouvrage pressentie
Enjeu 2 : MILIEUX									
M. 1 : Renaturation et réouverture de tronçons cohérents	7	Etudier les possibilités de réouverture des cours d'eau et rigoles et mener les travaux						2021	collectivités territoriales et leurs groupements compétents
	8	Accompagner et coordonner les maitres d'ouvrage dans leurs projets de réouverture des cours d'eau							structure porteuse du SAGE
	9	Poursuivre les études de faisabilité d'un rejet de la Bièvre en Seine sur le territoire de la ville de Paris							Ville de Paris
M. 2 : Restauration hydromorphologique	10	Améliorer la connaissance sur l'hydromorphologie de la Bièvre et ses affluents y compris sur les rigoles							collectivités territoriales et leurs groupements compétents
	11	Procéder aux travaux de restauration hydromorphologique							collectivités territoriales et leurs groupements compétents
M. 3 : Amélioration de la continuité écologique (sédimentaire et piscicole) et hydraulique (latérale et transversale)	12	Accompagner et coordonner les maitres d'ouvrage dans leurs projets d'amélioration de la continuité écologique des cours d'eau							structure porteuse du SAGE
	13	Réaliser les travaux nécessaires à la restauration de la continuité écologique							collectivités territoriales et leurs groupements compétents
	14	Identifier le tracé de la Bièvre et de ses affluents dans les documents d'urbanisme							collectivités territoriales et leurs groupements compétents
	15	Préconiser des marges de recul de l'implantation des constructions futures par rapport aux cours d'eau							structure porteuse du SAGE
	16	Définir une marge de recul de l'implantation des constructions futures par rapport aux cours d'eau							collectivités territoriales et leurs groupements compétents
	17	Limiter l'artificialisation des cours d'eau							porteur de nouveaux projets d'aménagement
M. 4 : Préservation, restauration et valorisation des zones humides	18	Intégrer les zones humides dans les documents d'urbanisme							collectivités territoriales et leurs groupements compétents
	19	Eviter toute dégradation des zones humides							porteur de nouveaux projets d'aménagement
	20	Orienter les mesures compensatoires dans le cadre d'impacts résiduels de projets d'aménagements sur les milieux aquatiques ne pouvant être réduits ou évités							structure porteuse du SAGE
	21	Assurer une gestion adaptée et restaurer les zones humides à enjeux environnementaux							collectivités territoriales et leurs groupements compétents / structure porteuse du SAGE
	22	Encourager à l'acquisition foncière des zones humides							structure porteuse du SAGE
M. 5 : Préservation et gestion des milieux aquatiques associés	23	Améliorer la connaissance sur les espèces invasives et lutter contre leur expansion							collectivités territoriales et leurs groupements compétents / structure porteuse du SAGE
	24	Etablir des plans de gestion piscicole							fédérations de pêche
	25	Limiter la création de plans d'eau							porteur de nouveaux projets d'aménagement

ORIENTATIONS		DISPOSITIONS	CALENDRIER N+1	N+2	N+3	N+4	N+5	N+6	Maitrise d'ouvrage pressentie
Enjeu 3 : QUALITE									
Q. 1 : Réduction des rejets permanents d'eaux usées domestiques, artisanales et industrielles	26	Réaliser, actualiser les schémas directeurs d'assainissement	ou actualisation au moins tous les 10 ans						collectivités territoriales et leurs groupements compétents
	27	Prioriser les zones d'action, contrôler et mettre en conformité les rejets d'eaux usées domestiques et non domestiques							collectivités territoriales et leurs groupements compétents
	28	Communiquer, sensibiliser les élus sur les contrôles et mises en conformités des rejets							structure porteuse du SAGE
Q. 2 : Réduction des rejets temporaires (en temps de pluie) d'eaux usées domestiques, artisanales et industrielles	29	Acquérir des connaissances sur l'ensemble des points de déversements en temps de pluie							structure porteuse du SAGE
	30	Réaliser les travaux de réduction des déversements d'eaux usées non traitées au milieu "naturel"							collectivités territoriales et leurs groupements compétents
Q. 3 : Gestion des rejets ponctuels en eau traitée au milieu naturel en provenance des stations d'épurations privées	31	Disposer des données d'autosurveillance des stations d'épuration du bassin rejetant leurs eaux traitées sur le territoire du SAGE							services de l'état
Q. 4 : Réduction de la pollution phytosanitaire	32	Accompagner les collectivités dans une démarche zéro phyto à horizon 2020					2020		collectivités territoriales et leurs groupements compétents
	33	Assurer la cohérence des démarches sur le bassin et les échanges entre les différents gestionnaires d'infrastructures							structure porteuse du SAGE
	34	Informer et sensibiliser la population à la réduction du recours aux produits phytosanitaires							collectivités territoriales et leurs groupements compétents / structure porteuse du SAGE
	35	Améliorer la connaissance sur les pratiques phytosanitaires et de fertilisation sur les terres agricoles du plateau de Saclay							structure porteuse du SAGE
	36	Inciter à la mise en place de baux environnementaux sur le plateau de Saclay							collectivités territoriales et leurs groupements compétents
	37	Améliorer la connaissance sur la contribution de drains agricoles à l'amont aux apports de phytosanitaires et également de nitrates							structure porteuse du SAGE
	38	Recommander la mise en place de dispositifs de phytoremédiation à l'aval des drains agricoles existants							collectivités territoriales et leurs groupements compétents
	39	Végétaliser les fossés drainants à ciel ouvert, leurs exutoires et milieux de pente							agriculteurs

ORIENTATIONS		DISPOSITIONS	CALENDRIER N+1	N+2	N+3	N+4	N+5	N+6	Maitrise d'ouvrage pressentie
Enjeu 4 : RUISSELLEMENT									
R. 1 : Prévision des désordres, des crues de la Bièvre et de ses affluents et des débordements de réseaux : surveillance et anticipation	40	Développer auprès des collectivités locales et du grand public un volet « culture du risque inondation »							structure porteuse du SAGE
	41	Anticiper les désordres et améliorer la communication et la coordination des maitrises d'ouvrages compétentes dans la gestion du système Bièvre en temps de pluie							collectivités territoriales et leurs groupements compétents / structure porteuse du SAGE
R. 2 : Réduction de la vulnérabilité des personnes et des biens par l'intégration du risque d'inondation par débordements de cours d'eau dans l'urbanisme	42	Encourager la réalisation des plans de préventions des risques naturels d'inondation sur le territoire amont du territoire du SAGE							structure porteuse du SAGE
	43	Intégrer la préservation des zones d'écoulement et d'expansion des crues dans les documents d'urbanisme							collectivités territoriales et leurs groupements compétents / structure porteuse du SAGE
	44	Préserver les zones naturelles d'expansion de crues de tout nouvel aménagement							porteur de nouveaux projets d'aménagement
	45	Reconquérir les zones d'expansion des crues							collectivités territoriales et leurs groupements compétents
R. 3 : Prévention : mise en place de règles de gestion concertée inter-acteurs	46	Partager les connaissances et aboutir à des règles de gestion concertée à l'échelle du territoire du SAGE							structure porteuse du SAGE
	47	Mettre à jour ou établir des protocoles de transfert							collectivités territoriales et leurs groupements compétents
R. 4 : Prévention : Limitation des ruissellements à la source	48	Supprimer les points noirs actuels identifiés sur les réseaux routiers							gestionnaires des infrastructures de transport
	49	Améliorer la gestion intégrée des eaux pluviales urbaines							collectivités territoriales et leurs groupements compétents
	50	Gérer les eaux pluviales dans le cadre de nouveaux projets ou de rénovations urbaines présentant un rejet d'eaux pluviales au milieu naturel							porteur de nouveaux projets d'aménagement
	51	Accompagner les élus, les propriétaires fonciers et les aménageurs pour une bonne intégration de la gestion des eaux pluviales dans les nouveaux projets d'aménagement et dans les projets de réhabilitation							structure porteuse du SAGE
	52	Accompagner les propriétaires fonciers dans la mise en conformité de l'existant							propriétaires fonciers / structure porteuse du SAGE
	53	Réaliser les travaux de rétention et de traitement des eaux de pluie sur les infrastructures et les bâtiments publics existants						2021	collectivités territoriales et leurs groupements compétents
	54	Sensibiliser les agriculteurs et exploitants forestiers aux pratiques permettant de limiter le ruissellement des eaux et ses impacts sur les milieux aquatiques							agriculteurs et exploitants forestiers
R. 5 : Protection : augmentation des capacités de transfert et d'écrêtement	55	Etudier les solutions pour maîtriser les risques et réduire les débordements de réseaux dommageables sur les zones les plus vulnérables							collectivités territoriales et leurs groupements compétents
Enjeu 5 : PATRIMOINE									
P. 1 : Protection et valorisation du patrimoine naturel, paysager et historique	56	Renforcer et promouvoir les circuits de valorisation du patrimoine hydraulique et du patrimoine bâti en lien avec l'eau							collectivités territoriales et leurs groupements compétents / structure porteuse du SAGE
	57	Communiquer auprès du grand public sur l'histoire de la Bièvre							collectivités territoriales et leurs groupements compétents / structure porteuse du SAGE
	58	Promouvoir la valorisation du patrimoine naturel							collectivités territoriales et leurs groupements compétents / structure porteuse du SAGE
	59	Suivre les réflexions sur le rétablissement de la continuité hydraulique entre le réseau des étangs et rigoles du plateau de Saclay et Versailles							structure porteuse du SAGE



SAGE Bièvre

Atlas cartographique du Plan d'Aménagement et de Gestion Durable

Approuvé par Arrêté Interpréfectoral n°2017-1415 du 19 avril 2017

SMBVB
Syndicat Mixte du Bassin Versant de la Bièvre

sce
Aménagement
& environnement

CARTES ISSUES DE L'ETAT DES LIEUX DU SAGE BIEVRE ADOPTE PAR LA CLE

A. SITUATION GEOGRAPHIQUE DU TERRITOIRE DU SAGE DE LA BIEVRE

B. REPARTITION DE LA POPULATION SUR LE TERRITOIRE DU SAGE

C. MASSES D'EAU SUPERFICIELLES DU TERRITOIRE DU SAGE DE LA BIEVRE

D. MASSE D'EAU SOUTERRAINE SUR LE TERRITOIRE DU SAGE DE LA BIEVRE

E. OUTILS D'INVENTAIRE ET DE PROTECTION DU PATRIMOINE NATUREL

F. IDENTIFICATION DES POLLUANTS ALTERANT LA QUALITE DES EAUX

G. PROTECTION DU PATRIMOINE HISTORIQUE, ARCHITECTURAL ET PAYSAGER

DOCUMENTS CARTOGRAPHIQUES ASSOCIES AU PAGD

1. MAITRISES D'OUVRAGES COMPETENTES DANS LE TRANSPORT DES EFFLUENTS (HORS SIAAP)

2. MAITRISES D'OUVRAGES COMPETENTES DANS LA GESTION DES RESEAUX HYDROGRAPHIQUES OU PLUVIAUX

3. CONTRATS GLOBAUX SUR LE TERRITOIRE DU SAGE

4. GRANDS POLES DE DEVELOPPEMENT DU BASSIN VERSANT

5. REOUVERTURE/RENATURATION DES COURS D'EAU

6. TRACE HISTORIQUE DE LA BIEVRE DANS PARIS

7. TRAMES VERTE ET BLEUE

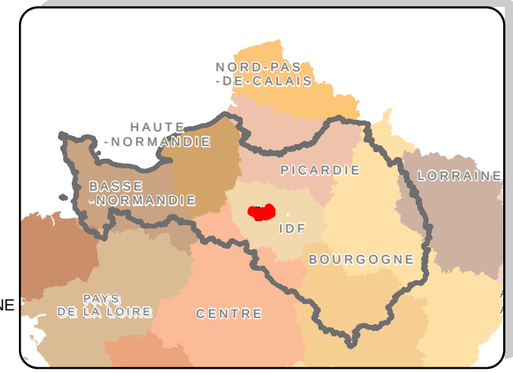
8. ZONES HUMIDES IDENTIFIEES SUR LE TERRITOIRE DU SAGE EN 2013 (ECHELLES 1/100 00 EME ET 1/20 000 EME)

9. BASSINS DONT LES EAUX DE RUISSELLEMENT ALIMENTENT LA BIEVRE

10. ZONES INONDEES ET SUBMERGEES PAR DEBORDEMENT DE RESEAUX (ECHELLE 1/100 000 EME) ET PLUS HAUTES EAUX CONNUES SUR L'AMONT DU TERRITOIRE DU SAGE (ECHELLE 1/10 000 EME)

11. PRINCIPALES POLLUTIONS LIEES AUX RESEAUX ROUTIERS ET AUTOROUTIERS

12. PRINCIPAUX LOISIRS LIES A L'EAU



PARIS- 5E ARR
PARIS-14E ARR
PARIS-13E ARR
MONTROUGE
GENTILLY
LE KREMLIN
-BICETRE
IVRY-SUR-SEINE
ARCUEIL
CHATILLON
MEUDON
BAGNEUX
CLAMART
FONTENAY
-AUX-ROSES
CACHAN
VILLEJUIF
VITRY-SUR-SEINE
FONTENAY-LE-FLEURY
SAINT-CYR-L'ECOLE
BOIS-D'ARCY
VERSAILLES
VELIZY-VILLACOUBLAY
Etang de
Saint-Quentin
MONTIGNY
-LE-BRETONNEUX
TRAPPES
LE PLESSIS-ROBINSON
BOURG
-LA-REINE
L'HAY-LES-ROSES
SCEAUX
GUYANCOURT
BUC
JOUY-EN-JOSAS
La Bièvre
CHATENAY-MALABRY
Grand Canal
CHEVILLY-LARUE
CHOISY-LE-ROI
LES LOGES
-EN-JOSAS
Ru de Saint Marc
THIAIS
VOISINS-LE-BRETONNEUX
La Sygrie
Ru des Godets
ANTONY
FRESNES
BIEVRES
VERRIERES-LE-BUISSON
RUNGIS
TOUSSUS-LE-NOBLE
Etang Neuf
Bassin
d'Antony
Ru de Rungis
MAGNY-LES-HAMEAUX
ORLY
CHATEAUFORT
Etang
Vieux
IGNY
SACLAY
VAUHALLAN
Ru de Vauhallan
WISSOUS
VILLIERS-LE-BACLE
MASSY
PARAY-VIEILLE-POSTE
SAINT-AUBIN
PALAISEAU
CHAMPLAN
CHILLY-MAZARIN
ORSAY
GIF-SUR-YVETTE
BURES
-SUR-YVETTE

N

0 5 10 km

Sources: IGN, Bd Carthage
Date: Octobre 2010

Situation générale du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux de la Bièvre

n°1

État initial du SAGE de la Bièvre

SMBVB Syndicat Mixte du Bassin Versant de la Bièvre

SAFEGE Ingénieurs Conseils

Informations générales

- Périmètre SAGE
- Limites communales
- Bassin Seine Normandie
- Réseau hydrographique
- Etangs et bassins

Carte A : Situation géographique du territoire du SAGE de la Bièvre

PARIS- 5E ARR
PARIS-14E ARR
PARIS-13E ARR
MONTROUGE
GENTILLY
LE KREMLIN -BICETRE
IVRY-SUR-SEINE
ARCUEIL
CHATILLON
MEUDON
CLAMART
BAGNEUX
FONTENAY -AUX-ROSES
CACHAN
VILLEJUIF
VITRY-SUR-SEINE
LE PLESSIS-ROBINSON
BOURG -LA-REINE
SCEAUX
L'HAY-LES-ROSES
CHEVILLY-LARUE
CHOISY-LE-ROI
THIAIS
FRESNES
ANTONY
RUNGIS
ORLY
WISSOUS
MASSY
PARAY-VIEILLE-POSTE
CHAMPLAN
CHILLY-MAZARIN
PALAISEAU
SAINT-AUBIN
ORSAY
GIF-SUR-YVETTE
BURES SUR-YVETTE
FONTENAY-LE-FLEURY
SAINT-CYR-L'ECOLE
BOIS-D'ARCY
VERSAILLES
VELIZY-VILLACOUBLAY
MONTIGNY -LE-BRETONNEUX
TRAPPES
GUYANCOURT
VOISINS-LE-BRETONNEUX
BUC
JOUY-EN-JOSAS
LES LOGES -EN-JOSAS
CHATENAY-MALABRY
BIEVRES
VERRIERES-LE-BUISSON
TOUSSUS-LE-NOBLE
MAGNY-LES-HAMEAUX
CHATEAUFORT
SACLAY
IGNY
VAUHALLAN
VILLIERS-LE-BACLE
Etang de Saint-Quentin
La Bièvre
Ru de Saint-Marc
La Sygrie
Etang Neuf
Etang Vieux
Ru de Vauhallan
Ru des Godets
Bassin d'Antony
Ru de Rungis
Grand Canal
La Seine

N

0 3 6 km

Sources: IGN, Bd Carthage; IAURIF, Evolumos, Densimos
Date: Octobre 2010

Répartition de la population sur le territoire en 2006

n°9

État initial du SAGE de la Bièvre

SMBVB Syndicat Mixte du Bassin Versant de la Bièvre

SAFEGE Ingénieurs Conseils

Densité de population par îlot en 2006

Habitants / km²

- < 2 000
- 2 000 à 10 000
- 10 000 à 50 000
- > 50 000

Mode d'occupation des sols (MOS)

- Bois ou forêts
- Cultures
- Eau

Informations générales

- Périmètre SAGE
- Limites communales
- Réseau hydrographique
- Etangs et bassins

Carte B : Répartition de la population sur le territoire du SAGE

La Bièvre du bassin de retenue de la Bièvre à Antony au confluent de la Seine (exclu)
Masse d'eau superficielle fortement modifiée
N°: HR156B

Etang de Saint-Quentin
Masse d'eau superficielle artificielle
N°: HL14

La Bièvre de sa source au bassin de retenue de la Bièvre à Antony
Masse d'eau superficielle fortement modifiée
N°HR156A

Ru de Rungis
Masse d'eau superficielle fortement modifiée
N°: HR156B-F7029000

Ru de Vauhallan
Masse d'eau superficielle naturelle
N°: HR156A-F7019000

PARIS- 5E ARR
PARIS-14E ARR
PARIS-13E ARR
MONTROUGE
GENTILLY
LE KREMLIN -BICETRE
IVRY-SUR-SEINE
ARCUEIL
MEUDON
CHATILLON
BAGNEUX
CLAMART
FONTENAY-AUX-ROSES
CACHAN
VILLEJUIF
VITRY-SUR-SEINE
VELIZY-VILLACOUBLAY
BOURG -LA-REINE
LE PLESSIS-ROBINSON
SCEAUX
L'HAY-LES-ROSES
CHATENAY-MALABRY
CHEVILLY-LARUE
CHOISY-LE-ROI
THIAIS
FRESNES
ANTONY
RUNGIS
ORLY
WISSOUS
MASSY
PARAY-VIEILLE-POSTE
CHAMPLAN
CHILLY-MAZARIN
PALAISEAU
ORSAY
FONTENAY-LE-FLEURY
SAINT-CYR-L'ECOLE
BOIS-D'ARCY
VERSAILLES
MONTIGNY -LE-BRETONNEUX
TRAPPES
GUYANCOURT
VOISINS-LE-BRETONNEUX
BUC
JOUY-EN-JOSAS
LES LOGES -EN-JOSAS
BIEVRES
VERRIERES-LE-BUISSON
TOUSSUS-LE-NOBLE
IGNY
SACLAY
CHATEAUFORT
VILLIERS-LE-BACLE
VAUHALLAN
SAINT-AUBIN
GIF-SUR-YVETTE
BURES SUR-YVETTE
La Bièvre
Ru de Vauhallan
Ru de Rungis

N

0 2.5 5 km

Sources: SDAGE 2009
Date: Ocotbre 2010

Présentation des masses d'eau de surface du bassin versant de la Bièvre

n°2A

État initial du SAGE de la Bièvre

SMBVB Syndicat Mixte du Bassin Versant de la Bièvre

SAFEGE Ingénieurs Conseils

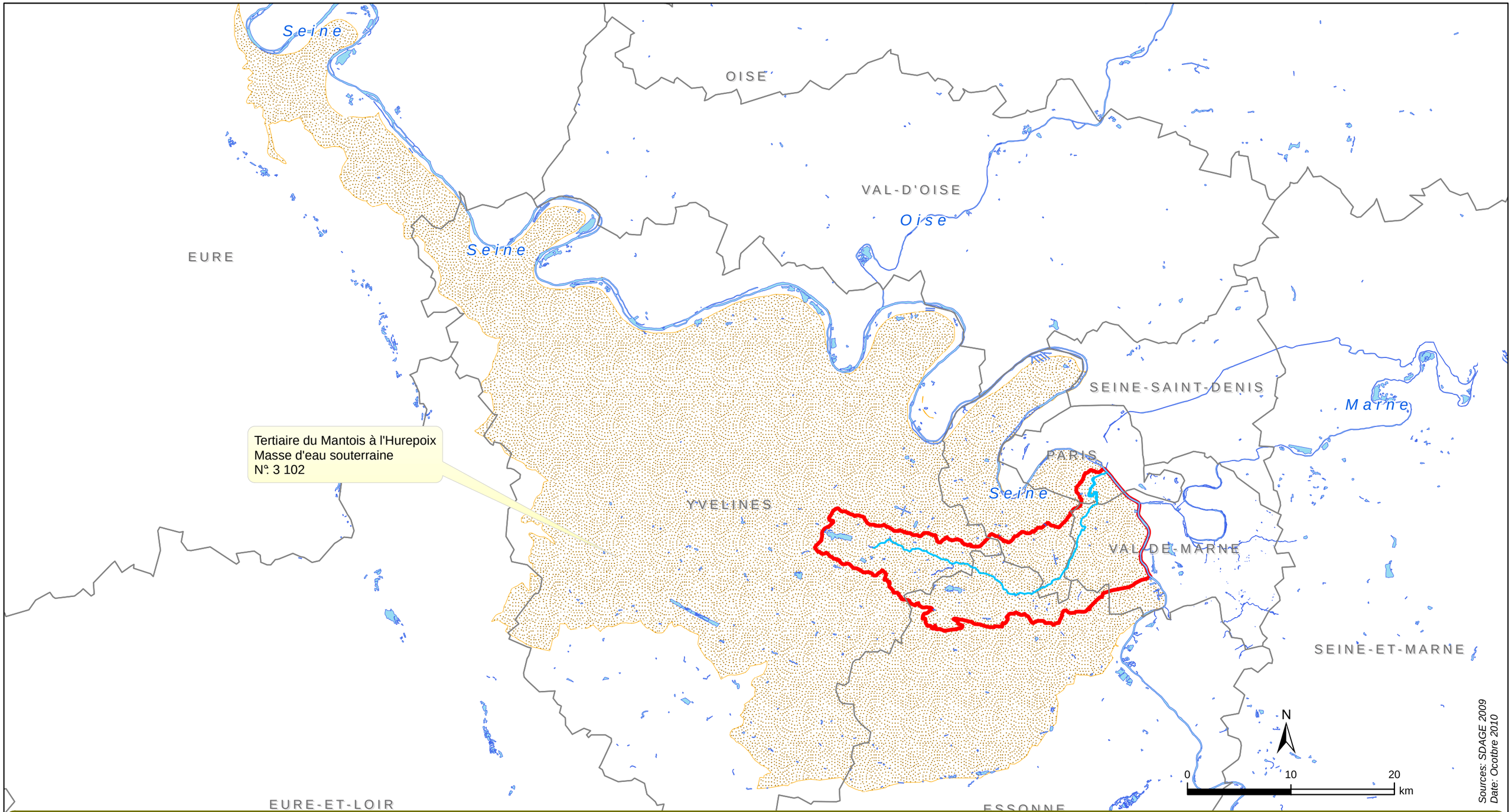
Masse d'eau superficielle

- La Bièvre de sa source au bassin de retenue de la Bièvre à Antony
- La Bièvre du bassin de retenue de la Bièvre à Antony au confluent de la Seine (exclu)
- Ru de Vauhallan
- Ru de rungis
- Etang de Saint-Quentin

Informations générales

- Périmètre SAGE
- Limites communales

Carte C : Masses d'eau superficielles du territoire du SAGE de la Bièvre



Masse d'eau souterraine du Hurepoix et périmètre du SAGE

n°2B

État initial du SAGE de la Bièvre

SMBVB Syndicat Mixte du Bassin Versant de la Bièvre

SAFEGE Ingénieurs Conseils

Masse d'eau souterraine

- Tertiaire du Mantois à l'Hurepoix

Informations générales

- Périmètre SAGE
- Limite départementale
- Réseau hydrographique

Carte D : Masse d'eau souterraine sur le territoire du SAGE de la Bièvre

BOIS DE GAZE

Etang de Saint-Quentin

ETANG DE SAINT QUENTIN

PRAIRIE DE LA VALLEE DU PETIT JOUY A L'AQUEDUC DE BUC

CHEVREUSE

La Bièvre

Ru de Saint Marc

La Sygrie

Etang Neuf

Etang Vieux

ETANG DE SACLAY ET D'ORSIGNY

Ru de Vauhallan

Grand Canal

Vallée de la Bièvre

Ru des Godets

Bassin d'Antony

BASSIN DE RETENUE DE LA BIEVRE A ANTONY

Ru de Rungis

La Seine

Bassin d'Antony

N

0 1 2 km

Sources: IGN, Bd Carthage; DRIEE, Patrimoine Naturel; CG91, Conservatoire départemental des Espaces Naturels Sensibles
Date: Octobre 2010

Outils d'inventaire et de protection du patrimoine naturel

n° 16

État initial du SAGE de la Bièvre

SMBVB Syndicat Mixte du Bassin Versant de la Bièvre

SAFEGE Ingénieurs Conseils

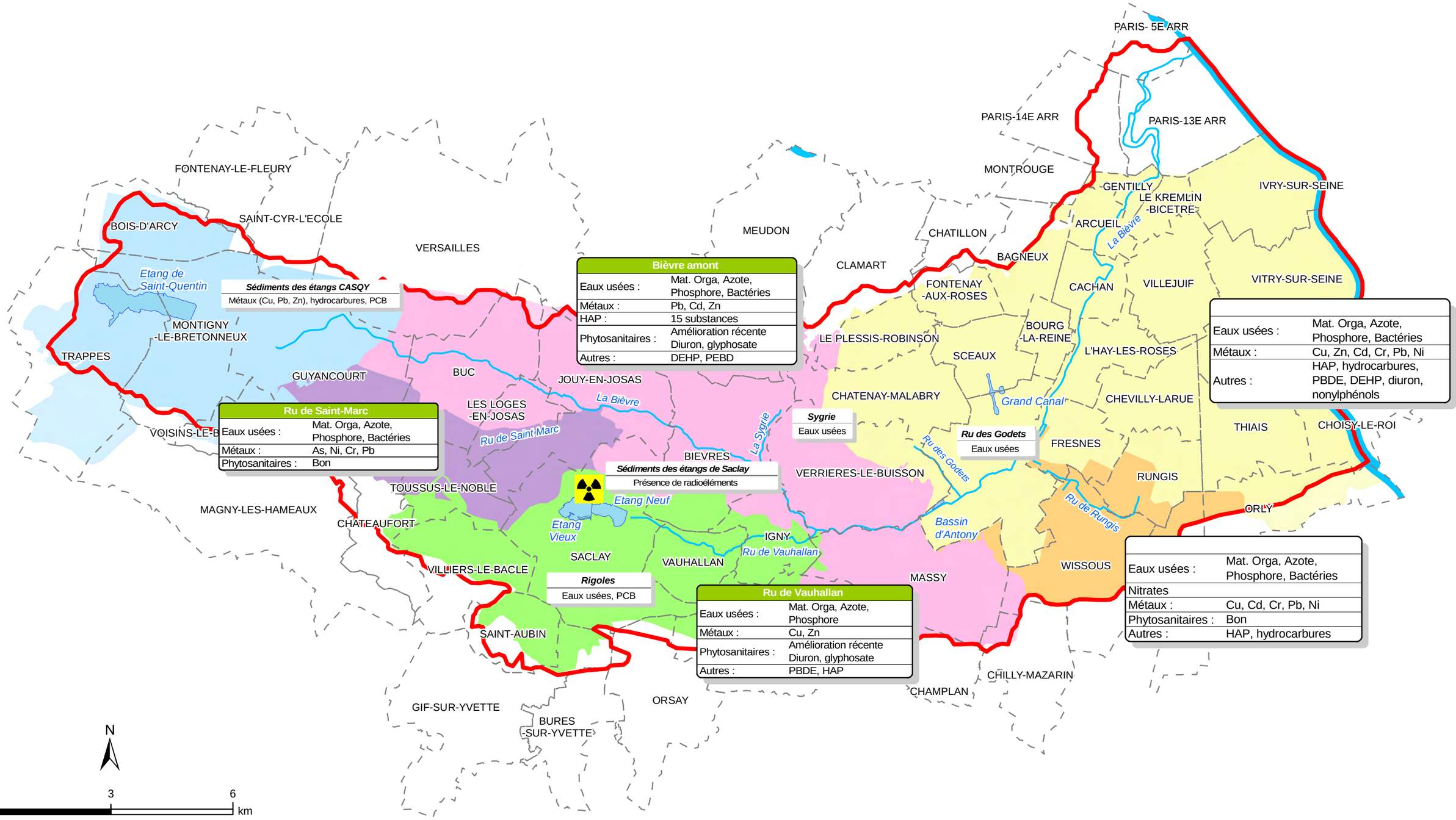
Patrimoine naturel

- Zone de protection spéciale (ZPS)
- Parc Naturel Régional (PNR)
- Réserves Naturelles Régionales (RNR)
- Réserve Naturelle Conventionnelle (RNC)
- Réserves Naturelles Nationales (RNN)
- ZNIEFF I
- ZNIEFF II

Informations générales

- Périmètre SAGE
- Limites communales
- Réseau hydrographique
- Etangs et bassins

Carte E : Outils d'inventaire et de protection du patrimoine naturel



Identification des polluants affectant la qualité des eaux

n° 1

Diagnostic du SAGE de la Bièvre

SMBVB Syndicat Mixte du Bassin Versant de la Bièvre

SAFEGE Ingénieurs Conseils

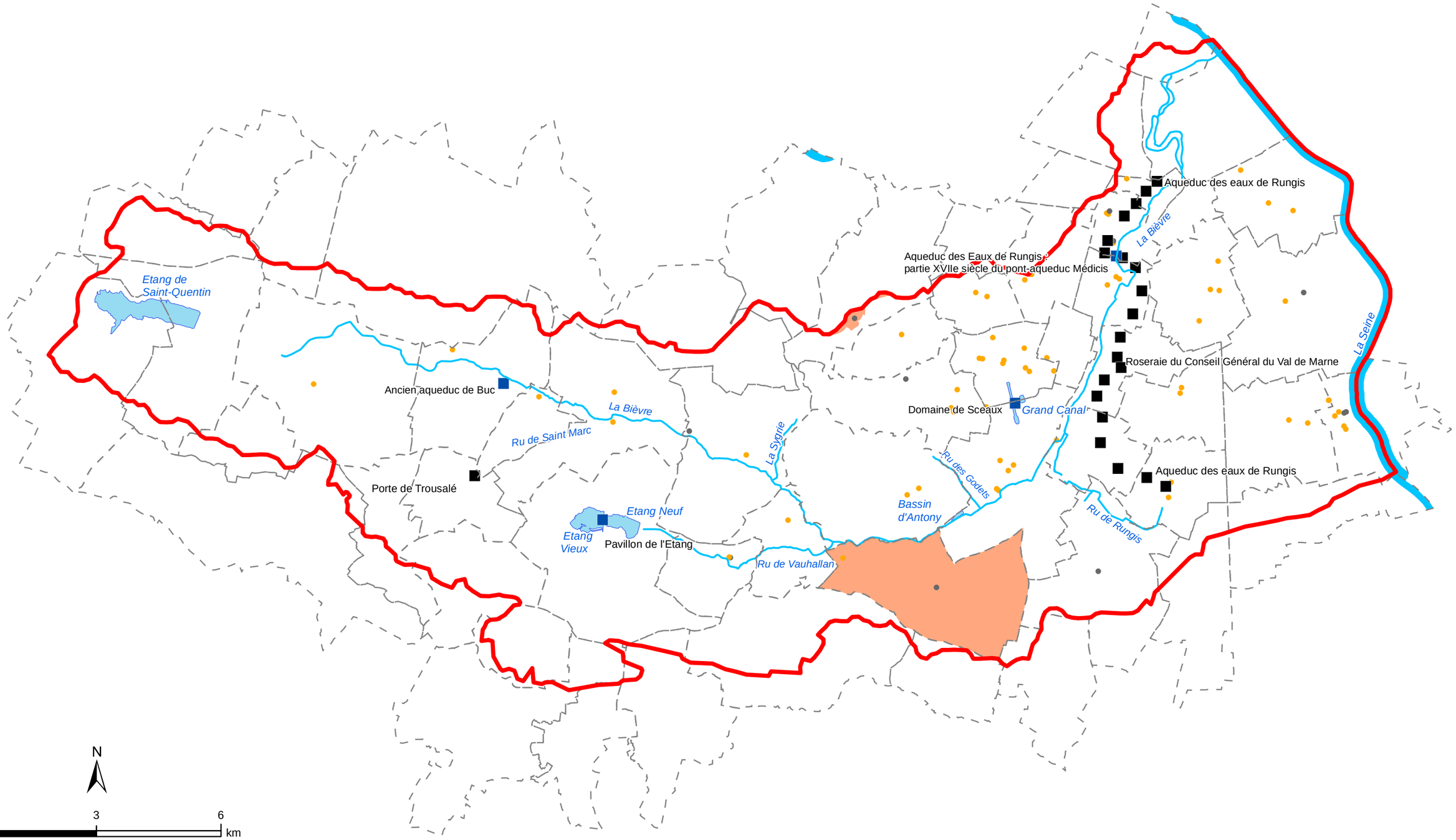
Bassins versants

- BV Bièvre Aval
- BV Ru de Rungis
- BV Bièvre CASQY
- BV Ru de Saint-Marc
- BV Bièvre SIAVB
- BV Ru de Vauhallan

Informations générales

- Périmètre SAGE
- Limites communales
- Réseau hydrographique
- Etangs et bassins

Carte F : Identification des polluants altérant la qualité des eaux



Sources: IGN, Bd Carthage; DRIEE, Patrimoine Naturel
Date: Octobre 2010

Protections du patrimoine historique, architectural et paysager

n° 17a

État initial du SAGE de la Bièvre

SMBVB Syndicat Mixte du Bassin Versant de la Bièvre

SAFEGE Ingénieurs Conseils

Monuments remarquables liés à l'eau

- Monument classé
- Monument inscrit

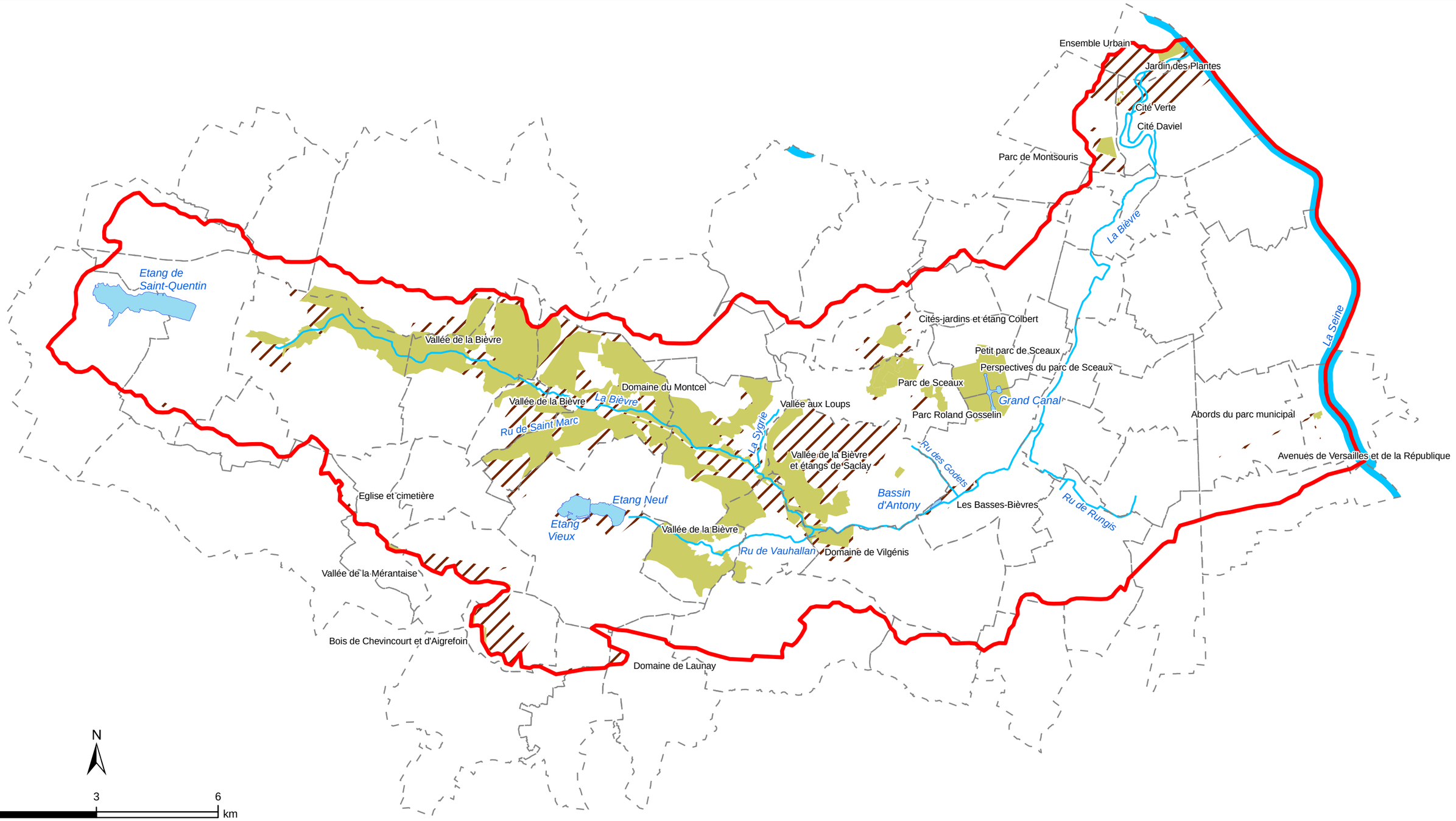
Autres monuments non liés à l'eau

- Monument classé
- Monument inscrit
- Commune concernée par des ZPPAUP

Informations générales

- Périmètre SAGE
- Limites communales
- Réseau hydrographique
- Etangs et bassins

Carte G.a : Protections du patrimoine historique, architectural et paysager



Sources: IGN, Bd Carthage,DRIEE, Patrimoine Naturel
Date: Octobre 2010

Protection du patrimoine architectural et paysager

n°17b

État initial du SAGE de la Bièvre

SAFEGE
Ingénieurs Conseils

Informations générales

- Périmètre SAGE
- Limites communales
- Réseau hydrographique
- Etangs et bassins
- Sites classés
- Sites inscrits

Carte G.b : Protections du patrimoine architectural et paysager

SAGE Bièvre

Maîtrises d'ouvrages compétentes dans le transport des effluents

Carte relative à l'orientation G.1

- SAGE
- Tracé historique de la Bièvre
- Cours d'eau
- Etangs et bassins

Syndicats d'assainissement

- SIAHVY
- SIAVB
- SIAVRM
- SIVOA
- SMAROV
- CA SQY
- Paris
- Communes indépendantes
- SIAAP

Départements

- Hauts-de-Seine
- Val de Marne

Sources, références :
SMBVB

N

0 1 000 2 000 m

1/100 000

FONTENAY-LE-FLEURY
BOIS-D'ARCY
SAINT-CYR-L'ECOLE
VERSAILLES
MONTIGNY-LE-BRETONNEUX
TRAPPES
GUYANCOURT
VOISINS-LE-BRETONNEUX
MAGNY-LES-HAMEAUX
CHATEAUFORT
VILLIERS-LE-BACLE
SAINT-AUBIN
GIF-SUR-YVETTE
BURES-SUR-YVETTE
ORSAY
BUC
JOUY-EN-JOSAS
LES LOGES-EN-JOSAS
TOUSSUS LE-NOBLE
SACLAY
VELIZY VILLACOUBLAY
MEUDON
CLAMART
CHATILLON
BAGNEUX
FONTENAY AUX-ROSES
LE PLESSIS ROBINSON
CHATENAY-MALABRY
BIEVRES
VERRIERES-LE-BUISSON
VAUHALLAN
IGNY
MASSY
PALAISEAU
CHAMPLAN
CHILLY-MAZARIN
ANTONY
PARIS 5ème
PARIS 14ème
PARIS 13ème
MONTROUGE
GENTILLY
LE KREMLIN BICETRE
IVRY-SUR-SEINE
ARCUEIL
CACHAN
VILLEJUIF
VITRY-SUR-SEINE
BOURG LA-REINE
SCEAUX
L'HAY-LES-ROSES
CHEVILLY-LARUE
THIAIS
CHOISY-LE-ROI
FRESNES
RUNGIS
ORLY
WISSOUS
PARAY VIEILLE-POSTE
Bièvre amont
Bièvre aval
Ru de Saint-Marc
La Sygrie
Ru de Vauhallan
Ru des Godets
Ru de Rungis

ATR / SAGEBievre_MO Transport des effluents.mxd / Avril2014
SCE/2013

Carte 1 : Maitrises d'ouvrage compétentes dans le transport des effluents à la date d'entrée en vigueur du SAGE

SAGE Bièvre

Maîtres d'ouvrages compétents dans la gestion des réseaux hydrographiques ou pluviaux

SAGE

Réseau hydrographique

- Aqueduc
- Rigole
- Rigole busée
- Réseau d'eaux pluviales ou unitaires
- Réseau d'eaux pluviales non utilisé en situation normale
- Cours d'eau
- Etangs et bassins

Gestionnaire

- SYMEN
- SMAGER
- CASQY
- SYB
- SIAVB
- ONF
- CEA
- Etat
- Commune
- SIAAP
- CAHB
- CAVB
- CG92
- CG94
- Unitaire parisien
- Inconnu

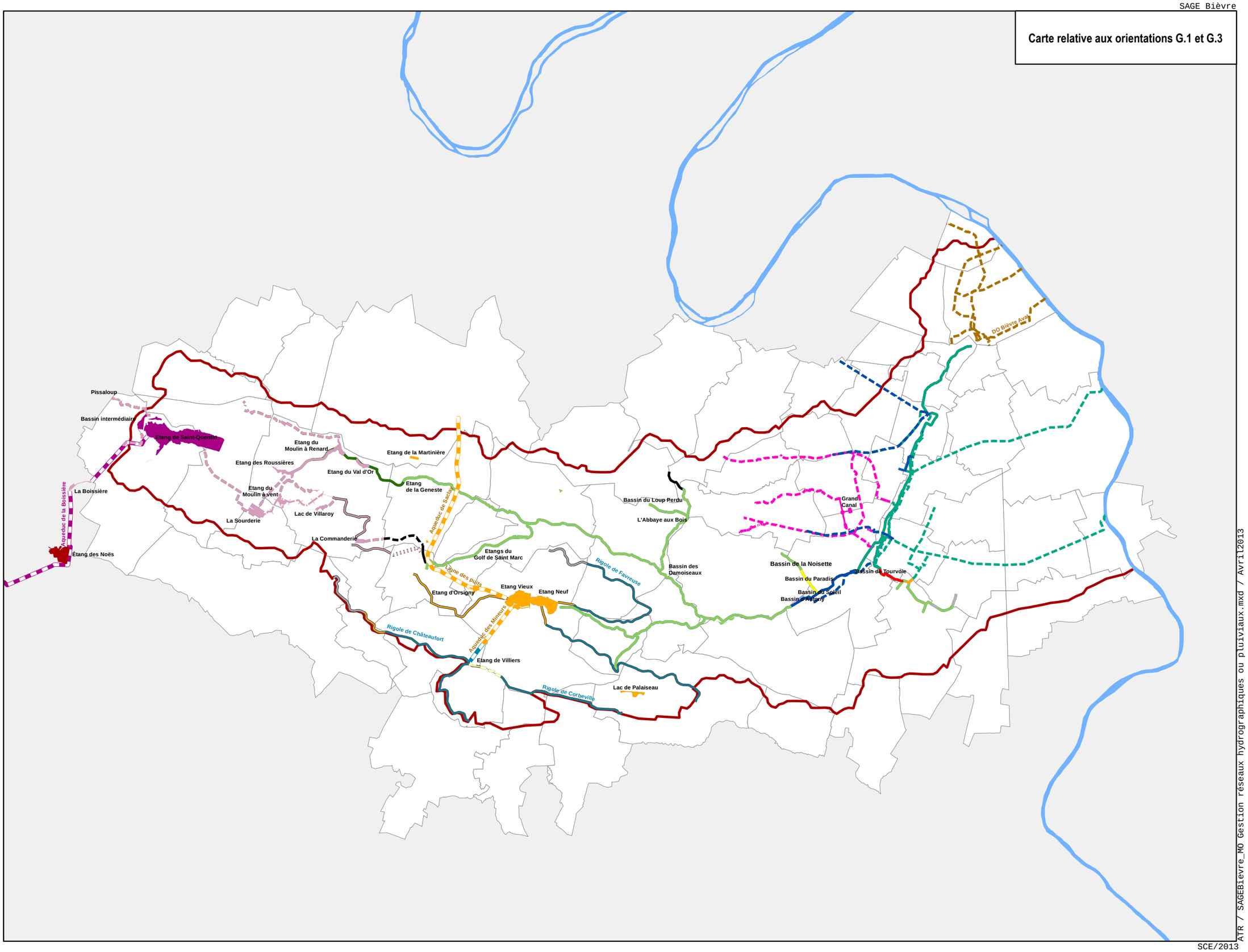
Sources, références :
SMBVB

N

0 1 100 2 200 m

1/110 000

Carte relative aux orientations G.1 et G.3



Carte 2 : Maitrises d'ouvrage compétentes dans la gestion des réseaux hydrographiques ou pluviaux à la date d'entrée en vigueur du SAGE

SAGE Bièvre

Contrats globaux sur le territoire du SAGE

SAGE

Tracé historique de la Bièvre

Cours d'eau

Etangs et bassins

Contrats globaux

Contrat pour la réouverture de la Bièvre Aval : 2010 - 2015

Contrat de la Bièvre Amont : 2014 - 2018

Contrat Bassin Seine parisienne amont : 2012 - 2016

Contrat Plaines et Coteaux de la Seine centrale urbaine

Sources, références :
SMBVB

N

0 1 000 2 000 m

1/100 000

Carte relative à l'orientation G.1

FONTENAY-LE-FLEURY
BOIS-D'ARCY
SAINT-CYR-L'ECOLE
VERSAILLES
MEUDON
PARIS 5ème
PARIS 14ème
PARIS 13ème
MONTROUGE
GENTILLY
IVRY-SUR-SEINE
ARCUEIL
LE KREMLIN BICETRE
CHATILLON
CLAMART
BAGNEUX
MONTIGNY-LE-BRETONNEUX
VELIZY VILLACOUBLAY
FONTENAY AUX-ROSES
CACHAN
VILLEJUIF
VITRY-SUR-SEINE
LE PLESSIS ROBINSON
BOURG LA-REINE
SCEAUX
L'HAY-LES-ROSES
TRAPPES
GUYANCOURT
BUC
Bièvre amont
JOUY-EN-JOSAS
CHATENAY-MALABRY
CHEVILLY-LARUE
CHOISY-LE-ROI
LES LOGES-EN-JOSAS
BIEVRES
La Sygrie
Bièvre aval
VOISINS-LE-BRETONNEUX
Ru de Saint-Marc
THIAIS
FRESNES
TOUSSUS LE-NOBLE
VERRIERES-LE-BUISSON
Ru de Godets
ANTONY
Ru de Rungis
RUNGIS
MAGNY-LES-HAMEAUX
CHATEAUFORT
Ru de Vauhallan
SACLAY
IGNY
ORLY
VILLIERS-LE-BACLE
VAUHALLAN
MASSY
WISSOUS
PARAY VIEILLE-POSTE
SAINT-AUBIN
PALAISEAU
CHAMPLAN
CHILLY-MAZARIN
GIF-SUR-YVETTE
BURES-SUR-YVETTE
ORSAY

ATR / SAGEBievre_Contrats globaux.mxd / Avril2014

SCE/2013

Carte 3 : Programmes opérationnels en cours ou pressentis dans le cadre de la mise en oeuvre du SAGE

SAGE Bièvre

Grands pôles de développement du bassin versant

SAGE

Tracé historique de la Bièvre

Cours d'eau

Etangs et bassins

Grands pôles de développement

Zones d'urbanisation future

Contrat de développement territorial

Sciences et santé

Grand Orly

Grandes Ardoines

Grandes Ardoines et Grand Orly

Innovation numérique

Paris - Saclay Territoire sud

Versailles - Saint-Quentin en-Yvelines

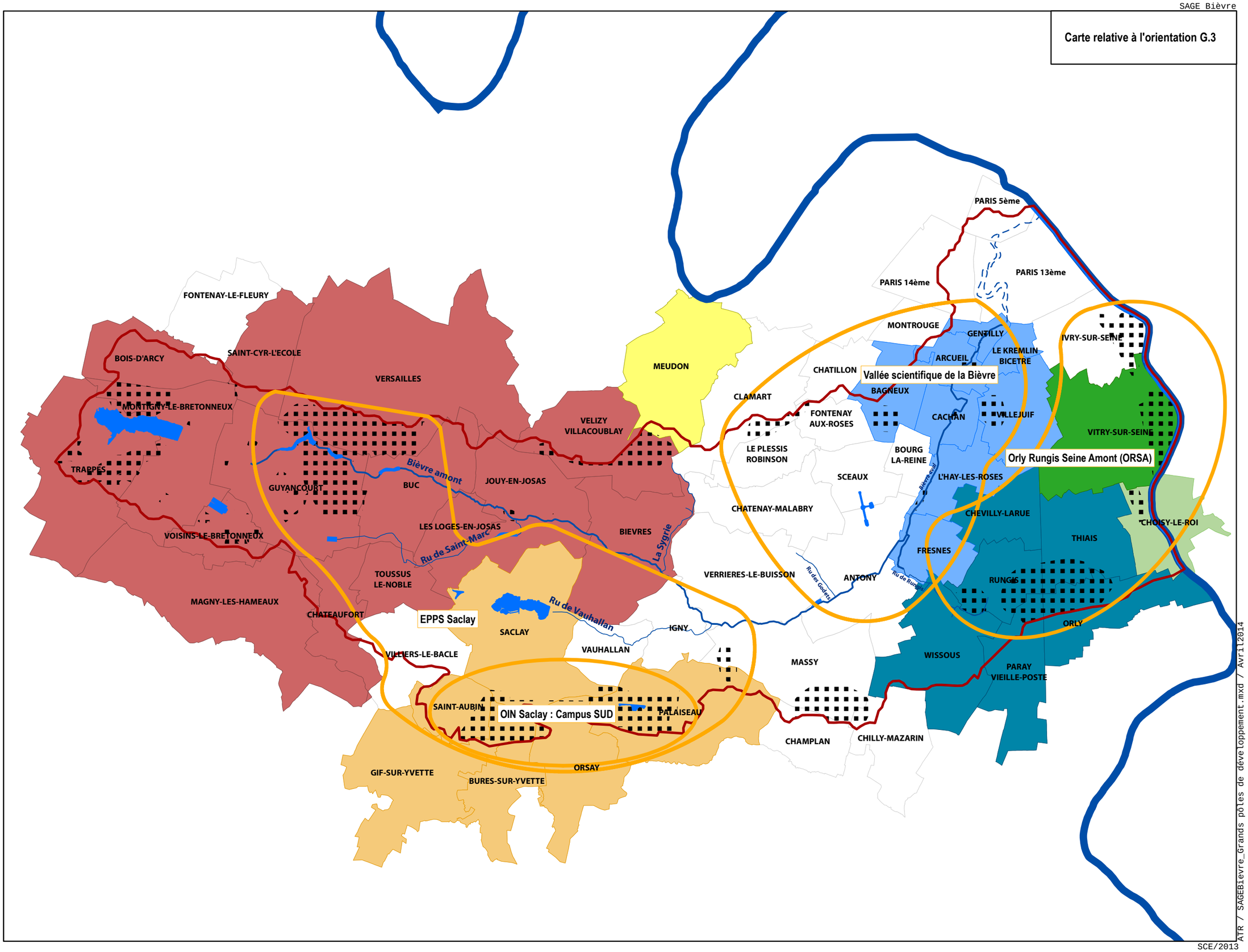
Sources, références :
SMBVB

N

0 1 000 2 000 m

1/100 000

Carte relative à l'orientation G.3



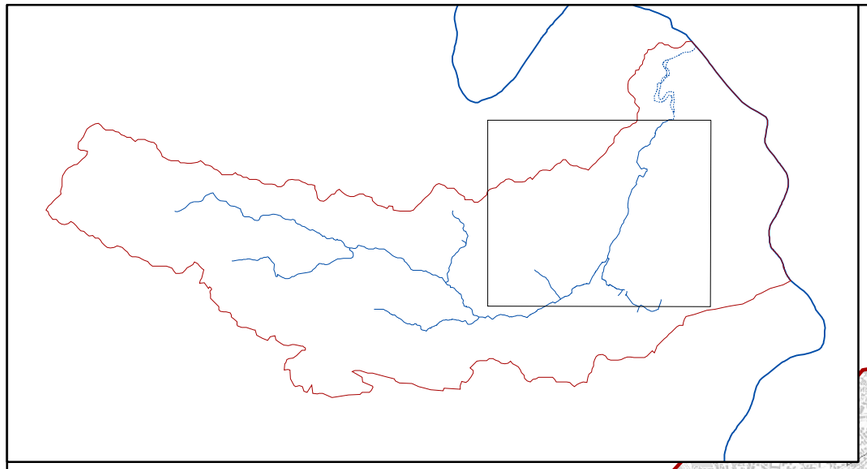
ATR / SAGEBievre_Grands pôles de développement.mxd / Avril2014

SCE/2013

Carte 4 : Les grands pôles de développement du territoire du SAGE

SAGE Bièvre

Réouverture / renaturation des cours d'eau



Carte relative à l'orientation M.1

- SAGE
- Etangs et bassins
- La Bièvre historique
- Cours d'eau
- Espaces verts ou forêts

- Pressenti pour la réouverture
- Réouverture / renaturation programmée
- Réouvert / renaturé

GENTILLY
Parc Pablo Picasso
IVRY-SUR-SEINE
LE KREMLIN-BICETRE
ARCUEIL
Parc du Coteau
BAGNEUX
Jardin du Vallon
CACHAN
VILLEJUIF
FONTENAY-AUX-ROSES
LE PLESSIS-ROBINSON
BOURG-LA-REINE
SCEAUX
Bièvre aval
L'HAY-LES-ROSES
Parc de la Bièvre
Avenue Flouquet
CHEVILLY-LARUE
Parc des Prés-Fresnes
CHATENAY-MALABRY
THIAIS
FRESNES
Ru des Godets
Ru des Godets
Ru des Godets
Ru de Rungis
Ru de Rungis
VERRIERES-LE-BUISSON
ANTONY
RUNGIS
Ru de Rungis
ORLY
Massy
IGNY

Sources, références :
SMBVB
IGN Scan25

N

0 300 600 m

1/35 000

SAGEBievre_MAU_XX_ReouvertureCoursEau.mxd / Mai 2016

SCE/2013

Carte 5 : réouverture / renaturation des cours d'eau

SAGE Bièvre

Tracé historique de La Bièvre dans Paris

Carte relative à l'orientation M.1

- SAGE
- Tracé historique de la Bièvre
- Cours d'eau
- Etangs et bassins
- Déversoir Bièvre
- Espaces verts

PARIS 5ème
PARIS 14ème
PARIS 13ème
GENTILLY
IVRY-SUR-SEINE
LE KREMLIN-BICETRE
ARCUEIL
BAGNEUX
CACHAN
VILLEJUIF
FONTENAY-AUX-ROSES
VITRY-SUR-SEINE

Sources, références :
SMBVB
IGN Scan25

N

0 300 600 m

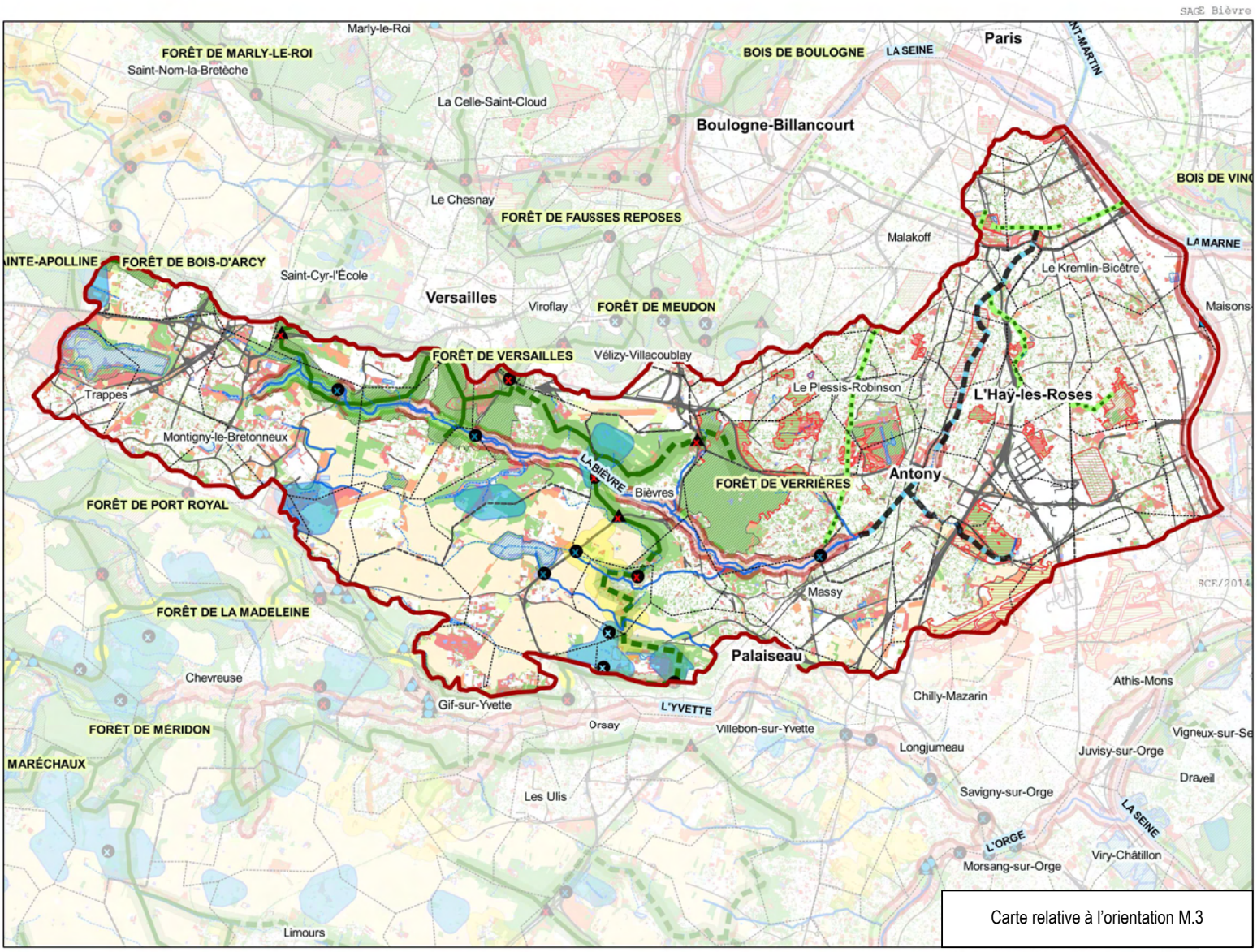
1/30 000

ATR / SAGEBievre_Tracé historique de La Bièvre dans Paris.mxd / Avril2014

SCE/2013

Carte 6 : Tracé historique de la Bièvre dans Paris

Carte 7 : **Trame verte et bleue**



Carte relative à l'orientation M.3

Sources, références : SMBVB, SRCE

N

0 1500 3000 m

CORRIDORS À PRÉSERVER OU RESTAURER

Principaux corridors à préserver
- Corridors de la sous-trame arborée
- Corridors de la sous-trame herbacée

Corridors alluviaux multitrames
- Le long des fleuves et rivières
- Le long des canaux

Principaux corridors à restaurer
- Corridors de la sous-trame arborée
- Corridors des milieux calcaires

Corridors alluviaux multitrames en contexte urbain
- Le long des fleuves et rivières
- Le long des canaux

Réseau hydrographique
- Cours d'eau à préserver et/ou à restaurer
- Autres cours d'eau intermittents à préserver et/ou à restaurer

Connexions multitrames
- Connexions entre les forêts et les corridors alluviaux
- Autres connexions multitrames

ÉLÉMENTS FRAGMENTANTS À TRAITER PRIORITAIREMENT

Obstacles et points de fragilité de la sous-trame arborée
- Coupures des réservoirs de biodiversité par les infrastructures majeures ou importantes
- Principaux obstacles
- Points de fragilité des corridors arborés

Obstacles et points de fragilité de la sous-trame bleue
- Cours d'eau souterrains susceptibles de faire l'objet d'opérations de réouverture
- Obstacles à traiter d'ici 2017 (L. 214-17 du code de l'environnement)
- Obstacles sur les cours d'eau
- Secteurs riches en mares et mouillères recoupés par des infrastructures de transport
- Milieux humides alluviaux recoupés par des infrastructures de transport

ÉLÉMENTS À PRÉSERVER
- Réservoirs de biodiversité
- Milieux humides

CONTINUITÉS EN CONTEXTE URBAIN
- Autres secteurs reconnus pour leur intérêt écologique
- Liaisons reconnues pour leur intérêt écologique

AUTRES ÉLÉMENTS D'INTÉRÊT MAJEUR
pour le fonctionnement des continuités écologiques
- Secteurs de concentration de mares et mouillères
- Mosaïques agricoles
- Lisières agricoles des boisements de plus de 100 ha situés sur les principaux corridors arborés

OCCUPATION DU SOL
- Boisements
- Formations à caractère prairial
- Friches
- Jardins et espaces verts
- Cultures
- Plans d'eau
- Bassins
- Tissu urbain
- Limites départementales
- Limites communales

Infrastructures de transport
- Infrastructures routières majeures
- Infrastructures ferroviaires majeures
- Infrastructures routières importantes
- Infrastructures ferroviaires importantes

SAGE Bièvre

Zones humides identifiées sur le territoire du SAGE en 2013 d'après les critères de l'arrêté du 24 juin 2008 modifié le 1er octobre 2009 (carte non exhaustive)

- SAGE
- Tracé historique de la Bièvre
- Cours d'eau
- Etangs et bassins
- Surfaces imperméabilisées
- Zones humides inventoriées

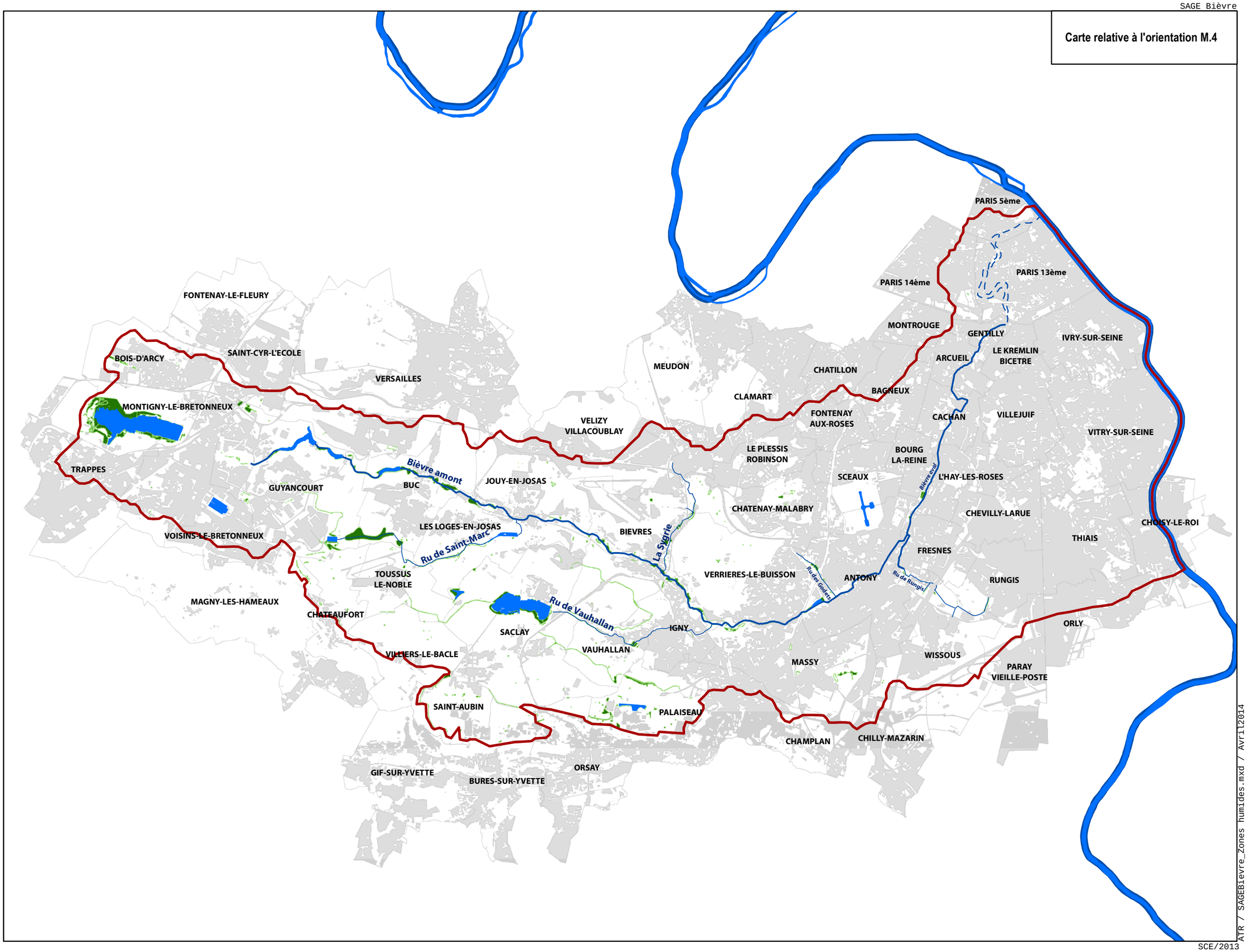
Sources, références :
SMBVB
EPPS / RNN
SNPN

N

0 1 000 2 000 m

1/100 000

Carte relative à l'orientation M.4



Carte 8 : Zones humides identifiées sur le territoire du SAGE lors des inventaires réalisés en 2013 (carte non exhaustive)

SAGE Bièvre

Carte relative à l'orientation M.4

SAGE Bièvre

Zones humides identifiées sur le territoire du SAGE en 2013 d'après les critères de l'arrêté du 24 juin 2008 modifié le 1er octobre 2009 (carte non exhaustive)

- SAGE
- Tracé historique de la Bièvre
- Cours d'eau
- Zones humides inventoriées

Planche 1/9

Sources, références :
SMBVB
EPPS / RNN
SNPN

N

0 200 400 m

1/20 000

ATR / SAGEBievre_Zones humides.mxd / Avril2014

SCE/2013

Carte 8 : zones humides identifiées sur le territoire du SAGE lors des inventaires réalisés en 2013 (carte non exhaustive) - échelle 1/20 000ème

SAGE Bièvre

Zones humides identifiées sur le territoire du SAGE en 2013 d'après les critères de l'arrêté du 24 juin 2008 modifié le 1er octobre 2009 (carte non exhaustive)

Carte relative à l'orientation M.4

- SAGE
- Tracé historique de la Bièvre
- Cours d'eau
- Zones humides inventoriées

Planche 2/9

Sources, références :
SMBVB
EPPS / RNN
SNPN

N

0 200 400 m

1/20 000

ATR / SAGEBievre_Zones humides.mxd / Avril2014

SCE/2013

Carte 8 : zones humides identifiées sur le territoire du SAGE lors des inventaires réalisés en 2013 (carte non exhaustive) - échelle 1/20 000ème

SAGE Bièvre

Carte relative à l'orientation M.4

SAGE Bièvre

Zones humides identifiées sur le territoire du SAGE en 2013 d'après les critères de l'arrêté du 24 juin 2008 modifié le 1er octobre 2009 (carte non exhaustive)

SAGE

Tracé historique de la Bièvre

Cours d'eau

Zones humides inventoriées

Planche 3/9

Sources, références :
SMBVB
EPPS / RNN
SNPN

N

0 200 400 m

1/20 000

ATR / SAGEBievre_Zones humides.mxd / Avril2014

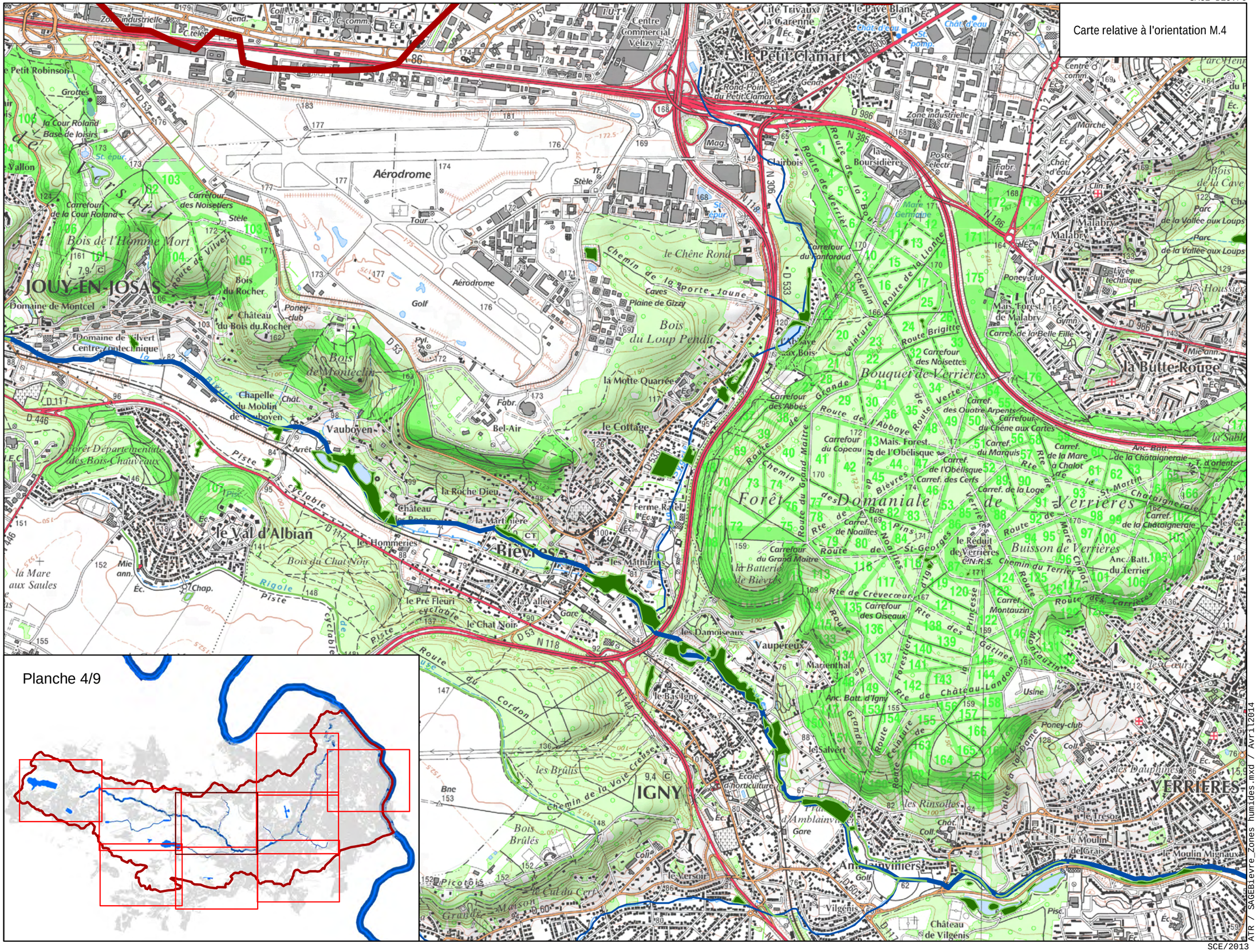
SCE/2013

Carte 8 : zones humides identifiées sur le territoire du SAGE lors des inventaires réalisés en 2013 (carte non exhaustive) - échelle 1/20 000ème

SAGE Bièvre

Zones humides identifiées sur le territoire du SAGE en 2013 d'après les critères de l'arrêté du 24 juin 2008 modifié le 1er octobre 2009 (carte non exhaustive)

Carte relative à l'orientation M.4

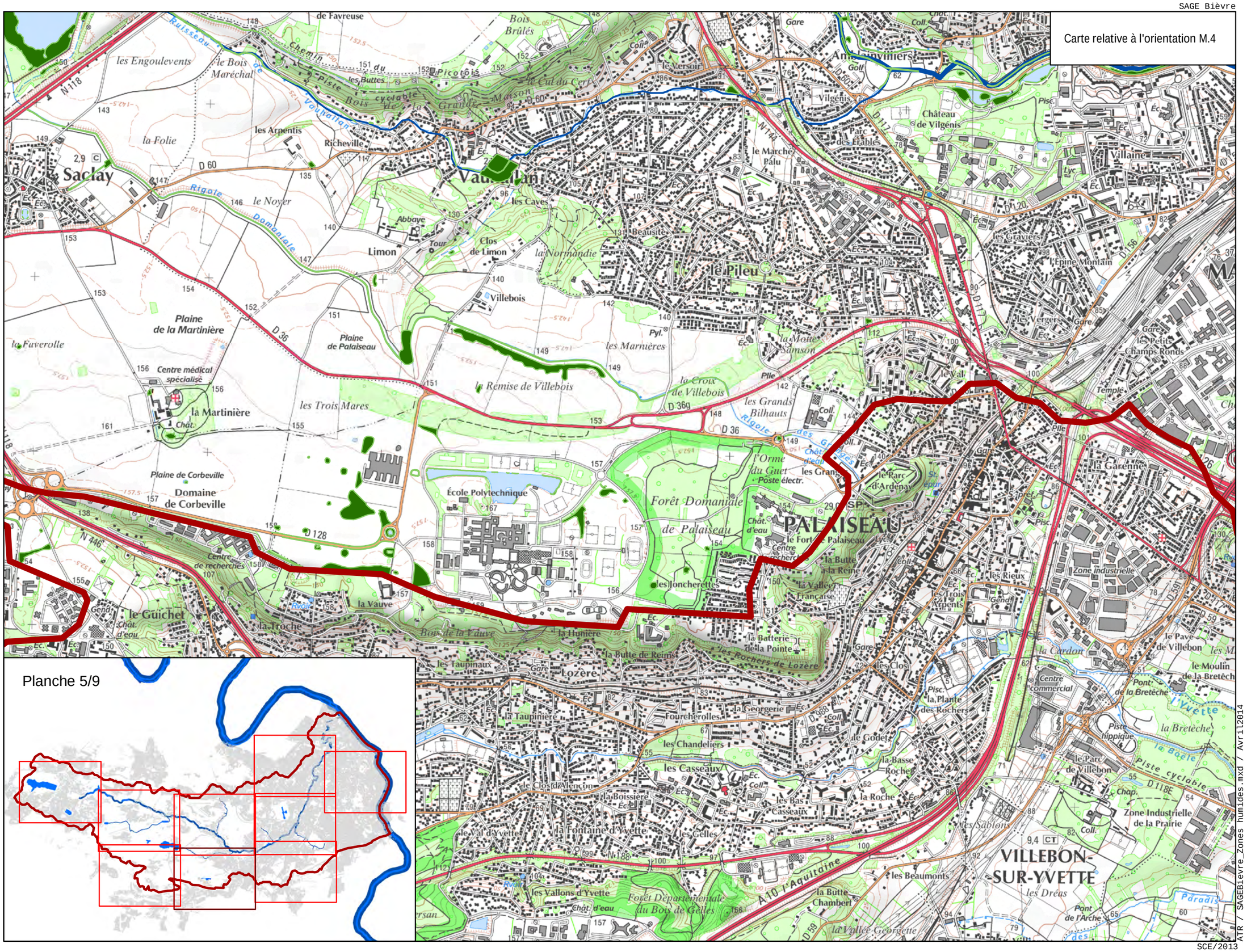


Carte 8 : zones humides identifiées sur le territoire du SAGE lors des inventaires réalisés en 2013 (carte non exhaustive) - échelle 1/20 000ème

SAGE Bièvre

Zones humides identifiées sur le territoire du SAGE en 2013 d'après les critères de l'arrêté du 24 juin 2008 modifié le 1er octobre 2009 (carte non exhaustive)

Carte relative à l'orientation M.4



- SAGE
- Tracé historique de la Bièvre
- Cours d'eau
- Zones humides inventoriées

Sources, références :
SMBVB
EPPS / RNN
SNPN

ATR / SAGEBievre_Zones humides.mxd / Avril2014

SCE/2013

Carte 8 : zones humides identifiées sur le territoire du SAGE lors des inventaires réalisés en 2013 (carte non exhaustive) - échelle 1/20 000ème

SAGE Bièvre

Zones humides identifiées sur le territoire du SAGE en 2013 d'après les critères de l'arrêté du 24 juin 2008 modifié le 1er octobre 2009 (carte non exhaustive)

Carte relative à l'orientation M.4

SAGE

Tracé historique de la Bièvre

Cours d'eau

Zones humides inventoriées

Planche 6/9

Sources, références :
SMBVB
EPPS / RNN
SNPN

N

0 200 400 m

1/20 000

ATR / SAGEBievre_Zones humides.mxd / Avr112014

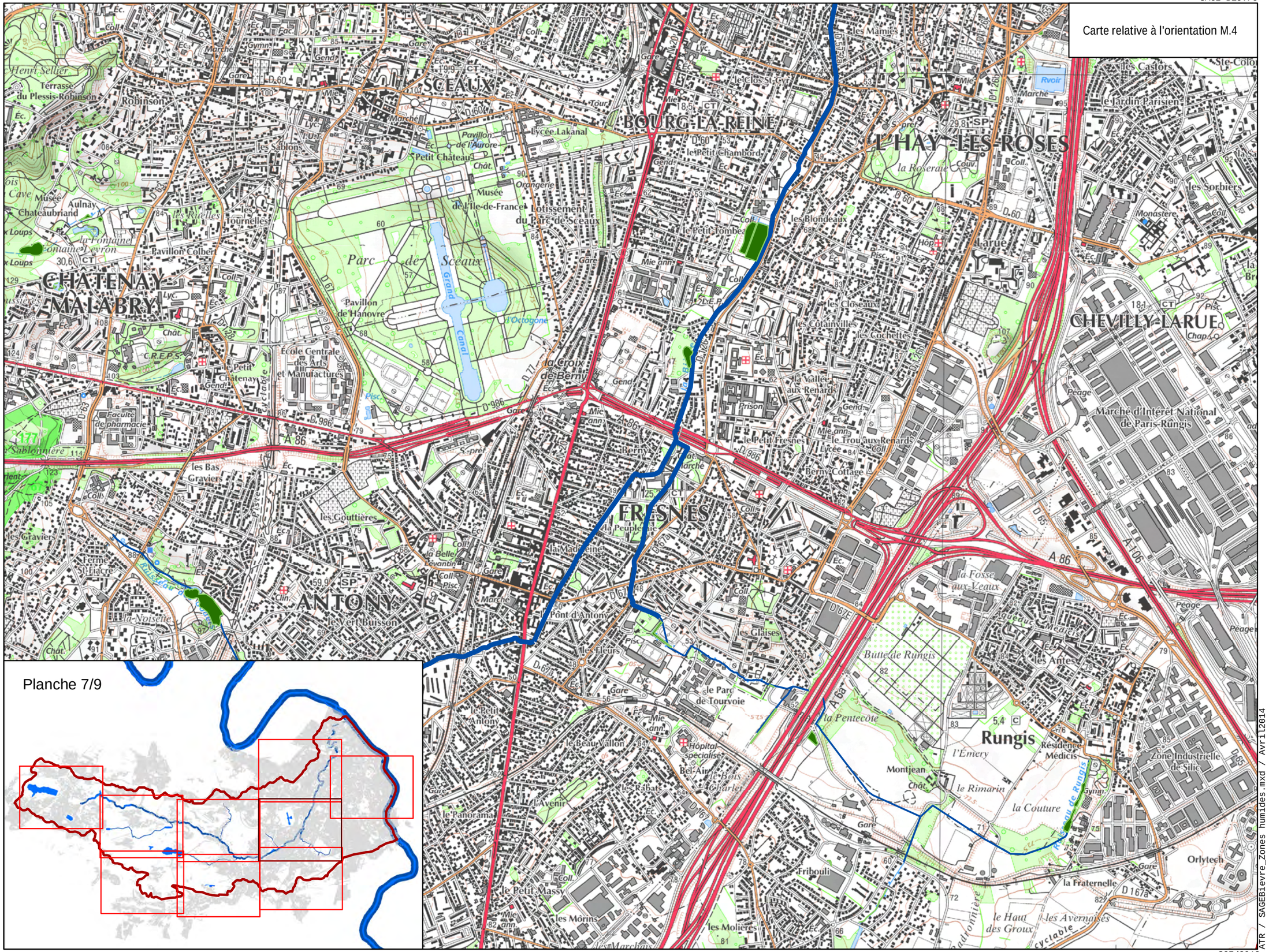
SCE/2013

Carte 8 : zones humides identifiées sur le territoire du SAGE lors des inventaires réalisés en 2013 (carte non exhaustive) - échelle 1/20 000ème

SAGE Bièvre

Zones humides identifiées sur le territoire du SAGE en 2013 d'après les critères de l'arrêté du 24 juin 2008 modifié le 1er octobre 2009 (carte non exhaustive)

Carte relative à l'orientation M.4



SAGE
Tracé historique de la Bièvre
Cours d'eau
Zones humides inventoriées

Sources, références :
SMBVB
EPPS / RNN
SNPN

N

0 200 400 m

1/20 000

ATR / SAGEBievre_Zones humides.mxd / Avril2014

SCE/2013

Carte 8 : zones humides identifiées sur le territoire du SAGE lors des inventaires réalisés en 2013 (carte non exhaustive) - échelle 1/20 000ème

Carte relative à l'orientation M.4

SAGE Bièvre

Zones humides identifiées sur le territoire du SAGE en 2013 d'après les critères de l'arrêté du 24 juin 2008 modifié le 1er octobre 2009 (carte non exhaustive)

- SAGE
- Tracé historique de la Bièvre
- Cours d'eau
- Zones humides inventoriées

Planche 8/9

Sources, références :
SMBVB
EPPS / RNN
SNPN

N

0 200 400 m

1/20 000

ATR / SAGEBievre_Zones humides.mxd / Avril2014

SCE/2013

Carte 8 : zones humides identifiées sur le territoire du SAGE lors des inventaires réalisés en 2013 (carte non exhaustive) - échelle 1/20 000ème

Carte relative à l'orientation M.4

SAGE Bièvre

Zones humides identifiées sur le territoire du SAGE en 2013 d'après les critères de l'arrêté du 24 juin 2008 modifié le 1er octobre 2009 (carte non exhaustive)

SAGE

Tracé historique de la Bièvre

Cours d'eau

Zones humides inventoriées

Planche 9/9

Sources, références :
SMBVB
EPPS / RNN
SNPN

N

0 200 400 m

1/20 000

ATR / SAGEBievre_Zones humides.mxd / Avril2014

SCE/2013

Carte 8 : zones humides identifiées sur le territoire du SAGE lors des inventaires réalisés en 2013 (carte non exhaustive) - échelle 1/20 000ème

SAGE Bièvre

Bassins dont les eaux de ruissellement alimentent La Bièvre

- SAGE
- Tracé historique de la Bièvre
- Cours d'eau
- Etangs et bassins
- Bassins drainés en totalité vers la Bièvre
- Bassins drainés partiellement vers la Bièvre en temps de pluie (et vers les réseaux unitaires de fond de vallée de la Bièvre en temps sec)
- Bassins drainés en totalité vers la Bièvre par petites pluies et partiellement par fortes pluies
- Bassins versants dont les eaux de ruissellement sont exportées hors du territoire du SAGE

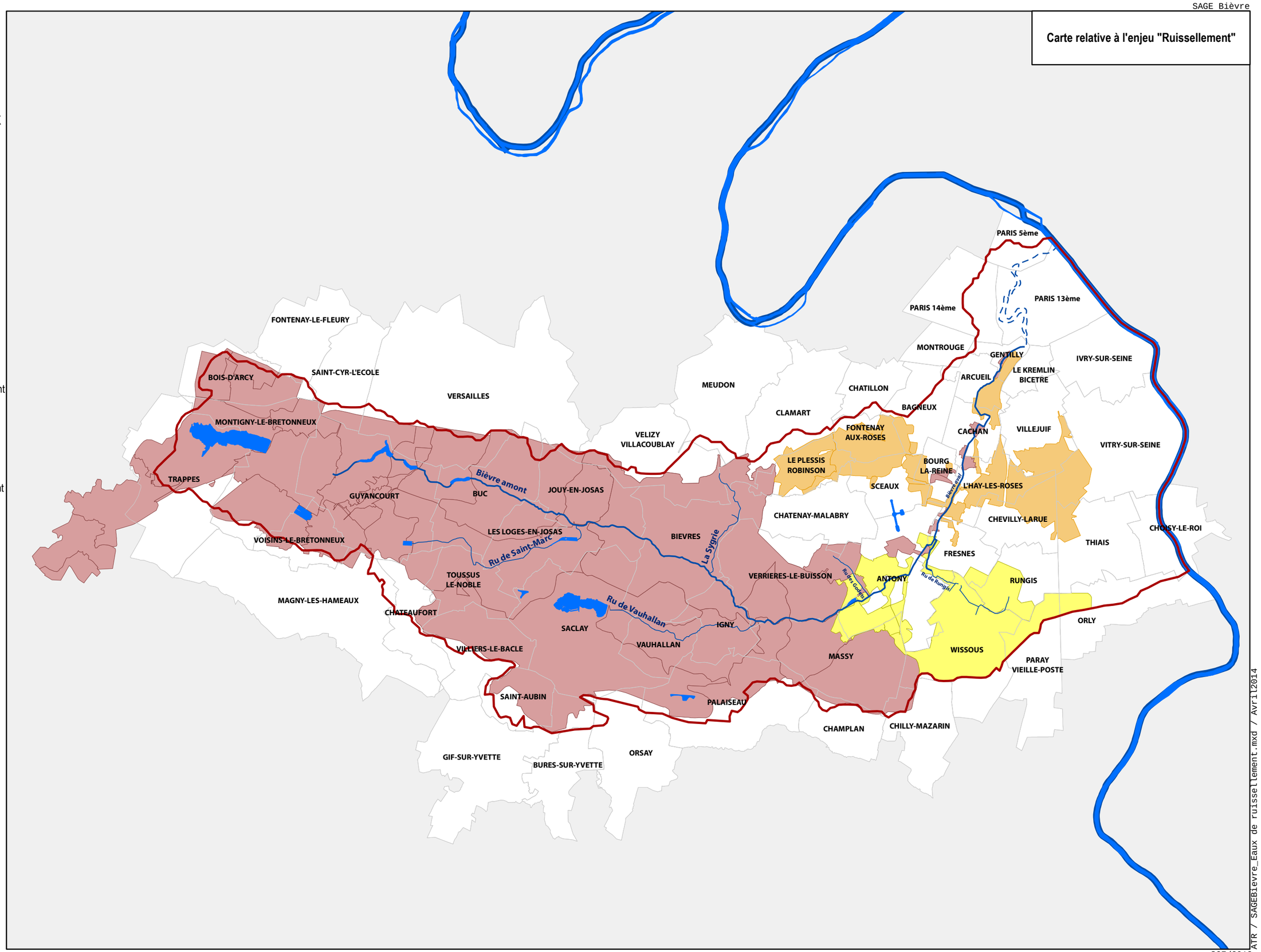
Sources, références :
SMBVB

N

0 1 100 2 200 m

1/110 000

Carte relative à l'enjeu "Ruissellement"



Carte 9 : Bassins dont les eaux de ruissellement alimentent La Bièvre

SAGE Bièvre

Secteurs vulnérables au risque de débordement des réseaux à l'aval du territoire du SAGE

- SAGE
- Tracé historique de la Bièvre
- Cours d'eau
- Autoroutes
- Surfaces imperméabilisées
- Crue 1910 de Paris
- Zones submergées en juillet 2001

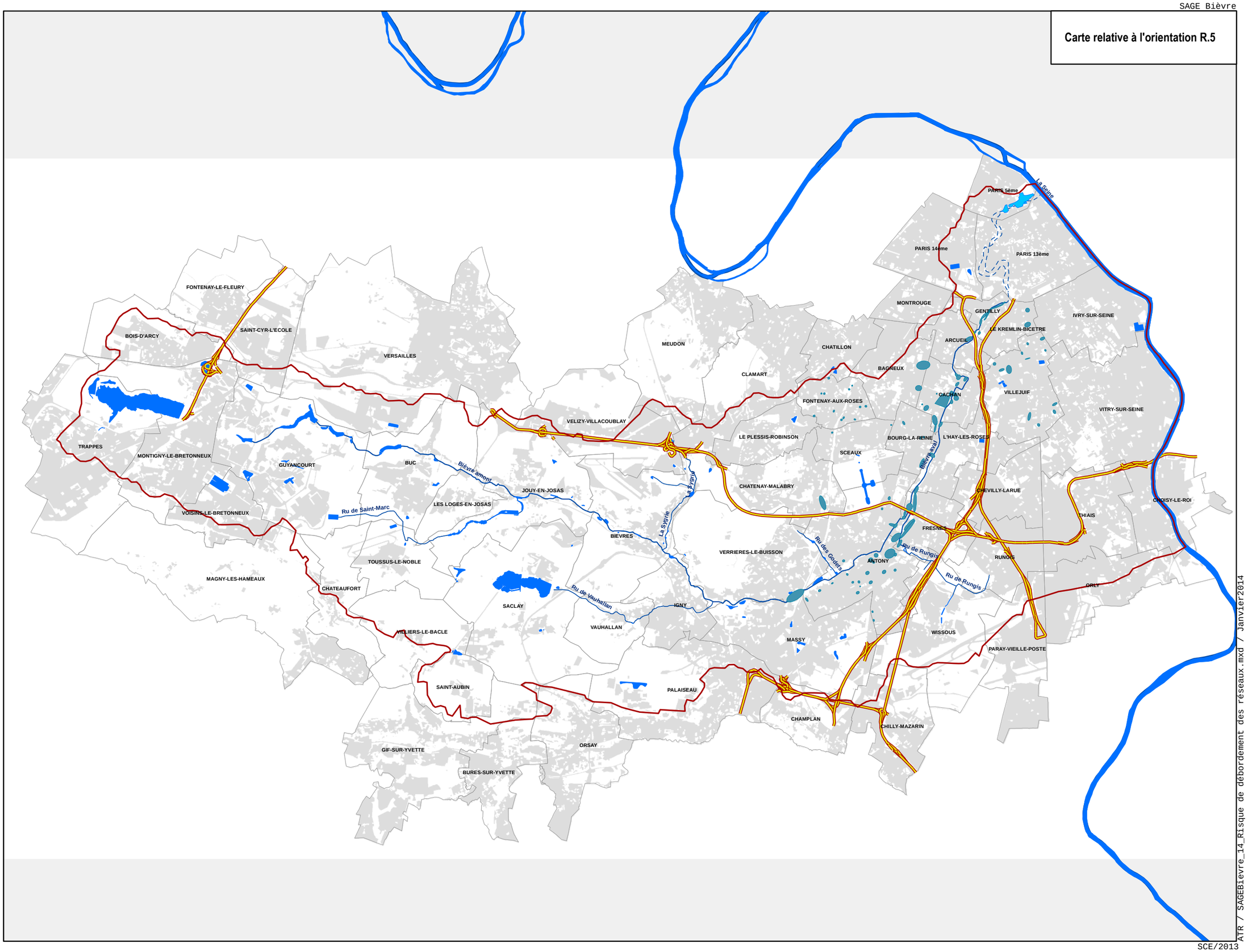
Sources, références :
SMBVB

N

0 600 1 200 m

1/100 000

Carte relative à l'orientation R.5



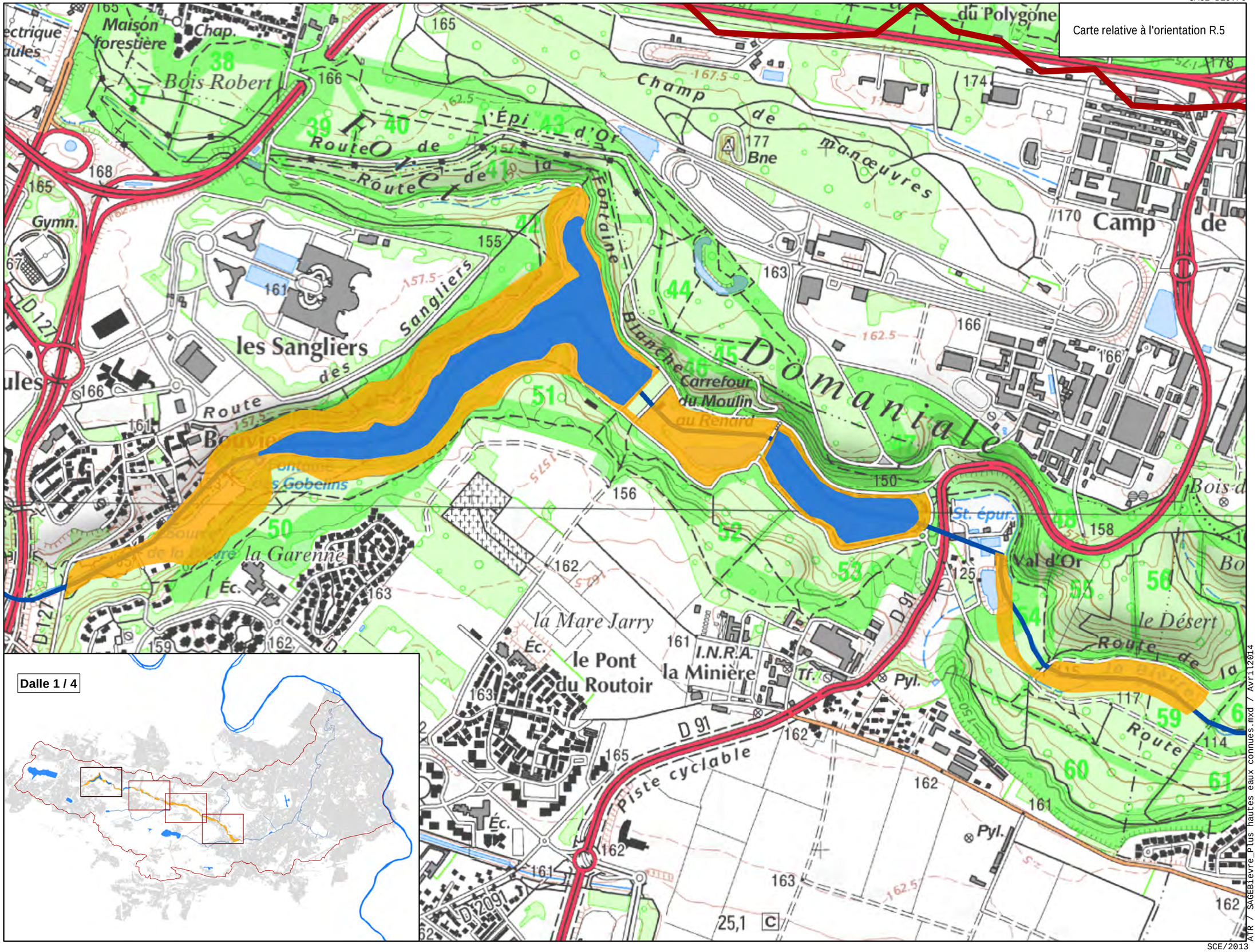
Carte 10 : Zones inondées et zones submergées par débordements de réseaux sur le territoire du SAGE

SAGE Bièvre

Plus hautes eaux connues sur l'amont du territoire du SAGE

Carte relative à l'orientation R.5

- SAGE
- Tracé historique de la Bièvre
- Cours d'eau
- Etangs et bassins
- Surfaces imperméabilisées
- Zones inondées en Juillet 1982



Sources, références :
SMBVB

N

0 100 200 m

1/10 000

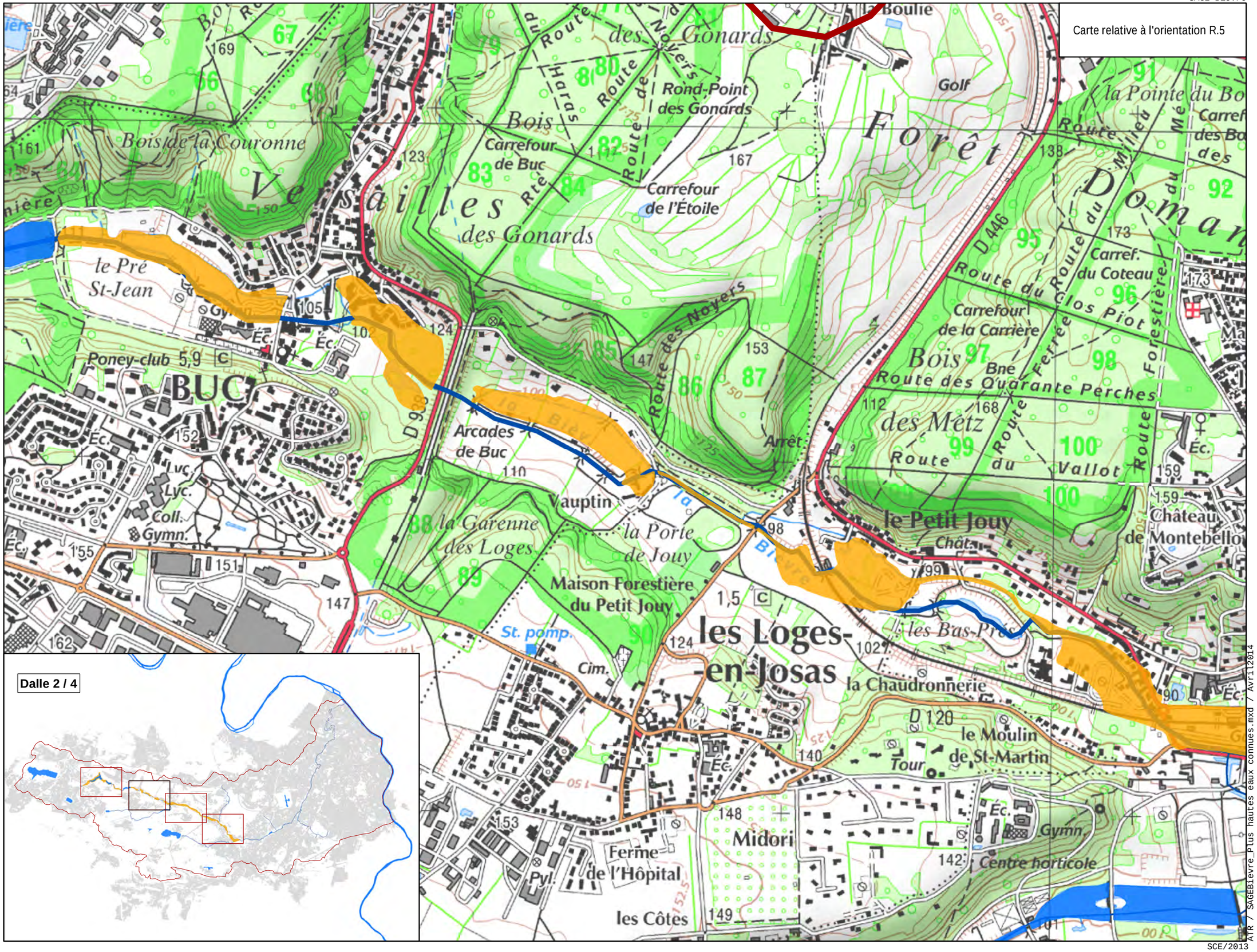
Carte 10 : Plus hautes eaux connues sur l'amont du territoire du SAGE - échelle 1/10 000ème

SAGE Bièvre

Plus hautes eaux connues sur l'amont du territoire du SAGE

Carte relative à l'orientation R.5

- SAGE
- Tracé historique de la Bièvre
- Cours d'eau
- Etangs et bassins
- Surfaces imperméabilisées
- Zones inondées en Juillet 1982



Sources, références :
SMBVB

N

0 100 200 m

1/10 000

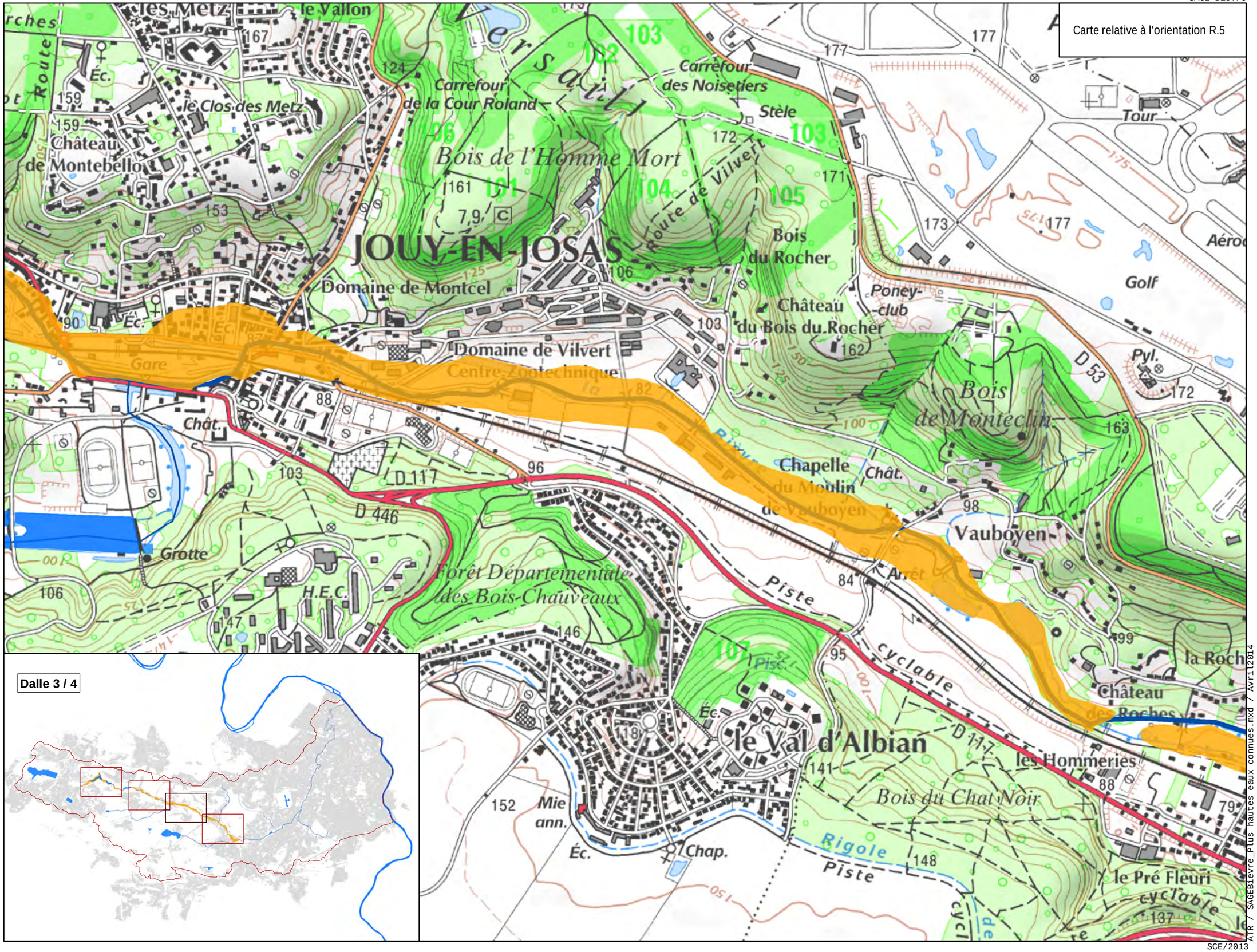
Carte 10 : Plus hautes eaux connues sur l'amont du territoire du SAGE - échelle 1/10 000ème

SAGE Bièvre

Plus hautes eaux connues sur l'amont du territoire du SAGE

Carte relative à l'orientation R.5

- SAGE
- Tracé historique de la Bièvre
- Cours d'eau
- Etangs et bassins
- Surfaces imperméabilisées
- Zones inondées en Juillet 1982



Sources, références :
SMBVB

N

0 100 200 m

1/10 000

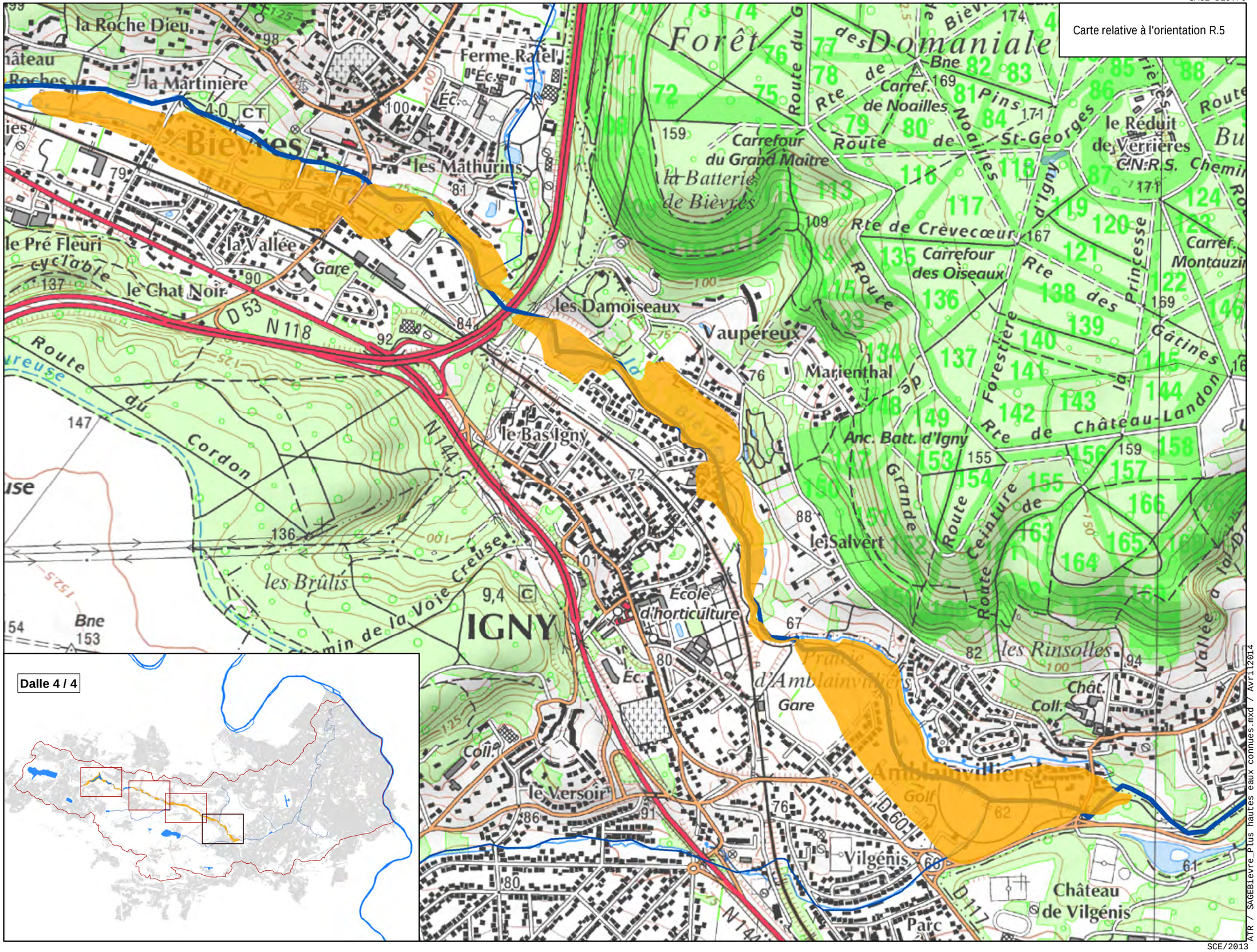
Carte 10 : Plus hautes eaux connues sur l'amont du territoire du SAGE - échelle 1/10 000ème

SAGE Bièvre

Plus hautes eaux connues sur l'amont du territoire du SAGE

Carte relative à l'orientation R.5

- SAGE
- Tracé historique de la Bièvre
- Cours d'eau
- Etangs et bassins
- Surfaces imperméabilisées
- Zones inondées en Juillet 1982



Sources, références :
SMBVB

N

0 100 200 m

1/10 000

ATR / SAGEBievre_Plus hautes eaux connues.mxd / Avril2014

SCE/2013

Carte 10 : Plus hautes eaux connues sur l'amont du territoire du SAGE - échelle 1/10 000ème

SAGE Bièvre

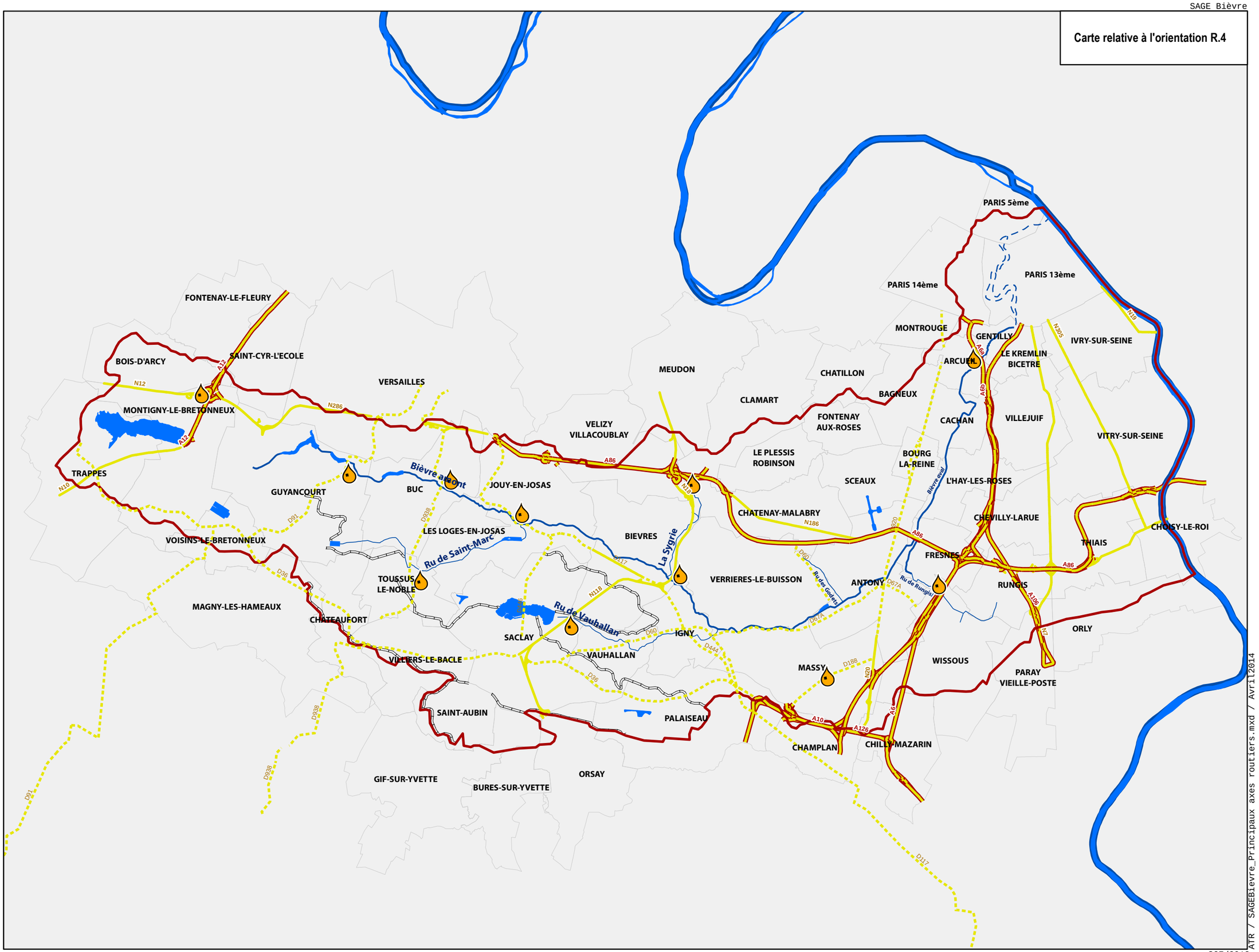
Principales pollutions liées au réseaux routiers et autoroutiers

- SAGE
- Tracé historique de la Bièvre
- Cours d'eau
- Etangs et bassins
- Rigoles
- Autoroutes
- Routes nationales
- Routes départementales
- Pollution (auto)routière

Sources, références :
SMBVB

N
0 1 000 2 000 m
1/100 000

Carte relative à l'orientation R.4



SCE/2013

ATR / SAGEBievre_Principaux axes routiers.mxd / Avril2014

Carte 11 : Principales pollutions liées aux réseaux routiers et autoroutiers

SAGE Bièvre

Principaux loisirs liés à l'eau

- SAGE
- Tracé historique de la Bièvre
- Cours d'eau
- Etangs et bassins
- Base de loisirs
- Modélisme
- Sites de pêche
- Canoe-Kayak - Planche à voile - Voile
- Voile
- Golf
- Itinéraires de randonnée

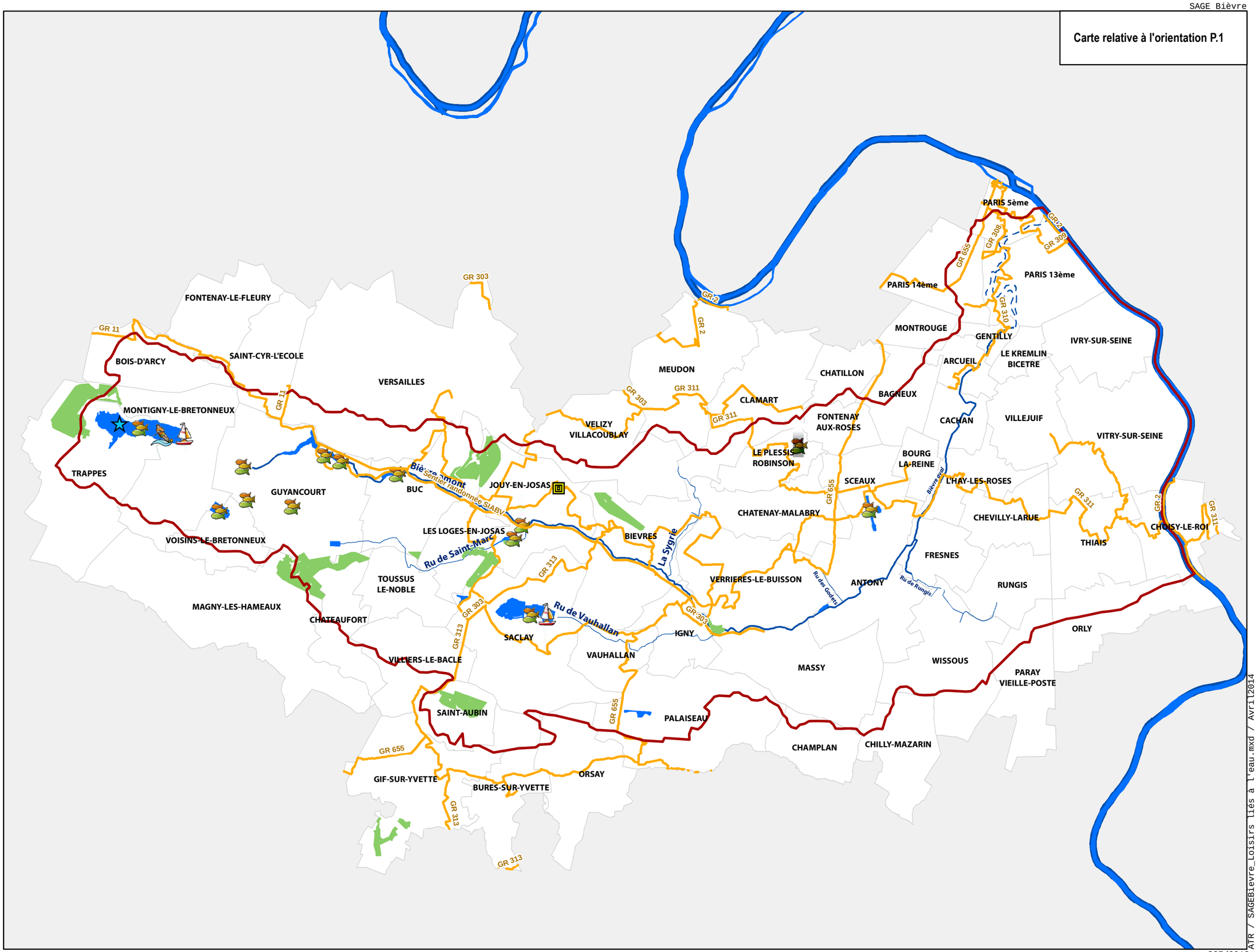
Sources, références :
SMBVB

N

0 1 000 2 000 m

1/100 000

Carte relative à l'orientation P.1



ATR / SAGEBievre_Loisirs liés à l'eau.mxd / Avril2014

SCE/2013

Carte 12 : Principaux loisirs liés à l'eau sur le territoire du SAGE



SAGE Bièvre

Règlement

Version révisée adoptée en Comission Locale de l'Eau le 17 mars 2023 et approuvée par Arrêté Interpréfectoral n°2023-02397 du 4 juillet 2023

SMBVB
Syndicat Mixte du Bassin Versant de la Bièvre

sce
Aménagement
& environnement

SOMMAIRE

I. CONTENU DU SAGE 4
I.1. Rappel de la vocation et de l'objet du SAGE 4
I.2. Portée juridique du règlement du SAGE 5
II. REGLEMENT DU SAGE 6
Article 1 : Préserver le lit mineur et les berges 6
Article 2 : Encadrer et limiter l'atteinte portée aux zones humides 8
Article 3 : Protéger les zones naturelles d'expansion des crues 12
Article 4 : encadrer la gestion à la source des eaux pluviales des nouveaux projets d'aménagement ou de rénovation urbaine dont le terrain d'assiette est supérieur à 1000m² et maitriser les rejets d'eau pluviale dirigés vers les eaux douces superficielles ou le réseau d'assainissement. 15

I. CONTENU DU SAGE

I.1. RAPPEL DE LA VOCATION ET DE L'OBJET DU SAGE

Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux est un outil de planification stratégique à l'échelle d'un bassin hydrographique cohérent, dont l'objet est la recherche d'une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau, tenant compte des adaptations nécessaires au changement climatique et permettant de satisfaire les exigences de la santé, de la salubrité publique, de la sécurité civile et de l'alimentation en eau potable de la population. La gestion intégrée doit également permettre de satisfaire ou concilier les autres usages avec les exigences :

- de la vie biologique du milieu récepteur,
- de la conservation et du libre écoulement des eaux et de la protection contre les inondations,
- de l'agriculture, des pêches et des cultures marines (sans objet sur le SAGE de la Bièvre), de la pêche en eau douce, de l'industrie, de la production d'énergie, en particulier pour assurer la sécurité du système électrique, des transports, du tourisme, de la protection des sites, des loisirs et des sports nautiques ainsi que de toutes autres activités humaines légalement exercées.

Le SAGE est adopté par la Commission Locale de l'Eau, et approuvé par arrêté inter-préfectoral.

Il fixe des objectifs généraux et des dispositions permettant de satisfaire aux principes d'une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau (code envir., art. L. 211-1), à la préservation des milieux aquatiques et à la protection du patrimoine piscicole (code envir., art. L. 430-1):

- la prévention des inondations et la préservation des écosystèmes aquatiques, des sites et des zones humides,
- la protection des eaux et la lutte contre toute pollution par déversements, écoulements, rejets, dépôts directs ou indirects de matières de toute nature,
- la restauration de la qualité de ces eaux et leur régénération,
- le développement, la mobilisation, la création et la protection de la ressource en eau,
- la valorisation de l'eau comme ressource économique,
- la promotion d'une utilisation efficace, économe et durable de la ressource en eau,
- le rétablissement de la continuité écologique au sein des bassins hydrographiques.

Le SAGE comporte un plan d'aménagement et de gestion durable de la ressource en eau et des milieux aquatiques (PAGD) et un règlement.

Le Plan d'Aménagement et de Gestion Durable (PAGD) exprime le projet de la Commission Locale de l'Eau en définissant les objectifs généraux et les moyens, conditions et mesures prioritaires retenus par la Commission Locale de l'Eau pour les atteindre. Il précise les maîtrises d'ouvrage, les délais et les modalités de leur mise en œuvre.

Le règlement du SAGE renforce, complète certaines mesures prioritaires du Plan d'Aménagement et de Gestion Durable (PAGD) par des règles opposables aux tiers.

I.2. PORTEE JURIDIQUE DU REGLEMENT DU SAGE

Les articles L. 212-5-1-II, L. 212-5-2 et R. 212-47 précisent le contenu du règlement du SAGE et lui confèrent une portée juridique basée sur le rapport de **conformité.**

La notion de conformité implique un respect strict des règles édictées par le SAGE.

Le rapport de conformité s'apprécie au regard du contenu de la règle qui doit être justifiée par une disposition du Plan d'Aménagement et de Gestion Durable (PAGD).

A compter de la date de publication de l'arrêté approuvant le SAGE, le règlement et ses documents cartographiques sont opposables à toute personne publique ou privée pour l'exécution de toutes nouvelles :

- installations, ouvrages, travaux ou activités (IOTA) visés à l'article L. 214-1 (code envir., art. R.212-47-2° b),
- installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) définies à l'article L. 511-1 (code envir., art. R.212-47-2°b),
- opérations entraînant des impacts cumulés significatifs en termes de prélèvements ou de rejets dans le bassin ou les groupements de sous bassins concernés (code envir. art. R.212-47-2°a), et ce, indépendamment de la notion de seuil figurant dans la nomenclature. Le recours à cette possibilité doit être réservé à des situations particulières, localisées et précisément justifiées dans le PAGD du SAGE,
- exploitations agricoles relevant des articles R. 211-50 à 52 procédant à des épandages d'effluents liquides ou solides. Les règles du règlement peuvent viser les périodes d'épandage, les quantités déversées et les distances minimales à respecter entre le périmètre de l'épandage et les berges des cours d'eau, les zones conchylicoles, les points de prélèvement d'eau, ….

Toutefois, le règlement peut s'appliquer aux IOTA, déclarés ou autorisés, et aux ICPE, déclarées, enregistrées ou autorisées, existants à la date de publication de l'arrêté approuvant le SAGE en cas de procédure entérinant des changements notables (IOTA) ou des modifications substantielles (ICPE) de l'ouvrage ou pour les obligations d'ouverture périodique des ouvrages hydrauliques dont la liste est prévue dans le PAGD, sans qu'il soit besoin de modifier l'arrêté préfectoral concernant l'ouvrage (code envir., art. R.212-47-4°).

De la même manière, dans le cas d'une règle de répartition des volumes disponibles, une fois les volumes répartis dans le SAGE approuvé, le préfet révise si nécessaire les autorisations existantes.

L'article R. 212-48 du code de l'environnement sanctionne le non respect des règles édictées par le schéma d'aménagement et de gestion des eaux sur le fondement du 2° et du 4° de l'article R. 212-47, tels que décrits ci-avant, de l'amende prévue pour les contraventions de la 5^{e} classe.

II. REGLEMENT DU SAGE

ARTICLE 1 : PRESERVER LE LIT MINEUR ET LES BERGES

L'atteinte du bon état écologique des masses d'eau est directement liée et dépendante de la préservation de la qualité des habitats et de leur connexion.
La Commission Locale de l'Eau se fixe ainsi comme objectif d'améliorer, restaurer et préserver les fonctionnalités des milieux aquatiques sur le territoire du SAGE

L'Article 1 se justifie au regard du risque d'émergence et de réalisation de projets multiples pouvant impacter l'hydromorphologie des cours d'eau et la continuité écologique (sédimentaire et piscicole) et hydraulique (latérale et transversale).

D'après la circulaire du 02/03/05 relative à la définition de la notion de cours d'eau, la définition de cours d'eau donnée par la jurisprudence repose essentiellement sur les deux critères suivants :

- la présence et la permanence d'un lit naturel à l'origine, distinguant ainsi un cours d'eau d'un canal ou d'un fossé creusé par l'homme mais incluant dans la définition un cours d'eau naturel à l'origine mais rendu artificiel par la suite, sous réserve d'en apporter la preuve ;
- la permanence d'un débit suffisant une majeure partie de l'année, apprécié au cas par cas en fonction des données climatiques et hydrologiques locales, et à partir de présomptions au nombre desquelles par exemple l'indication du cours d'eau sur une carte IGN, ou la mention de sa dénomination sur le cadastre.

Très récemment, le Conseil d'Etat est venu affirmer que « constitue un cours d'eau, un écoulement d'eaux courantes dans un lit naturel à l'origine, alimenté par une source et présentant un débit suffisant la majeure partie de l'année » (CE, 21 octobre 2011, Ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement, requête n° 334322).

La circulaire précise également que la carte IGN ne constitue qu'une information dont la fiabilité est à vérifier au cas par cas sur le terrain. Ces cartes ne renseignent pas en effet sur les évolutions récentes de tracé, ni sur la présence de certains cours d'eau masqués par les forêts. Enfin la codification « trait bleu pointillé » sur les cartes IGN ne fait pas la distinction entre fossés/ravines et ruisseaux temporaires.

Objectif identifié dans le PAGD justifiant la règle : « améliorer, restaurer et préserver les fonctionnalités des milieux aquatiques »
PAGD : orientation M.3 – Disposition 17
Référence règlementaire : R212-47 2° b)

Toutes nouvelles installations, ouvrages, travaux ou activités (IOTA), réalisés dans le lit mineur d'un cours d'eau et instruits en vertu de l'une ou des rubriques suivantes de la nomenclature annexée à l'article R214-1 du code de l'environnement, en vigueur à la date de publication de l'arrêté d'approbation du SAGE :

- la constitution d'obstacle à l'écoulement des crues ou obstacle à la continuité écologique
- la modification du profil en long ou du profil en travers du lit mineur
- les impacts sur la luminosité nécessaire au maintien de la vie et de la circulation aquatique dans un cours d'eau
- la protection des berges par des techniques autres que végétales vivantes
- l'entretien des cours d'eau ou des canaux.

ne sont permis que dans les conditions suivantes :

- les installations, ouvrages, travaux ou activités, sont réalisés dans le cadre d'un projet déclaré d'utilité publique (DUP) ou présentent un caractère d'intérêt général, notamment au sens de l'article L211-7 du code de l'environnement ou de l'article L102-1 du code de l'urbanisme,

OU

- les installations, ouvrages, travaux ou activités, sont des opérations de restauration hydromorphologique des cours d'eau contribuant à l'atteinte du bon état.

Dans la conception et la mise en œuvre de ces projets, des mesures adaptées doivent être définies pour :

- éviter l'impact sur le lit mineur et les berges du cours d'eau ;
- ou réduire cet impact s'il n'a pas pu être évité ;
- et à défaut, compenser le dommage résiduel identifié pour répondre à l'objectif de préserver la fonctionnalité des rivières.

ARTICLE 2 : ENCADRER ET LIMITER L'ATTEINTE PORTEE AUX ZONES HUMIDES

Pour l'application des dispositions 19 et 20 du PAGD et dans l'application de la police de l'eau, les zones humides sont définies conformément aux dispositions légales (article L. 211-1 I 1° du Code de l'environnement) et à l'arrêté du 24 juin 2008 modifié le 1er octobre 2009.

Le PAGD comporte une cartographie, en annexes, à l'échelle du 1/20 000ème, des zones humides inventoriées à laquelle fait référence l'Aticle 2. Ces zones humides ont été recensées, conformément aux critères de l'arrêté du 24 juin 2008 modifié le 1er octobre 2009, lors d'un inventaire réalisé en 2013. La méthode retenue pour ces inventaires a consisté, dans un premier temps, en la délimitation d'une enveloppe de prélocalisation des zones humides par photo-interprétation et, dans un deuxième temps, par la délimitation des zones humides au sein de cette enveloppe par l'identification d'habitats caractéristiques de zones humides, conformément à l'annexe 2.2 de l'arrêté du 24 juin 2008 modifié le 1er octobre 2009, et, pour les zones dont les habitats n'étaient pas caractéristiques de zones humides, par un examen pédologique conformément à l'arrêté.

La cartographie présentée n'a pas de caractère exhaustif. Des zones humides répondant aux critères de l'arrêté du 24 juin 2008 modifié le 1er octobre 2009 peuvent exister sans pour autant être repérées sur cette carte.

Dans le cadre du projet de SAGE, l'atteinte du bon état écologique des masses d'eau est directement liée et dépendante de la préservation et d'une meilleure gestion des zones humides. L'isolement, voire la disparition des zones humides, suite notamment à leur déconnexion avec les cours d'eau ont des conséquences importantes sur le fonctionnement même des hydrosystèmes.

La Commission Locale de l'Eau se fixe ainsi comme objectif de préserver le patrimoine « zones humides » sur le territoire du SAGE.

L'article 2 se justifie au regard du risque d'émergence et de réalisation de projets multiples pouvant impacter de nombreuses zones humides ponctuellement et ainsi entraîner des impacts cumulés, significatifs, directs et indirects, à l'échelle du bassin versant de la Bièvre. En effet, la destruction répétée de zones humides a pour conséquences notables :

- le rejet dans les cours d'eau de flux supplémentaires en polluants, et notamment en nitrates, du fait de la suppression, sur ces zones, des processus d'auto-épuration, et notamment de dénitrification ;
- une perte potentielle de la capacité de restitution de l'eau au cours d'eau en période d'étiage, pouvant être assimilée à un prélèvement d'eau supplémentaire en période d'étiage, du fait de la destruction de leurs capacités de stockage des eaux, lors de certains types de travaux (notamment par drainage et affouillement) ;
- une érosion de la biodiversité (nombreuses espèces animales et végétales inféodées à ces milieux).

Les impacts cumulés significatifs se justifient par la dispersion des zones humides, pouvant être de surface limitée, mais jouant un rôle important dans le cycle de l'eau, et par la pression forte exercée sur ces zones. Sur l'aval du bassin de la Bièvre, la quasi-totalité des zones humides a disparu suite à l'urbanisation. L'étude de la DRIEE-IdF sur l'identification des enveloppes d'alertes potentiellement humides a mis en évidence la subsistance de zones humides sur 0,5% de la surface du territoire du SAGE de la Bièvre dont la majorité est en zone urbaine. Pour comparaison, les zones humides représenteraient environ 5% de la surface à l'échelle nationale.

Tableau récapitulatif des zones humides concernées par la règle 2 :

	PROCEDURE IOTA	HORS PROCEDURE IOTA
ZONES HUMIDES INVENTORIEES SAGE	Application de la règle 2	Application de la règle 2
ZONES HUMIDES **NON** INVENTORIEES SAGE	Application de la règle 2	(Renvoi à la disposition 19)

Objectif identifié dans le PAGD justifiant la règle : « préserver, restaurer et valoriser les zones humides et milieux aquatiques associés »

PAGD : Orientation M.4 – Disposition 19

Référence réglementaire

R212-47 – 2° a) du Code de l'environnement

« Le règlement du schéma d'aménagement et de gestion des eaux peut :

(…)

2° Pour assurer la restauration et la préservation de la qualité de l'eau et des milieux aquatiques, édicter des règles particulières d'utilisation de la ressource en eau applicables :

(…)

a) Aux opérations entraînant des impacts cumulés significatifs en termes de prélèvements et de rejets dans le sous-bassin ou le groupement de sous-bassins concerné ».

L'assèchement, la mise en eau, l'imperméabilisation, ou le remblais :

- des **zones humides d'une surface supérieure à 30m², soumises à déclaration ou à autorisation, non inventoriées sur les cartes du présent règlement du SAGE** (procédure IOTA, toutes rubriques confondues, en application des articles L.214-1 et suivants du code de l'environnement),
- des **zones humides inventoriées sur les cartes du présent règlement du SAGE (soumises ou non à déclaration ou autorisation**),

n'est permis que s'il est démontré :

- l'existence d'enjeux liés à la sécurité (des personnes, des habitations, des bâtiments d'activités et des infrastructures de transports) encadrés par l'article L.2212-2 du CGCT ;

OU

- la contribution à l'atteinte du bon état via des opérations de restauration hydromorphologique des cours d'eau.

OU

- l'existence d'installations, ouvrages, travaux ou activités réalisés pour des raisons impératives d'intérêt public majeur telles que définies par la directive Habitats, Faune, Flore et par l'article L. 411-1 et 2 du code de l'environnement.

OU

- l'existence de travaux réalisés pour des extensions d'équipements publics dans la limite de 2% de la surface artificialisée initiale, et ne détruisant pas les zones humides inventoriées.

Objectifs de compensation attendus :

Dans la conception et la mise en œuvre de ces projets, des mesures adaptées doivent être définies pour :

- éviter l'impact ;
- ou réduire cet impact s'il n'a pas pu être évité ;
- et à défaut, compenser le dommage résiduel identifié pour permettre l'absence de perte nette, voir un gain, de zones humides et des fonctionnalités associées sur le bassin versant de la Bièvre.

Les mesures compensatoires proposées doivent :

- porter sur la création, la restauration, la réhabilitation d'anciennes zones humides ou la reconnexion de zones humides, sur des milieux aux fonctionnalités altérées afin de maximiser les gains de fonctionnalité et en dehors des terres agricoles sauf si les propriétaires et exploitants y consentent, conformément à la disposition 1.3.1 du SDAGE du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands 2022-2027 ;
- respecter le principe de cohérence écologique entre impact/compensation ;
- permettre des fonctions écologiques équivalentes, en termes de biodiversité et de fonctionnalités hydrauliques et biogéochimiques (rétention d'eau en période de crue, soutien d'étiages, fonctions d'épuration, etc.).

La définition des mesures compensatoires peut s'appuyer sur la méthode nationale d'évaluation des fonctions des zones humides (MNEFZH) ou toute méthode équivalente. La MNEFZH est un outil d'aide à la décision au regard d'éléments réglementaires et scientifiques à mettre au regard des enjeux du territoire. Elle ne garantit pas la pérennité des mesures compensatoires, qui doit être assurée par ailleurs, sur le long terme et grâce à des mesures de suivi adaptées. Les travaux écologiques des mesures compensatoires doivent être terminés avant le début des travaux du projet et donc avant la destruction de la zone humide.

Localisation et surface de la compensation :

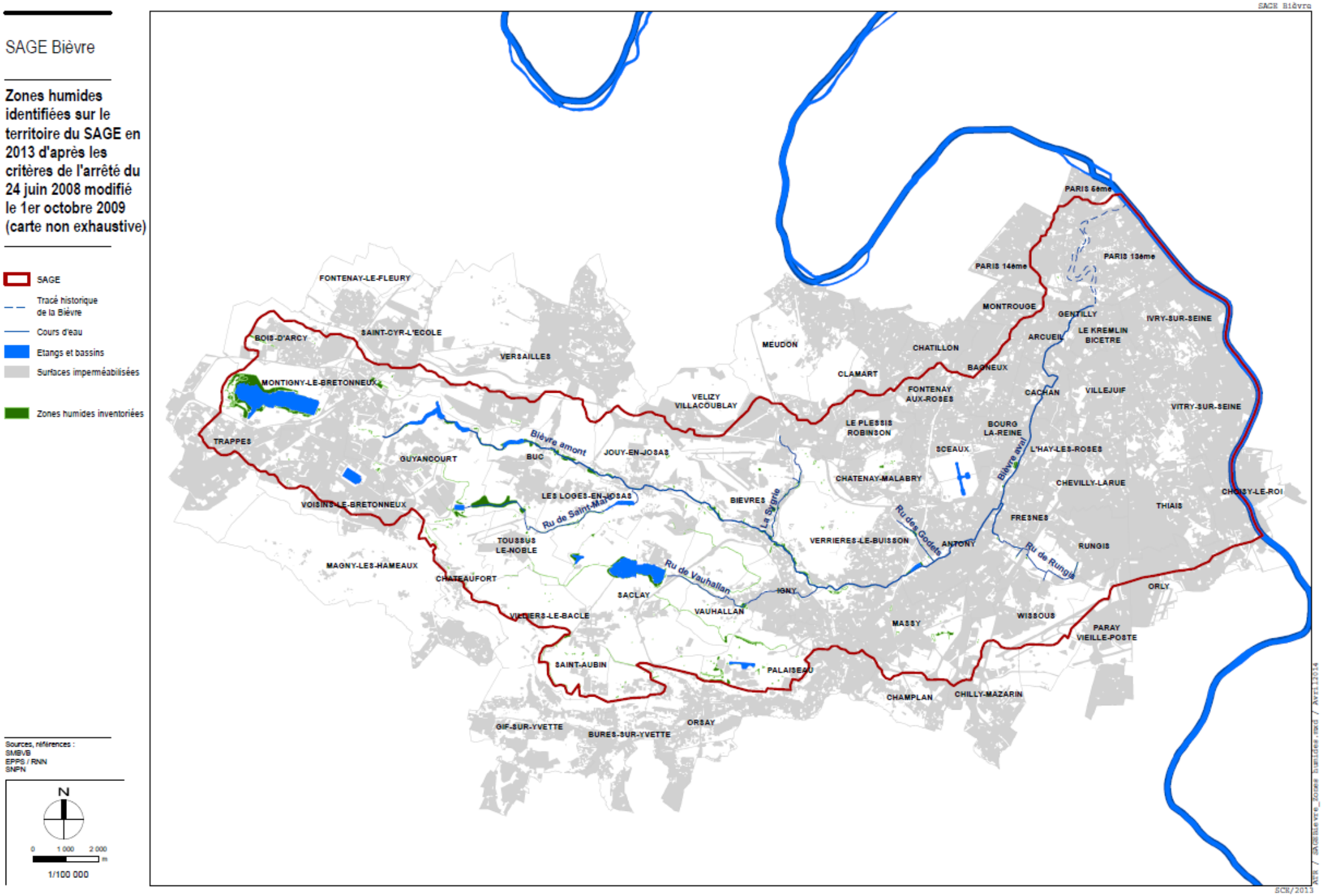
- La compensation porte sur une surface au moins égale à **150% de la surface impactée**, dans le bassin versant de la Bièvre et en priorité à proximité immédiate. Les mesures compensatoires ne pourront pas être mises en œuvre sur les zones humides inventoriées sur les cartes du présent règlement, afin de respecter l'objectif de zéro perte nette de zone humide sur le Bassin versant de la Bièvre *(niveau 1).*

- En cas d'impossibilité dûment justifiée par le pétitionnaire de compenser 150% à minima dans le bassin versant de la Bièvre, à l'extérieur des zones humides inventoriées sur les cartes du présent règlement, et sous réserve de l'accord des services instructeurs : la compensation peut porter sur des zones humides inventoriées sur les cartes du présent règlement en priorisant les zones non inventoriées sur les cartes du présent règlement. La surface totale à compenser est alors au moins égale à **200% de la surface impactée**. La compensation est réalisée en totalité dans le bassin versant de la Bièvre *(niveau 2).*

- En cas d'impossibilité dûment justifiée de compenser 200% de la surface impactée dans le bassin versant de la Bièvre, et sous réserve de l'accord des services instructeurs : la compensation peut porter, en partie, sur des zones humides situées en dehors du bassin versant de la Bièvre. La surface totale à compenser est alors à minima de **250% de la surface impactée** dont à minima 150% sur le bassin versant de la Bièvre (zones inventoriées ou non sur les cartes du présent règlement), en priorisant les zones non inventoriées *(niveau 3).*

Tableau de synthèse des localisations et surfaces de compensation de l'article n°2 du SAGE





Carte 1R : zones humides identifiées sur le territoire du SAGE lors des inventaires réalisés en 2013 (carte non exhaustive)

ARTICLE 3 : PROTEGER LES ZONES NATURELLES D'EXPANSION DES CRUES

Les cours d'eau du territoire sont très réactifs aux évènements violents, avec de rapides montées des eaux.

Les inondations et submersions liés à des débordements de réseaux sont une thématique majeure du SAGE de la Bièvre, évidemment sur la partie aval où des évènements pluvieux encore récents ont provoqué de très importants dégâts, mais également sur la partie amont bien que les derniers évènements dévastateurs y soient plus anciens.

La crue de référence sur la partie amont du territoire demeure celle occasionnée par l'orage de la nuit du 21 au 22 juillet 1982. Cet orage a rapidement provoqué un ruissellement très important sur la vallée de la Bièvre moyenne, notamment à Jouy-en-Josas dont toute la zone urbaine a été submergée.

Les évènements pluvieux importants sur la Bièvre aval sont de nature à causer des submersions très importantes et de longue durée liées à la saturation des collecteurs pluviaux et unitaires que l'imperméabilisation croissante de la zone, liée à une très forte urbanisation, a progressivement rendus insuffisamment capacitaires.

Bien que les crues constituent un phénomène naturel de la rivière, ces débordements jouant un rôle dans le fonctionnement des milieux en permettant notamment la connexion temporaire des milieux humides (frayères, anciens bras…) avec la rivière, ces dernières sont accentués sur le territoire de la Bièvre par l'urbanisation, notamment dans le lit majeur, par le drainage des sols et par la disparition des zones jouant un rôle tampon. Ces évolutions ont ainsi contribué à diminuer la capacité d'évacuation et de stockage du réseau hydrographique naturel et à accélérer les écoulements, accentuant les désordres à l'aval.

La Commission Locale de l'Eau rappelle ses objectifs de protection des personnes et des biens face au risque d'inondation ainsi que de préservation des fonctionnalités des milieux aquatiques. Ainsi, afin de ne pas aggraver les aléas et de maintenir le bon fonctionnement des milieux notamment des annexes hydrauliques qui constituent des zones de reproduction, de refuge et de nourrissage pour de nombreuses espèces, la Commission Locale de l'Eau affirme sa volonté de protéger les zones naturelles d'expansion de crue sur le territoire en les identifiant, en les portant à la connaissance des collectivités locales pour leur intégration dans les documents d'urbanisme et en les préservant de toute imperméabilisation.

Objectifs identifiés dans le PAGD justifiant la règle : « prévenir et gérer le risque d'inondations et submersions par débordements de réseaux » et « amélioration, restauration et préservation des fonctionnalités des milieux aquatiques et humides »
PAGD : Orientation R.2 – Disposition 44
Référence règlementaire : R212-47 2° b)

Au sens de la nomenclature annexée à l'article R214-1 du code de l'environnement, le lit majeur du cours d'eau est la zone naturellement inondable par la plus forte crue connue ou par la crue centennale si celle-ci est supérieure.

Dans les zones naturelles d'expansion des crues identifiées sur la carte 2R du présent règlement, tout nouveau projet d'installation, d'ouvrage, de remblai dans le lit majeur d'un cours d'eau, soumis à autorisation ou déclaration au titre des articles L214-1 et suivants du code de l'environnement, n'est permis que si sont démontrée(s):

- des enjeux liés à la sécurité ou à la salubrité publique, tels que décrits à l'article L2212-2 du code général des collectivités territoriales,

OU

- l'impossibilité technico-économique d'implanter en dehors de ces zones, les infrastructures publiques de captage et de traitement des eaux usées, d'eau potable et les réseaux qui les accompagnent, déclarés d'utilité publique ou présentant un caractère d'intérêt général notamment en vertu de l'article L211-7 du code de l'environnement ou de l'article L102-1 du code de l'urbanisme.

Dans la conception et la mise en œuvre de ces projets, des mesures adaptées doivent être définies pour :

- éviter l'impact sur les zones naturelles d'expansion des crues et sur leurs fonctionnalités,
- ou réduire cet impact s'il n'a pas pu être évité,
- et à défaut, compenser le dommage résiduel identifié pour répondre à l'objectif de non aggravation de l'aléa.

Dès lors que la mise en œuvre d'un projet conduit, sans alternative avérée, à la disparition d'une zone naturelle d'expansion des crues, les mesures compensatoires doivent prévoir, dans le même bassin versant, en priorité sur la même unité foncière et à l'amont du projet, la création ou la restauration de zones naturelles d'expansion des crues permettant de retrouver un volume équivalent à celui retiré.

SAGE Bièvre

Plus hautes eaux connues

SAGE

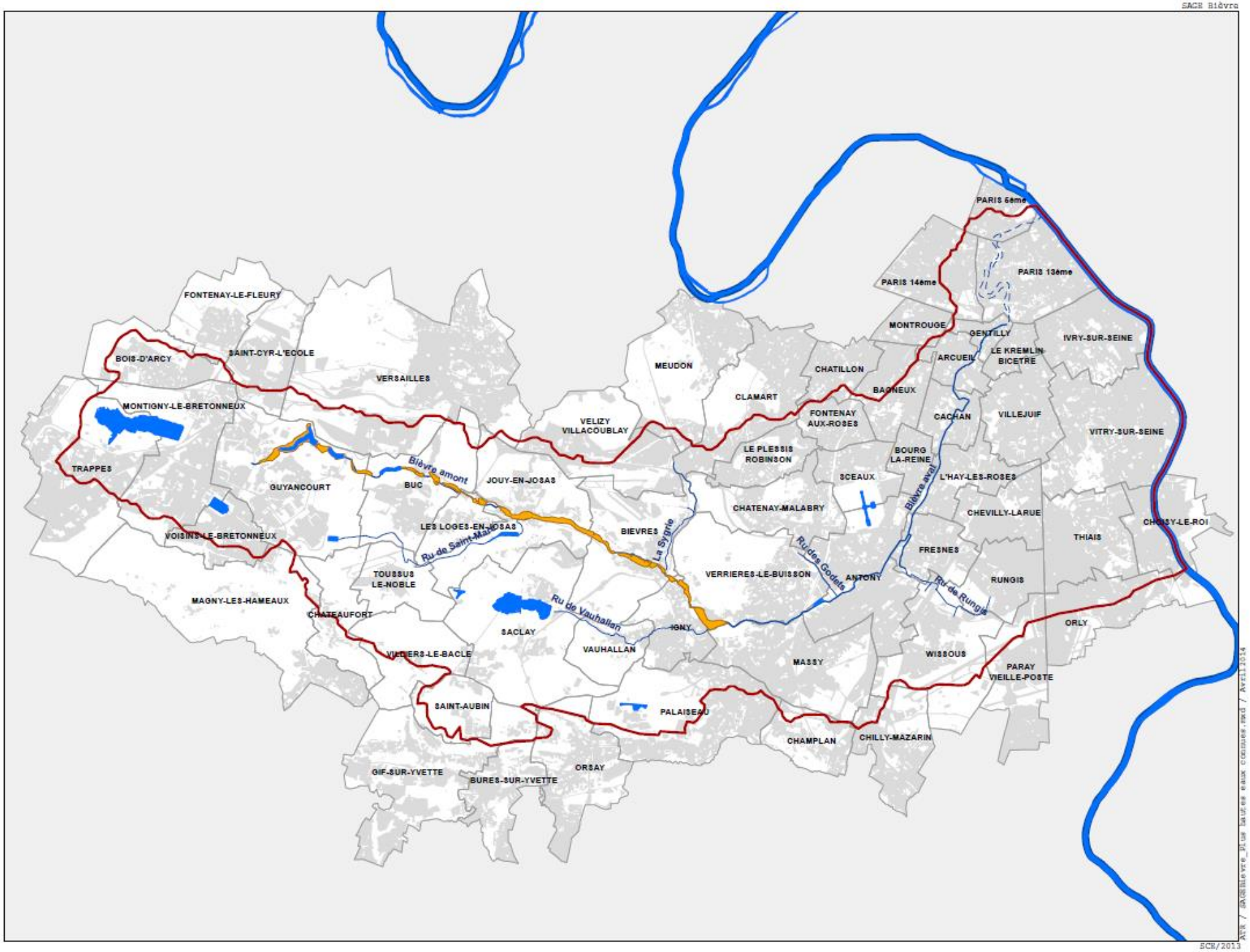
Tracé historique de la Bièvre

Cours d'eau

Etangs et bassins

Surfaces imperméabilisées

Zones submergées en Juillet 1982



Sources, références : SMBVB

N

0 1 000 2 000 m

1/100 000

Carte 2R : Plus hautes eaux connues sur le territoire du SAGE

ARTICLE 4 : ENCADRER LA GESTION A LA SOURCE DES EAUX PLUVIALES DES NOUVEAUX PROJETS D'AMENAGEMENT OU DE RENOVATION URBAINE DONT LE TERRAIN D'ASSIETTE EST SUPERIEUR A 1000M² ET MAITRISER LES REJETS D'EAU PLUVIALE DIRIGES VERS LES EAUX DOUCES SUPERFICIELLES OU LE RESEAU D'ASSAINISSEMENT.

Le bassin versant de la Bièvre est un territoire dynamique qui accueille d'importantes opérations d'aménagement permettant la mise en place de projets de développement économique de grande envergure (EPAPS du Plateau de Saclay) et des opérations de rénovation urbaine (ORSA, Saint Quentin-en-Yvelines, Métropole du Grand Paris, etc.).

La prévention des inondations à l'amont du territoire, des submersions liées aux débordements des réseaux sur l'aval du territoire et la réduction massive des apports polluants pluviaux nécessitent une gestion des eaux pluviales à la source. Les opérations futures d'urbanisation et de rénovation urbaine, et notamment celles de grande ampleur présentées dans le paragraphe précédent, devront satisfaire à cette exigence.

La Commission Locale de l'Eau insiste sur la nécessité de favoriser la gestion des eaux pluviales à la source (au plus près de leur point de chute) afin de limiter au maximum les désordres à l'aval, dans le cadre de la solidarité amont/aval, et d'atteindre les objectifs de la Directive Cadre européenne sur l'Eau (DCE) notamment sur les hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) et les métaux lourds, actuellement déclassants sur le territoire du SAGE. Cet objectif est appuyé par les dispositions du SDAGE visant à définir une stratégie d'aménagement du territoire qui prenne en compte tous les types d'événements et visant la gestion des eaux pluviales à la source dans les aménagements ou les travaux d'entretien du bâti en limitant l'imperméabilisation des sols, les rejets d'eaux pluviales au réseau et en favorisant la valorisation des eaux pluviales à la parcelle par l'utilisation de techniques alternatives et la dépollution de ces eaux si nécessaire avant réutilisation, évapotranspiration ou infiltration, si les conditions pédogéologiques le permettent.

Il est à noter que :

- Des objectifs ambitieux de gestion à la source des eaux pluviales peuvent être atteints par infiltration diffuse et évapotranspiration sur les premiers centimètres de terre végétale, sur dalle ou toiture et indépendamment des contraintes géologiques (présence de gypse avérée ou d'anciennes carrières, d'argiles, coefficient de perméabilité faible, présence de nappe affleurante).
- le recours à des techniques alternatives pour la gestion des eaux de ruissellement contribue également à de nombreux autres objectifs majeurs reliés à l'atténuation et à l'adaptation au changement climatique (notamment, la limitation du phénomène d'îlot de chaleur urbain par l'abaissement localisé des températures, la reconquête de la biodiversité, la lutte contre l'imperméabilisation et l'artificialisation des sols voire leur renaturation, la sobriété énergétique et matérielle, etc.) et jouent également un rôle pédagogique (parcours de l'eau, rendre l'eau visible, etc.), social (apaisement liée à la présence d'espaces verts dans l'espace urbain), et paysager (valorisation des bâtis) important.

Il est ainsi impératif que les nouveaux projets ou rénovations urbaines intègrent, dès les études préalables, la problématique du ruissellement en définissant un maximum de sous-bassins versant en fonction des niveaux de pluie à gérer, permettant une infiltration et une évapotranspiration les plus diffuses possibles sur l'emprise du projet (et éviter ainsi de concentrer en un point seulement les ruissellements en vue de les infiltrer).

La réglementation prévoit d'ores et déjà des outils pour assurer la cohérence entre le développement de l'urbanisation et la gestion des eaux pluviales. L'article L. 2224-10 du code général des collectivités territoriales impose ainsi aux communes ou à leurs établissements publics de coopération de délimiter, après enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre I^{er} du Code de l'environnement :

- Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;
- Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement.

Le SDAGE vise à renforcer cette intégration des eaux pluviales par les collectivités.

A noter que les débits de fuite maximaux à respecter par les nouveaux projets d'aménagement pour un rejet dans les réseaux d'assainissement sont indiqués dans les règlements d'assainissement des collectivités du territoire du SAGE et certains règlements de documents d'urbanisme. Ces derniers sont indiqués à titre d'information en Annexe 2.

Les communes du Val-de-Marne tiennent compte, pour la mise en œuvre des deux dispositions suivantes, du zonage pluvial départemental approuvé par délibération 2014-3-5.8.33 du 19 mai 2014.

Justification de la différence d'objectifs entre sous-bassins versants

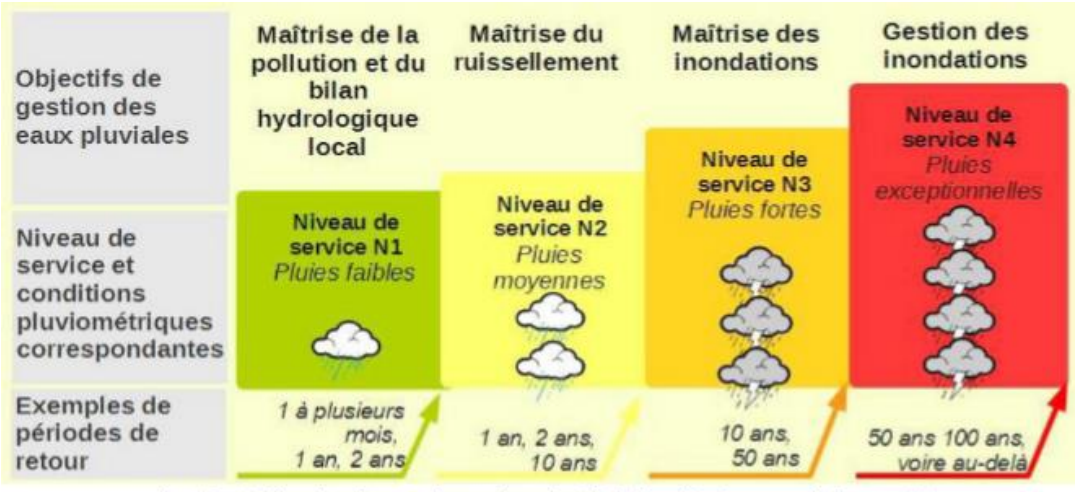
La vallée de la Bièvre Amont, correspondant au périmètre du SIAVB, historiquement composé de petites villes anciennes, présente des caractéristiques différentes de l'extrême amont (ville nouvelle dont les ouvrages de stockage des eaux pluviales ont été intégrés au moment de la création de la ville) et de l'aval (territoire métropolitain très dense soumis à une forte pression foncière traversé par une Bièvre majoritairement canalisée et régulée) du bassin versant de la Bièvre. Afin de limiter les inondations, le SIAVB a réalisé une étude hydraulique qui a mis en avant la nécessité de rehausser les objectifs de zéro rejet jusqu'à la pluie 50 ans pour permettre de réparer les incuries du passé dans la vallée de la Bièvre amont. Aussi, les objectifs de « zéro rejet » sont à distinguer sur le périmètre géré par le SIAVB (et par les Communautés d'Agglomérations adhérentes - CPS et VGP) et sur le reste du bassin versant (départements du Val-de-Marne, des Hauts-de-Seine, Paris et l'Agglomération Saint-Quentin-en-Yvelines).

Justification des impacts cumulés :

L'accumulation sur le territoire de projets (OIN, urbanisation du Plateau de Saclay, de la ville nouvelle de Saint-Quentin-en Yvelines, de la Métropole du Grand Paris… auxquels s'ajoutent une multitude de petits projets individuels plus diffus) susceptibles d'entraîner une imperméabilisation des sols justifie la qualification d'« impacts cumulés significatifs » sur le bassin versant de la Bièvre.
Compte tenu des spécificités (régime hydraulique, dimensions du lit mineur, sensibilité à l'érosion, aptitude à l'accueil de la vie aquatique, qualité des eaux,…) de la Bièvre et de ses affluents, et du caractère très urbanisé du bassin versant, il apparait que le seuil de 1 ha prévu par l'article R214-1, rubrique 2.1.5.0 est trop important pour que puissent être mis en œuvre les actions répondant aux objectifs du SAGE, du fait des impacts cumulés des « petits » aménagements sur les capacités d'écoulement et de restauration hydromorphologiques. Les projets inférieurs à 1 ha mais supérieurs à 1000 m² sont donc inclus dans le présent article.

Sans négliger les impacts cumulés des apports pluviaux des aménagements menés sur des « petites » parcelles inférieures à 1000m², la Commission Locale de l'Eau priorise la gestion à la source des eaux pluviales sur des opérations dont le terrain d'assiette est supérieur à 1000 m². De ce fait, il est considéré qu'une opération concernant une surface totale inférieure ou égale à 1 000m² est exclue du présent article.

Priorisation des objectifs de gestion des eaux pluviales selon les conditions pluviométriques



Représentation des niveaux de service, adapté de "la ville et son assainissement"

Source : Guide technique pour l'instruction des dossiers d'eaux pluviales – DRIEAT - août 2020

> Les termes surlignés sont définis dans le glossaire.

Référence réglementaire

R212-47 – 2° a) du Code de l'environnement

« Le règlement du schéma d'aménagement et de gestion des eaux peut :

(…)

2° Pour assurer la restauration et la préservation de la qualité de l'eau et des milieux aquatiques, édicter des règles particulières d'utilisation de la ressource en eau applicables :

(…)

a) Aux opérations entraînant des impacts cumulés significatifs en termes de prélèvements et de rejets dans le sous-bassin ou le groupement de sous-bassins concerné ».

Tout nouveau projet d'aménagement ou de rénovation urbaine dont le terrain d'assiette* (comprenant l'ensemble des surfaces au sol bâtie et non bâtie du projet) est **supérieur à 1000m², y compris les IOTA,** doit viser les objectifs cumulatifs de gestion des eaux pluviales ci-dessous:

- **Abattement à la parcelle par infiltration, évapotranspiration et réutilisation des eaux pluviales sans rejet au réseau public, permettant d'atteindre le «zéro rejet d'eaux pluviales» au réseau** (niveau de service N3 du guide technique eaux pluviales de la DRIEAT) **jusqu' à une pluie de dimensionnement des ouvrages de gestion à la source des eaux pluviales correspondant à**:
  - **Une période de retour de pluie de 10 ans** sur le bassin versant aval (communes des départements du Val de Marne, des Hauts-de-Seine et de Paris) et sur l'extrême amont (communes de l'Agglomération Saint-Quentin en Yvelines) de la Bièvre
  - **Une période de retour de pluie de 50 ans** sur le bassin versant amont (communes des Agglomérations de Versailles Grand Parc et de la Communauté Paris Saclay) de la Bièvre.

Cet objectif est atteint par la mise en place de techniques alternatives de gestion des eaux pluviales à ciel ouvert, favorisant l'infiltration en surface, l'évapotranspiration, la réutilisation, l'épuration (bassins végétalisés, jardins de pluie, espaces verts en creux, récupération d'eau de pluie sur les bâtiments, toitures végétalisées, etc.) et assurant des fonctions multiples (sport, parking, espace vert, promenade, …) afin de garantir la pérennité de leur efficacité et favoriser la biodiversité et le rafraichissement de la ville.

- **Au-delà de la pluie de dimensionnement des ouvrages : anticipation et analyse des effets des pluies exceptionnelles** (niveau de service N4 du guide technique eaux pluviales de la DRIEAT) jusqu'à une **période de retour de pluie de 100 ans** (période basée sur l'ensemble du bassin versant de la Bièvre). Le pétitionnaire devra analyser et anticiper les effets d'une pluie exceptionnelle sur le projet ou liés au projet et ayant une incidence sur des espaces limitrophes. Il devra identifier les axes d'écoulement et les zones susceptibles d'être inondées, identifier des mesures pour la protection des personnes et des biens ou la limitation des dégâts provoqués par des évènements pluvieux supérieurs à la pluie de dimensionnement des ouvrages de gestion des eaux pluviales.

Sauf règles locales spécifiques définissant les hauteurs de précipitation, les références à prendre en compte pour le dimensionnement des ouvrages de gestion des eaux pluviales sont les suivantes :

- Retour de pluie de 10 ans (pluie décennale) : lame d'eau de 43 mm en 4h
- Retour de pluie de 50 ans (pluie cinquantennale): lame d'eau de 59 mm en 4h

Pour repère, retour de pluie de 100 ans (pluie centennale): lame d'eau de 91 mm en 12h

Les lames d'eau peuvent être exprimées en millimètres ou en L/m².

** Le terrain d'assiette du projet correspond à l'ensemble des surfaces au sol bâtie et non bâtie du projet*

Le cheminement gravitaire et à ciel ouvert des eaux pluviales doit être réalisé. **Les bassins de rétention enterrés et les pompes de relevages associées sont proscrits pour la gestion des eaux pluviales** afin de mettre en œuvre des solutions présentant un intérêt pour la biodiversité, le paysage ou la gestion des épisodes caniculaires. Des exceptions pourront être tolérées en cas d'impossibilité dûment justifiée par le pétitionnaire de mettre en œuvre des techniques de gestion des eaux pluviales à ciel ouvert, sous réserve de l'accord des services instructeurs et du gestionnaire des réseaux. En cas d'exception, les eaux pluviales en provenance de la surverse du bassin enterré devront respecter les prescriptions du gestionnaire des réseaux et transiter, si possible, par un espace vert avant éventuel rejet vers le réseau d'assainissement.

A titre dérogatoire, peuvent être autorisés :

- les bassins enterrés visant la récupération des eaux de pluie à usage des sanitaires, de l'arrosage, du lavage des sols, etc. (selon la réglementation en vigueur),
- les projets sous maitrise d'ouvrage publique connectés aux réseaux d'eaux pluviales,
- les ouvrages réalisés sur sites présentant des risques importants de pollution industrielle lourde accidentelle,
- les ouvrages de stockage des eaux d'incendie.

Il peut être dérogé, après validation par les services instructeurs, au principe de « zéro rejet» exposé ci-dessus, si des difficultés ou impossibilités techniques détaillées le justifient (par exemple relatives à la perméabilité des sols, aux risques liés aux couches géologiques sous-jacentes – gypse, argiles, carrières, à la battance de la nappe superficielle, ou encore aux règles de protection des espaces urbains au titre de l'histoire, de l'architecture, de l'urbanisme, du paysage et de l'archéologie). Ces arguments techniques doivent être fondés sur les données locales disponibles et confirmés par une étude spécifique à l'aménagement concerné, y compris si nécessaire en intégrant les parcelles et espaces limitrophes au projet pour la recherche de solutions.

Lorsqu'il est démontré que les conditions de la dérogation sont remplies, il conviendra de minimiser le rejet admis vers les eaux douces superficielles et les réseaux d'assainissement, de ne pas dépasser les valeurs spécifiées par les zonages pluviaux, règlements et schémas directeurs d'assainissement en vigueur et :

- Mettre en œuvre,
  - des solutions permettant d'approcher au maximum l'objectif d'infiltration/évapotranspiration d'une lame d'eau de 10 mm en 24h pour les projets d'infrastructures appartenant aux réseaux de transports collectifs structurants et les projets de rénovation des réseaux routiers structurants, dès lors qu'ils justifient de l'absence de foncier disponible ou à acquérir permettant l'abattement des pluies courantes à proximité du réseau,
  - à minima, l'infiltration/évapotranspiration d'une lame d'eau de 10 mm en 24h pour les autres projets

Pour repère, cette lame d'eau correspond aux pluies courantes sur le périmètre du SAGE Bièvre, dont la période de retour est inférieure à 1 an et qui représentent la majorité du volume des pluies.

- Réguler le débit du volume résiduel d'eaux pluviales générées par la pluie de dimensionnement après que toutes les solutions techniques possibles favorisant l'abattement volumique aient été mises en œuvre. Seul l'excédent de ruissellement pourra être raccordé après régulation. Les règlements d'assainissement des collectivités compétentes en assainissement et gestion des eaux pluviales précisent les débits de fuite maximaux admissibles et les conditions d'admission des rejets dans les réseaux publics. **Les surverses aux réseaux publics ne seront autorisées qu'en cas de dérogation du gestionnaire de réseau.**

STRATEGIE EAU EN VAL-DE-MARNE

Direction de l'Assainissement et de la Qualité des Milieux Aquatiques (DAQUAMA)

Juin 2025

VAL de MARNE
Le Département

SOMMAIRE

LE SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT EN VAL-DE-MARNE 3

- Le département du Val-de-Marne, un territoire de confluences .. 4
- Les effets du dérèglement climatique en Val-de-Marne..... 10

LES ENJEUX DE GESTION DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT EN VAL-DE-MARNE.....16

- La prise en compte des évolutions du cadre réglementaire 17
- Le déploiement de stratégies d'adaptation au dérèglement climatique à différentes échelles..... 21
- Vers une nouvelle approche de l'eau dans la ville..... 24
- La baignade en heritage en Marne et en Seine..... 26

LES AXES STRATEGIQUES ET LES ACTIONS..... 30

GLOSSAIRE 100

SOURCES 105

1

LE SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT EN VAL-DE-MARNE

LE DEPARTEMENT DU VAL-DE-MARNE, UN TERRITOIRE DE CONFLUENCES

Un réseau hydrographique dense et structurant

Avec un linéaire de **95,7 kilomètres de cours d'eau** sillonnant son territoire, le Val-de-Marne présente un important réseau hydrographique. Par sa géographie, c'est un territoire de confluences : celle de deux axes majeurs, la Seine et la Marne, avec leurs affluents, l'Yerres et le Morbras, ainsi que celles d'autres cours d'eau plus petits tels que le ru de Rungis et la Bièvre, ou l'Yerres et le Réveillon. Le Val-de-Marne accueille également divers plans d'eau et darses, à vocation d'activités ou de loisirs, tels que les darses de Bonneuil-sur-Marne et de Villeneuve-le-Roi, le plan d'eau du parc interdépartemental de Choisy-le-Roi, le lac de Créteil ou encore le plan d'eau du parc départemental de la Plage Bleue de Valenton.

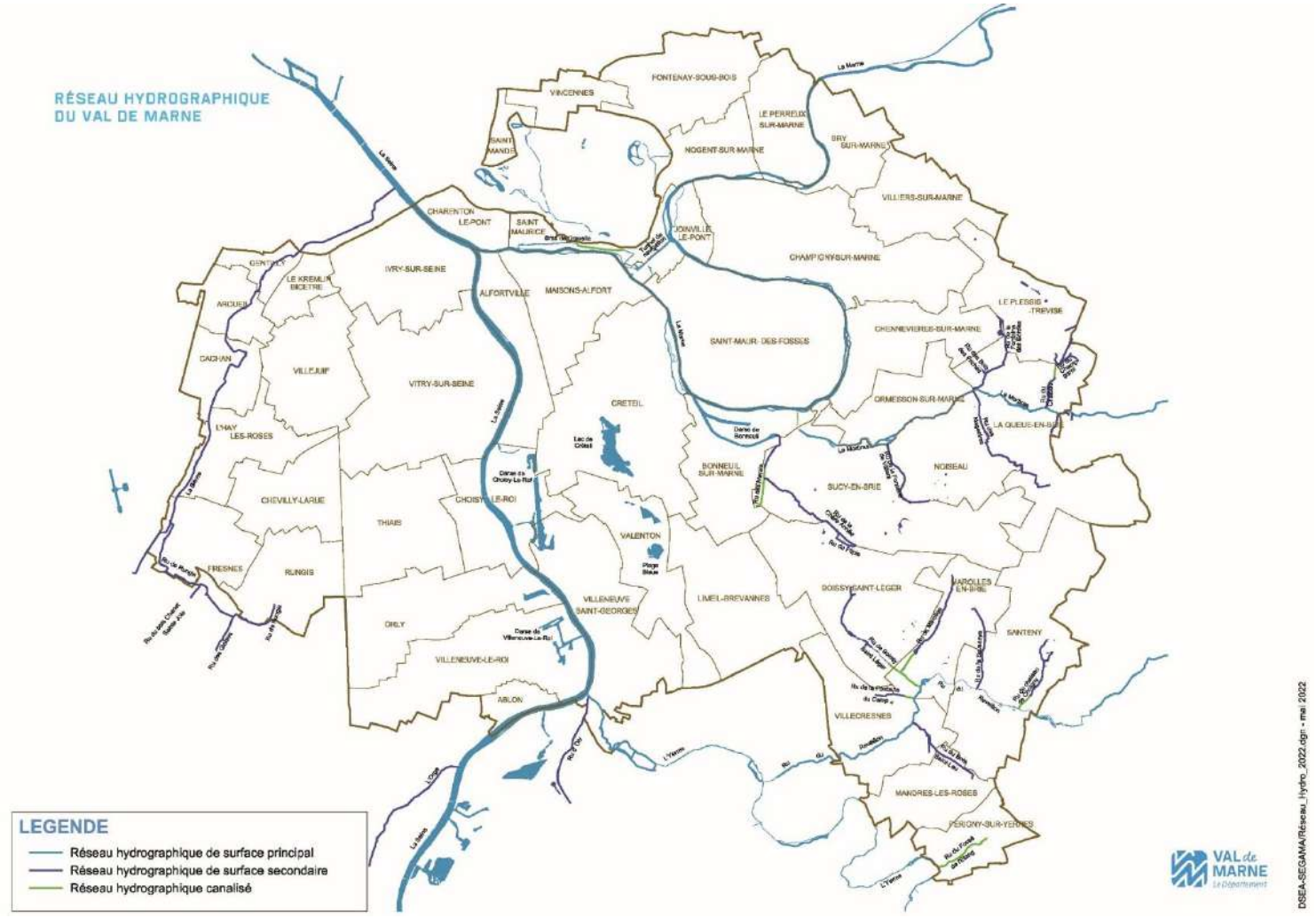
Au total, sur les 47 communes qui composent le Département, 37 sont bordées ou traversées par l'eau et près de **75% des habitants vivent à moins de 2 kilomètres d'un cours d'eau.** La présence de l'eau a permis l'implantation et le développement des activités humaines. Marqueur d'identité territoriale fort, ce réseau hydrographique dense et structurant est aujourd'hui à préserver.

L'amélioration de la qualité de l'eau et la renaturation et restauration des petits cours d'eau, sont des enjeux majeurs. La Bièvre a été réouverte en 2016 sur plus de 600 mètres, entre la rue Victor Hugo et le collège Ronsard à L'Haÿ-les-Roses, ainsi que sur un tronçon de 600 mètres le long du Parc du Coteau à Arcueil et Gentilly, en 2022. Les projets de renaturation et de réouverture des cours d'eau contribuent à l'amélioration du cadre de vie, mais également à la lutte contre les îlots de chaleur urbains (ICU), et favorisent le développement de la biodiversité.

Le Val-de-Marne est le territoire dont la part des **milieux humides aquatiques** rapportée à la superficie du territoire est la plus importante d'Île-de-France, soit 7,4% alors que la moyenne régionale est de 4,5%. Ces données, présentées dans le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE), illustrent l'importance des projets liés à la **trame bleue départementale** à l'échelle de la région francilienne.

LA TRAME BLEUE, DE QUOI S'AGIT-IL ?

La trame bleue vise à préserver et à restaurer un réseau de continuités écologiques afin que les espèces animales et végétales puissent circuler, s'alimenter, se reproduire, se reposer, assurant ainsi leur cycle de vie. Cette démarche portée par les Ministères de l'Aménagement du Territoire et de la Transition Ecologique inscrit la préservation de la biodiversité au cœur de l'aménagement du territoire. En effet, de nombreuses espèces ont besoin de se déplacer au cours de leur cycle de vie. Or l'urbanisation, la pollution lumineuse ou sonore, ou encore les barrages sur les cours d'eau réduisent la surface des espaces naturels et empêchent certains déplacements des espèces. La trame bleue fait référence aux réseaux aquatiques et humides : fleuves, rivières, canaux, étangs, zones humides. Elle a pour objectif de préserver et de restaurer les continuités écologiques, qui sont des réseaux de milieux naturels permettant aux espèces de circuler et d'interagir entre elles.



Réseau hydrographique du Val-de-Marne (Bd Carthage – Sandre – 2022)

Le système départemental d'assainissement : un maillage complexe en constante évolution

Le Département du Val-de-Marne assure la gestion du **service public d'assainissement**, c'est-à-dire qu'il assure la collecte et le transport des eaux usées sur le territoire départemental, en lien avec les Etablissements Publics Territoriaux (EPT) qui gèrent les réseaux territoriaux. La situation particulière du département en matière d'assainissement est due à l'histoire de la région parisienne. La loi du 10 juillet 1964 a réorganisé la région parisienne en créant 7 Départements (Paris, les Hauts-de-Seine, la Seine-Saint-Denis, le Val-de-Marne, l'Essonne, les Yvelines et le Val d'Oise) à partir des anciens Départements de la Seine et de la Seine-et-Oise. La gestion des ouvrages de l'ex-département de la Seine a été transférée à Paris et aux trois nouveaux départements constituant la petite couronne parisienne, dont le Val-de-Marne.

847 km de réseaux départementaux d'assainissement

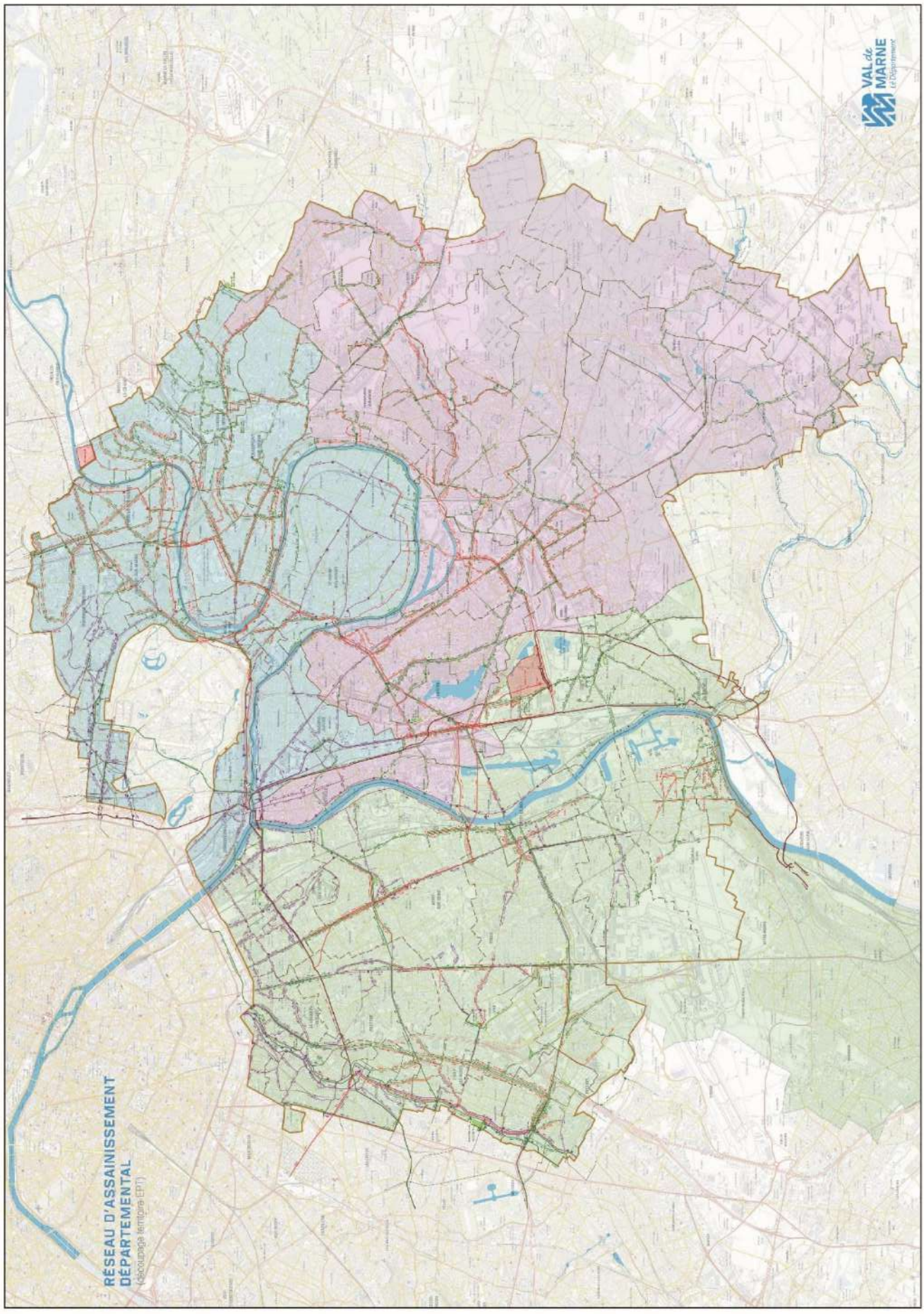
223 stations de pompage et de vannage

Le patrimoine d'assainissement du Département est constitué de 847 km de réseaux (valeur de 2023, évoluant selon les créations d'ouvrages, transferts, réalisations, dévoiements, etc.). Cependant, le linéaire total géré par le Département du Val-de-Marne est de plus de 950 km en y intégrant les réseaux qu'il gère pour le compte du Syndicat Interdépartemental d'Assainissement de l'Agglomération Parisienne (SIAAP). Il est constitué de 401 km de collecteurs visitables par l'homme et 549 km de collecteurs non visitables. Le linéaire du réseau d'assainissement départemental évolue en fonction des projets d'aménagements urbains. Il fait l'objet d'une mise à jour constante et s'adapte à l'urbanisation.

Outre ces réseaux, le système d'assainissement comporte **223 stations** dont 150 électromécaniques et 73 stations de vannage mécanisées. La **supervision VALERIE centralisée et télégérée** optimise les interventions d'exploitation du patrimoine électromécanique et permet de minimiser les risques de pollution du milieu naturel. Elle permet également, à distance, de sécuriser les interventions de descente en réseaux d'assainissement.

Chaque année, des travaux de reprise et de consolidation de berges, des travaux de réhabilitation de réseaux d'assainissement, la reconstruction de collecteurs d'eaux usées, permettent d'entretenir le patrimoine départemental, ce qui constitue un enjeu prioritaire pour le Département.

Par ailleurs, la construction et la mise en service de la Station Départementale de Dépollution des Eaux Pluviales (SDDEP), la mise en conformité de branchements, la mise en séparatif des réseaux et la priorisation d'ouvrages avec la démarche Analyse de Mode de Défaillance des Equipements Critiques ont pour objectif commun d'améliorer la performance du système.



Réseau d'assainissement départemental (DAQUAMA SCarto – mai 2025)



UN PEU D'HISTOIRE : LES DIFFERENTES APPROCHES AUTOUR DE L'ASSAINISSEMENT EN VAL-DE-MARNE

Le système d'assainissement du Val-de-Marne a connu des évolutions au cours du temps en fonction de l'urbanisation de l'agglomération parisienne, passant d'une approche « **hygiéniste** » qui consistait à évacuer le plus rapidement possible les eaux usées en dehors de la ville pour lutter contre les épidémies, au 19ème siècle, à l'approche « **hydraulique** », c'est-à-dire favorisant l'écoulement retardé généralisé pour limiter les débits transportés en zone urbaine. A la fin du 20ème siècle, l'approche « **environnementaliste** » est devenue une nouvelle manière d'appréhender l'eau dans la ville, avec une prise de conscience de l'impact du ruissellement urbain sur le milieu naturel, en raison de l'urbanisation croissante. La nécessité de respecter le cycle naturel de l'eau, dit « grand cycle de l'eau », s'est alors imposée comme une solution durable. Il s'agit dorénavant de favoriser l'infiltration des eaux pluviales directement à l'endroit où elles tombent.

Le travail du Département en lien avec les acteurs du territoire

Le Département est amené à travailler en cohérence avec les actions menées par les autres acteurs du territoire. A ce titre, il est en lien avec les gestionnaires et concessionnaires d'assainissement, à savoir :

- **les trois Etablissements Publics (EPT)** du Val-de-Marne qui gèrent les réseaux territoriaux (Paris Est Marne et Bois, Grand Orly Seine Bièvre, Grand Paris Sud Est Avenir) et le SyAGE qui exerce la compétence assainissement pour une partie des communes de deux EPT val-de-marnais ;

- **les gestionnaires de réseaux privés** qui peuvent être des particuliers et des gestionnaires de zones d'activités et de grandes infrastructures ;

- **le Syndicat Interdépartemental pour l'Assainissement de l'Agglomération Parisienne (SIAAP).** Le Département siège au conseil d'administration du SIAAP comme membre fondateur et il gère par voie de convention des ouvrages de transport et des stations situées en Val-de-Marne ;

- **l'Etat**, en particulier la DIRIF et la DRIEAT concernant l'amélioration de la qualité des cours d'eau.

De plus, le Département est en lien avec une diversité d'acteurs qui prennent part à la gestion de la ressource en eau sur son territoire, en particulier :

- **les structures porteuses de SAGE** : le Syndicat Marne Vive (SMV) sur le bassin versant de la Marne, le Syndicat Mixte du Bassin Versant de la Bièvre (SMBVB) sur le bassin versant de la Bièvre, le SyAGE sur l'Yerres. Le Département est membre des commissions locales de l'eau (CLE) de ces trois SAGE. Il contribue aux commissions thématiques et est consulté sur les dossiers loi sur l'eau déposés dans le périmètre des SAGE ;

- **l'Agence de l'Eau Seine-Normandie (AESN)** qui est un partenaire financier important. Le Département est représenté au sein du Comité de Bassin Seine Normandie. A ce titre, il contribue à l'élaboration des programmes d'intervention de l'AESN et à la rédaction du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Seine-Normandie. Depuis 2015, les élus représentant le Département sont élus au Conseil d'Administration de l'AESN, ce qui leur permet d'apporter une vision d'acteur majeur de l'assainissement en zone urbaine dense à cette instance de décision ;

- **le service de Police de l'Eau de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Aménagement du Territoire d'Ile-de-France (DRIEAT)** sur les missions d'instruction des demandes d'autorisation et de déclaration loi sur l'eau, la formulation d'avis techniques, la contribution à la politique locale de l'eau, et sur le contrôle des installations, ouvrages, travaux ou activités ayant un impact sur le milieu aquatique ;

- **Les autres Départements de la Petite Couronne** (Département des Hauts-de-Seine, Département de Seine-Saint-Denis, Ville de Paris) **mais aussi de la Grande Couronne** comme l'Essonne et la Seine-et-Marne.

LES EFFETS DU DEREGLEMENT CLIMATIQUE EN VAL-DE-MARNE

En Val-de-Marne, le dérèglement climatique devrait se traduire d'ici 2050 par une **augmentation des températures** et une **modification de la pluviométrie**.

Les projections climatiques sur le bassin-versant de la Seine-Normandie conduisent à anticiper, au cours des prochaines décennies, une diminution de la quantité d'eau disponible liée à une baisse des précipitations d'environ 12% et à une augmentation de l'évapotranspiration, une diminution sensible des débits d'étiage (baisse des débits des cours d'eau de 30%), et une baisse de recharge des nappes de 30% d'ici 2100. Ce constat s'accompagne d'une augmentation des sécheresses exceptionnelles et de fortes pluies à certaines périodes.

La modification des températures de l'eau, l'intensification des événements extrêmes ou encore la diminution de la capacité d'autoépuration des rivières ont des effets sur l'équilibre chimique et biologique de l'eau, impactant les écosystèmes aquatiques. L'augmentation des sécheresses à venir fait peser une pression supplémentaire sur ces milieux, dont le rôle est pourtant majeur pour faire face aux effets du dérèglement climatique.

Les projections climatiques indiquent également un risque d'augmentation de la fréquence et de l'intensité des épisodes de fortes pluies, à l'origine de désordres importants liés au ruissellement, aussi bien en zone urbanisée que rurale. Le conseil scientifique du comité de bassin Seine-Normandie a produit en 2022 un avis sur le rôle essentiel du sol vis-à-vis de la ressource en eau, pointant notamment le rôle amplificateur de l'artificialisation, et en particulier de l'imperméabilisation des sols, sur le ruissellement des eaux qui risque de s'accroître avec le changement climatique.

Attention, les projections climatiques ne sont pas des prévisions. Elles ont une utilité pour anticiper les futurs possibles mais elles ne prévoient pas précisément les conditions des prochaines décennies.

Les conséquences de l'augmentation des températures sur le système d'assainissement

L'augmentation des températures aura des répercussions sur la gestion des réseaux d'assainissement. **La température des eaux usées collectées et transportées est amenée à augmenter**, entraînant une élévation du degré de septicité, c'est-à-dire du développement de bactéries infectieuses. En outre, le volume d'eau transitant dans les réseaux est voué à s'amenuiser avec l'augmentation de l'évapotranspiration et des épisodes de sécheresse, réduisant ainsi la hauteur des nappes, alimentées par de l'eau de pluie. Or, ces nappes constituent actuellement 25% du volume d'eau transporté dans les réseaux d'assainissement en s'infiltrant sous la forme d'eaux « parasites ». Les consommations d'eau des ménages diminuent également, ce qui réduit le volume d'eaux usées. Par conséquent, le volume d'eau à traiter s'amenuise, ce qui augmente le dépôt potentiel des polluants dans les réseaux et conduit à avoir des effluents plus concentrés à traiter dans les usines d'épuration.

En outre, l'augmentation des températures aura pour conséquence l'accroissement de **la vulnérabilité des cours d'eau à la pollution.** Le débit actuel des cours d'eau permet d'accueillir les rejets des stations d'épuration en diluant les pollutions résiduelles. Si le débit des rivières devient moins important, leur capacité d'auto épuration baisse également, portant atteinte à la qualité de l'eau des milieux récepteurs.

Enfin, l'augmentation des températures pourrait également avoir **un impact sur le fonctionnement des équipements électromécaniques** (stations de pompage, vannage…) **et informatiques** (PC VALERIE) du système départemental d'assainissement. Il s'agit d'être vigilant quant à la vulnérabilité de ces équipements face à ce risque, ce qui impliquera d'ajouter des moyens de refroidissement qui consomment de l'énergie et nécessitent un entretien.

Le phénomène d'îlot de chaleur urbain en Val-de-Marne

Engendré par la ville, du fait de sa morphologie, de ses matériaux, de ses conditions naturelles, climatiques et météorologiques ainsi que de ses activités, l'îlot de chaleur urbain correspond à des élévations localisées des températures, particulièrement des températures maximales diurnes et nocturnes. Ces élévations sont enregistrées en milieu urbain par rapport aux températures moyennes régionales. La chaleur emmagasinée par la ville durant la journée, par le biais des toitures, des chaussées, des bâtiments, est restituée pendant la nuit. Elle est alors piégée par la géométrie et la densité du bâti limitant la circulation de l'air donc le refroidissement.

+ 2°C d'ici 2030

+ 5,5°C d'ici 2050

Les simulations climatiques prévoient pour l'Ile-de-France, une augmentation significative des températures estivales **: plus 2 degrés d'ici à 2030 et plus 5,5 degrés à l'horizon 2050** pour les moyennes maximales quotidiennes, mais aussi hivernales avec plus 1,5 degré pour les moyennes minimales quotidiennes d'ici 2030. Le nombre de jours secs consécutifs devrait passer de 18 à 20 jours

en 2030 puis à 23 jours en 2050, par conséquent, les périodes de sécheresse seront plus fréquentes et il en sera de même pour les vagues de chaleur.

Le phénomène d'îlots de chaleur urbains devrait s'étendre et s'intensifier, participant à la diminution de l'humidité et des précipitations en période hivernale et favorisant l'apparition d'épisodes orageux. Il participera à l'effet plus global du réchauffement climatique avec pour conséquences :

- **un risque croissant d'inondation par ruissellement des eaux**,
- **un effet incertain sur les inondations par crue** de la Seine et de la Marne,
- **un risque accru d'inondation de type torrentiel des petits cours d'eau** tels que le Morbras ou le Réveillon et leurs affluents, qui résulte d'épisodes de fortes précipitations,
- **une augmentation du risque de retrait-gonflement des argiles (**26% du territoire est en zone d'aléa moyen à fort).

Les effets de la modification de la pluviométrie

Le dérèglement climatique est étroitement lié au cycle de l'eau avec lequel il interagit à plusieurs niveaux. Concernant l'évaporation qui se produit sous l'action du soleil, chaque degré supplémentaire de réchauffement de l'air représente jusqu'à 7% d'humidité supplémentaire transportée par l'air, ce qui signifie localement davantage de nuages et des précipitations plus concentrées. En outre, face à des sols de plus en plus artificialisés et ne permettant plus l'infiltration, des pluies de plus en plus denses peuvent engorger les réseaux hydrographiques et provoquer des inondations.

Chaque degré supplémentaire de réchauffement de l'air représente jusqu'à 7% d'humidité en plus

Les épisodes de pluies devraient être plus espacés et plus violents (orages), avec beaucoup de pluie tombant sur le territoire sur un temps très court, ce qui engendrera une différence encore plus grande entre les situations par temps sec (peu de volumes dans les égouts, dépôt des polluants) et par temps de pluie (volume d'eau important qui charrie les pollutions ramassées au-dehors et les dépôts). Les précipitations génèrent un risque d'inondation : inondation par débordement de cours d'eau (crue), inondation par remontée de nappe et inondation par ruissellement (en lien avec l'état des sols, imperméabilisés, saturés en eau…). Les réseaux se retrouvent aussi saturés avec des risques de rejets polluants au milieu naturel. Cela peut avoir des conséquences sur l'agriculture qui peut elle-même être à l'origine de la présence de pesticides ou d'herbicides dans la nappe ou les cours d'eau.

LE RAPPORT DU GREC (GROUPEMENTS REGIONAUX D'EXPERTS SUR LE CLIMAT (GREC) FRANCILIEN RAPPELLE QUE

« les précipitations extrêmes ont augmenté en intensité depuis 1950 d'environ 10-20% en moyenne, signe probable d'une influence du changement climatique », mais aussi que « l'intensité des précipitations extrêmes va poursuivre son augmentation, pour tous les types d'évènements (courts ou longs), avec une augmentation des intensités d'environ 20% d'ici la fin du siècle par rapport au passé récent pour les scénarios climatiques élevés. Cela augmente la probabilité de crues des rivières et d'inondations pluviales en l'absence d'adaptation spécifique ».

En parallèle, ce phénomène sera accentué par la **densification du territoire du Val-de-Marne**, l'imperméabilisation des sols augmentant le risque de ruissellement d'eau de pluie sur la voirie et les bâtiments, et donc les volumes d'eau de pluie accueillis par les réseaux d'assainissement. A l'horizon 2030, les épisodes de pluie seront plus espacés mais plus intenses, la baisse des débits sera généralisée comme la baisse des niveaux de nappes (-2 à 3 mètres en moyenne).

L'exposition du Val-de-Marne aux inondations par ruissellement

Comme pour d'autres risques naturels, le dérèglement climatique devrait se traduire par une augmentation de la fréquence et de l'intensité des pluies violentes, exposant le territoire à un **accroissement des phénomènes de ruissellement** au cours des prochaines décennies. Elles se manifestent principalement lors d'orages estivaux ou en cas de saturation des sols en eau. Les modes d'occupation des sols sont déterminants dans la gravité du phénomène. Le conseil scientifique du comité de bassin Seine-Normandie a produit en 2022 un avis sur le rôle essentiel du sol vis-à-vis de la ressource en eau, pointant le rôle amplificateur de l'artificialisation, et en particulier de **l'imperméabilisation des sols**, sur le ruissellement des eaux qui risque de s'accroître avec le changement climatique.

100% des communes franciliennes sont potentiellement exposées à l'aléa ruissellement

L'évaluation de l'exposition du territoire francilien et des enjeux humains et économiques (constructions, infrastructures…) aux inondations par ruissellement s'est longtemps heurtée à l'absence d'une cartographie de cet aléa à l'échelle régionale. La construction de cette cartographie reste confrontée à la **difficulté de modélisation du phénomène** au regard des très nombreux paramètres qui le composent et de leur besoin de précision : taux d'imperméabilisation, connaissance fine des reliefs et des pentes, caractérisation des sols, phénomènes météorologiques (pluviométrie, occurrence, intensité…). En milieu urbain, cela nécessite une connaissance fine des capacités des réseaux d'eau pluviale ou des ouvrages de rétention et de régulation.

Cependant, avec la mise en œuvre de la Directive inondation et des différentes politiques de gestion des risques d'inondation à l'échelle des territoires, mais aussi l'augmentation de la fréquence et de l'intensité des phénomènes pluviaux dans le contexte du changement climatique, plusieurs organismes (Cerema, BRGM, Caisse centrale de réassurance…) se sont engagés ces dernières années dans des travaux de modélisation et de cartographie de cet aléa à petite échelle. L'exploitation de cette cartographie de l'aléa ruissellement acquise par l'Institut Paris Région auprès de la Caisse centrale de réassurance, couvrant l'ensemble de l'Ile-de-France permet de mieux appréhender l'exposition du territoire régional. Toutes les communes franciliennes sont potentiellement exposées au risque d'inondation par ruissellement. L'exposition à cet aléa est proportionnellement plus importante dans les territoires urbanisés, reflétant ainsi l'importance de l'occupation du sol et de l'imperméabilisation dans l'émergence du phénomène de ruissellement. C'est sur les bâtis que porte la plus grande partie des atteintes et des dommages directs d'une inondation. Dans les parcelles agricoles, la santé des sols et la présence d'éléments structurants comme des haies ou des arbustes jouent sur le phénomène de ruissellement. Il est important de préserver des espaces naturels et agricoles pour favoriser l'infiltration, notamment à travers les PPAEN (Périmètre de Protection et de mise en valeur des espaces Agricoles Et Naturels).

LE RUISSELLEMENT, DE QUOI S'AGIT-IL ?

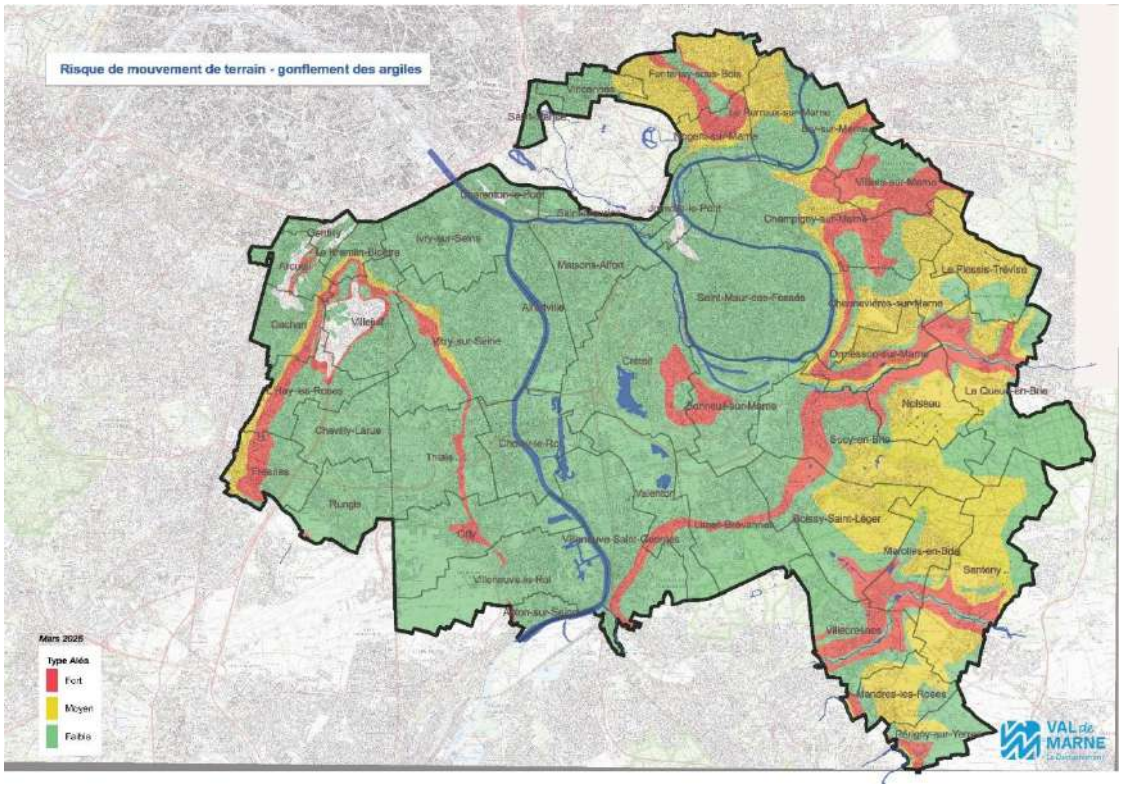
Les **ruissellements** se matérialisent par des écoulements temporaires diffus ou concentrés hors des cheminements habituels de l'eau (réseaux hydrographiques, réseaux et autres systèmes artificiels). Ils provoquent des inondations qui surviennent de manière aléatoire. Les modes d'occupation du sol (urbanisation, artificialisation des sols, etc.) sont souvent déterminants dans la gravité du phénomène. Les inondations peuvent alors causer d'importants dégâts localement : dégradation des constructions, inondation des sous-sols ou des rez-de-chaussée, véhicules emportés, coupures de réseaux. Au-delà des enjeux économiques, les phénomènes de ruissellement ont des impacts environnementaux avec des risques de pollution de cours d'eau liés au lessivage des chaussées et des surfaces imperméabilisées, mais aussi à la saturation des réseaux d'assainissement.

Le risque de retrait-gonflement des argiles en Val-de-Marne

26% du territoire val-de-marnais est en zone d'aléa moyen à fort

Le phénomène de **retrait-gonflement des argiles (RGA)** est un aléa lent et progressif spécifique aux terrains argileux. En période sèche, les roches argileuses se déshydratent et les terrains se tassent. Lorsqu'ils se réhydratent, les minéraux argileux contenus dans la roche gonflent et les terrains augmentent de volume. Ces variations de volume entraînent des tassements différentiels qui peuvent aller jusqu'à fissurer les bâtiments présents dans le secteur concerné par ce phénomène. Des séquences de pluies alternées avec des périodes de sécheresses produisent ainsi, selon la qualité des sols, des mouvements de terrain.

Au vu de la nature géologique du sol de l'Ile-de-France, la région fait partie des territoires les plus exposés au risque de RGA. 26% du territoire val-de-marnais est en zone d'aléa moyen à fort. Si les conditions climatiques (sécheresse, forte évaporation, fortes précipitations…) sont un facteur déclencheur, d'autres éléments entrent en considération, notamment les **méthodes de construction et le type de bâti.** Le phénomène de RGA est particulièrement observé en **période de sécheresse.** Il pourrait être amené à s'intensifier dans les prochaines décennies. Compte tenu des projections en termes de sécheresse sur le territoire val-de-marnais, il s'agit d'être vigilant concernant le risque de RGA, en particulier son impact sur le système départemental d'assainissement dont la majeure partie est enterrée et susceptible d'être impactée par les mouvements de terrain.



Le risque de retrait-gonflement des argiles sur le territoire départemental (BRGM – 2025)

2

LES ENJEUX DE GESTION DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT EN VAL-DE-MARNE

LA PRISE EN COMPTE DES EVOLUTIONS DU CADRE REGLEMENTAIRE

La révision de la Directive sur les Eaux Résiduaires Urbaines : un objectif de réduction des rejets en temps de pluie renforcé

Le Département est responsable des conséquences des rejets de ses réseaux d'assainissement sur le milieu naturel aquatique. A ce titre, il doit suivre les évolutions réglementaires et remplir ses obligations. Pour rappel, le principe de « surveillance des systèmes de collecte des eaux usées et des stations d'épuration en vue de maintenir et d'en vérifier l'efficacité » par les collectivités est institué en 1991, par la **Directive sur les Eaux Résiduaires Urbaines** (dite DERU). Cette directive a pour objectif **de protéger l'environnement contre l'impact des rejets d'eaux**. Les dispositions de l'arrêté du 21 juillet 2015, décliné pour le Département du Val-de-Marne par l'arrêté préfectoral du 16 novembre 2018, instaurent la solidarité amont-aval et le diagnostic permanent. Cet arrêté relatif à l'autosurveillance découle du volet spécifique aux réseaux de la DERU. Il vise les rejets au milieu naturel issus des surverses ou déversoirs d'orages de réseaux unitaires ou d'eaux usées.

54 points de déversement sont suivis par le Département

Jusqu'en 2016, 11 déversoirs d'orages étaient suivis par le Département. Afin de prendre en compte les exigences de l'arrêté du 21 juillet 2015, ce **sont 54 points de déversement** (45 points de patrimoine départemental et 9 de patrimoine interdépartemental) qui sont dorénavant suivis, dont 13 au titre de la conformité locale définie par la Police de l'Eau en raison de la fragilité des milieux, de l'objectif baignade…

En octobre 2022, la Commission européenne a présenté une proposition de **révision de la DERU** afin de l'aligner sur les objectifs politiques de l'Union Européenne en matière d'action pour le climat et la réduction des pollutions, en particulier sur les rejets urbains en temps de pluie. Les systèmes d'assainissement doivent participer à la lutte contre le réchauffement climatique par une réduction de leurs émissions de gaz à effet de serre et de leurs consommations d'énergie. Un volet devrait également concerner une amélioration de la transparence et une plus grande accessibilité de l'usager aux données du domaine de l'assainissement.

Le seuil maximal de déversement par temps de pluie est fixé à 2% par la DERU révisée

Un accent est mis sur les **rejets de polluants lors de pluies.** Jusqu'alors, les rejets devaient représenter moins de 5% des volumes d'eaux usées transitant dans les systèmes d'assainissement. La directive rappelle : « *Les surcharges dues aux pluies d'orage et les eaux de ruissellement urbain résultant de précipitations telles que la pluie ou la neige ou d'écoulements d'eau de fonte représentent une source résiduelle importante de rejets polluants dans*

l'environnement. Ces émissions devraient augmenter en raison des effets combinés de l'urbanisation et du passage progressif vers un autre régime pluviométrique en raison du changement climatique. » Pour anticiper et réduire cette source de pollution, la directive révisée demande l'élaboration avant le 31 décembre 2033 de **plans de gestion des eaux résiduaires urbaines** pour toutes les agglomérations de plus de 100 000 Equivalents Habitants (EH). Ces plans devront notamment définir et répondre à l'objectif d'un **seuil maximal de 2% de déversements par temps de pluie** par rapport à la charge des eaux usées urbaines collectées annuellement, calculée par temps sec.

Le texte demande également qu'une **surveillance représentative de la teneur en microplastiques et polluants pertinents** soit réalisée pour les surcharges liées aux pluies et les rejets des eaux de ruissellement urbain pour les agglomérations de 10 000 Equivalents Habitants et plus. Les microplastiques devront aussi être surveillés dans les boues. Les composés chimiques listés dans la directive Eau potable, dont les substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS), devront être pris en compte lorsque les eaux résiduaires urbaines sont rejetées en zone de captage d'eau potable.

L'ARRETE DU 24 DECEMBRE 2024

L'arrêté du 24 décembre 2024, publié au Journal officiel du 1er janvier 2025, revient sur le **manuel d'autosurveillance des systèmes d'assainissement** en modifiant l'arrêté du 21 juillet 2015, dans la continuité de la réforme des redevances des agences de l'eau. L'expertise technique du manuel est réalisée par l'agence de l'eau et le service en charge du contrôle. Le texte précise également que le maître d'ouvrage peut faire réaliser un second contrôle technique lorsque la fiabilité du dispositif d'autosurveillance n'est pas démontrée. Ce rapport est transmis à l'agence de l'eau qui s'appuie sur ce second contrôle pour statuer sur la validité du dispositif d'autosurveillance. Concernant les informations d'autosurveillance à recueillir en entrée et/ou sortie de la station de traitement des eaux usées, le texte ajoute des colonnes afin de préciser les exigences pour les systèmes inférieurs à 12 kg/j de DBO5 (demande biochimique en oxygène pendant 5 jours) et ceux compris entre 12 et 30 kg/j de DBO5.

La poursuite des efforts en faveur de reconquête de la qualité des eaux et des milieux aquatiques avec la Directive Cadre sur l'Eau (DCE)

L'adoption en 2000 de la **Directive Cadre européenne sur l'Eau** (DCE) fixe pour tous les Etats membres de l'Union Européenne un objectif de reconquête de la qualité des eaux et des milieux aquatiques. La **Loi n°2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'Eau et les Milieux Aquatiques** (LEMA) transpose en droit français la DCE, orientant la politique de l'eau vers des objectifs de résultat, parmi lesquels l'atteinte du bon état des eaux. Elle fixe dans un plan de gestion des objectifs ambitieux pour la préservation et la restauration de l'eau et des milieux aquatiques, inscrits dans les Schémas Directeurs d'Aménagement et de

Gestion des Eaux (SDAGE) et mis en œuvre par un Programme De Mesure (PDM). La DCE fixe un calendrier commun visant à atteindre au plus tard en 2027 le bon état écologique et chimique de l'ensemble des masses d'eau. En outre, elle reconnaît la gestion partagée de l'assainissement sur la petite couronne parisienne et précise que les départements de la petite couronne peuvent assurer des missions de collecte, de transport, de stockage et de traitement des eaux pluviales.

LA DCE A CONFORTE LA POLITIQUE DEPARTEMENTALE EN FAVEUR DE LA PRESERVATION DE LA RESSOURCE EN EAU

Le Département du Val-de-Marne œuvre à l'atteinte d'objectifs de **qualité des milieux aquatiques**. Il assure un suivi de la qualité des eaux superficielles sur son territoire et évalue la pression exercée par les rejets des réseaux d'assainissement. En effet, les rejets des réseaux d'assainissement ont des impacts à la fois sur le plan économique, sanitaire et environnemental. En période d'étiage, la diminution des débits rend les cours d'eau encore plus vulnérables à ces rejets. C'est pourquoi le Département s'est fixé pour objectif de poursuivre l'amélioration de la qualité des rejets, conformément à la Directive sur les Eaux Résiduaires Urbaines, qui a été révisée.

La réforme des redevances des agences de l'eau

Le Département doit anticiper et prendre en compte la **réforme des redevances des agences de l'eau** qui figure dans la loi de finances 2024. Cette réforme des redevances des agences de l'eau, prévue pour entrer en vigueur à partir de 2025, vise à valoriser les efforts des collectivités pour rendre performants leurs systèmes d'épuration. Elle a pour objectif de rééquilibrer les contributions entre les usagers tout en incitant à une utilisation plus responsable de la ressource. Elle vise également à financer les dépenses supplémentaires liées au Plan eau. Cette réforme supprime le plafond de dépenses des agences de l'eau et modifie la répartition des recettes entre agences. Elle remplace les anciennes redevances par une redevance sur la consommation d'eau potable et deux redevances pour performance : performance des réseaux d'eau potable et performance des systèmes d'assainissement collectif.

Le SIAAP sera assujetti à la redevance pour performance des systèmes d'assainissement collectif pour l'agglomération sur la base d'une prise en compte globale au niveau de la Zone d'Agglomération Parisienne (ZAP) et du calcul suivant : redevance = assiette (m^3) * Tarif * coefficients de modulations (autosurveillance, conformité réglementaire, fonctionnement des systèmes d'assainissement). **Les autres maîtres d'ouvrage (EPT, Départements…) ne seront pas payeurs mais répercutent le montant global de la redevance selon la performance de leurs systèmes d'assainissement.** Le SIAAP a précisé que le montant correspondant à la redevance sera répercuté sur la facture d'eau sur une ligne budgétaire dédiée.

Si le Département n'est pas amené à payer directement la redevance, le SIAAP, lui-même assujetti, disposera d'un levier de suivi et de pression sur les autres maîtres d'ouvrage de l'agglomération en les incitant **à l'atteinte de critères élevés de performance** au regard de ces critères susmentionnés (autosurveillance, conformité réglementaire, fonctionnement du système d'assainissement).

LE DEPLOIEMENT DE STRATEGIES D'ADAPTATION AU DEREGLEMENT CLIMATIQUE A DIFFERENTES ECHELLES

La prise en compte du dérèglement climatique à l'échelle du bassin versant Seine-Normandie

La **Stratégie d'adaptation au changement climatique de l'Agence de l'eau Seine-Normandie**, adoptée en octobre 2023, vise à renforcer la résilience des territoires dans un contexte marqué par une augmentation des événements météorologiques extrêmes. La sobriété en eau figure en tête des priorités pour atteindre un objectif majeur du Plan Eau. Au-delà de cet objectif de sobriété, l'accent est mis sur le **déploiement des solutions fondées sur la nature, la désimperméabilisation des sols et la gestion intégrée des eaux pluviales**. Le recours à des solutions grises (infrastructures) ne devrait avoir lieu qu'en complément des deux premières, en fonction du contexte et des enjeux locaux, en veillant au risque de mal adaptation.

Entré en vigueur de 1er janvier 2025, le **12ème programme de l'Agence de l'Eau Seine-Normandie** répond aux orientations nationales adressées par le Ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires aux présidents des comités de bassins et constitue l'un des principaux leviers de mise en œuvre de la planification écologique. Il fixe de nouvelles orientations et objectifs, notamment **en aidant financièrement les actions en matière de gestion intégrée des eaux pluviales, de désimperméabilisation et de prévention du ruissellement ou des inondations.** Le programme Eau Climat et Biodiversité 2025-2030 détermine pour une durée de 6 ans le montant des aides et des redevances. Ainsi 4,7 milliards d'euros sont prévus sur 6 ans pour répondre à des priorités stratégiques : garantir le bon état des eaux, préserver la ressource pour sécuriser l'approvisionnement en eau potable, accompagner la transition agricole pour l'eau et reconquérir la biodiversité. A travers ce nouveau programme, les dispositifs de contractualisation sont reconduits, et en particulier les contrats de territoire Eau et Climat, afin d'identifier et de programmer les actions prioritaires. Dans le territoire départemental, la Stratégie Nature en Val-de-Marne et le futur programme d'actions du PPAEN valorisent le développement de filières locales et de productions à bas niveaux d'intrants, dont des surfaces en Agriculture Biologique (AB). Ceci permet d'éviter les pollutions des cours d'eau et des nappes qui constituent la ressource des captages d'eau potable.

BASSIN HYDROGRAPHIQUE

Le bassin hydrographique ou bassin versant est un territoire irrigué par un même réseau hydrographique, c'est-à-dire un fleuve et tous ses affluents (rivières, ruisseaux, rus). Il est limité par la ligne de partage des eaux. Les bassins hydrographiques constituent des unités écologiques et sont considérés comme des ensembles pertinents pour la gestion des cours d'eau. C'est pourquoi en 1964, le gouvernement français a créé une agence de l'eau pour chaque bassin hydrographique de la métropole. Le Val-de-Marne fait partie du bassin Seine Normandie et dépend de l'Agence de l'eau Seine-Normandie.

La sobriété des usages de l'eau avec le Plan Eau

Présenté en mars 2023, le **Plan Eau** est un ensemble d'actions concrètes pour une **gestion sobre, résiliente et concertée de la ressource en eau**, s'inscrivant dans une logique de planification écologique. Le plan d'actions comprend 53 mesures concrètes qui répondent aux grands enjeux de sobriété des usages, disponibilité et qualité de la ressource, de moyens, et de réponse face aux crises de sécheresse. L'accent est mis sur la sobriété des usages de la ressource ainsi que sur les projets de renaturation et de désimperméabilisation. Afin de restaurer le grand cycle de l'eau et de réhabiliter la capacité naturelle de filtration des écosystèmes, l'Etat propose d'accompagner les territoires et les porteurs de solutions dans la renaturation et la restauration des cours d'eau.

La diminution des usages de l'eau ne sera pas sans incidence pour la redevance, ce qui mènera à un nouveau calcul de cette redevance. Il s'agira pour le Département de penser à de nouvelles manières de financer le service public d'assainissement.

LE SCHEMA DIRECTEUR ENVIRONNEMENTAL DE LA REGION ILE-DE-FRANCE (SDRIF-E)

Le nouveau Schéma Directeur Environnemental de la Région Ile-de-France (SDRIF-E), voté le 11 septembre 2024, détermine l'aménagement du territoire d'ici à 2040. Il institue, pour la première fois, l'environnement comme un pilier fondamental du développement francilien. Dans la lignée du Plan vert et du Plan régional d'adaptation au changement climatique, le SDRIF-E adopte de nouvelles règles pour lutter contre l'étalement urbain, l'artificialisation des sols et protéger les espaces naturels.

LE PLAN D'ACTION OPERATIONNEL TERRITORIALISE (PAOT)

Le Plan d'Action opérationnel territorialisé (PAOT) de Paris Proche Couronne (PPC) validé le 22 décembre 2022 identifie sur 6 ans les actions à mettre en œuvre pour décliner le programme de mesures et concourir à l'atteinte du bon état des masses d'eau (rivières, nappes, lacs).

La Stratégie Climat départementale

A l'échelle du Val-de-Marne, la **Stratégie Climat départementale 2024-2028** est un plan d'action visant à préserver le cadre de vie de ses habitants. Elle intègre les enjeux d'atténuation et d'adaptation au dérèglement climatique dans l'ensemble de ses politiques publiques et de son action quotidienne. Cette Stratégie poursuit deux objectifs :

1) Atténuer le dérèglement climatique en réduisant les émissions de gaz à effet de serre par la diminution des impacts environnementaux des politiques publiques du Département ;

2) Favoriser l'adaptation du territoire et des politiques publiques aux conséquences du dérèglement climatique pour améliorer le cadre de vie des habitants et assurer la continuité des services publics départementaux.

LA STRATEGIE EAU EN VAL-DE-MARNE

La Stratégie Eau en Val-de-Marne vise à adapter les activités des services de l'eau et de l'assainissement aux impacts déjà perceptibles du dérèglement climatique. En ce sens, elle suit les principales mesures du **Plan national d'adaptation au changement climatique (PNACC-3),** en particulier :

- la mesure 3 : Protéger la population des inondations en adaptant la politique de prévention des risques ;
- la mesure 13 : Renaturer les villes pour améliorer leur résilience face au changement climatique ;
- la mesure 21 : Préserver la ressource en eau face au changement climatique : renforcer le Plan Eau ;
- la mesure 42 : Favoriser l'adaptation et la résilience des milieux naturels et des espèces au changement climatique ;
- la mesure 43 : Protéger notre patrimoine naturel et culturel des impacts du changement climatique ;
- la mesure 44 : Mobiliser la commande publique au service de l'adaptation au changement climatique ;
- la mesure 50 : Mobiliser les solutions d'intelligence artificielle au service de l'adaptation au changement climatique.

VERS UNE NOUVELLE APPROCHE DE L'EAU DANS LA VILLE

La gestion des eaux pluviales a connu différentes approches. Lors du développement des villes, les évacuations d'eaux usées ont été réalisées au même endroit que celles des eaux pluviales via un réseau d'égouts qui a été progressivement enterré. Ce réseau était alors unitaire, c'est-à-dire que les eaux usées et les eaux pluviales étaient mélangées. Le Département du Val-de-Marne a ensuite travaillé à séparer les eaux usées et les eaux pluviales via des réseaux séparatifs.

Aujourd'hui, le Département favorise la **gestion intégrée des eaux pluviales,** c'est-à-dire l'infiltration de l'eau de pluie directement là où elle tombe. Il s'agit de « sortir du tuyau ». Ce changement de rapport avec l'eau dans la ville peut s'expliquer par la prise de conscience du dérèglement climatique qui a un impact sur l'intensification des épisodes de pluie et de sécheresse. Le rôle du végétal est ainsi revalorisé pour ses fonctions de stockage, d'infiltration mais aussi d'épuration de l'eau qui, une fois infiltrée peut rejoindre le milieu naturel par différents chemins dans le sol sans passer par un tuyau. En 2024, le Département du Val-de-Marne a révisé en ce sens son **Zonage Pluvial Départemental** à destination de ses propres services et des acteurs de l'aménagement du territoire (communes, EPT, aménageurs, etc.) pour les guider dans la mise en place d'actions de gestion intégrée des eaux pluviales.

La gestion intégrée et durable des eaux pluviales présente ainsi de nombreux bénéfices et permet d'agir sur plusieurs enjeux de façon concomitante : prévention et gestion des inondations, préservation et protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques, performance des systèmes d'assainissement, adaptation des villes au dérèglement climatique, nature en ville, lutte contre les îlots de chaleur…

Les enjeux autour de la gestion des eaux pluviales figurent au sein de **politiques publiques européennes et nationales** telles que :

- **la directive cadre sur l'eau** (2000), **la directive inondation** (2007), la **directive baignade** (2008**), la directive sur les eaux résiduaires urbaines révisée** (2024) qui fixent des objectifs ambitieux ;

- **la Stratégie pour l'adaptation au changement climatique** adoptée par la Commission européenne dans le cadre du pacte vert pour l'Europe, ainsi que **le plan d'actions « zéro pollution»** visant à réduire d'ici 2050 la pollution de l'air, de l'eau et des sols à des niveaux qui ne soient plus considérés comme nocifs pour la santé publique et pour les écosystèmes ;

- **le programme « Habiter la France demain »** porté par le ministère en charge du logement qui promeut la mise en place d'un cadre de vie dont l'un des 4 axes fondateurs est basé sur la résilience du territoire au bénéfice des populations ;

- **l'engagement d'atteindre le « zéro artificialisation nette » en 2050** et de réduire de moitié le rythme de consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers (ENAF) en 10 ans introduit par la loi n°2021-1104 du 22 août 2021 portant sur la lutte contre le dérèglement climatique et le renforcement de la résilience face à ses effets (article 191).

Le Département s'engage à œuvrer dans le sens de la **Charte Qualité nationale des ouvrages et aménagements de Gestion durable et intégrée des Eaux Pluviales** de l'ASTEE (Association Scientifique et Technique pour l'Eau et l'Environnement). Cette nouvelle charte a été conçue comme un outil de dialogue entre les différentes parties prenantes du secteur. Elle vise à faire progresser la qualité des espaces urbanisés et de garantir, pour tout projet d'aménagement, le respect des bonnes pratiques pour des conceptions pérennes, résilientes et adaptées au changement climatique.

LA BAIGNADE EN HERITAGE EN MARNE ET EN SEINE

Un peu d'histoire…

Les baignades sur les bords de Marne et de Seine existent depuis les années 1860, mais à cette époque, l'aménagement des berges consistait en de simples planches où les gens venaient se baigner. Les établissements de baignade ont été associés à des activités comme la location de bateaux. Le prolongement de la ligne de chemin de fer de la Bastille aux bords de la Marne contribua au succès des baignades et des lieux de fêtes y étaient associés.

Si l'interdiction de baignade des années 1923 pour la Seine et 1970 pour la Marne est considérée comme un moment charnière dans l'histoire de nos relations avec ces cours d'eau, le passage de la baignade en milieu naturel à la piscine a été progressif : d'une baignade « sauvage » caractérisée par des aménagements simples, aux bassins flottants et enfin aux piscines maçonnées caractérisées par un bassin de plus en plus isolé du lit du cours d'eau.

Rendre la Seine et la Marne baignables constitue l'héritage majeur des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024. Le plan baignade a mobilisé l'Etat et de nombreuses collectivités. Son coût total est estimé à hauteur de 1,4 milliard d'euros. Ainsi, après plus de 40 années d'amélioration continue du système départemental d'assainissement sur le territoire, il est à présent possible d'envisager l'ouverture de sites de baignades pérennes dans le Val-de-Marne.

Retour d'expérience des JOP 2024

Des **moyens de contrôle hors normes** ont été mis en place durant l'été 2024, avec le renforcement de la maintenance préventive et de l'entretien des installations (curage, remplacement de pièces…), le développement des outils informatiques pour faciliter la vérification des équipements (supervision, automatisation VALERIE), ainsi que la surveillance périodique des ouvrages et points sensibles (alertes de niveau et mise en place de 7 caméras pour les vannes Déomatic). Les tournées sur le terrain ont été renforcées prévoyant des investigations en Seine et en Marne (tournées périodiques par bateau), en station (60 points identifiés) et en réseau. Les données ont été transmises quotidiennement et reportées en Comité technique. Enfin, le Département a assuré la **gestion des situations d'urgence** en réseau, en station, en Seine et en Marne ainsi que celle des pollutions accidentelles (identification des sources de pollution et résorption).

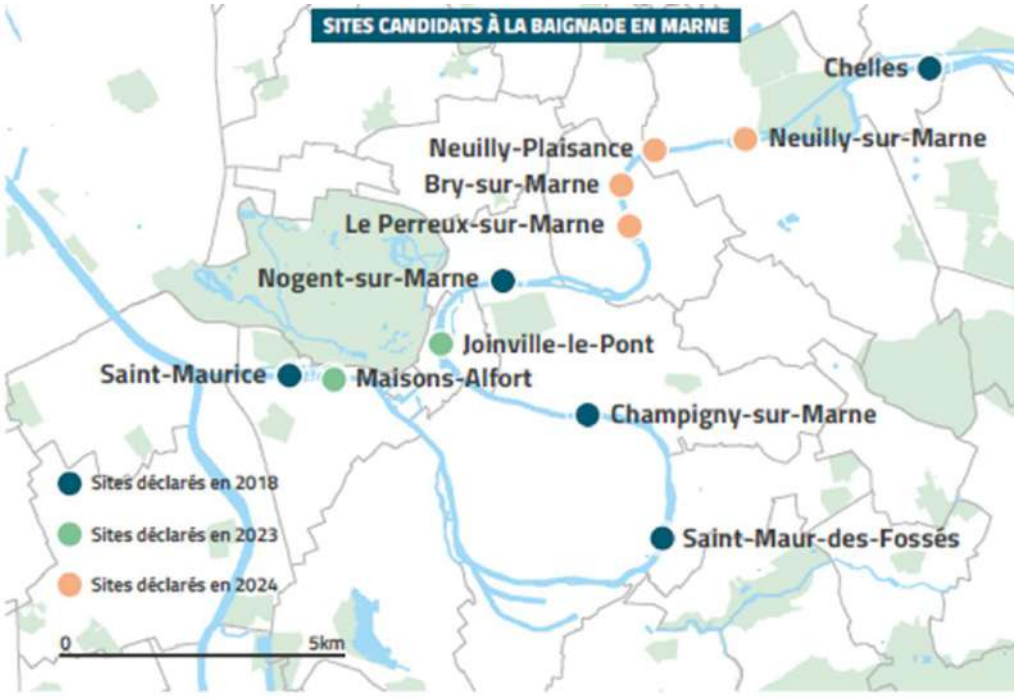
Afin de contrôler la qualité de la Marne et de la Seine**, le Département a suivi grâce à son laboratoire 19 points sur les 34 identifiés en Ile-de-France**. Un suivi quotidien de la bactérie E. Coli et des entérocoques intestinaux a été mené pendant 65 jours, soit quelques 2470 analyses.

Sites de baignade en Val-de-Marne

Dans la continuité des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024, des sites de baignade verront le jour en Val-de-Marne. Ce projet de baignade en héritage s'inscrit dans une démarche plus globale d'amélioration du cadre de vie et d'attractivité du territoire et permettra aux habitants de se réapproprier les cours d'eau.

8 sites de baignade sont déjà envisagés sur les bords de Marne à savoir :

- Bry-sur-Marne,
- Le Perreux-sur-Marne,
- Nogent-sur-Marne,
- Joinville-le-Pont,
- Champigny-sur-Marne,
- Saint-Maur-des-Fossés,
- Maisons-Alfort,
- Saint-Maurice.

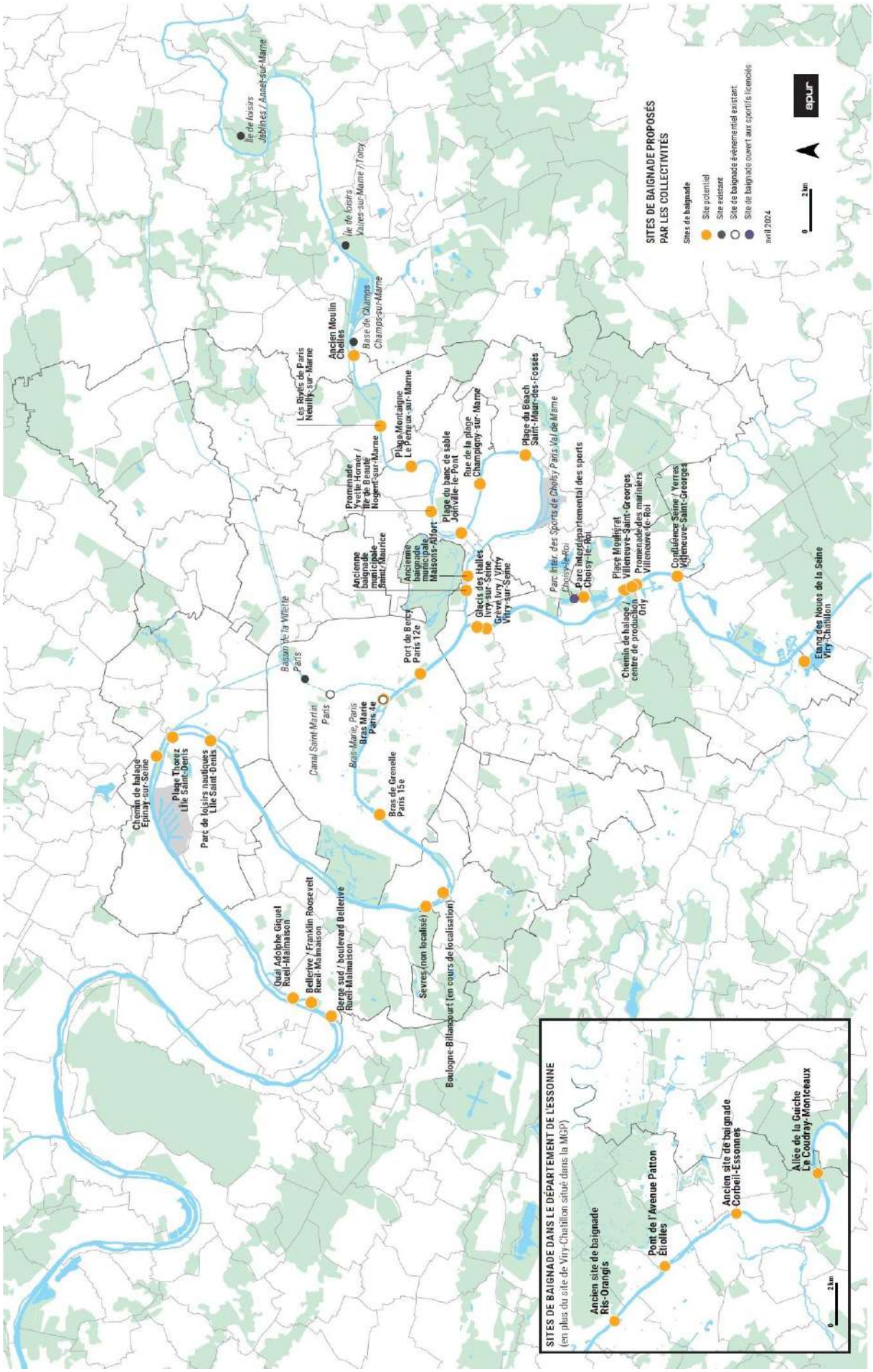


Sites candidats à la baignade en Marne (SMV – 2025)

7 sites sont déjà envisagés en bords de Seine dans les communes de :

- Villeneuve-le-Roi
- Villeneuve-Saint-Georges
- Orly
- Choisy-le-Roi
- Vitry-sur-Seine
- Ivry-sur-Seine

Dans la perspective d'ouverture des sites de baignade à partir de l'été 2025 en Val-de-Marne, en Seine-Saint-Denis, dans les Hauts-de-Seine ou à Paris, le Département du Val-de-Marne a un rôle déterminant pour l'amélioration de la qualité de l'eau du fait de sa situation en amont de Paris. En effet, la qualité de l'eau de la Marne, à partir du Pont de Créteil, et celle de la Seine, à partir du Choisy-le-Roi, peut influencer la baignade sur les sites parisiens.



Les sites de baignade prévisionnels en Seine et en Marne (APUR – 2024)

3

LES AXES STRATEGIQUES ET LES ACTIONS

AXE STRATEGIQUE 1	**AMELIORER LE CADRE DE VIE DES VAL-DE-MARNAIS PAR UNE GESTION INTEGREE DE L'EAU**
Action n°1	Promouvoir une gestion durable des eaux pluviales et contribuer à la création d'îlots de fraîcheur en ville
Action n°2	Adapter les espaces publics et les bâtiments départementaux au dérèglement climatique
Action n°3	Recenser et cartographier l'ensemble des aménagements de gestion alternative des eaux pluviales sur le territoire du Val-de-Marne
Action n°4	Favoriser la baignade en héritage
AXE STRATEGIQUE 2	**REDUIRE L'EMPREINTE CARBONE DU SYSTEME DEPARTEMENTAL D'ASSAINISSEMENT**
Action n°5	Réaliser des chantiers bas carbone
Action n°6	Réduire la consommation énergétique du système d'assainissement
Action n°7	Améliorer et optimiser la gestion des déchets de la DAQUAMA
Action n°8	Favoriser l'intégration des clauses environnementales dans la commande publique
Action n°9	Etudier l'utilisation d'énergies renouvelables sur les stations électromécaniques
AXE STRATEGIQUE 3	**PRESERVER LES MILIEUX NATURELS AQUATIQUES**
Action n°10	Assurer le suivi de la qualité de l'eau
Action n°11	Développer des outils innovants de mesure en temps réel de la qualité de l'eau dans les réseaux
Action n°12	Assurer le contrôle des rejets industriels

Action n°13	Poursuivre les campagnes de contrôle de conformité des branchements en lien avec les autres collectivités
Action n°14	Optimiser en temps réel le système d'assainissement
Action n°15	Elaborer une charte environnementale pour l'entretien des berges de la Bièvre
Action n°16	Intégrer l'analyse de nouveaux polluants
Action n°17	Encourager et accompagner les agriculteurs souhaitant adapter leurs pratiques aux enjeux environnementaux
AXE STRATEGIQUE 4	**ADAPTER LE SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT AU DEREGLEMENT CLIMATIQUE**
Action n°18	Mettre en place un Schéma Directeur d'Assainissement (SDA)
Action n°19	Evaluer l'impact du dérèglement climatique sur le système d'assainissement
Action n°20	Pérenniser le patrimoine départemental d'assainissement
Action n°21	Adapter les activités des agents à l'augmentation des évènements extrêmes
Action n°22	Utiliser l'intelligence artificielle pour développer des innovations pour la gestion du système d'assainissement
AXE STRATEGIQUE 5	**REDUIRE LES RISQUES**
Action n°23	Réaliser un Plan de Gestion des Crues (PGC)
Action n°24	Adapter le système départemental d'assainissement au risque d'inondation par débordement de réseaux

Action n°25	Prévenir le risque de ruissellement selon l'exposition des sites départementaux
Action n°26	Etablir une stratégie départementale de prévention du risque d'inondation
Action n°27	Maîtriser les finances en matière d'investissement
Action n°28	Répondre au risque cybersécurité
AXE STRATEGIQUE 6	**DEVELOPPER UNE GESTION PARTENARIALE**
Action n°29	Sensibiliser les usagers du système départemental d'assainissement aux enjeux liés à l'eau
Action n°30	Mener un programme d'études partenarial en lien avec la recherche et les acteurs publics et privés
Action n°31	Animer une politique de l'eau responsable auprès des agents de la DAQUAMA
Action n°32	Agir à travers l'action internationale

Fiche action Stratégie Eau en Val-de-Marne

AXE STRATEGIQUE 1	AMELIORER LE CADRE DE VIE DES VAL-DE-MARNAIS PAR UNE GESTION INTEGREE DE L'EAU
Action n°1	**Promouvoir une gestion durable des eaux pluviales et contribuer à la création d'îlots de fraîcheur en ville**

Lien avec d'autres politiques :

Echelle départementale :

- Stratégie Climat Départementale 2024-2028
- Plan 50 000 arbres (2021-2028)
- Zonage Pluvial Départemental (2024)
- Schéma Directeur d'Assainissement DAQUAMA (en cours)

Contexte/enjeux :

L'amélioration du cadre de vie des habitants est un enjeu fort pour le Département du Val-de-Marne. Dans cette perspective, il s'agit de gérer les eaux pluviales en surface de la ville pour rendre le cycle urbain de l'eau aussi naturel que possible et de prendre en compte le dérèglement climatique dans l'aménagement des villes. Cela nécessite un changement de paradigme et une nouvelle vision de l'eau en ville : il s'agit de considérer les eaux pluviales, non plus comme un déchet mais comme une ressource.

Objectifs :

- Diminuer le risque de débordements des réseaux par forte pluie, en minimisant le ruissellement urbain et limiter ainsi les inondations de voiries et de bâtiments.
- Favoriser la déconnexion des eaux pluviales du réseau d'assainissement, promouvoir les îlots de fraicheur en utilisant des solutions fondées sur la nature en priorisant le maintien de la pleine terre.
- Encourager le recours à des solutions végétalisées hors sol favorables au stockage de l'eau, à l'évapotranspiration et à l'ombrage quand l'infiltration est très limitée voire impossible.
- Rendre à nouveau perméable l'espace urbain pour rendre les sols vivants et renforcer la trame brune.
- Renforcer les continuités écologiques pour préserver voire reconquérir la biodiversité, et favoriser l'adaptation du territoire face aux aléas climatiques.
- Préserver la ressource en eau en prévenant les pollutions par la réduction des débits rejetés aux milieux naturels.
- Saisir l'opportunité des espaces délaissés, sur l'espace public notamment, pour réaliser des espaces de fraîcheur : linéaires et délaissés de voirie, bordures des bâtiments, interfaces entre les espaces publics/privés ou encore les zones piétonnes.

Description de l'action :

Suivre et évaluer le Zonage Pluvial Départemental, révisé en 2024, qui demande aux porteurs de projet d'intégrer la gestion durable des eaux pluviales en amont des projets. Il s'agit de promouvoir la gestion à la source des eaux pluviales grâce à cet outil départemental, notamment par le biais d'une sensibilisation et d'une communication auprès de tous les acteurs de l'urbanisme (architectes, élus et services territoriaux, aménageurs, promoteurs immobiliers et plus généralement toutes les parties prenantes de l'urbanisme).

Accentuer la prise en compte des préconisations et des règles du Zonage Pluvial Départemental au sein des documents de planification, tels que les SDAGE, SAGE, SDRIF-E, PLU(i), SCOT, en effectuant un travail dès l'amont de la réalisation/révision de ces derniers.
Poursuivre le travail collaboratif avec les équipes d'animation des SAGE (SMV, SMBVB…) dans leurs missions en lien avec l'urbanisme (diffusion et compréhension du Zonage Pluvial, des règles du SAGE…).

Continuer à inciter à la déconnexion des eaux pluviales lors des demandes de branchement et des contrôles de conformité des raccordements sur le réseau départemental ainsi que lors des autorisations de déversement d'eaux non domestiques.

Travailler à développer et proposer des solutions innovantes pour assurer la mise en œuvre effective des résolutions de gestion à la source, telles qu'exprimées par les maîtres d'ouvrage lors de l'instruction des branchements accordés.

Travailler en collaboration avec les acteurs de l'eau et de l'aménagement, à la mise en place d'un observatoire de la désimperméabilisation et de la déconnexion des eaux pluviales.

Pilote en charge de l'action :	**Coordination au sein de la DAQUAMA :**	**Partenaires externes :**
SEGAMA	SSET, SERCOB, SIDRA **Coordination inter-directions :** DAIST, DEVP, DB, DVM	Communes du Val-de-Marne, EPT, aménageurs, bailleurs sociaux, promoteurs, structures porteuses de SAGE (SMV, SMBVB, SyAGE), acteurs de la recherche

Moyens à mobiliser :

- Les services de la DAQUAMA en relation avec la DAIST.

Calendrier prévisionnel :

Au fil de l'instruction des projets, des demandes d'autorisation.

Indicateurs de suivi :

- Nombre de projets qui promeuvent la gestion durable des eaux pluviales sur le territoire val-de-marnais par an
- Nombre de projets qui renseignent le formulaire d'approbation de gestion des eaux pluviales sur le territoire val-de-marnais par an

Fiche action Stratégie Eau en Val-de-Marne

AXE STRATEGIQUE 1	AMELIORER LE CADRE DE VIE DES VAL-DE-MARNAIS PAR UNE GESTION INTEGREE DE L'EAU
Action n°2	**Adapter les espaces publics et les bâtiments départementaux au dérèglement climatique**

Lien avec d'autres politiques :

Echelle départementale :

- Stratégie Climat Départementale 2024-2028
- Zonage Pluvial Départemental (2024)
- Plan ABCD
- Stratégie Nature en Val-de-Marne

Contexte/enjeux :

Le dérèglement climatique est amplifié en milieu urbain par l'effet d'îlot de chaleur urbain (ICU), qui se traduit par des températures plus élevées, de quelques degrés, notamment dans les zones imperméables et densément bâties par rapport aux zones végétalisées. Ces températures plus élevées entraînent des risques accrus pour la santé physique, en particulier chez les très jeunes et séniors ainsi que des impacts sur la santé mentale (éco-anxiété). Elles provoquent également une augmentation de la demande énergétique pour atténuer l'inconfort thermique, une aggravation de la pollution de l'air ou encore un impact sur la biodiversité. Les aménagements intégrant l'eau et le végétal constituent une solution pour pallier les effets du dérèglement climatique en ce qu'ils permettent de réduire de plusieurs degrés la température de l'air et ainsi de diminuer l'effet d'îlot de chaleur urbain.

Objectifs :

- Identifier les voiries et les bâtiments départementaux qui mettent en œuvre une gestion des eaux pluviales à la parcelle, qui ont recours à des solutions végétalisées.
- S'assurer que tout nouveau projet départemental de création/requalification lourde, qu'il soit de voirie, de bâtiment ou autre, soit conçu conformément aux règles du Zonage Pluvial Départemental.
- Prendre en compte au mieux les règles du Zonage Pluvial pour les projets de rénovation ou réhabilitation, qu'il s'agisse de voirie, bâtiment ou autre.
- Assurer l'inscription des prescriptions et règles du Zonage Pluvial Départemental au sein des programmes fonctionnels de réhabilitation des bâtiments et des cours de collèges.
- Développer les toitures végétalisées notamment en compatibilité avec les panneaux photovoltaïques.
- Favoriser l'utilisation des eaux non conventionnelles.

Description de l'action :

Recenser les bâtiments déjà équipés, qui ont recours à des solutions végétalisées hors sol favorables au stockage de l'eau, à l'évapotranspiration et à l'ombrage quand l'infiltration est très limitée voire impossible, parmi l'ensemble des bâtiments départementaux, en priorité parmi les bâtiments de la DAQUAMA.

Améliorer la gestion technique des bâtiments et développer des technologies plus vertes : toitures végétalisées stockantes, infiltration des eaux de pluie à la parcelle, plantation d'arbres sur les sites, limitation des îlots de chaleur (ICU), réutilisation des eaux non conventionnelles.

Poursuivre la désimperméabilisation du territoire départemental.

Prévoir des projets sur l'espace public qui intègrent les techniques alternatives d'infiltration des eaux de pluie.

S'assurer dans l'instruction de projets de bâtiments départementaux de la prise en compte du Zonage Pluvial Départemental.

Pilote en charge de l'action :	**Coordination inter-directions :**	**Partenaires externes :**
SEGAMA	DB, DEVP, DACTES, DEC, DAIST	CEREMA, ADEME

Moyens à mobiliser :

- Les services de la DAQUAMA en relation avec la DAIST, la DEVP, la DB et la DVM.

Calendrier prévisionnel :

2025 : mise en place d'ateliers de présentation du Zonage Pluvial Départemental auprès des autres Directions du Département (DB, DEVP, DVM…)

2025-2026 : recensement des bâtiments départementaux et d'aménagement de l'espace public qui mettent en œuvre une gestion des eaux pluviales à la parcelle, qui ont recours à des solutions végétalisées et les intégrer à la cartographie des aménagements de gestion alternative des eaux pluviales (cf. action 3)

Indicateurs de suivi :

- Nombre de projets de bâtiments départementaux étudiés par an
- Nombre de projets de voiries départementales étudiés par an
- Surface désimperméabilisée par an

Fiche action Stratégie Eau en Val-de-Marne

AXE STRATEGIQUE 1	AMELIORER LE CADRE DE VIE DES VAL-DE-MARNAIS PAR UNE GESTION INTEGREE DE L'EAU
Action n°3	**Recenser et cartographier l'ensemble des aménagements de gestion alternative des eaux pluviales sur le territoire du Val-de-Marne**

Lien avec d'autres politiques :

Echelle départementale :

- Stratégie Climat Départementale 2024-2028
- Zonage Pluvial Départemental (2024)
- Stratégie Val-de-Marne 2040

Contexte/enjeux :

Le Val-de-Marne, comme de nombreux territoires urbains, est confronté à des défis croissants en matière de gestion des eaux pluviales en raison de l'urbanisation et du changement climatique. Les précipitations extrêmes, de plus en plus fréquentes, augmentent les risques d'inondation et de surcharge des réseaux d'assainissement traditionnels.

Pour répondre à ces enjeux, le Département s'engage activement à travers le Zonage Pluvial Départemental. Cette initiative vise à orienter et encadrer l'aménagement urbain en vue de déconnecter entièrement les eaux pluviales du réseau d'assainissement et de désimperméabiliser durablement les surfaces urbaines. L'objectif est de favoriser une gestion durable des eaux pluviales en utilisant des solutions fondées sur la nature et à ciel ouvert.

Se doter d'une cartographie des aménagements/dispositifs de gestion durable des eaux pluviales vise à instrumenter la stratégie « eau » départementale par une mise à disposition d'un outil de suivi, d'aide à la décision et à une connaissance partagée avec les partenaires départementaux et extérieurs.

Objectifs :

- Obtenir une visibilité sur le déploiement et la présence de mesures de gestion intégrée des eaux pluviales sur le territoire.
- S'assurer que les projets, notamment départementaux, respectent les préconisations du Zonage Pluvial Départemental, en permettant la planification sur des espaces sous maîtrise d'ouvrage départementale par exemple. Le point important qu'il convient de retenir est le débit de fuite que la DAQUAMA accepte dans son autorisation de raccordement.
- En lien notamment avec les zones sensibles aux inondations, identifier les aménagements/dispositifs susceptibles de réduire les inondations par débordement de réseau (cf. fiche 24).
- Valoriser les aménagements/dispositifs exemplaires pour promouvoir la gestion durable des eaux pluviales.
- Partager des données dans un objectif partenarial d'amélioration de la connaissance et de planification opérationnelle. (cf. fiche 30).
- Améliorer le « qui fait quoi » en matière de gestion patrimoniale des ouvrages de gestion des eaux pluviales à la source.

Description de l'action :

Constituer un groupe de travail DAQUAMA-DVM-DB-DAIST-DEVP sur cette thématique.

Elaborer une nomenclature des dispositifs de gestion durable des eaux pluviales partagée à l'échelle départementale.

Répertorier les aménagements existants et futurs (y compris les bassins de voirie gérés par le Département).

Identifier le(s) gestionnaire(s) pour chacun des aménagements.

Cartographier et diffuser auprès des partenaires externes (EPT, communes, etc.).

Préciser sur la cartographie les éventuelles connexions avec le réseau départemental ou les connexions entre ouvrages de gestion des eaux pluviales (par exemple noues de voirie départementale).

Pilotes en charge de l'action :	**Coordination au sein de la DAQUAMA :**	**Partenaires externes :**
SEGAMA, SC	SERCOB **Coordination inter-directions :** SIGEC, DB, DVM, DAIST, DEVP	Communes du Val-de-Marne, EPT, SMV, SMBVB, SyAGE, instituts de recherche, APUR, IPR, CAUE…

Moyens à mobiliser :

- Outils informatiques et techniques adaptés.

Calendrier prévisionnel :

2025-2026 : réalisation d'un inventaire des aménagements de gestion alternative des eaux pluviales sur les voiries et bâtiments départementaux (cf. action 3)

2027 : réaliser une cartographie de ces aménagements à diffuser auprès des partenaires externes (EPT, communes, etc)

Indicateurs de suivi :

- Nombre d'aménagements de gestion alternative des eaux pluviales répertoriés au sein de la cartographie par an
- Surface de désimperméabilisation réalisée chaque année

Fiche action Stratégie Eau en Val-de-Marne

AXE STRATEGIQUE 1	AMELIORER LE CADRE DE VIE DES VAL-DE-MARNAIS PAR UNE GESTION INTEGREE DE L'EAU
Action n°4	**Favoriser la baignade en héritage**

Lien avec d'autres politiques :

Echelle européenne :

- Directive Européenne 2006/7/CE du Parlement européen et du Conseil concernant la gestion de la qualité des eaux de baignade et abrogeant la directive 76/160/CEE

Echelle départementale :

- Baignade en héritage sur la période estivale : pérennisation de la baignade en Seine, à Paris, et en Marne
- Schéma Directeur d'Assainissement départemental (en cours)
- Zonage Pluvial Départemental (2024)

Contexte/enjeux :

Le Département a été un acteur majeur de la tenue des épreuves en Seine dans le cadre des Jeux Olympiques et Paralympiques 2024 :

- plus de 7 000 mauvais branchements résorbés au total (Département, établissements publics territoriaux et SyAGE),
- 121 M€ de travaux engagés sur le réseau public,
- plusieurs ouvrages structurants construits dont la Station Départementale de Dépollution des Eaux Pluviales (Champigny-sur-Marne).

A présent, le Département s'engage et agit en faveur de la baignade en héritage. En Val-de-Marne, il y a un fort potentiel de reconquête de sites de baignade avec au moins 15 sites de baignade envisagés (7 sur la Seine et 8 sur la Marne).

L'ouverture de cinq sites de baignade est prévue en 2025 par les communes de Saint-Maur, Joinville-le-Pont, Maisons-Alfort, Champigny-sur-Marne et Nogent-sur-Marne.

A terme, une réflexion pourrait émerger pour permettre la baignade sur certains sites départementaux tels que la Plage Bleue de Valenton.

Objectifs :

- Suivi des pollutions à court et long terme sur la Seine et la Marne.
- Amélioration de la connaissance.
- Pérennisation de la baignade en Seine et en Marne.

Description de l'action :

Prioriser un certain nombre d'actions déjà identifiées sur les réseaux publics et poursuivre ou engager la résorption de mauvais branchements en maîtrise d'ouvrage publique.

Si demande particulière d'un maître d'ouvrage de sites de baignade, augmenter la fréquence de suivi des points sur la Seine et la Marne en amont de Paris, éventuellement créer de nouveaux points de suivi (cf. action 10).

Poursuivre les actions de suivi de la qualité d'eau soutenues financièrement par l'AESN : suivi bactériologique de la Seine et petits affluents, suivi RID.

Développer le suivi de la qualité des rejets aux exutoires départementaux, périodiquement ou en continu (cf. action 11).

Partager les données bactériologiques et physicochimiques avec les entités qui suivent la qualité de la Seine et de la Marne.

Renforcer la maîtrise et la surveillance du fonctionnement du système d'assainissement en période de baignade en formalisant un « protocole estival » :

- renforcer la maintenance préventive et l'entretien des installations : curage, remplacement de pièces…
- développer les outils informatiques pour faciliter la vérification des équipements (supervision, automatisation VALERIE),
- assurer une surveillance renforcée des exutoires par l'instrumentalisation et la remontée des données en temps réel assortie d'alarmes,
- surveiller périodiquement les ouvrages et points sensibles (alertes de niveau, mise en place d'outils de visualisation),
- réaliser des enquêtes de terrain en fonction de la qualité du milieu aquatique (cf. résultats des campagnes),
- gérer les situations d'urgence en réseau et en station,
- gérer les pollutions accidentelles (identifier les sources de pollutions et les résorber).

Pilotes en charge de l'action :	**Coordination au sein de la DAQUAMA :**	**Partenaires externes :**
SERCOB, SESER, SIDRA, SGF, SIS, LDSE, SEGAMA	SCT	PRIF, ARS, SMV, AESN, DRIEAT, EPT, SIAAP, Ville de Paris, autres Départements concernés

Moyens à mobiliser :

- Maintenance préventive renforcée et entretien des installations.
- Développement d'outils spécifiques à la surveillance du réseau départemental afin d'alerter avant rejet au milieu.
- Laboratoire départemental.

Calendrier prévisionnel :

2025-2026 : formalisation et mise en place du protocole estival

Indicateurs de suivi :

- Qualité bactériologique, physicochimique et écologique en Seine et en Marne
- Nombre d'urgences en réseau, en station, en Seine et en Marne ayant un impact sur le milieu naturel par an
- Nombre de pollutions accidentelles résorbées par an
- Nombre de mauvais branchements résorbés par an
- Nombre de branches territoriales polluées sur les ouvrages EP départementaux par an
- Taux de résorption des branches d'apports connus par an
- Nombre de campagnes de suivi qualité par an

Fiche action Stratégie Eau en Val-de-Marne

AXE STRATEGIQUE 2	REDUIRE L'EMPREINTE CARBONE DU SYSTEME DEPARTEMENTAL D'ASSAINISSEMENT
Action n°5	**Réaliser des chantiers bas carbone**

Lien avec d'autres politiques :

Echelle départementale :

- Stratégie Climat Départementale 2024-2028 (Engagement 3)
- Stratégie Nature en Val-de-Marne

Contexte/enjeux :

Le maintien en bon état des 850 km de réseaux d'assainissement et des 113 stations départementales est une nécessité pour entretenir le patrimoine départemental d'assainissement. Le réseau, dont les éléments les plus anciens remontent au XIXème siècle, fait constamment l'objet de travaux pour le réhabiliter, le rénover, l'étendre ou bien le modifier afin de l'adapter aux besoins. Ces travaux émettent des quantités importantes de gaz à effet de serre.

Objectifs :

Le Département du Val-de-Marne s'engage à réduire les impacts environnementaux directement liés à la conception, l'utilisation, l'entretien et la démolition de son patrimoine d'assainissement avec une logique de cycle de vie. Plus précisément, l'action 3.1. de la Stratégie Climat départementale vise à analyser les impacts environnementaux des chantiers supérieurs à 5M€ d'ici 2026 et à favoriser la sobriété énergétique sur l'ensemble des chantiers conduits par le Département, notamment en obtenant le label Chantier Zéro Carbone (CZC) sur 30% des projets d'infrastructure d'un montant supérieur à 5M€ d'ici 2028.

Description de l'action :

En amont de la conception des projets et lors de la réalisation des chantiers, mesurer les impacts environnementaux, notamment les gaz à effet de serre, pour renforcer l'aide à la décision.

Dans le cadre de l'offre technico-financière, favoriser l'utilisation de matériaux et techniques de construction durable.

Favoriser l'innovation dans la construction et la réhabilitation des réseaux d'assainissement.

Coordonner les travaux avec les partenaires tiers.

Pilotes en charge de l'action :	**Coordination au sein de la DAQUAMA :**	**Partenaires externes :**
SCT, SESER	SERCOB, SEGAMA, SFCP, DAR **Coordination inter-directions :** DVM, DACTES, DEVP	Bureaux d'études, entreprises de construction, concessionnaires, communes, acteurs de la recherche

Moyens à mobiliser :

- Marchés ad hoc.
- Formations.
- Chantier expérimental.

Calendrier prévisionnel :

Mise en œuvre à partir de 2025.

Indicateurs de suivi :

- Nombre de chantiers bas carbone réalisés par an
- Bilan carbone des travaux

Fiche action Stratégie Eau en Val-de-Marne

AXE STRATEGIQUE 2	REDUIRE L'EMPREINTE CARBONE DU SYSTEME DEPARTEMENTAL D'ASSAINISSEMENT
Action n°6	**Réduire la consommation énergétique du système d'assainissement**

Lien avec d'autres politiques :

Echelle nationale :

- Stratégie Nationale Bas Carbone (2018-2019)

Echelle départementale :

- Stratégie Climat Départementale 2024-2028

Contexte/enjeux :

Adoptée pour la première fois en 2015, la Stratégie Nationale Bas Carbone (SNBC) a été révisée en 2018-2019, en visant d'atteindre la neutralité carbone en 2050. Dans ce contexte, la DAQUAMA doit étudier la consommation énergétique du système départemental d'assainissement et réduire les émissions de gaz à effet de serre de 66% d'ici à 2050, afin s'inscrire dans la Stratégie Nationale Bas carbone pour le secteur déchet dont l'assainissement fait partie. Cet objectif s'inscrit dans la stratégie climat du Département.

Objectifs :

- Etudier la consommation énergétique des équipements des stations gérées par le Département.
- Quantifier les gains potentiels et réduire la consommation en adaptant, si possible, la gestion des flux ou en utilisant des outils innovants tels que l'intelligence artificielle.
- Adapter ou moderniser les équipements départementaux pour des technologies moins consommatrices d'énergie.

Description de l'action :

Installer des capteurs sur des stations, étudier les consommations, adapter les équipements ou leur fonctionnement.

Lancer une étude énergétique sur le fonctionnement afin d'optimiser les consommations électriques.

Remplacer les équipements à haute consommation par des équipements basse consommation (pompage, chauffage…).

Réguler les systèmes de ventilation et de chauffage grâce à des capteurs et ainsi optimiser le fonctionnement.

Isoler les bâtiments pour limiter les pertes énergétiques.

Etudier les process des stations pour favoriser les écoulements gravitaires.

Pilotes en charge de l'action : SESER, SIS	**Coordination au sein de la DAQUAMA :** SGF, SIDRA, SERCOB, SAG, SSET **Coordination inter-directions :** DACTES	**Partenaires externes :** ADEME, SIAAP
Moyens à mobiliser : • Lancement d'études de diagnostics énergétiques. • Mise en place de capteurs. • Procédures de gestion à élaborer et mettre en place. • Parangonnage.		
Calendrier prévisionnel : 2025 : test sur une station 2026 : travail sur la démarche en fonction des résultats		
Indicateurs de suivi : • Consommation énergétique par an		

Fiche action Stratégie Eau en Val-de-Marne

AXE STRATEGIQUE 2	REDUIRE L'EMPREINTE CARBONE DU SYSTEME DEPARTEMENTAL D'ASSAINISSEMENT
Action n°7	**Améliorer et optimiser la gestion des déchets de la DAQUAMA**

Lien avec d'autres politiques :

Echelle nationale :

- Stratégie Nationale Bas Carbone (2018-2019)

Echelle départementale :

- Stratégie Climat Départementale 2024-2028
- Cahier des Clauses Environnementales (CCE) de la DAQUAMA

Contexte/enjeux :

Depuis le 1er janvier 2022, doivent figurer sur la plateforme Trackdéchets du Ministère de la Transition Ecologique les déchets dangereux, les déchets amiantés, les déchets contenant des flux frigorigènes, les véhicules hors d'usage et les DASRI (Déchets d'Activité de Soin à Risques Infectieux).

Depuis mai 2023, le Ministère de la Transition Ecologique a lancé la plateforme RNDTS (Registre National des Déchets Terres Excavées et Sédiments) pour assurer le suivi des terres non dangereuses.

La DAQUAMA effectue chaque année un bilan déchets. Ci-dessous les données 2023 :

- 60% des déchets de la DAQUAMA sont générés dans le cadre des chantiers (terres et pierres, graves recyclés, canalisation, mélanges bitumeux contenant du goudron, déchets basiques),
- 28% des déchets de la DAQUAMA proviennent de l'entretien des réseaux et des curages en particulier (boues, graisses, déchets solides),
- 12% des déchets de la DAQUAMA proviennent du curage des stations (graisses et boues, déchets solides).

Objectifs :

- Augmenter le volume de déchets évités grâce à la prévention des usagers (cf. action 6.1).
- Diminuer l'impact environnemental des déchets non évités en les orientant vers la filière de valorisation appropriée.

Description de l'action :

Prévenir la production de déchets :

- Identifier les pratiques génératrices de déchets pouvant être évitées et les faire évoluer,

- Sensibiliser les usagers domestiques à la question des déchets, à titre d'exemple au non rejet de lingettes dans les réseaux (cf. action 6.1),
- Communiquer auprès des usagers non domestiques du réseau (industriels, garages, restaurants…) pour prévenir les pollutions et les déchets dans les réseaux (cf. action 29),
- Sensibiliser les agents de la DAQUAMA aux pratiques zéro-déchet (cf. action 31).

Assurer la gestion et la valorisation des déchets produits :

- Quantifier les déchets produits par types de flux (par dangerosité et en fonction du caractère recyclable) afin de mieux suivre l'évolution et les coûts engendrés à l'échelle de la DAQUAMA (registres déchets, attestations des prestataires, bilan annuel déchets),
- Faire collecter les déchets spécifiques par un prestataire dans le cadre du marché déchets (déchets dangereux, produits chimiques de laboratoire, D3E, déchets non dangereux, DASRI, dépôts sauvages),
- Valoriser les terres excavées lors des chantiers,
- Valoriser les refus de dégrillage,
- Valoriser les boues de curage par méthanisation via un marché ou une convention,
- Sensibiliser les prestataires à l'enjeu du tri des déchets,
- Favoriser l'auto-curage des réseaux grâce à des fonctionnements de réseaux optimums,
- By-passer les bâches lorsque cela est possible,
- Favoriser la réutilisation sur les chantiers ainsi que le recyclage.

Pilote en charge de l'action :	**Coordination au sein de la DAQUAMA :**	**Partenaires externes :**
SAG	Tous les services de la DAQUAMA **Coordination inter-directions :** DACTES, DL	prestataires

Moyens à mobiliser :

- Marchés publics ad hoc.
- Sensibilisation, formations, communication interne.

Calendrier prévisionnel :

2025-2026 : quantification des déchets de la DAQUAMA par types de flux
2026-2027 : lancement de stratégies de valorisation des terres excavées, refus de dégrillage, boues de curage notamment

Indicateurs de suivi :

- Tonnage des déchets provenant des réseaux, des chambres, stations (diagnostic permanent)
- Nombre d'agents sensibilisés
- Campagnes de communication auprès des usagers domestiques et non domestiques sensibilisés
- Nombre de marchés analysés/nombre de marchés établis par la direction
- Evaluation des déchets évités, recyclés, éliminés en décharge en lien avec les travaux

Fiche action Stratégie Eau en Val-de-Marne

AXE STRATEGIQUE 2	REDUIRE L'EMPREINTE CARBONE DU SYSTEME DEPARTEMENTAL D'ASSAINISSEMENT
Action n°8	**Favoriser l'intégration de clauses environnementales dans la commande publique**

Lien avec d'autres politiques :

Echelle nationale :

- Loi n°2021-1104 du 22 août 2021 portant sur la lutte contre le dérèglement climatique et le renforcement de la résilience face à ses effets, dite Loi Climat et Résilience
- Loi n°2023-973 du 23 octobre 2023 relative à l'industrie verte

Echelle départementale :

- SPASER (Schéma de Promotion des Achats publics Socialement et Economiquement Responsables)
- Stratégie climat départementale 2024-2028
- Cahier des Clauses Environnementales (CCE) de la DAQAMA

Contexte/enjeux :

Depuis les lois Climat et Résilience de 2021 et Industrie Verte de 2023, le Code de la Commande Publique intègre deux nouveaux cas d'exclusion des procédures de passation « à l'appréciation de l'acheteur » (donc non obligatoires) mais directement liés à des préoccupations environnementales et sociales :

- Non fourniture du plan de vigilance (cf. L225-102-4 du Code de commerce),
- Non fourniture du bilan de gaz à effet de serre (cf. L229-25 du Code de l'environnement).

Des niveaux minimum de capacités visant des aspects sociaux et environnementaux peuvent être exigés (performance énergétique, énergie renouvelable, évaluation environnementale, biodiversité et génie écologique…).

Par l'effet de la loi Climat et Résilience, les acheteurs publics auront l'obligation, à compter du 22/08/2026, de prévoir au moins un critère d'attribution prenant en compte les caractéristiques environnementales des offres. A titre d'exemple, les critères environnementaux pouvant être intégrés au titre de l'analyse des offres pourront être les suivants :

- Appréciation du bilan carbone,
- Circuits-courts et préférence géographique,
- Performance dans la gestion des déchets,
- Performance en matière de protection de l'environnement,
- Préservation de la biodiversité,
- Procédés de fabrication et d'approvisionnement écologiques,
- Qualité environnementale des matériaux employés,
- Utilisation des matériaux issus du recyclage.

Objectifs :

- Réduire l'impact de la commande publique sur l'environnement.
- Améliorer le suivi des impacts des achats de la DAQUAMA.
- Limiter les nuisances sonores, visuelles et olfactives.
- Protéger la biodiversité.

Description de l'action :

Mettre en œuvre l'axe environnemental du Schéma de Promotion des Achats Socialement et Ecologiquement Responsable (SPASER) :

- Construire une stratégie d'achat bas carbone au sein de la DAQUAMA intégrant la logique de coût du cycle de vie,
- Valoriser les prestataires favorisant l'utilisation d'énergies renouvelables ou l'efficacité énergétique,
- Amplifier l'acquisition de matériaux biosourcés,
- Réduire les emballages plastiques et le recours aux produits à usage unique,
- Augmenter le recours aux biens issus du réemploi, de la réutilisation ou intégrant des matières recyclées en accord avec les seuils réglementaires définis par segment d'achat,
- Intégrer un indice de réparabilité lors de l'achat de matériels numériques,
- Intégrer la gestion et la valorisation des déchets dans les marchés de travaux publics (cf. action 7).

Accompagner les services demandeurs dans l'intégration des clauses environnementales dans les marchés publics :

- Identifier les clauses environnementales types à intégrer en fonction des marchés publics de services et de travaux (limitation du bruit et insonorisation des engins de travaux publics, éviter les rejets polluants au milieu naturel, gestion des déchets de chantier, limiter la pollution des sols et des eaux, etc.),
- Former les agents de la DAQUAMA dans la rédaction de marchés et l'intégration de clauses environnementales.

Mettre en place un suivi des clauses pendant l'exécution des marchés et prévoir un suivi des modalités de contrôle par la direction :

- Mettre en place un processus de vérification de la bonne exécution des clauses environnementales,
- Appliquer les pénalités nécessaires en cas de besoin.

Prendre en compte les dispositions définies au sein du CCE de la DAQUAMA :

- Intégration environnementale des activités de la DAQUAMA,
- Gestion des déchets,
- Limitation des pollutions atmosphériques,
- Limitation des pollutions des sols et des eaux,
- Réduction des consommations énergétiques et d'eau,
- Réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Pilotes en charge de l'action :	**Coordination au sein de la DAQUAMA :**	**Partenaires externes :**
SFCP, SAG	Tous les services de la DAQUAMA **Coordination inter-directions :** DAPM	Prestataires

Moyens à mobiliser :

- Marchés ad hoc.
- Formations, sensibilisation.

Calendrier prévisionnel :

Calendrier de planification des marchés.

Indicateurs de suivi :

Indicateurs de suivi en lien avec le SPASER :

- Nombre de marchés clauses environnemental
- Nombre de consultations soumises à la production d'un bilan carbone et/ou des externalités environnementales émises dans l'offre de l'entreprise candidate
- Nombre et pourcentage de marchés ayant des clauses et des critères valorisant la production d'énergies renouvelables par les fournisseurs dans le cadre de la production de la prestation
- Nombre de marchés indiquant les émissions de GES (en critère de sélection et en exécution)
- Nombre et pourcentage de marchés intégrant la gestion des déchets du BTP
- Nombre et pourcentage de marchés intégrant une logique de coût du cycle de vie
- Nombre et pourcentage de marchés de matériel numérique intégrant la réparabilité via une clause et/ou un critère d'attribution
- Réduction d'émissions des GES sur des échantillons de marchés importants

Fiche action Stratégie Eau en Val-de-Marne

AXE STRATEGIQUE 2	REDUIRE L'EMPREINTE CARBONE DU SYSTEME DEPARTEMENTAL D'ASSAINISSEMENT
Action n°9	**Etudier l'utilisation d'énergies renouvelables sur les stations électromécaniques**

Lien avec d'autres politiques :

Echelle nationale :

- Stratégie Nationale Bas Carbone (2018-2019)

Echelle départementale :

- Stratégie Climat Départementale 2024-2028
- Schéma Directeur de la Transition Energétique du Patrimoine Bati 2022-2027

Contexte/enjeux :

Adoptée pour la première fois en 2015, la Stratégie Nationale Bas Carbone (SNBC) a été révisée en 2018-2019, en visant d'atteindre la neutralité carbone en 2050. Dans ce contexte, la DAQUAMA doit étudier la consommation énergétique du système départemental d'assainissement et réduire les émissions de gaz à effet de serre de 66% d'ici à 2050, afin de respecter la Stratégie Nationale Bas carbone pour le secteur déchet dont l'assainissement fait partie.

Objectifs :

- Diminuer la consommation énergétique des activités de l'assainissement départemental.
- Diminuer l'impact environnemental des activités de l'assainissement départemental.

Description de l'action :

Réaliser un bilan énergétique des sites intégrant les besoins.

Analyser la faisabilité des installations d'ENR.

Réaliser un bilan du gain énergétique potentiel.

Réaliser un appel d'offre ou une commande.

Prévoir les installations sur les sites où l'impact est le plus important.

Proposer les énergies à partir du photovoltaïque ou de chaleur fatale ou autres.

Pilote en charge de l'action :	Coordination au sein de la DAQUAMA :	Partenaires externes :
SESER	SFCP **Coordination inter-directions :** DB	Bureau d'études, installateurs de panneaux ou de solutions de chaleur fatale

Moyens à mobiliser :

- Marché ad'hoc.

Calendrier prévisionnel :

2026 : études
2027 : installation

Indicateurs de suivi :

- Amélioration de la performance énergétique
- Consommation énergétique des sites de la DAQUAMA

Fiche action Stratégie Eau en Val-de-Marne

AXE STRATEGIQUE 3	PRESERVER LES MILIEUX NATURELS AQUATIQUES
Action n°10	**Assurer le suivi de la qualité de l'eau**

Lien avec d'autres politiques :

Echelle européenne :

- Directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau

Echelle départementale :

- Réseau d'Intérêt Départemental (RID)
- Baignade en héritage

Contexte/enjeux :

Le Département du Val-de-Marne suit la qualité des cours d'eau de son territoire. Les principaux cours d'eau non domaniaux traversant le département sont : la Bièvre, le Morbras, le Réveillon, le ru de Rungis et l'Yerres. L'eau est un bien commun, précieux, indispensable à la vie. C'est pourquoi, la préservation de cette ressource s'avère essentielle. Près de 75% de la population val-de-marnaise vit à moins de 2 km d'une rivière. De plus, les épisodes de sécheresse et les changements climatiques amènent à adapter certains usages de l'eau.

Pour ces raisons, le Département contrôle la qualité des eaux superficielles du territoire depuis plus de 40 ans. Ce suivi initié avant l'application de la circulaire de 1978 relative à la politique d'objectifs de qualité dans les cours d'eau, canaux, lacs ou étangs, a pour but d'améliorer la connaissance sur le fonctionnement des écosystèmes aquatiques et d'identifier les sources de pollution qui s'exercent sur les milieux afin de mieux les protéger. L'agriculture a un rôle important sur la qualité de l'eau. Le soutien de pratiques culturales durables et une utilisation raisonnée et sobre de la ressource en eau sont à privilégier.

Cette démarche, engagée par le Département, a été confortée par l'adoption le 23 octobre 2000 de la Directive Cadre sur l'Eau (DCE). Elle établit un cadre pour une politique globale communautaire dans le domaine de l'eau, fixant des objectifs de reconquête du « bon état » ou du « bon potentiel » écologique des eaux et des milieux aquatiques d'ici 2027, pour les pays membres de l'Union Européenne.

Pour ce faire, le Département a fait évoluer son suivi en mettant en place un Réseau d'Intérêt Départemental (RID) en 2010 avec l'aide de l'Agence de l'Eau Seine-Normandie (AESN). Ce réseau local vise à étendre la surveillance à une échelle plus fine ainsi qu'à d'autres cours d'eau et plans d'eau n'étant pas considérés comme des masses d'eau au regard de la DCE.

Objectifs :

- Préserver la ressource en eau.
- Améliorer la connaissance sur le fonctionnement des écosystèmes aquatiques.
- Identifier les sources de pollution qui s'exercent sur les milieux afin de mieux les protéger.
- Favoriser l'ouverture de sites de baignade en Seine et en Marne.

Description de l'action :

Dans le cadre des objectifs de réouverture de la baignade pérenne en Seine et en Marne, accompagner les futurs donneurs d'ordres et gestionnaires de sites en leur apportant expertise et connaissance des milieux aquatiques : suivis bactériologique, physicochimique et biologique réalisés sur des stations du RID situées sur des affluents de la Seine et de la Marne.

Réaliser chaque année des campagnes de prélèvements et d'analyses sur le linéaire des rivières afin de s'assurer du bon fonctionnement et de l'optimisation des réseaux d'assainissement en lien avec les autres services départementaux (cf. action 11) et d'améliorer la connaissance sur la qualité des milieux aquatiques concernés.

Pilote en charge de l'action :	**Coordination au sein de la DAQUAMA :**	**Partenaires externes :**
SEGAMA	LDSE	SMV, SyAGE, DRIEAT, ARS, AESN

Moyens à mobiliser :

- Le RID contribue à évaluer l'efficacité des actions mises en œuvre notamment celles sur les réseaux d'assainissement par les services départementaux et les acteurs publics et privés du territoire.
- Les campagnes de suivi et d'analyses physico-chimiques et bactériologiques sont entièrement réalisées en régie.

Calendrier prévisionnel :

Bilan de suivi produit annuellement sur la qualité des cours d'eau pour l'année N-1. Les analyses présentées dans ces bilans sont menées avec le concours financier de l'AESN.

Indicateurs de suivi :

- Qualité physicochimique et biologique des cours d'eau (RID)
- Qualité bactériologique des cours d'eau

Fiche action Stratégie Eau en Val-de-Marne

AXE STRATEGIQUE 3	PRESERVER LES MILIEUX NATURELS AQUATIQUES
Action n°11	**Développer des outils innovants de mesure en temps réel de la qualité de l'eau dans les réseaux**

Lien avec d'autres politiques :

Echelle départementale :

- Autosurveillance
- Suivi des pollutions accidentelles
- Baignade en héritage

Contexte/enjeux :

Le réseau d'assainissement est victime de pollutions accidentelles ou intentionnelles. Ces dernières peuvent avoir un impact sur l'état structurel du réseau et/ou toucher les milieux aquatiques et en dégrader la qualité. Les conséquences sont diverses sur la Seine, la Marne et les petits cours d'eau (baignade et protection de la faune et de la flore).

Selon la nature de ces pollutions l'accès aux ouvrages peut être interdit. En effet, certains polluants peuvent engendrer des risques importants pour la santé et la sécurité des agents d'assainissement (explosivité, température, pollution chimique, etc..). Des pollutions liées aux produits phytosanitaires notamment peuvent être présents. Les pollutions peuvent également dégrader la performance épuratoire de la station de traitement.

L'origine de ces pollutions est parfois difficile à identifier. Les prélèvements instantanés réalisés lors des interventions s'avèrent parfois insuffisants et l'obtention des résultats n'est pas immédiate. Les délais sont dépendants du type de polluant à analyser.

Objectifs :

Cette action vise à mesurer et à suivre en temps réel la qualité de l'eau dans le réseau et avant rejet au milieu naturel afin de réagir rapidement en cas de non-conformité. L'objectif est de limiter ou d'éliminer l'impact sur le milieu naturel et sur le réseau.

Les suivis seront différenciés en fonction des sites de baignade choisis. Ils seront différents s'ils sont en lien avec une pollution récurrente au sein du réseau pour protéger le patrimoine ou pour protéger les agents ou s'il s'agit de suivis de certains exutoires identifiés comme sensibles en termes de qualité, avec l'objectif baignade. Ces suivis amèneraient à un développement d'outils avec un complément de remontée de données en temps réel et alertes associées, de manière à être prévenus le plus rapidement possible.

Description de l'action :

Définir les sites concernés ainsi que les paramètres à suivre et la méthode.

Choisir des capteurs, une technologie de suivi ou une méthode de suivi et définir le besoin ou non de prélèvements réguliers avant rejet au milieu naturel en complément.

Remonter les données en temps réel et gérer les alertes.

Pilote en charge de l'action : SIDRA	Coordination au sein de la DAQUAMA : LDSE, SEGAMA, SERCOB, SESER	Partenaires externes : SMV, EPT, industriels, autres MOA limitrophes dont les Départements et les syndicats

Moyens à mobiliser :

- Achat de capteurs ou appareils de mesure instantanée.
- Campagnes de prélèvements en interne ou par un prestataire.
- Analyses par le laboratoire.

Calendrier prévisionnel :

Les emplacements sont définis en fonction des sites de baignades. Ils s'appuient sur les résultats des investigations menées durant l'été 2024 pour les JOP. Les premiers résultats permettront de mesurer la pertinence de développer un suivi en temps réel de la mesure en réseau sur d'autres sites.

Mesure à intégrer au « protocole estival » (cf. action 4).

Indicateurs de suivi :

- Pourcentage de sites équipés parmi les sites identifiés comme pertinents à équiper
- Nombre d'alertes ou de dépassements par an
- Campagnes ponctuelles pour comparer les résultats obtenus avec les mesures des différents capteurs afin de vérifier la validité des résultats
- Nombre de campagnes de suivi qualité

Fiche action Stratégie Eau en Val-de-Marne

AXE STRATEGIQUE 3	PRESERVER LES MILIEUX NATURELS AQUATIQUES
Action n°12	**Assurer le contrôle des rejets industriels**

Lien avec d'autres politiques :

Echelle européenne :

- Directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau
- Directive (UE) 2024/3019 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2024 relative au traitement des eaux résiduaires urbaines

Contexte/enjeux :

Afin de garder la maîtrise des entrants dans le réseau d'assainissement et ainsi, garantir la sécurité des agents travaillant dans le réseau, préserver les ouvrages, s'assurer de la non dégradation des performances de l'usine de traitement, s'assurer de l'acceptabilité du débit de rejet, il est indispensable de surveiller, contrôler et conseiller les industriels et les assimilés domestiques raccordés, et d'assurer le contrôle réglementaire des rejets non domestiques ou assimilés permanents et temporaires.

Ainsi, le Département réglemente, suit et contrôle les sites déversant des Eaux Usées Non Domestiques (E.U.N.D.) dans les réseaux d'assainissement départementaux, par le biais notamment d'Arrêtés d'Autorisations de Déversement (A.A.D.).

Les sites réglementés sont aussi bien des établissements industriels, évacuant des rejets dits « permanents », que des chantiers, générant des rejets dits « temporaires ». Il est donc indispensable de contrôler le respect des prescriptions données dans ces arrêtés.

Objectifs :

- Limiter les rejets polluants au milieu naturel et en réseau d'assainissement.
- Améliorer la connaissance des entrants dans le réseau et disposer de données à jour.
- Renforcer les opérations de contrôles avec obtention des résultats d'analyse en instantané.
- Sensibiliser les industriels sur leurs impacts.
- Faire payer les industriels à la hauteur de leur pollution : principe « pollueur-payeur ».
- Améliorer le fonctionnement global du réseau.

Description de l'action :

Identifier les sites à suivre, notamment ceux qui ne transmettent pas leur autosurveillance.
Assurer les relances nécessaires pour obtenir l'ensemble des autosurveillances et autres documents de suivi.

Mettre en place un suivi de la qualité des eaux rejetés, par le Département, payé par les industriels en cas de manquement.

Renforcer les contrôles réguliers des établissements.

Assurer une vérification de l'état des ouvrages avant et après rejet pour les rejets temporaires (chantiers).

Poursuivre les remontées en temps réel des données et faire le lien, en cas de dépassement de valeurs seuils, avec les activités industrielles présentes en amont.

Mettre en place un suivi sur tous les rejets pluviaux et faire le lien avec les activités industrielles en amont en cas de dépassement des seuils.

Définir une nouvelle stratégie, plus juste et plus dissuasive en cas de manquement, pour la redevance des usagers non domestiques.

Pilote en charge de l'action :	**Coordination au sein de la DAQUAMA :**	**Partenaires externes :**
SIDRA	SGF, SEGAMA, LDSE, SERCOB, SESER, SGF, SFCP	Police de l'eau, AESN, DRIEAT, SIAAP, EPT, SMV, Chambre de commerce, Départements limitrophes, prestataires

Moyens à mobiliser :

- Marché ad hoc.
- Maintenance des préleveurs et équipements d'analyse.
- Sensibilisation et communication auprès des industriels.

Calendrier prévisionnel :

Action engagée, en continue, par SIDRA.

Indicateurs de suivi :

- Nombre d'activités régularisées dans l'année
- Nombre de contrôles effectués
- Taux de conformité des contrôles
- Recouvrement des pollueurs

Fiche action Stratégie Eau en Val-de-Marne

AXE STRATEGIQUE 3	PRESERVER LES MILIEUX NATURELS AQUATIQUES
Action n°13	**Poursuivre les campagnes de contrôle de conformité des branchements en lien avec les autres collectivités**

Lien avec d'autres politiques :

Echelle nationale :

- Loi n°2021-1104 du 22 août 2021 portant sur la lutte contre le dérèglement climatique et le renforcement de la résilience face à ses effets, dite Loi Climat et Résilience

Echelle départementale :

- Schéma Directeur d'Assainissement (en cours)
- Règlement des Services Départementaux d'Assainissement
- Zonage Pluvial Départemental (2024)

Contexte/enjeux :

Pour permettre au réseau de fonctionner normalement mais aussi pour éviter la pollution du milieu naturel, il est important que les canalisations des habitations et des industries soient branchées correctement sur le réseau d'assainissement public. Il s'agit d'un branchement conforme. Les branchements conformes sont séparatifs : ils visent à séparer les eaux usées des eaux pluviales pour permettre une gestion et un traitement différenciés.

Une obligation en matière de conformité de raccordement des habitations au réseau départemental d'assainissement est entrée en vigueur en janvier 2022. Elle relève de la loi climat et résilience et a pour objectif de favoriser l'amélioration de la qualité des eaux. Un diagnostic de conformité de l'assainissement est réalisé par les propriétaires dans le cadre de la vente d'un bien immobilier. Le Département propose gratuitement ce service si l'immeuble est desservi par un réseau départemental. Si l'assainissement se révèle non conforme, des aides financières de l'AESN sont proposées pour financer les travaux.

Cependant, l'activité est restreinte par le problème d'accès aux propriétés privées, chez les riverains. Malgré les campagnes de boitage et la diffusion d'informations sur la nécessité de réaliser des contrôles de branchements, le service parvient difficilement à fixer des rendez-vous avec les riverains.

Objectifs :

- Favoriser la baignade en héritage en Seine et en Marne.
- Améliorer la qualité des cours d'eau.
- Optimiser le fonctionnement du réseau et des stations pour faciliter le traitement des eaux usées en stations d'épuration.

Description de l'action :

Poursuivre le diagnostic de conformité chez les usagers (actions gratuites et récurrentes).

Des secteurs sont déjà définis comme prioritaires dans le cadre du « projet baignade ». De nouveaux secteurs seront à définir.

Réaliser un boitage efficace et personnalisé.

Envisager d'autres moyens de communication tels que le porte à porte, en semaine ou le week-end.

Améliorer la sensibilisation en travaillant en lien avec les communes : assister aux réunions publiques, aux conseils de quartier, mener des actions auprès des collégiens… (cf. action 29)

Pilote en charge de l'action :	**Coordination inter-directions :**	**Partenaires externes :**
SERCOB	DAE, DB, Direction de la Communication, DEC	PRIF, DREIAT, AESN, EPT, communes

Moyens à mobiliser :

- Equipe technique en régie et prestataire.
- Budget Annexe d'Assainissement, aides de l'AESN ainsi que de la Ville de Paris dans le cadre de la baignade en Seine.

Calendrier prévisionnel :

Action engagée, en continue, par SERCOB.

Indicateurs de suivi :

- Nombre de branchements contrôlés
- Ratio du nombre de boitages par rapport au nombre de branchements contrôlés
- Ratio du nombre de branchements conformes par rapport au nombre de branchements contrôlés

Fiche action Stratégie Eau en Val-de-Marne

AXE STRATEGIQUE 3	PRESERVER LES MILIEUX NATURELS AQUATIQUES
Action n°14	**Optimiser en temps réel le système d'assainissement**

Lien avec d'autres politiques :

Echelle européenne :

- Directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau
- Directive (UE) 2024/3019 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2024 relative au traitement des eaux résiduaires urbaines

Echelle départementale :

- Schéma Directeur d'Assainissement (en cours)
- Zonage Pluvial Départemental (2024)
- Contrat Territorial Eau et Climat (CTEC) 2020-2024

Contexte/enjeux :

L'optimisation en temps réel du système d'assainissement, notamment par l'intégration de capteurs, permet de mieux comprendre le comportement des réseaux, d'identifier les anomalies et de réagir de rapidement. Dans le cadre de la pérennisation de la baignade en Val-de-Marne, il s'agit d'anticiper les capacités des réseaux départementaux d'assainissement et d'orienter les flux.

Objectifs :

Mettre en place une gestion dynamique du système d'assainissement.

Ce système vise à répondre à deux objectifs principaux :

- Prédire le fonctionnement du système d'assainissement dans une configuration stable. L'objectif est de fournir une prévision des capacités du réseau de transport et des ouvrages de stockage, avec un horizon de prévision par temps sec et par temps de pluie.
- Mettre en configuration le système d'assainissement de manière dynamique pour gérer le temps sec, le temps de pluie (petite pluie, période de retour inférieure à 3 mois) et les grosses pluies.

Description de l'action :

Cette action vise à mettre en place une gestion dynamique des effluents au sein de la DAQUAMA, c'est à dire une régulation du réseau dynamique appuyée sur les prévisions météorologiques à court terme. Elle prendra en compte les chômages de la DAQUAMA et des partenaires.

La modélisation des réseaux sera nécessaire et devra intégrer les données existantes : outils de supervision globale, études de fonctionnement du réseau, suivi des mesures et des données, etc.

Pilote en charge de l'action : SGF	Coordination au sein de la DAQUAMA : SIDRA, SESER, SFCP, SRHM, SSET, SEGAMA	Partenaires externes : EPT, communes, SIAAP, SyAGE

Moyens à mobiliser :

- La mise en place de cette action repose sur l'obtention d'une mesure fiable. La mesure est un outil important notamment pour connaitre le fonctionnement du système d'assainissement et l'optimiser.
- Avoir des données représentatives et validées est donc un enjeu primordial, pour la mise en place d'une gestion dynamique efficace. Aussi, le Département doit continuer de travailler sur la mise en place d'une technique de validation en temps réel des données, de reconstitution de données en temps réel lorsqu'un ou plusieurs capteurs ne communiquent plus et de prédiction de la donnée en fonction des prévisions météorologiques.
- Marché d'études.

Calendrier prévisionnel :

2025 : parangonnage et élaboration d'un cahier des charges
2026 : document d'opportunité pour la mise en œuvre

Indicateurs de suivi :

- Modélisation des réseaux

Fiche action Stratégie Eau en Val-de-Marne

<table>
<tr><td>AXE STRATEGIQUE 3</td><td colspan="2">PRESERVER LES MILIEUX NATURELS AQUATIQUES</td></tr>
<tr><td>Action n°15</td><td colspan="2">Elaborer une charte environnementale pour l'entretien des berges de la Bièvre</td></tr>
<tr><td colspan="3">Lien avec d'autres politiques :

Echelle départementale :

• Stratégie Climat Départementale (2024)
• Stratégie « Nature en Val-de-Marne » (2024)</td></tr>
<tr><td colspan="3">Contexte/enjeux :

La Bièvre est initialement un cours d'eau qui fait aujourd'hui partie du système départemental d'assainissement. Dans le cadre de la réouverture et de la renaturation de la Bièvre il est nécessaire de définir les rôles de différents acteurs pour garantir l'entretien des berges.

Cette charte prendrait en compte les actions sur le plan hydrologique et écologique qui seront menées par le Département, le SMBVB et les autres acteurs concernés.</td></tr>
<tr><td colspan="3">Objectifs :

• Formaliser au sein d'un document le rôle du Département et des autres acteurs en termes d'entretien des berges, plus précisément les actions en faveur de la protection de l'environnement et de la biodiversité, sur la Bièvre.
• Faciliter l'accès aux berges pour les promeneurs dans le cadre des projets de réouverture de la Bièvre.</td></tr>
<tr><td colspan="3">Description de l'action :

Expliciter les actions d'entretien des berges réalisées par le Département ainsi que des autres acteurs (fauchage sélectif, coupe rase).

Communiquer auprès du grand public via des panneaux d'information, au sujet des actions du Département.

En lien avec la DEVP, sensibiliser autour des espèces présentes sur les berges, leur rôle au sein de l'écosystème, leur préservation….</td></tr>
<tr><td>Pilotes en charge de l'action :

SSET, SCT</td><td>Coordination inter-directions :

DEVP, DACTES</td><td>Partenaires externes :

SMBVB, VNF, communes, EPT, départements</td></tr>
</table>

Moyens à mobiliser :

- Convention tripartite au sujet de la Bièvre entre le Département, la Ville et l'EPT.

Calendrier prévisionnel :

2025-2026 : élaboration de la charte environnementale

Indicateurs de suivi :

- Linéaire de berges entretenu par an
- Nombre d'actions de sensibilisation/communication aux enjeux environnementaux menées sur les berges

Fiche action Stratégie Eau en Val-de-Marne

AXE STRATEGIQUE 3	PRESERVER LES MILIEUX AQUATIQUES
Action n°16	**Intégrer l'analyse de nouveaux polluants**

Lien avec d'autres politiques :

Echelle européenne :

- Directive (UE) 2024/3019 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2024 relative au traitement des eaux résiduaires urbaines

Echelle nationale :

- Plan d'action PFAS 2023-2027 porté par le Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires
- Arrêté du 30 décembre 2022 fixant une teneur maximale pour les eaux de consommation humaine
- Arrêté ministériel du 20 juin 2023 fixant le cadre de la surveillance de ces molécules dans les eaux de rejets pour les ICPE soumises au régime d'autorisation (Installations Classées Protection de l'Environnement)

Echelle locale :

- A partir du 1er janvier 2026, les ARS devront également intégrer de manière systématique les PFAS dans les contrôles sanitaires qu'elles effectuent sur l'eau distribuée
- Charte Villes et Territoires sans perturbateurs endocriniens porté par le Réseau Environnement Santé adoptée le 8 décembre 2022

Contexte/enjeux :

Les micropolluants sont très majoritairement d'origine industrielle. Leurs effets sur la santé humaine, au-delà de certains seuils, sont encore mal connus et suscitent une vigilance particulière de la part des pouvoirs publics. Les PFAS (substances per- et polyfluoroalkylées) font partie des "nouveaux polluants" recherchés dans l'eau.

Des valeurs limites ont été mises en place pour les PFAS par l'Union Européenne. La France a proposé un plan d'actions PFAS 2023-2027. L'arrêté du 30 décembre 2022 fixe une teneur maximale pour les eaux de consommation humaine. L'arrêté Ministériel du 20 juin 2023 fixe le cadre de la surveillance de ces molécules dans les eaux de rejets pour les ICPE soumises au régime d'autorisation (Installations Classées Protection de l'Environnement). A partir du 1er janvier 2026, les ARS devront également intégrer de manière systématique les PFAS dans les contrôles sanitaires qu'elles effectuent sur l'eau distribuée.

Objectifs :

- Répondre aux exigences réglementaires et proposer une prestation aux industriels.
- Améliorer la surveillance des nouveaux polluants en mesurant la teneur des PFAS dans l'eau destinée à la consommation humaine (EDCH).

Description de l'action :

Evaluer le besoin et le volume analytique pour les clients EDCH et Rejets industriels.

Passer un contrat de sous-traitance avec un laboratoire partenaire du laboratoire départemental.

Pilote en charge de l'action :	**Coordination au sein de la DAQUAMA :**	**Partenaires externes :**
LDSE	SIDRA	Laboratoires partenaires

Moyens à mobiliser :

- Appui d'un laboratoire partenaire au LDSE

Calendrier prévisionnel :

Lancement de l'action à partir du 1er janvier 2026.

Indicateurs de suivi :

- Nombre d'analyses des nouveaux polluants par an

Fiche action Stratégie Eau en Val-de-Marne

AXE STRATEGIQUE 3	PRESERVER LES MILIEUX AQUATIQUES
Action n°17	**Encourager et accompagner les agriculteurs souhaitant adapter leurs pratiques aux enjeux environnementaux**

Lien avec d'autres politiques :

Echelle de la métropole :

- Action 7 du plan Biodiversité de la Métropole du Grand Paris "Aider à la création de zones agricoles à vocation écologique dans la Métropole"

Echelle départementale :

- PPAEN (Périmètre de Protection des Espaces Agricoles et Naturels)
- Politique départementale de soutien aux activités agricoles

Echelle intercommunale :

- Projet Alimentaire Territorial de GPSEA
- Trame Verte et Bleue des PLUi et l'Atlas de la Biodiversité

Contexte/enjeux :

La masse d'eau souterraine « Tertiaire – Champigny-en-Brie et Soissonnais », à dominante sédimentaire (FRHG103), est présente sur le sud-est du territoire. La nappe des calcaires de Champigny est essentiellement exploitée pour la production d'eau potable : elle alimente environ 1 million de Franciliens. Elle est également utilisée pour l'industrie et l'agriculture.

Le recours aux produits phytopharmaceutiques (PPP) a apporté un niveau élevé de protection et de productivité des cultures agricoles, mais il s'accompagne de conséquences négatives sur la santé humaine et sur l 'environnement (faune, flore, milieux aquatiques et ressource en eau). Ces pratiques sont aussi à l'origine d'émissions de gaz à effet de serre, principalement dues à l'épandage d'engrais azotés minéraux, organiques et des apports à la pâture. Cet épandage peut également être la source de contamination de la ressource en eau par le lessivage des engrais vers les eaux de surfaces, les eaux souterraines, les aires de captages d'eau, etc., et avoir une conséquence sur la santé.

Le secteur agricole et agro-alimentaire peut s'engager dans un mouvement de transformation des systèmes de production en s'appuyant sur la mise au point d'alternatives aux méthodes existantes, y compris des alternatives non-chimiques, sur une approche inter-filières et sur différentes échelles : la parcelle, l'exploitation agricole, le territoire. La protection et la restauration de la nature, ainsi que la réduction des polluants, sont essentielles pour maintenir la production alimentaire et la santé humaine : stabilisation du climat, réduction de l'érosion des sols, rétention de l'eau dans le sol, réduction de la pollution de la ressource en eau... Mais ces changements présentent des défis pour les agriculteurs : temps d'apprentissage, acquisition de nouveau matériel (investissement), temps de structuration et besoins d'investissement des filières en aval, perte de rendements... Ces prises de risque nécessitent d'être accompagnées pour pouvoir conduire à des transitions.

Objectifs :

- Réduction de l'utilisation, des risques et des impacts des produits phytopharmaceutiques et phytosanitaires pour préserver la santé humaine et l'environnement (réduction des pollutions du sol et de l'eau) et de l'impact sur le climat.
- Répondre aux enjeux à la fois qualitatifs et quantitatifs de la ressource en eau
- Développer une agriculture durable et résiliente

Description de l'action :

Organiser des temps de sensibilisation et d'actions de communication - en lien avec l'ouverture de la Maison de la Nature et de l'Environnement à Périgny-sur-Yerres pour accueillir des ateliers à destination des agriculteurs. Ces temps de sensibilisation peuvent être animés par les organisations agricoles que sont le Pôle Abiosol, Agrof'Île et le Groupement des Agriculteurs Biologiques d'Île-de-France, qui sont des partenaires du Département dans le cadre de la politique agricole. Ces organisations délivrent déjà des formations aux agriculteurs sur une diversité de sujets, dont l'utilisation de la ressource en eau et le maintien de sa qualité.

Sur les sites situés sur des aires de captage d'eau prioritaires, promouvoir la transformation du système agricole vers une « irrigation de résilience » et vers des pratiques agricoles agroécologiques limitant leurs impacts sur le sol, l'eau, le climat et la santé.

Poursuivre les actions menées avec les partenaires pour développer des zones agricoles à vocation écologique

Accompagner à la recherche de financements pour les exploitations en transition (réfléchir à l'opportunité de mobiliser un dispositif tel que les Paiements pour Services Environnementaux (PSE)

Améliorer la connaissance des impacts sur les milieux des activités agricoles et de la gestion des espaces verts notamment en termes d'apports de produits phytosanitaires (pesticides, engrais chimiques…)

Pilote en charge de l'action :	**Coordination au sein de la DAQUAMA :**	**Partenaires externes :**
DEVP	SEGAMA, SSET	Organisations agricoles : GAB IDF, Pôle ABIOSOL, Agrof'Île, Syage, SMV, SMAM, Métropole du Grand Paris, Agence de l'Eau Seine-Normandie, CLE de l'Yerres

Moyens à mobiliser :

- Moyens humains départementaux

Calendrier prévisionnel :

Action à initier en 2026.

Indicateurs de suivi :

- Nombre de temps de formation/ démonstrations organisés sur le territoire par les OPA
- Nombre d'agriculteurs et nombre d'hectares impliqués dans un PSE
- Nombre de réunions d'animation/sensibilisation et nombre d'agriculteurs participants
- Part de surfaces cultivées selon des modes agroécologiques (AB, HVE, MAEC ou PSE)

Fiche action Stratégie Eau en Val-de-Marne

AXE STRATEGIQUE 4	ADAPTER LE SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT AU DEREGLEMENT CLIMATIQUE
Action n°18	**Mettre en place un Schéma Directeur d'Assainissement (SDA)**

Lien avec d'autres politiques :

Echelle départementale :

- Stratégie Climat Départementale (2024)
- Autosurveillance et diagnostic permanent
- Zonage Pluvial Départemental (2024)

Contexte/enjeux :

Le Schéma Directeur d'Assainissement doit permettre de clarifier la stratégie départementale en matière d'assainissement pour les prochaines années et les investissements correspondants. Il s'articule avec les autres documents internes (Zonage Pluvial Départemental, Stratégie Eau en Val-de-Marne, autosurveillance, diagnostic permanent, RSDA, plan climat…) et externes (évolution de la réglementation DERU/DCE, 12ème programme de l'AESN, collaboration avec les EPT, aménagements du Grand Paris, SDRIF-E, SCOT, PLU, SAGE…).

Objectifs :

- Disposer d'un document cadre synthétique pour la période 2027-2039, qui s'articule avec les autres documents globaux internes, et permette de définir les actions prioritaires.
- Définir le meilleur compromis, selon les ressources financières et humaines disponibles, entre les différents objectifs de la DAQUAMA :
  - amélioration de la qualité bactériologique de la Seine et de la Marne,
  - diminution du risque local d'inondation par refoulement de réseaux ou par ruissellement de surface urbaine,
  - gestion du patrimoine existant,
  - adaptation du réseau en fonction de l'augmentation de la population,
  - performance d'assainissement avec la refonte de la DERU.

- Prendre en compte la coordination avec les schémas directeurs d'assainissement des EPT.

Description de l'action :

Le SDA s'appuie sur les études des SDA des EPT, les ITV (réseaux non visitables) et l'auscultation (réseaux visitables) existantes, le système VALERIE pour la maintenance des équipements du réseau, l'autosurveillance, les points de mesure permanents, les modèles hydrauliques, la planification interne pour la modernisation des réseaux et des stations électromécaniques, et l'expertise sur le fonctionnement global liée au travail en régie.

Il prend en compte les interfaces avec les autres concessionnaires et détermine les grandes orientations d'évolution du réseau d'assainissement et de ses ouvrages pour les prochaines années.

Pilote en charge de l'action : SEGAMA	**Coordination au sein de la DAQUAMA :** Tous les services de la DAQUAMA **Coordination inter-directions :** DAIST, DVM, DB, DEVP, DACTES	**Partenaires externes :** Les 3 EPT, SIAAP, SyAGE, AESN
Moyens à mobiliser : • Mobilisation de tous les services de la DAQUAMA pour fournir des informations et de l'expertise. • Commande d'une étude à un bureau d'études. Une subvention de l'AESN est sollicitée.		
Calendrier prévisionnel : 18 mois d'étude hors période de validation.		
Indicateurs de suivi : • Niveau d'avancement du SDA		

Fiche action Stratégie Eau en Val-de-Marne

AXE STRATEGIQUE 4	ADAPTER LE SERVICE PUBLIC DEPARTEMENTAL D'ASSAINISSEMENT AU DEREGLEMENT CLIMATIQUE
Action n°19	**Evaluer l'impact du dérèglement climatique sur le système d'assainissement**

Lien avec d'autres politiques :

Echelle nationale :

- Plan National d'Adaptation au Changement Climatique (PNACC 3)

Echelle du bassin versant :

- 12ème programme de l'Agence de l'Eau Seine Normandie

Echelle départementale :

- Stratégie Climat Départemental (2024)

Contexte/enjeux :

Le territoire val-de-marnais est exposé aux impacts du dérèglement climatique et ainsi à l'accroissement de certains aléas (fréquence et intensité accrues des pluies et des périodes de sécheresse, retrait-gonflement des argiles, ruissellement, etc.). Ces aléas auront des effets sur le système départemental d'assainissement en termes de dégradation des réseaux, de mouvements de terrain, de concentration des pollutions dans les effluents, de perturbation du fonctionnement des systèmes électriques, etc.

Dans le cadre d'un accompagnement par le CEREMA, la focale sera mise sur le risque de retrait-gonflement des argiles (RGA) et son impact sur les réseaux (assainissement et voirie). Il s'agit de croiser des données techniques et structurelles sur les réseaux avec des projections hydro-climatiques afin de prioriser et adapter les interventions/activités de la DAQUAMA.

Objectifs :

- Prendre en compte les impacts du dérèglement climatique sur les réseaux et les équipements du système départemental d'assainissement, en particulier les mouvements de terrain et le risque de retrait-gonflement des argiles (RGA).
- Adapter le patrimoine départemental d'assainissement aux mouvements de terrain, prendre en compte ce risque lors des réhabilitations et des travaux neufs.

Description de l'action :

Développer une approche expérimentale focalisée sur un secteur précis.

Collaborer avec le CEREMA dans le cadre de l'étude des effets du RGA.

Articuler l'étude sur le phénomène de retrait-gonflement des argiles avec le travail sur le ruissellement.

Pilotes en charge de l'action : SSET, SEGAMA, SGF, SC	**Coordination au sein de la DAQUAMA :** Tous les services de l'exploitation de la DAQUAMA, SCT **Coordination inter-directions :** DVM, DACTES	**Partenaires externes :** CEREMA, départements limitrophes, EPT, SIAAP, DRIEAT
Moyens à mobiliser : • Aide technique apportée par un expert du CEREMA.		
Calendrier prévisionnel : 2025-2026 : Accompagnement du CEREMA, notamment dans le cadre de l'élaboration du Schéma Directeur d'Assainissement		
Indicateurs de suivi : • Projections hydro-climatiques et de mouvements de terrain sur le Val-de-Marne à croiser avec les données structurelles des réseaux départementaux d'assainissement • Analyse et suivi d'une ou plusieurs de portion(s) de réseau soumis aux aléas		

Fiche action Stratégie Eau en Val-de-Marne

<table>
<tr><td>AXE STRATEGIQUE 4</td><td colspan="2">ADAPTER LE SERVICE PUBLIC DEPARTEMENTAL D'ASSAINISSEMENT AU DEREGLEMENT CLIMATIQUE</td></tr>
<tr><td>Action n°20</td><td colspan="2">Pérenniser le patrimoine départemental d'assainissement</td></tr>
<tr><td colspan="3">Lien avec d'autres politiques :

<u>Echelle départementale :</u>

• Zonage Pluvial Départemental (2024)
• Stratégie Climat Départementale 2024-2028
• Schéma Directeur d'Assainissement (en cours)</td></tr>
<tr><td colspan="3">Contexte/enjeux :

Le patrimoine d'assainissement du Département est constitué de 847 km de réseaux (valeur de 2023, évoluant selon les créations d'ouvrages, transferts, réalisations, dévoiements, etc.). Le linéaire total géré par le Département du Val-de-Marne est de plus de 950 km en y intégrant les réseaux du SIAAP, dont il a la gestion. Il est constitué de 401 km de collecteurs visitables par l'homme et 549 km de collecteurs non visitables. Le linéaire du réseau d'assainissement départemental évolue en fonction des projets d'aménagements urbains. Il fait l'objet d'une mise à jour constante : ouvrages nouvellement construits ou issus de transfert, levés topographiques… Il présente aujourd'hui un état assez dégradé et ancien.</td></tr>
<tr><td colspan="3">Objectifs :

• Eviter les effondrements.
• Permettre la salubrité publique.
• Préserver le milieu naturel.
• Intégrer le dérèglement climatique dans le cadre du processus de hiérarchisation des ouvrages à réhabiliter.</td></tr>
<tr><td colspan="3">Description de l'action :

Hiérarchiser les tronçons du réseau à réhabiliter en fonction d'un niveau de priorisation.

Réhabiliter le réseau en tenant compte des scénarios climatiques, notamment les mouvements de terrain (cf. action 19).

Effectuer une mise à jour des données, en fonction des réhabilitations effectuées, dans le SIG départemental.</td></tr>
<tr><td>Pilote en charge de l'action :

SCT</td><td>Coordination au sein de la DAQUAMA :

SC, SERCOB, SGF, SESER, SIDRA</td><td>Partenaires externes :

Communes, EPT, SIAAP, SyAGE, aménageurs, départements limitrophes</td></tr>
</table>

Moyens à mobiliser :

- Outils de diagnostic.
- Outils de suivi et de classement des tronçons à réhabiliter.
- Marchés ad hoc

Calendrier prévisionnel :

2025-2026 : Démarrage de l'action

Indicateurs de suivi :

- Pourcentage de réseaux dégradés/très dégradés
- Pourcentage de réseaux réhabilités par an en visitable et non visitable

Fiche action Stratégie Eau en Val-de-Marne

AXE STRATEGIQUE 4	ADAPTER LE SERVICE PUBLIC DEPARTEMENTAL D'ASSAINISSEMENT AU DEREGLEMENT CLIMATIQUE
Action n°21	**Adapter les activités des agents à l'augmentation des événements extrêmes**

Lien avec d'autres politiques :

Echelle départementale :

- Stratégie Climat Départemental 2024-2028
- PCA (Plan de Continuité d'Activité) :
  - Protocole forte chaleur
  - Protocole inondation cinétique rapide
  - Protocole sécheresse
  - Protocole délestage électrique
  - Protocole pollution atmosphérique

Contexte/enjeux :

Adapter les activités des agents pour préserver leur santé face aux impacts du dérèglement climatique est un enjeu crucial. Le dérèglement climatique peut avoir des effets directs et indirects sur la santé des agents, notamment à travers des vagues de chaleur, des conditions météorologiques extrêmes, des pollutions atmosphériques récurrentes ou de l'augmentation des risques liés aux maladies infectieuses et vectorielles.

De nombreux risques sont connus à ce jour et font l'objet de mesures de prévention générales mais l'amplification et l'exposition accrue dues au dérèglement climatique ne sont pas encore totalement maîtrisées et nécessiteront des mesures de prévention particulières. De nombreux instituts/organismes de recherche sur la santé et la sécurité au travail mènent actuellement des études à ce sujet.

Objectifs :

- Protéger la santé des agents.
- Améliorer les conditions de travail et la sécurité des agents.
- Adapter les activités, les infrastructures, les équipements de protection et les outils de travail.
- Réduire les accidents et maladies professionnelles.
- Promouvoir une culture de prévention et de sensibilisation aux risques climatiques.

Description de l'action :

Cette action peut être déclinée en 5 sous-actions :

1) Recherche/identification : faire l'analyse exhaustive des risques dus au dérèglement climatique et identifier les agents les plus vulnérables.
   Par exemple : risques liés à l'exposition aux ultra-violets, à la production d'H2S due à l'augmentation de la température et à la réduction des volumes d'eau dans les réseaux, à l'exposition aux moisissures, à l'augmentation des maladies vectorielles/infectieuses, aux effets psychologiques.

2) Définition de mesures de prévention ou de stratégies pour atténuer les risques.
Par exemple : adapter les horaires de travail, équiper les agents d'équipements et de moyens de protection adaptés, adapter les infrastructures et les outils de travail.

3) Mise en place d'activités de veille avec des systèmes de suivi et d'alerte.

4) Gestion de crise et plan de continuité de l'activité : établir des protocoles spécifiques aux "nouveaux risques", mettre à jour les documents existants de gestion de crise pour tous les services de la DAQUAMA, décliner et tester les protocoles.

5) Sensibilisation et formation des agents.

Pilotes en charge de l'action :	**Coordination au sein de la DAQUAMA :**	**Partenaires externes :**
SP2S, SSET	Tous les services de la DAQUAMA **Coordination inter-directions :** Direction déléguée à la gestion de crise et au Plan de Continuité d'Activité (PCA), Service Santé et Sécurité et Conditions de Travail de la DRH	INRS (Institut National de Recherche et de Sécurité), ANSES (Agence Nationale de Sécurité Sanitaire), INSERM (Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale), collectivités (SIAAP, Départements d'Ile-de-France, Ville de Paris)

Moyens à mobiliser :

- Référents PCA.
- Outil de veille réglementaire.
- Formations.

Calendrier prévisionnel :

Le calendrier est spécifique à chaque risque. Certains risques sont déjà traités comme c'est le cas pour les fortes chaleurs, tandis que d'autres sont à approfondir comme pour les pollutions atmosphériques. D'autres dépendent de l'état de la recherche scientifique.

Indicateurs de suivi :

- Nombre de protocoles (mis en place/mis à jour)
- Nombre de risques traités
- Nombre d'arrêts de travail/accidents de travail liés aux impacts du dérèglement climatique
- Amélioration de la satisfaction des agents (via des questionnaires post-crise)

Fiche action Stratégie Eau en Val-de-Marne

AXE STRATEGIQUE 4	ADAPTER LE SERVICE PUBLIC DEPARTEMENTAL D'ASSAINISSEMENT AU DEREGLEMENT CLIMATIQUE
Action n°22	**Utiliser l'intelligence artificielle pour développer des innovations pour la gestion et la vulnérabilité du système d'assainissement**

Lien avec d'autres politiques :

Echelle départementale :

- Gestion de la vulnérabilité départementale au niveau des bâtiments et des agents
- Optimisation en temps réel du système départemental d'assainissement
- Cybersécurité

Contexte/enjeux :

Le changement climatique, la raréfaction et la dégradation des ressources en eau imposent désormais des contraintes de plus en plus fortes sur la gestion des services d'assainissement. Le Département doit ainsi mettre en œuvre des solutions pour décarboner, dépolluer et préserver ses ressources. L'intelligence artificielle apparaît comme une solution pour optimiser la gestion du système départemental d'assainissement. En outre, les exigences réglementaires sont de plus en plus fortes en matière de performance. Face à ce constat, le recours à l'intelligence artificielle permettra de répondre à ces nouvelles exigences.

Objectifs :

- Favoriser la performance et la résilience du système départemental d'assainissement (bâtiments, ouvrages, réseaux).
- Améliorer la qualité du milieu naturel.
- Mettre en place une gestion dynamique du réseau d'assainissement (cf. action 14).

Description de l'action :

Des projets sont déjà lancés :

- projet d'anticipation des crues sur 4 jours,
- utilisation de l'IA pour la validation de données et la prédiction de données puis la gestion dynamique du réseau (cf. action 14),
- utilisation de l'IA pour la maintenance prédictive (pilote en cours).

Utilisation de l'intelligence artificielle pour qualifier l'état des ouvrages à l'aide de caméras embarquées sur les agents lors des descentes dans le réseau d'assainissement afin d'obtenir un diagnostic structurel.

Optimisation de la consommation énergétique des équipements.

Utilisation de l'intelligence artificielle pour la gestion dynamique.

Installation de capteurs prédictifs sur les équipements des stations électromécaniques pour anticiper les pannes.

Pilotes en charge de l'action : SIS, SIDRA, SERCOB, SESER, SGF, SC, SCT, SSET, SRHM	Coordination inter-directions : SIGEC, DSI, Direction de la gestion de crise et continuité d'activité	Partenaires externes : DRIEAT, SIAAP, préfecture, EPT, SMV
Moyens à mobiliser : • Comités techniques de pilotage. • Formation sur l'IA. • Moyens en cybersécurité.		
Calendrier prévisionnel : Continuer les actions en cours avec une échéance fin 2025/début 2026.		
Indicateurs de suivi : • Qualité de l'eau suivie dans le cadre du RID • Consommation énergétique • Nombre de pannes d'équipements • Nombre de tentatives cybercriminelles évitées ou contenues		

Fiche action Stratégie Eau en Val-de-Marne

AXE STRATEGIQUE 5	REDUIRE LES RISQUES
Action n°23	**Réaliser un Plan de Gestion de Crues (PGC)**

Lien avec d'autres politiques :

Echelle départementale :

- Programme d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI) de la Seine et de la Marne franciliennes 2023-2029
- Règlement des Services Départementaux d'Assainissement (RSDA)

Contexte/enjeux :

La DAQUAMA œuvre à améliorer sa connaissance de l'impact du risque d'inondation et sa planification de la gestion de crise à travers les aspects organisationnels. Cette volonté s'illustre notamment à travers l'axe 3 du PAPI de la Seine et de la Marne Franciliennes dont le Département est porteur de 2 actions, notamment l'action 3-153 qui vise à formaliser les procédures de gestion de crise interne en cas de crue majeure.

C'est dans ce cadre que la DAQUAMA a mis en place une nouvelle arborescence de référentiels internes et répertoires applicables de sa documentation de crise. Cette démarche visant à revoir la documentation opérationnelle de crise a ouvert la voie à la création du plan de gestion de crise (PGC) inondation de la DAQUAMA.

Objectifs :

- Créer un plan de gestion de crise (PGC) qui définit la réponse stratégique à déployer par la DAQUAMA en cas d'inondation. Ces procédures déjà existantes, telles que le manuel de crue, déclinent cette stratégie de manière opérationnelle. Le PGC tient compte des services opérationnels de la DAQUAMA, ainsi que des autres acteurs internes et externes au Département, qui jouent un rôle dans sa gestion de crise.
- Etablir un document de crise DAQUAMA complémentaire au document de crise opérationnel établi par le Centre de Coordination pour la Continuité d'Activité (3CA).

Description de l'action :

Identifier les missions et responsabilités des acteurs internes et externes à la DAQUAMA en cas de crise d'inondation et les intégrer dans le cadre du fonctionnement de la 3CA et de la gestion de crise au niveau départemental. L'ensemble de ces éléments vise à détailler la stratégie de réponse de la DAQUAMA dans un document cadre qui sera résumé dans une échelle de crue générale.

Pilote en charge de l'action :	Coordination au sein de la DAQUAMA :	Partenaires externes :
SSET	Tous les services de la DAQUAMA	prestataire

	Coordination inter-directions : DVM, Direction déléguée à la continuité d'activité et gestion de crise, associée à la direction générale	

Moyens à mobiliser :

- Bureau d'études spécialisé.

Calendrier prévisionnel :

2025 : élaboration du PGC
2026 : exercice et mise en application

Indicateurs de suivi :

- Avancement de l'écriture du PGC
- Nombre d'exercices de crise inondation par an
- Mise à jour des documents de crise inondation
- Nombre d'agents de la DAQUAMA formés à la gestion de crise inondation par an

Fiche action Stratégie Eau en Val-de-Marne

AXE STRATEGIQUE 5	REDUIRE LES RISQUES
Action n°24	**Adapter le système départemental d'assainissement au risque d'inondation par débordement de réseaux**

Lien avec d'autres politiques :

Echelle départementale :

- Programme d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI) de la Seine et de la Marne francilienne 2023-2029
- Règlement des Services Départementaux d'Assainissement (RSDA)

Contexte/enjeux :

Le réseau départemental d'assainissement, en raison de sa proximité avec les cours d'eau, est vulnérable aux crues. En cas de crue, l'eau des cours d'eau peut s'engouffrer dans les réseaux, entraînant un engorgement, puis une inondation par débordement de réseaux. Cette remontée des eaux par le réseau provoque des inondations dans les habitations ou dans les rues. En cas de crue, les inondations par débordement de réseau aggravent considérablement le risque pour le territoire et pour les habitants.

Afin de protéger les réseaux des crues des cours d'eau et empêcher les inondations par débordement de réseau, le Département a installé 27 stations anti-crues sur tout le territoire val-de-marnais. En cas de crue, ces stations coupent la communication entre le réseau et le cours d'eau, pendant qu'un système de pompage conduit les eaux des réseaux vers un autre point de rejet.

Afin de limiter le risque d'inondation par remontée de réseau, il est possible de rediriger certains effluents dans des réseaux moins chargés pour mieux répartir le volume d'effluents sur l'ensemble du réseau. La déviation des effluents nécessite une connaissance approfondie du réseau et de l'impact d'une crue sur ce dernier.

Enfin, la population a également un rôle à jouer dans la protection contre les inondations par débordement de réseau, en équipant leurs habitations de clapets anti-retour.

Objectifs :

- Identifier les réseaux les plus vulnérables aux crues, et susceptibles de générer des inondations par débordement de réseaux.
- Adapter ces réseaux identifiés sensibles aux crues des cours d'eau et ainsi réduire, voire supprimer les inondations par débordement de réseau.
- Sensibiliser la population au risque d'inondation par débordement de réseau, afin qu'elle ait conscience de son exposition au risque et s'équipe en conséquence.

Description de l'action :

Phase 1 : Etudes

Approfondir les connaissances hydrauliques de l'impact de la crue sur le fonctionnement global du système d'assainissement départemental.

<table>
<tr><td colspan="3">Identifier les zones vulnérables via une modélisation 2D couplée rivière/réseaux d'assainissement.

<u>Phase 2 : Travaux</u>

A compléter en fonction du résultat des études.</td></tr>
<tr><td>Pilote en charge de l'action :

SGF</td><td>Coordination au sein de la DAQUAMA :

DAE, SSET, SERCOB, SESER, SIDRA</td><td>Partenaires externes :

SIAAP, SyAGE, EPT, départements d'Ile-de-France, Ville de Paris</td></tr>
<tr><td colspan="3">Moyens à mobiliser :

• Bureau d'études externe.</td></tr>
<tr><td colspan="3">Calendrier prévisionnel :

<u>2026-2027</u> : phase 1
<u>2028</u> : phase 2</td></tr>
<tr><td colspan="3">Indicateurs de suivi :

• Avancée des études
• Modélisation des zones vulnérables</td></tr>
</table>

Fiche action Stratégie Eau en Val-de-Marne

AXE STRATEGIQUE 5	REDUIRE LES RISQUES
Action n°25	**Prévenir le risque de ruissellement selon l'exposition des sites départementaux**

Lien avec d'autres politiques :

Echelle départementale :

- Zonage Pluvial Départemental (2024)
- Règlement du Service Départemental d'Assainissement (RSDA)
- Stratégie Climat Départementale 2024-2028

Contexte/enjeux :

Le ruissellement est un des types d'inondation auxquels est exposé le Département du Val-de-Marne. Or, contrairement au risque d'inondation par débordement, largement étudié et documenté, le risque de ruissellement reste encore méconnu. Le ruissellement fait suite à des épisodes de pluies estivales (courtes et intenses) ou hivernales (longues et faibles) amenant à la saturation des sols. De ce fait, toutes les communes franciliennes sont potentiellement exposées à ce risque, en témoignent les 619 arrêtés CATNAT en Île-de-France sur la période 1982-2021. Cette exposition n'est cependant pas homogène et les spécificités des territoires (occupation du sol, aménagements, pente, etc.) sont autant de variables dans l'analyse de la vulnérabilité face à ce risque.

L'évaluation de l'exposition du territoire et des enjeux du Département au risque de ruissellement constitue donc un enjeu crucial, d'autant plus que ce risque s'inscrit dans un contexte de changement climatique comme le rappelle le GREC francilien dans son rapport de 2022.

Le Département a engagé une réflexion avec la Caisse Centrale de Réassurance (CCR) pour mener un travail collaboratif. La CCR a déjà accompagné des collectivités comme le Syndicat Mixte du Bassin Versant de la Bièvre (SMBVB) dans la réalisation d'études portant sur le ruissellement. La CCR a utilisé son modèle de simulation des écoulements alimenté et calibré sur une sélection d'événements historiques survenus en France depuis 1999 et de données météorologiques de Météo France.

Objectifs :

- Améliorer la connaissance en matière de ruissellement à travers la production de cartographies de zones à risque (aléa, enjeux et vulnérabilité) selon plusieurs scénarios.

- Etudier la modélisation des inondations dues à la saturation du réseau pluvial et aux remontées des réseaux d'assainissement se produisant lors d'intempéries intenses notamment dans les secteurs les plus imperméabilisés.

Description de l'action :

L'étude du ruissellement en milieu densément urbanisé nécessite d'avoir une bonne qualité de données d'entrées pour alimenter le modèle utilisé. Il s'agit d'associer les données de réseau d'assainissement du Département à des données d'occupation du sol et à un modèle numérique de terrain. Le travail peut être mené en collaboration avec la CCR pour aboutir à :

- la réalisation de cartographies de ruissellement (axe de ruissellement, vulnérabilité et points de fragilité d'évacuation des eaux pluviales, indicateur de saturation du réseau, etc.),
- des simulations d'évènements probables (scénarios de ruissellement) en y intégrant des variables liées au changement climatique.

En plus de pérenniser les partenariats entre les acteurs des risques d'inondation, ce travail accompagne les actions en faveur de l'infiltration à la source de l'eau de pluie pour ralentir le ruissellement, notamment à travers le Zonage Pluvial Départemental.

Pilote en charge de l'action :	**Coordination au sein de la DAQUAMA :**	**Partenaires externes :**
SSET	SEGAMA, SEPRO, SESER	Agence de l'eau Seine Normandie (AESN), Caisse Centrale de Réassurance (CCR), SMBVB et CEREMA, acteurs de la recherche

Moyens à mobiliser :

- Outils d'analyse cartographique.
- Données des effets des pluies sur les ruissellements.

Calendrier prévisionnel :

2026 : début de l'action

Indicateurs de suivi :

- Cartographies de ruissellement et simulations
- Identification des zones vulnérables

Fiche action Stratégie Eau en Val-de-Marne

AXE STRATEGIQUE 5	REDUIRE LES RISQUES
Action n°26	**Etablir une stratégie départementale de prévention du risque d'inondation**

Lien avec d'autres politiques :

Echelle nationale :

- Stratégie Nationale de Gestion du Risque Inondation (SNGRI) portée par le Ministère de la Transition écologique, de la biodiversité de la forêt, de la mer et de la pêche

Echelle territoriale :

- Stratégie Locale de Gestion du Risque Inondation (SLGRI). Portée par les services de l'Etat, la SLGRI s'applique à l'échelle des Territoires à Risque Important (TRI)

Echelle du bassin versant :

- Programme d'Action de Prévention du Risque Inondation. Plus opérationnel que les deux stratégies précédentes ce programme, porté par l'Etablissement Public Territorial de Bassin Seine Grands Lacs (EPTB SGL), se base sur des actions concrètes pour la prévention et la gestion des inondations.

Echelle départementale :

- Plan de Prévention du Risque Inondation (PPRI). Le PPRI est demandé et approuvé par le Préfet, réalisé en collaboration avec les collectivités, et doit être annexé au Plan Local d'Urbanisme.

Contexte/enjeux :

Le Département du Val-de-Marne est exposé à 4 types d'inondations :

- inondation par débordement de cours d'eau,
- inondation par remontée de nappe,
- inondation par ruissellement,
- inondation par remontée de réseau.

La StraPI-94 (Stratégie de Prévention des Inondations du 94) prendra en compte les quatre types d'inondations auxquels le territoire départemental est vulnérable.

Cette stratégie sera portée et partagée avec les autres Directions pour que ces dernières puissent participer activement à sa mise en place sur le territoire. Elle n'a pas vocation à se substituer aux autres stratégies déjà en place.

Cette stratégie sera le résultat d'une concertation entre toutes les Directions du Département, afin que chacune prenne part à la démarche et puisse être force de proposition.

Objectifs :

- Bâtir une stratégie de prévention du risque inondation à l'échelle du Département du Val de Marne, portée par le Département, en partenariat avec les acteurs de l'eau du territoire, les communes et la Préfecture.

Description de l'action :

La Stratégie départementale de prévention du risque d'inondation se décomposera en plusieurs parties :

1. Réaliser l'évaluation préliminaire des risques et état des lieux de l'exposition du département aux quatre types d'inondations. Evaluation dans le cadre d'études avec la création d'une cartographie pour chaque type d'inondation. Cette cartographie permet d'identifier de manière précise les zones exposées à tous les types d'inondations. L'évaluation préliminaire prendra en compte la vulnérabilité des réseaux routiers et électriques. Cette première partie peut être réalisée par un prestataire extérieur.

2. A la lumière des cartographies réalisées, établir les principaux axes stratégiques sur lesquels le Département peut agir, en fonction des actions ou orientations réglementaires qui relèvent de ses compétences, afin de réduire le risque d'inondation sous toutes ses formes :
    - Préservation et restauration des zones humides
    - Limiter les surfaces perméables
    - Adapter le bâti existant aux inondations
    - Réduire la vulnérabilité des réseaux routiers et électriques
    - Réduire la vulnérabilité du réseau d'assainissement
    - Sensibiliser et communiquer sur le risque inondation

Cette deuxième partie sera réalisée en concertation avec les autres Directions du Département.

Pilote en charge de l'action :	**Coordination inter-directions :**	**Partenaires externes :**
SSET	Toutes les Directions du Département	SMV, SMBVB, Préfecture du Val de Marne, MGP, EPTB SGL

Moyens à mobiliser :

- Bureau d'études externe.

Calendrier prévisionnel :

2026-2027 : Lancement du diagnostic de vulnérabilité du territoire val-de-marnais aux inondations

2027-2028 : Lancement de la concertation avec les Directions du Département

Indicateurs de suivi :

- Cartographies des inondations
- Avancement de l'écriture de la stratégie

Fiche action Stratégie Eau en Val-de-Marne

AXE STRATEGIQUE 5	REDUIRE LES RISQUES
Action n°27	**Maîtriser les finances en matière d'investissement**

Lien avec d'autres politiques :

Echelle européenne :

- Directive (UE) 2024/3019 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2024 relative au traitement des eaux résiduaires urbaines

Echelle départementale :

- Stratégie Climat Départementale (2024-2028)

Contexte/enjeux :

Le patrimoine départemental d'assainissement présente aujourd'hui un état dégradé sur une grande partie de son linéaire. Une partie du budget d'investissement doit ainsi être consacrée à la réhabilitation du réseau. En outre, une baisse des consommations, déjà observée ces dernières années, est à anticiper dans les années à venir. Or, la baisse des consommations a un impact sur l'assiette de la redevance d'assainissement, qui a déjà dû être augmentée pour faire face aux besoins d'investissement.

Le budget d'investissement devra également tenir compte des nouvelles exigences en lien avec la révision de la directive sur les eaux résiduaires urbaines ainsi que du développement du réseau pour soutenir les projets d'aménagement (transports, voiries…).

Ainsi, afin de maintenir ses capacités financières, la DAQUAMA doit anticiper ses emprunts au moyen d'une programmation fine.

Objectifs :

- Sécuriser les recettes pour assurer le service public d'assainissement.
- Anticiper l'impact de la baisse de consommation d'eau sur le financement du service public d'assainissement.
- Maîtriser la croissance du volume des dépenses à un niveau inférieur ou équivalant à celui de l'inflation.
- Maîtriser les emprunts et l'autofinancement.

Description de l'action :

Développer la culture du pilotage financier au sein de direction grâce au développement des outils financiers : comptabilité analytique, études de coûts, contrôle de gestion.

Développer les outils d'intelligence artificielle pour assister et rationaliser la rédaction des marchés publics, notamment pour faciliter la rédaction du cahier des charges par les services techniques.

Développer un logiciel/système d'information financier en lien notamment avec les ressources humaines pour adapter les prévisions à l'exécution, identifier les marges de manœuvre pour les arbitrages budgétaires et lisser les dépenses budgétaires.		
Pilote en charge de l'action : SFCP	**Coordination au sein de la DAQUAMA :** SCT **Coordination inter-directions :** DSI, DRH, Direction des Finances	**Partenaires externes :** AESN, SIAAP, départements limitrophes, EPT
Moyens à mobiliser : • Outils d'analyse financier. • Formations.		
Calendrier prévisionnel : 2025 : formation à l'intelligence artificielle des cadres financiers et définition d'un programme pluriannuel d'investissement (PPI) 2026 : déploiement des outils en interne en accord avec la DSI et suivi du PPI		
Indicateurs de suivi : • Suivi du taux de redevance d'assainissement • Taux d'endettement • Remboursement de l'emprunt • Niveau d'auto-financement		

Fiche action Stratégie Eau en Val-de-Marne

AXE STRATEGIQUE 5	REDUIRE LES RISQUES
Action n°28	**Répondre au risque cybersécurité**

Lien avec d'autres politiques :

Echelle européenne :

- Directive NIS 2

Contexte/enjeux :

Lors de la préparation aux Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024, la DAQUAMA a été identifiée comme opérateur de réseau pouvant être une cible face aux cyber attaques. Un accompagnement de l'ANSSI a été mis en place pour identifier les failles potentielles et réaliser les actions correctives nécessaires.

La directive NIS 2 vise à renforcer le niveau de cybersécurité des tissus économique et administratif des pays membres de l'UE. Pour garantir une proportionnalité de traitement, la directive NIS 2 distingue deux catégories d'entités régulées : les entités essentielles (EE) et les entités importantes (EI), selon leur degré de criticité, leur taille et leur chiffre d'affaires.

Chaque entité régulée devra fournir certaines informations à l'ANSSI, mettre en place des mesures de gestion des risques adaptées, et déclarer ses incidents de sécurité. En cas de manquement, des sanctions financières pourront être appliquées. L'ANSSI, en tant qu'autorité nationale en matière de cybersécurité et de cyberdéfense, pilote la transposition en droit national de la directive et assure sa mise en œuvre.

Le Département a pour l'instant été identifié comme entité essentielle de par sa taille et son budget mais également par son activité d'assainissement.

Objectifs :

- Définir une stratégie globale de sécurité (juridique, technique et organisationnelle) et les mesures qui en découlent pour sécuriser les Systèmes d'Informations des services de l'exploitation contre les menaces extérieures.
- Garantir l'intégrité des données.

Description de l'action :

Appliquer et maintenir la mise en place des recommandations de l'ANSSI.

Se conformer aux exigences de la future directive NIS2.

Pilote en charge de l'action : SIS	**Coordination au sein de la DAQUAMA :** SESER, SIDRA, SGF, SERCOB, SRHM **Coordination inter-directions :** DSI, RSSI	**Partenaires externes :** ANSSI, prestataires associés
Moyens à mobiliser : • Prestataires spécialisés.		
Calendrier prévisionnel : Trois ans à partir de la parution des décrets d'application.		
Indicateurs de suivi : • Nombre d'exercices de crise cyberattaque réalisés par an • Nombre d'incidents de sécurité par an		

Fiche action Stratégie Eau en Val-de-Marne

AXE STRATEGIQUE 6	DEVELOPPER UNE GESTION PARTENARIALE
Action n°29	**Sensibiliser les usagers du système départemental d'assainissement aux enjeux liés à l'eau**

Lien avec d'autres politiques :

Echelle européenne :

- Directive (UE) 2024/3019 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2024 relative au traitement des eaux résiduaires urbaines

Echelle départementale :

- Stratégie Climat Départementale (2024-2028)

Contexte/enjeux :

De la rivière au robinet et de l'évier à l'égout, l'eau parcourt un long chemin. Un parcours complexe à appréhender en raison du nombre d'acteurs qui interviennent. Le système départemental d'assainissement joue un rôle central dans la collecte et le transport des eaux usées du territoire val-de-marnais. Dans le contexte de dérèglement climatique et de pression sur la ressource en eau, il devient crucial de sensibiliser le grand public autour de ces enjeux, de communiquer autour du rôle du Département en matière d'assainissement.

D'autre part, il s'agit de mettre en lumière une problématique peu abordée auprès du grand public : les lingettes et autres déchets solides dans les réseaux d'assainissement. Cette action vise ainsi à responsabiliser les usagers domestiques.

Enfin, le Département est en lien avec les acteurs non domestiques (industriels, restaurants, garages…), notamment lorsque des pollutions adviennent dans les réseaux. Il s'agit donc de sensibiliser ces acteurs pour prévenir les pollutions en amont et limiter ainsi les impacts sur le milieu naturel aquatique.

Différentes typologies d'usagers sont ainsi concernées par cette action : acteurs autres que domestiques (industriels, chantiers, assimilés domestiques), écoles, usagers domestiques.

Objectifs :

- Limiter les déchets solides, tels que les lingettes, et les micropolluants (produits ménagers, cosmétiques…) dans le système départemental d'assainissement.
- Communiquer autour du rôle du Département en matière d'assainissement.
- Sensibiliser le grand public aux enjeux liés au grand et au petit cycle de l'eau de manière ludique.
- Communiquer autour des métiers de l'eau.
- Limiter les pollutions autres que domestiques dans les réseaux : peinture, enduit, graisses, hydrocarbures…

Description de l'action :

Sensibiliser le grand public aux enjeux du grand et du petit cycle de l'eau :

- Participer à des événements grand public.
- Concevoir des supports pédagogiques.
- Mener des actions de sensibilisation auprès des jeunes publics, en particulier des collégiens en partenariat avec la DEC.
- Organiser des balades urbaines sur le risque inondation.
- Participer aux forums des métiers, sensibiliser autour des métiers de l'eau.
- Sensibiliser au risque d'inondation par remontée de réseau, au non rejet des lingettes, graisses et tout autre produit au travers des visites des agents de SERCOB chez les particuliers (cf. fiche 13 ; fiche 24).
- Informer sur la possibilité d'obtenir des aides financières de l'AESN aux usagers qui souhaitent se mettre en conformité.
- Organiser des visites des ouvrages d'assainissement.
- Communiquer sur les missions de la DAQUAMA.

Sensibiliser les usagers non domestiques du réseau (cf. fiche 12) :

- Concevoir des supports pédagogiques à destination des différents types d'acteurs (restaurants, garages, stations-services…).

Pilotes en charge de l'action :	**Coordination inter-directions :**	**Partenaires externes :**
SSET, SERCOB, SIDRA	DACTES, DEC, Direction de la Communication	SIAAP, associations, communes, EPT

Moyens à mobiliser :

Les agents de SSET organisent et participent à des événements de sensibilisation grand public. Ils réalisent régulièrement des balades urbaines sur le risque inondation et conçoivent des supports pédagogiques pour sensibiliser le grand public aux enjeux liés à l'eau.

Les agents de SERCOB sont en contact direct avec les usagers domestiques, les aménageurs et promoteurs, notamment lors des contrôles et des mises en conformité des branchements. Ils informent sur les missions d'assainissement du Département (conformité des branchements, inondations par remontée de réseaux, déchets dans les réseaux…)

Les agents de SIDRA communiquent auprès des usagers non domestiques du réseau pour prévenir les pollutions, notamment par le biais de supports pédagogiques.

Calendrier prévisionnel :

2025 : Conception de supports pédagogiques autour du grand et du petit cycle de l'eau en lien avec la Direction de la Communication, participation à des événements (Jeux du Val-de-Marne, Journées du Patrimoine…), réalisation de balades urbaines sur le risque inondation

2026 : Lancement d'actions de sensibilisation autour des métiers de l'eau et de l'assainissement (forum des métiers), sensibilisation des usagers non domestiques aux problématiques graisses, micropolluants, déchets solides…

Indicateurs de suivi :

- Evolution du taux de pollutions accidentelles dans les réseaux
- Nombre de balades urbaines réalisées par an
- Nombre de participation à des événements de sensibilisation

Fiche action Stratégie Eau en Val-de-Marne

AXE STRATEGIQUE 6	DEVELOPPER UNE GESTION PARTENARIALE
Action n°30	**Mener un programme d'études partenarial en lien avec la recherche et les acteurs publics et privés**

Lien avec d'autres politiques :

Echelle départementale :

- Stratégie Climat Départementale 2024-2028
- Plan 50 000 arbres 2021-2028

Contexte/enjeux :

Le Val-de-Marne, comme de nombreux territoires, fait face à des défis complexes en matière de gestion de l'eau et de l'assainissement en raison des impacts du changement climatique et de l'urbanisation croissante. Afin de développer des solutions innovantes et efficaces pour répondre à ces enjeux, il est essentiel de renforcer la collaboration entre les différents acteurs du territoire, à commencer par les directions départementales et les institutions de recherche (CEREMA, OPUR, URBIS, ESTP…).

Mener un programme d'études partenarial permet de mutualiser les compétences et les efforts, de favoriser l'innovation et d'améliorer la prise de décision basée sur des données scientifiques. Les partenariats actuels menés par le Département visent à améliorer les connaissances dans différents domaines, notamment la production et le transfert des polluants dans les eaux urbaines, avec le rapprochement de différentes équipes de recherche et des gestionnaires des réseaux d'assainissement. Le Département est également amené à coanimer des groupes de travail sur des thématiques telles que l'infiltration en sous-sol contraint.

Objectifs :

Porter l'innovation dans la gestion durable des ressources en eau dans un contexte de dérèglement climatique.

Renforcer la coopération et les échanges entre les acteurs de l'eau et de l'aménagement, tels que les Directions départementales, les partenaires extérieurs (maîtrise d'ouvrage, constructeurs, associations) ainsi que les institutions de recherche.

Développer la recherche appliquée et la recherche fondamentale et la valorisation/diffusion des connaissances techniques et scientifiques pour orienter les politiques publiques.

Description de l'action :

Identifier les partenaires qui produisent et/ou diffusent/valorisent de la connaissance technique et scientifique sur des sujets identifiés ou en devenir.

Identifier/diagnostiquer les besoins propres au Département et à ses partenaires.

Avoir une visibilité des études et des actions de recherche menées par les collaborateurs et les partenaires externes.

Mutualiser les efforts, tant humains que financiers, sur des sujets susceptibles d'intéresser plusieurs partenaires à différentes échelles territoriales (Territoire, Département, SIAAP, Métropole, Etat…).

Réaliser des événements d'élaboration et de restitution du programme d'étude partenarial.

Pilotes en charge de l'action :	**Coordination au sein de la DAQUAMA :**	**Partenaires externes :**
SEGAMA, SSET	Tous les services de la DAQUAMA **Coordination inter-directions :** DEVP, DB, DACTES, DAIST, DVM	EPT, villes, SIAAP, structures d'animation des SAGE, organisations professionnelles (FNCCR, CLUSTER EMS, ARCEAU IDF, AMORCE…), instituts, laboratoires et programmes d'études et de recherches (CEREMA, ENPC, OPUR, URBIS, PIREN SEINE, ZA Seine, APUR, IPR, ESTP…)

Moyens à mobiliser :

- Conventions de partenariat.

Calendrier prévisionnel :

Programmation pluriannuelle

Indicateurs de suivi :

- Mise en place d'un document de programmation pluriannuel d'études techniques et scientifiques portées par la DAQUAMA
- Mise en place d'un tableau recensant les études techniques et scientifiques des autres partenaires en matière d'assainissement et de gestion des eaux pluviales

Fiche action Stratégie Eau en Val-de-Marne

AXE STRATEGIQUE 6	DEVELOPPER UNE GESTION PARTENARIALE
Action n°31	**Animer une politique de l'eau responsable auprès des agents de la DAQUAMA**

Lien avec d'autres politiques :

Echelle départementale :

- Stratégie Climat départementale 2024-2028 (engagement 5)

Contexte/enjeux :

Dans le cadre de sa Stratégie Climat, le Département du Val-de-Marne s'engage à mettre en place et à développer des pratiques vertueuses en lien avec la réduction des émissions de gaz à effet de serre, la préservation de la biodiversité, la sobriété dans les usages de la ressource en eau… Afin de diffuser ces pratiques au sein de la collectivité, des modules de sensibilisation et de formation sont proposés aux agents qui souhaitent agir en faveur de la transition écologique.

Le réseau des « abeilles » du Département, en particulier, permet de relayer les bonnes pratiques en matière environnementale, d'insuffler des habitudes responsables et de proposer de nouvelles actions au sein de la collectivité. Les agents de la DAQUAMA membres de ce réseau sont amenés à proposer la mise en place d'actions vertueuses en lien avec la préservation de la ressource en eau et de la protection des milieux aquatiques.

Objectifs :

- Sensibiliser, former et communiquer auprès des agents de la DAQUAMA autour des problématiques en lien avec la transition écologique, notamment en lien avec l'eau : préservation de la ressource, protection des milieux aquatiques, prévention du risque inondation…
- Favoriser les bonnes pratiques et inciter les agents à adopter des habitudes responsables en faveur de la transition écologique, notamment via le réseau des « abeilles ».

Description de l'action :

Mener des actions de sensibilisation et de formation à la transition écologique auprès des agents de la DAQUAMA :

- Proposer aux agents de la DAQUAMA des modules de sensibilisation et de formation à la transition écologique, en particulier sur les enjeux liés à l'eau, en partenariat avec la DAcTES.
- Mettre en place des sessions de fresques du climat et de fresques de l'eau/fresques des inondations ouvertes à tous les agents.
- Proposer des ateliers aux agents autour du risque inondation

Permettre aux agents qui le souhaitent de s'engager dans le réseau départemental des « abeilles », animé par la DAcTES, afin de :

- Relayer des informations au sujet des initiatives éco-exemplaires au sein des services.
- Diffuser les bonnes pratiques et accompagner les collègues.

- Informer les agents de la DAQUAMA sur les actualités, les nouvelles réglementations et les actions en lien avec l'eau et l'environnement via la Lettre Inf'Eau.

<u>Proposer le déploiement de pratiques écoresponsables : action menée par les agents désignés en tant qu'« abeilles architectes ».</u>

Pilote en charge de l'action :	**Coordination inter-directions :**	**Partenaires externes :**
SSET	DACTES	Fresque du Climat

Moyens à mobiliser :

- Le réseau des « abeilles », avec un référent minimum par site, composé d'agents volontaires de la DAQUAMA pour partager les bonnes pratiques et accompagner leurs collègues.
- Deux « abeilles architectes », moteurs dans le déploiement des pratiques écoresponsables et interlocuteurs privilégiés au sein de la DAQUAMA.

Calendrier prévisionnel :

<u>2025</u> : premières réunions dans le cadre du réseau des « abeilles », développement de la Lettre Inf'Eau (envoi trimestriel)

<u>2026</u> : animation d'ateliers de sensibilisation au risque inondation auprès des agents des services de la DAQUAMA

Indicateurs de suivi :

- Nombre d'agents de la DAQUAMA ayant suivi un module sensibilisation/formation à la transition écologique par an
- Nombre d'agents au sein du réseau des « abeilles »
- Actions mises en place au sein de la DAQUAMA en lien avec les objectifs environnementaux de la Stratégie Climat

Fiche action Stratégie Eau en Val-de-Marne

AXE STRATEGIQUE 6	DEVELOPPER UNE GESTION PARTENARIALE
Action n°32	**Agir à travers l'action internationale**

Lien avec d'autres politiques :

Echelle nationale :

- La loi du 7 juillet 2014 d'orientation et de programmation relative à la politique de développement et de solidarité internationale, dite « Loi Canfin », et la loi n° 2021-1031 du 4 août 2021 de programmation relative au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales qui encadrent l'action internationale des collectivités

Echelle départementale :

- Rapport fixant le cadre de l'intervention du Département du Val-de-Marne à l'international (juin 2022)

Contexte/enjeux :

Les solutions à apporter aux enjeux mondiaux, en particulier dans le domaine de l'eau et de l'assainissement, relèvent en grande partie de l'échelle locale. Le Département du Val-de-Marne entend ainsi agir en soutien à la solidarité internationale et s'ouvrir à de nouveaux partenariats internationaux. A travers sa politique internationale, le Département met en œuvre des projets en lien avec des acteurs internationaux pour bénéficier d'un partage d'expériences sur des problématiques communes.

Actuellement, le service public départemental d'assainissement s'inscrit dans la dynamique de coopération internationale portée par la collectivité afin d'échanger avec des partenaires internationaux dans le domaine de l'eau et de l'assainissement.

Objectifs :

- Soutenir les projets de solidarité internationale et les partenariats de coopération décentralisée en lien avec l'eau et l'assainissement.
- Echanger des compétences dans les différents domaines de la gestion de l'eau et de l'assainissement.

Description de l'action :

Il s'agit pour la DAQUAMA d'identifier de nouveaux partenaires potentiels dans le cadre d'actions internationales et/ou d'échanges de compétences sur le volet assainissement et eaux pluviales.

Ainsi, 2 champs d'échanges sont par exemple à explorer :

- la baignade en héritage, avec des villes fluviales en Europe,
- la gestion des eaux pluviales, la désimperméabilisation, les espaces de fraîcheur.

Pilote en charge de l'action : DAEI	**Coordination au sein de la DAQUAMA :** Les services de la DAQUAMA	**Partenaires externes :** Partenaires internationaux

Moyens à mobiliser :

- La DAEI assure la coordination et le pilotage des activités menées à l'international. Les compétences techniques sont mobilisées au sein des équipes de DAQUAMA, en adéquation avec les thématiques des projets ou des domaines d'échanges de compétences et d'expériences. L'ensemble des activités sont identifiées conjointement par les 2 directions.

Calendrier prévisionnel :

2026 : développement de nouveaux partenariats en lien avec la baignade en héritage et la gestion des eaux pluviales

Indicateurs de suivi :

- Nombre de partenariats et d'actions internationales par an

4

GLOSSAIRE

ADEME : Agence De l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie.

AESN : Agence de l'Eau Seine-Normandie.

ASTEE : Association Scientifique et Technique pour l'Eau et l'Environnement.

ARCEAU-IdF : Association créée par des collectivités de la région Ile-de-France, principalement orientée vers la valorisation des recherches, expérimentations et actions innovantes dans le domaine de l'eau, réalisées sur le territoire de la région. Elle constitue un lieu de rencontre et de partage entre praticiens des services, chercheurs et élus du territoire.

BRGM : Bureau de Recherches Géologiques et Minières.

CEREMA : Centre d'Etudes et d'Expertise sur les Risques, l'Environnement, la Mobilité et l'Aménagement, établissement publique appui aux politiques publiques sous la tutelle du ministère.

CLE : Commission Locale de l'Eau, instance de concertation et de décision du SAGE missionnée pour élaborer le schéma, organiser son suivi et sa mise en œuvre.

DAcTES : Direction de l'Accompagnement à la Transition Ecologique et Solidaire du Département du Val-de-Marne.

DAIST : Direction de l'Aménagement, de l'Innovation et des Solidarités Territoriales du Département du Val-de-Marne.

DAQUAMA : Direction de l'Assainissement et de la QUAlité des Milieux Aquatiques du Département du Val-de-Marne.

DB : Direction des Bâtiments du Département du Val-de-Marne.

DCE : Directive Cadre sur l'Eau (23 octobre 2000) qui fixe l'objectif d'atteinte du bon état des masses d'eau à l'échelle européenne.

DERU : Directive européenne du 21 mai 1991 sur les Eaux Résiduaires Urbaines qui impose des obligations de collecte et de traitement des eaux usées.

DEVP : Direction des Espaces Verts et du Paysage au Département du Val-de-Marne.

DRIEAT : Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports.

DVM : Direction de la Voirie et des Mobilités au Département du Val-de-Marne.

EH : Equivalent Habitant.

EPCI : Etablissement Public de Coopération Intercommunale.

EPT : Etablissement Public Territorial. On en compte trois dans le Val-de-Marne : Paris Est Marne et Bois, Grand Paris Sud Est Avenir, Grand Orly Seine Bièvre.

EPTB : Etablissement Public Territorial de Bassin, permettant à des collectivités territoriales de coopérer en vue de l'aménagement et de la gestion des fleuves et rivières d'un bassin hydrographique. Le Val-de-Marne est membre de l'EPTB Seine Grands Lacs.

Gestion intégrée des eaux pluviales : Démarche visant à gérer les eaux pluviales de manière durable. Elle regroupe une grande variété de solutions favorisant l'infiltration des eaux pluviales à la parcelle afin de limiter au maximum leur ruissellement.

GOSB : Grand Orly Seine Bièvre.

GPSEA : Grand Paris Sud Est Avenir.

ICU : Ilot de Chaleur Urbain.

LDSE : Laboratoire Départemental de Santé Environnementale.

MOA : Maître d'Ouvrage.

PEMB : Paris Est Marne & Bois.

PGC : Plan de Gestion de Crise.

PIREN-Seine : groupement de recherche dont l'objectif est de développer une vision d'ensemble du fonctionnement formé par le réseau hydrographique de la Seine, son bassin versant et la société humaine qui l'investit. Porté par Sorbonne Université et le CNRS, il rassemble des équipes de plusieurs universités, centres de recherches, écoles d'ingénieurs et des services de recherche des opérateurs concernés. Les travaux sont menés avec la plupart des acteurs publics ou privés de la gestion de l'eau dans le bassin Seine-Normandie.

PPAEN : Périmètre de Protection des Espaces Agricoles et Naturels.

PRIF : Préfecture Régionale d'Ile-de-France.

RGA : Retrait-Gonflement des Argiles.

SAG : Service des Affaires Générales de la DAQUAMA.

SAGE : Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux.

SC : Service Cartographie de la DAQUAMA.

SCT : Service Conception et Travaux de la DAQUAMA.

SDAGE : Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux.

SEGAMA : Service Etudes Générales Assainissement et Milieux Aquatiques de la DAQUAMA.

SERCOB : Service Exploitation des Réseaux et Contrôle des Branchements de la DAQUAMA.

SESER : Service Exploitation et Supervision des Equipements du Réseau de la DAQUAMA.

SFCP : Service Finances et Commande Publique de la DAQUAMA.

SGF : Service Gestion des Flux de la DAQUAMA.

SIDRA : Service Industriels – Diagnostic des Réseaux – Autosurveillance de la DAQUAMA.

SIS : Service Innovation et Supervision de la DAQUAMA.

SP2S : Service Prévention Santé et Sécurité de la DAQUAMA.

SRCE : Schéma Régional de Cohérence Ecologique.

SRHM : Service Ressources Humaines et Moyens de la DAQUAMA.

SSET : Service Stratégie Eau et Territoires de la DAQUAMA.

SIAAP : Syndicat Interdépartemental pour l'Assainissement de l'Agglomération Parisienne, établissement public à caractère administratif réalisant le traitement des eaux usées sur le territoire de la Petite Couronne parisienne. Le SIAAP comprend le Val-de-Marne, la Seine-Saint-Denis, les Hauts-de-Seine, Parsi ainsi que 124 communes du Val-d'Oise, de l'Essonne, des Yvelines et de la Seine-et-Marne.

SMBVB : Syndicat Mixte du Bassin Versant de la Bièvre. Il s'agit d'une structure de coopération intercommunale qui associe des collectivités de natures différentes sur le bassin versant de la Bièvre : Région, Départements, EPT, Communautés d'Agglomération… Le syndicat a pour objet l'élaboration et la mise en œuvre du Schéma d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (SAGE) du bassin versant de la Bièvre. Il est également le maître d'ouvrage des études définies par la Commission Locale de l'Eau (CLE).

SMV : Syndicat Marne Vive. Il s'agit d'un syndicat d'études et de conseils pour ses membres, situés dans le Val-de-Marne, en Seine-Saint-Denis et en Seine-et-Marne, dans la partie la plus urbaine du bassin versant de la Marne. Le territoire représente plus d'un million d'habitants et couvre les bords de Marne ainsi que ses affluents (ru de Chantereine, Morbras, Merdereau et Maubuée).

SyAGE : Syndicat mixte pour l'Assainissement et la Gestion des Eaux du bassin versant de l'Yerres. Il est composé de 28 communes et de 25 groupements de communes, répartis sur 3 départements (Essonne, Seine-et-Marne et Val-de-Marne). Il exerce la compétence GEMAPI (Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations), la gestion des eaux usées et pluviales ainsi que le pilotage du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE).

Zonage Pluvial : outil d'aide à la décision qui permet aux collectivités de formaliser leurs politiques de gestion des eaux pluviales et des eaux de ruissellement. Il favorise l'infiltration à la parcelle et vise à réduire les conséquences des eaux de ruissellement. A l'aide d'une ou plusieurs cartographies, cet outil spatialise les orientations politiques en matière de maîtrise de l'imperméabilisation des sols et de gestion des eaux pluviales.

5

SOURCES

- Agence de l'Eau Seine-Normandie (AESN), Programme d'intervention « Eau, Climat & Biodiversité » 2025-2030, septembre 2024.
- Agence de l'Eau Seine-Normandie (AESN), Stratégie adaptation changement climatique, octobre 2023.
- Agence de l'Eau Seine-Normandie (AESN), Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Seine-Normandie 2022-2027.
- Atelier Parisien d'Urbanisme (APUR), Etude : Sites de baignade en héritage des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024. 32 sites proposés par les collectivités, avril 2024.
- Département du Val-de-Marne, Plan Bleu, 2009.
- Département du Val-de-Marne, Plan Stratégique Départemental d'Assainissement (PSDA), 2019.
- Département du Val-de-Marne, Règlement Sanitaire Départemental d'Assainissement (RSDA), 2022.
- Département du Val-de-Marne, Schéma Directeur Départemental d'Assainissement (SDDA), 2008-2020.
- Département du Val-de-Marne, Stratégie Climat Départementale, juin 2024.
- Département du Val-de-Marne, Stratégie Nature en Val-de-Marne, octobre 2024.
- Département du Val-de-Marne, Zonage Pluvial, version de 2014 et version révisée de 2024.
- Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports d'Ile-de-France (DRIEAT), Plan d'Action Opérationnel Territorialisé de Paris proche couronne (PAOT) 2022-2027, décembre 2022.
- Ministère de la Transition écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche, Plan national d'adaptation au changement climatique (PNACC) 3, 2025.
- Région Ile-de-France, Schéma Directeur Environnemental (SDRIF-E), septembre 2024.
- Sénat, « Pour une politique de l'eau ambitieuse, responsable et durable », rapport d'information n°871 (2022-2023) déposé le 11 juillet 2023.

Département du Val-de-Marne

Direction de l'Assainissement et de la Qualité des Milieux Aquatiques (DAQUAMA)

Juin 2025